

Document d'information synthétique

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission d'obligations convertibles en actions (les « **OCA** ») à souscrire en numéraire ou en nature dans le cadre d'un emprunt obligataire par offre au public du 26 juillet au 31 août 2026 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation) pour un montant inférieur à 12 millions d'euros

(l'« **Opération** »)

PRESENTATION DE L'EMETTEUR EN DATE DU 26 JUILLET 2026

PROMETIA FRANCE

Société anonyme au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
107 412 983 – R.C.S. de Lyon

(l'« **Emetteur** »)

« Les investisseurs sont informés que la présente offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers et ne répond pas aux exigences d'une offre de financement participatif au sens du règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

I – Activité de l'Emetteur et du projet

L'Emetteur a été immatriculé le 15 juillet 2026 et a pour activité l'acquisition, le financement et l'exploitation d'équipements industriels dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, le développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul, ainsi que l'acquisition de terrains et de biens immobiliers liés à ces activités, notamment aux États-Unis (l'« **Activité Principale** »).

Dans ce contexte, la Société envisage d'employer une partie significative des fonds levés au titre de la présente offre pour renforcer, sous une forme qui reste à déterminer, le financement du volet américain de l'Activité Principale déployé par l'intermédiaire de Prometia Inc., société de droit de l'État du Delaware (États-Unis) — notamment par voie de souscription d'actions ordinaires de cette dernière, et/ou par voie de prêt intragroupe sous forme de compte courant d'associé.

Dans ce contexte, l'Emetteur propose de réaliser un emprunt obligataire pour un montant global maximum de onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (11.999.999) euros (le « **Montant du Financement** ») par l'émission d'un milliard cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (1.199.999.900) Obligations, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune.

A titre indicatif, dans l'hypothèse où le Montant du Financement serait atteint, les fonds levés dans le cadre de la présente offre seraient affectés aux postes suivants, étant précisé que ces montants seront ajustés si le Montant du Financement n'est pas atteint à la fin de la Période de Souscription :

Utilisation des fonds

- Activité Principale – acquisition, financement et exploitation d'équipements industriels (domaine de l'énergie et de la puissance de calcul), développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul, acquisition de terrains et de biens immobiliers liés, notamment aux États-Unis.
- Prometia Inc. – souscription d'actions ordinaires de Prometia Inc. et/ou prêt intragroupe sous forme de compte courant d'associé (volet américain de l'Activité Principale).
- Besoin en fonds de roulement (BFR) et dépenses courantes de fonctionnement de la Société.

L'Emetteur pourra, à tout moment avant la clôture de la Période de Souscription, de manière discrétionnaire et sans formalité ni pénalité, abandonner purement et simplement l'Opération. L'Emission ne sera donc pas réalisée et l'Emetteur remboursera, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'abandon de l'Opération, les fonds collectés pendant la Période de Souscription.

L'Émetteur mène parallèlement une autre levée de fonds. Un emprunt obligataire conformément à l'article L.411-2-1, 2° du Code monétaire et financier et à l'article 211-2 II du règlement général de l'AMF, s'adressant à des investisseurs qui acquièrent les titres financiers offerts pour un montant total d'au moins cent mille (100.000) euros par investisseur et par offre, a été lancé le 21 juillet 2026 et se clôturera au plus tard le 31 août 2026 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation). Vous êtes invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder [au tableau synthétisant les levées de fonds de l'Émetteur \(Annexe 1\)](#).

Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes suivants pour accéder :

- [à des éléments prévisionnels sur l'activité \(Annexe 2\) ;](#)
- [à l'échéancier de l'endettement sur 5 ans \(Annexe 3\) ;](#)
- [à l'organigramme du groupe auquel appartient l'Émetteur et la place qu'il y occupe \(Annexe 4\) ;](#)
- [au curriculum vitae des représentants légaux de l'Émetteur \(Annexe 5\) ;](#)
- [à l'organigramme des principaux membres de l'équipe de direction \(Annexe 6\).](#)

Certains documents, dont la liste figure ci-après, qui doivent normalement être communiqués aux souscripteurs de l'emprunt obligataire, n'existent pas à date :

- les comptes existants de l'Émetteur – l'Émetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2027 ; et
- les rapports du (ou des) commissaire(s) aux comptes réalisés au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours – l'Émetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2027.

L'Émetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2027 et ne dispose pas de rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales. Une copie des rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales des exercices à venir pourra être obtenue sur demande à l'adresse suivante : contact@prometia.com.

I bis – Activité de Prometia Inc. et du projet

Prometia, Inc. (ci-après « **Prometia Inc.** ») est une société de droit de l'État du Delaware (États-Unis), immatriculée le 14 juillet 2026 auprès du Secrétaire d'État du Delaware sous le numéro 10697313. Son agent enregistré est Corporate Creations Network Inc., 1521 Concord Pike, Suite 201, Wilmington, DE 19803.

Prometia Inc. a pour objet la réalisation de toute activité licite conforme aux lois du Delaware, et notamment l'acquisition, le financement, l'exploitation et le développement d'équipements industriels dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, de fermes de puissance de calcul et d'infrastructures d'interconnexion électrique, situés principalement aux États-Unis. Prometia Inc. a vocation à opérer en tant que véhicule américain de l'Activité Principale de l'Émetteur.

Prometia Inc. a été constituée récemment et ne dispose à ce jour d'aucun historique d'activité ni d'exercice social clos. Elle clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2026.

Certains documents relatifs à Prometia Inc. n'existent pas à date en raison de sa constitution récente : comptes annuels, rapports de commissaires aux comptes et éléments prévisionnels. Aucun rapport des organes sociaux n'a encore été établi.

[Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes suivants pour accéder aux documents décrivant les droits et conditions attachés aux titres de Prometia Inc. \(Annexe 14\) :](#)

[Certificate of Incorporation de Prometia Inc. \(signé le 7 juillet 2026, déposé au Delaware le 14 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Formation officiel délivré par le Secrétaire d'État du Delaware \(tampon officiel, 14 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Designations of Series A Preferred Stock \(tampon officiel Delaware, 17 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Designations of Series B Preferred Stock \(tampon officiel Delaware, 17 juillet 2026\) ;](#)
[Board Consent in Lieu of First Meeting de Prometia Inc. daté du 15 juillet 2026 ;](#)
[Summary of Capitalization and Governance de Prometia Inc. daté du 16 juillet 2026.](#)

II – Risques liés à l'activité de l'Emetteur et à son projet

L'investissement en Obligations de l'Emetteur est exposé à certains facteurs de risques susceptibles d'entraîner la diminution ou l'absence de rendement et/ou des pertes. Parmi ces risques figurent notamment :

Risque lié à l'activité de l'Emetteur

La Société emploiera la quasi-totalité des fonds levés à son Activité Principale, consistant en l'acquisition, le financement et l'exploitation d'équipements industriels dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, le développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul. La réussite de cette activité dépend de la capacité de l'Emetteur à développer ses projets, notamment via Prometia Inc., et à générer des flux suffisants. Tout ralentissement d'activité ou incident opérationnel pourrait affecter sa capacité à rémunérer ou rembourser les porteurs d'OCA.

Risque lié à l'historique opérationnel de l'Emetteur

La Société est nouvellement constituée et ne dispose d'aucun exercice social clos ni d'historique d'activité. Les porteurs d'OCA ne disposent donc d'aucun élément permettant d'apprécier la capacité de la Société à mener à bien son activité. Ce risque est accru par le fait que la Société est susceptible d'augmenter son endettement financier au cours de la durée des OCA.

Risque de marché et concurrentiel

Le marché de l'énergie et de la puissance de calcul est soumis à des évolutions technologiques et réglementaires rapides ainsi qu'à une concurrence internationale. L'Emetteur, dans le cadre de ses projets aux États-Unis, est notamment exposé aux fluctuations des prix de l'énergie, à l'évolution de la réglementation américaine et aux risques liés aux cycles économiques susceptibles d'affecter la viabilité de ses projets industriels.

Risque de dilution lié à la conversion des OCA

Les OCA émises dans le cadre de la présente offre sont convertibles en actions de l'Emetteur. En cas d'exercice du droit à la conversion, les actionnaires existants de l'Emetteur subiront une dilution de leur participation au capital social, dont l'ampleur dépendra du nombre d'OCA effectivement converti et des conditions de conversion retenues.

Risque d'illiquidité des OCA

Dans la mesure où les OCA n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou organisé, leur cession n'est pas garantie. A défaut d'acquéreur, les porteurs d'OCA pourraient ne pas être en mesure de récupérer tout ou partie du capital investi avant la date de remboursement ou de conversion.

Risque lié à la situation financière de l'Emetteur

Actuellement, avant la réalisation de la levée de fonds de la présente offre, la société dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour les 6 prochains mois. Pour les six mois ultérieurs, les sources de financement envisagées seront principalement constituées des fonds levés dans le cadre de la présente offre et d'une autre émission d'OCA menée parallèlement.

Risque réglementaire

L'activité de l'Emetteur est soumise aux réglementations françaises et américaines applicables au secteur de l'énergie et de la puissance de calcul. Toute évolution défavorable de ces réglementations — notamment en matière d'autorisations d'exploitation, de fiscalité ou de règles environnementales — est susceptible d'affecter la viabilité ou la rentabilité des projets de la Société et, par conséquent, sa capacité à honorer ses engagements envers les porteurs d'OCA.

Risque lié aux ressources humaines clés

La Société est fortement dépendante de ses dirigeants fondateurs, Richard Détente et Richard Estève, qui assurent à la fois la direction de PROMETIA FRANCE et la supervision de Prometia Inc. La perte de l'un ou l'autre de ces dirigeants serait susceptible d'affecter significativement la conduite des projets de la Société et sa capacité à générer les revenus nécessaires au service de la dette obligataire.

Risque lié au pouvoir des souscripteurs

Les souscripteurs seront des porteurs d'OCA de l'Emetteur et, tant que les OCA n'auront pas été converties en actions, n'auront aucun droit politique sur la gestion de l'Emetteur. Les décisions de gestion prises par les organes

de l'Emetteur pourront s'avérer défavorables pour les porteurs d'OCA. Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les porteurs d'OCA seront regroupés de plein droit en une Masse des Obligataires jouissant de la personnalité civile pour assurer leur représentation collective vis-à-vis de l'Emetteur.

Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

II bis – Risques liés à l'activité de Prometia Inc. et à son projet

Risque lié à l'historique opérationnel de Prometia Inc.

Prometia Inc. a été constituée récemment (14 juillet 2026) et ne dispose d'aucun exercice social clos ni d'historique d'activité. Les porteurs d'OCA ne disposent d'aucun élément opérationnel permettant d'apprécier la capacité de Prometia Inc. à développer son activité et à générer les flux nécessaires au service de la dette obligataire de l'Emetteur.

Risque lié à la gouvernance de Prometia Inc.

Les actions de Série A de Prometia Inc., détenues exclusivement par ses fondateurs, confèrent collectivement 50,1 % du pouvoir de vote global de Prometia Inc. en toutes circonstances, quelles que soient les émissions ultérieures de titres. PROMETIA FRANCE, destinée à ne détenir que des actions ordinaires, ne disposera d'aucun pouvoir de contrôle sur les décisions stratégiques de Prometia Inc. et n'est pas partie au Stockholders' Agreement conclu entre ses fondateurs.

Risque de dilution de l'Emetteur dans Prometia Inc.

Prometia Inc. est susceptible de procéder à de nouvelles émissions de titres pour financer son développement, ce qui pourrait diluer la participation et l'influence de l'Emetteur. PROMETIA FRANCE ne bénéficie d'aucun droit de préemption garanti.

Risque lié à la situation financière de Prometia Inc.

À la date du présent DIS, Prometia Inc. ne dispose d'aucun actif significatif ni de source de revenus. Sa capacité à conduire son projet dépend entièrement des fonds qui lui seront apportés par l'Emetteur à l'issue des émissions d'OCA en cours, ainsi que d'éventuels financements tiers.

Risque réglementaire américain

L'activité de Prometia Inc. est soumise aux réglementations fédérales et étatiques américaines applicables aux secteurs de l'énergie et de la puissance de calcul (autorisations d'exploitation, normes environnementales, fiscalité américaine). Toute évolution défavorable de ces règles est susceptible d'affecter la viabilité des projets de Prometia Inc. et, en conséquence, la capacité de l'Emetteur à honorer ses engagements envers les porteurs d'OCA.

Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

III – Capital social

Le capital social de l'Emetteur est intégralement libéré. Le capital social est composé de plusieurs catégories d'actions conférant chacune des droits différents (actions ordinaires et actions de préférence).

Les actions de préférence de la Société, détenues exclusivement par les associés fondateurs (DETENTE COOPERATION EDITIONS et Richard Estève), confèrent statutairement cinquante-et-un pour cent (51 %) des droits de vote en toutes circonstances, selon une formule de calcul ajustée automatiquement à chaque émission ou conversion de valeurs mobilières (article 13 des statuts). Les actions ordinaires issues de la conversion des OCA ne représenteront donc jamais, ensemble, plus de quarante-neuf pour cent (49 %) des droits de vote de la Société.

La société a par ailleurs émis des obligations convertibles en actions dans le cadre d'une précédente levée de fonds, réalisée conformément à l'article L. 411-2-1, 2° du Code monétaire et financier et à l'article 211-2 II du règlement général de l'AMF, auprès d'investisseurs qui acquièrent les titres financiers offerts pour un montant total d'au moins 100.000 euros par investisseur et par offre, qui a été lancée le 21 juillet 2026.

L'assemblée générale extraordinaire de la Société réunie le 21 juillet 2026 a décidé l'émission d'obligations convertibles en actions réservée, conformément à l'article L. 411-2-1, 2° du Code monétaire et financier et à l'article 211-2 II du règlement général de l'AMF, auprès d'investisseurs qui acquièrent les titres financiers offerts pour un montant total d'au moins 100.000 euros par investisseur et par offre, dans la limite d'un montant maximum global de

cent millions d'euros (100.000.000 €), et a supprimé corrélativement le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des porteurs de ces obligations. Cette émission est actuellement en cours. L'assemblée a délégué au Conseil d'Administration, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 21 juillet 2026 (soit jusqu'au 21 janvier 2028), les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de cette émission, dans le respect des caractéristiques ainsi arrêtées par l'assemblée. Le Conseil d'Administration a lui-même autorisé le Président-Directeur Général à réaliser matériellement cette émission dans les conditions de cette délégation.

Avec les OCA offertes dans le cadre de la présente offre, ces valeurs mobilières donnant accès à son capital social représentent ensemble, à l'issue de l'offre, une augmentation de capital social potentielle maximum de 99,97 %.

Vous êtes invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au tableau présentant de manière détaillée la liste de la délégation de compétence conférée par l'assemblée générale de l'Emetteur : [tableau de la délégation \(Annexe 10\)](#).

Vous êtes invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau synthétisant l'ensemble des levées de fonds de l'Emetteur \(Annexe 1\)](#).

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau décrivant la répartition de l'actionariat de l'Emetteur \(Annexe 7\)](#).

Les OCA offerts dans le cadre de la présente offre donnent accès, à terme, au capital de l'Emetteur selon les modalités décrites à la rubrique IV ci-après. Chaque action ordinaire de l'Emetteur confère un droit de vote en assemblée générale. Les actions ordinaires donnent droit aux dividendes et aux distributions déterminés et approuvés par les organes compétents de l'Emetteur.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions de l'Emetteur : [statuts de l'Emetteur \(Annexe 8\)](#).

III bis – Capital social de Prometia Inc.

Le capital social de Prometia Inc. est intégralement libéré. Il est composé de trois catégories de titres, dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

Actions ordinaires (*Common Stock*)

50.100 actions ordinaires ont été émises à ce jour, à un prix unitaire de 0,01 \$ par action, exclusivement par les deux fondateurs. Chaque action ordinaire confère 1 vote sur les matières soumises au vote des actionnaires. La répartition à la date du présent DIS est la suivante :

Actionnaire	Actions ordinaires (Common Stock)	Série A Preferred Stock (super-voting)	Série B Preferred Stock (dividende)
Richard Détente	25.050	5.010	60
Richard Estève	25.050	4.990	40

Actions Préférentielles de Série A (*Super-Voting*)

10.000 actions de Série A ont été émises et sont détenues par les fondateurs (Richard Détente : 5.010 ; Richard Estève : 4.990). Les actions de Série A confèrent collectivement 50,1 % du pouvoir de vote global de Prometia Inc. en permanence, quelles que soient les émissions ultérieures de titres, sans aucun droit économique (aucun dividende, aucune participation à la liquidation). Elles ne sont pas convertibles et ne peuvent pas être cédées.

Actions Préférentielles de Série B (*Performance Dividend*)

100 actions de Série B ont été émises et sont détenues par les fondateurs (Richard Détente : 60 ; Richard Estève : 40). Les actions de Série B confèrent à leurs titulaires un droit à un dividende annuel payé en actions ordinaires, égal à 15 % de l'augmentation annuelle de la valeur nette d'actif (*Net Asset Value*) de Prometia Inc. pour l'exercice concerné, à compter de l'exercice 2027. Ce dividende est calculé par un cabinet d'évaluation indépendant mandaté par le Conseil d'Administration dans les trente (30) jours suivant la clôture de chaque exercice. Elles ne confèrent aucun droit de vote ordinaire, aucune participation à la liquidation, ne sont pas convertibles et ne peuvent pas être cédées.

PROMETIA FRANCE n'est pas encore actionnaire de Prometia Inc. à la date du présent DIS. Elle a vocation à souscrire des actions ordinaires de Prometia Inc. dès que les fonds nécessaires auront été levés dans le cadre des émissions d'OCA en cours. PROMETIA FRANCE n'est pas partie au Stockholders' Agreement de Prometia Inc. conclu entre Prometia Inc., Richard Détente et Richard Estève le 20 juillet 2026.

[Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes suivants pour accéder aux documents décrivant les droits et conditions attachés aux titres de Prometia Inc. \(Annexe 14\) :](#)

[Certificate of Incorporation de Prometia Inc. \(signé le 7 juillet 2026, déposé au Delaware le 14 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Formation officiel délivré par le Secrétaire d'État du Delaware \(tampon officiel, 14 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Designations of Series A Preferred Stock \(tampon officiel Delaware, 17 juillet 2026\) ;](#)
[Certificate of Designations of Series B Preferred Stock \(tampon officiel Delaware, 17 juillet 2026\) ;](#)
[Board Consent in Lieu of First Meeting de Prometia Inc. daté du 15 juillet 2026 ;](#)
[Summary of Capitalization and Governance de Prometia Inc. daté du 16 juillet 2026.](#)

IV – Titres offerts à la souscription

IV.1 – Droits attachés aux titres offerts à la souscription

Nature et dénomination des titres

Les titres offerts sont des obligations convertibles en actions (OCA) (les « **OCA** ») émises par PROMETIA FRANCE (l'« **Emetteur** »). L'offre est ouverte au public pour un montant total inférieur à 12 millions d'euros.

Palier	Ticket minimum	Taux annuel	Prime d'émission	Versement coupon	Quotité convertible par défaut (sauf renonciation)	Avantage non financier
Palier 1	1 000 € + frais éventuels	8 %	+ 30 %	Annuel	100 %	Une casquette
Palier 2	20 000 € + frais éventuels	9 %	+ 28 %	Annuel		Un hoodie
Palier 3	50 000 € + frais éventuels	10 %	+ 25 %	Semestriel		Une soirée à Genève

Prix d'émission et valeur nominale

Chaque OCA est émise à une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) par OCA. Le prix de souscription total acquitté par l'investisseur comprend, en sus du montant nominal des OCA souscrites, des frais de souscription éventuels non remboursables dont le taux est fixé comme suit, sauf accord contraire du Président-Directeur Général : (i) 0 % pour les souscripteurs qui sont dirigeants ou salariés du Groupe Antimatter ; (ii) 4 % du montant souscrit pour tous les autres souscripteurs. Ces frais ne s'imputent pas sur le montant nominal des OCA souscrites et ne portent pas intérêt.

Ticket minimum de souscription

Le ticket minimum de souscription est fixé à 1.000 euros (hors frais) pour le Palier 1, 20.000 euros (hors frais) pour le Palier 2 et 50.000 euros (hors frais) pour le Palier 3. Aucun montant maximum individuel n'est prévu, sous réserve du montant global maximum de l'offre.

Date d'émission

Les OCA seront émises et porteront jouissance à compter de la date de la décision du Conseil d'Administration ou du Président-Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration constatant la réalisation de l'Émission (la « **Date d'Émission** »). La Date d'Émission constitue l'unique date de référence pour le calcul de la durée de l'emprunt, des intérêts et du délai d'ouverture du droit à remboursement anticipé, tel que précisé ci-après.

Durée et remboursement

L'emprunt obligataire convertible est souscrit pour une durée de vingt (20) ans à compter de la Date d'Emission.

Les OCA n'ayant pas fait l'objet de la Conversion par Défaut sont remboursées au plus tard le premier (1er) jour ouvrable suivant le vingtième (20ème) anniversaire.

Par dérogation, chaque porteur d'OCA pourra demander le remboursement anticipé en numéraire de la totalité de ses OCA à compter du trente-sixième (36ème) mois suivant la Date d'Emission.

Le montant total des remboursements anticipés ne pourra excéder vingt pour cent (20 %) du montant total de la dette obligataire par année (premier arrivé, premier servi), sauf décision de la Société de relever ce plafond. La Société se réserve par ailleurs le droit de procéder au remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des OCA à tout moment, sans contrainte de délai, moyennant le versement de la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés.

Intérêts (coupon)

Les OCA portent un intérêt à taux fixe dont le taux et la périodicité de versement du coupon dépendent du montant total d'OCA détenu par le porteur, déterminés comme suit :

- Palier 1 (ticket à partir de 1.000 €) : taux annuel de 8 %, coupon versé annuellement ;
- Palier 2 (ticket à partir de 20.000 €) : taux annuel de 9 %, coupon versé annuellement ;
- Palier 3 (ticket à partir de 50.000 €) : taux annuel de 10 %, coupon versé semestriellement.

Par exception, les intérêts afférents à la première période suivant la Date d'Emission seront versés selon les modalités précisées dans les modalités des OCA (Annexe 11).

Les intérêts sont calculés sur la valeur nominale des OCA, prorata temporis sur la base de 365 jours, à compter de la Date d'Émission. Aucun coupon n'est versé durant les six (6) premiers mois suivant la Date d'Émission (différé initial). À l'issue de ce différé, les coupons sont versés comme suit : (i) pour le Palier 1 (8 %) et le Palier 2 (9 %) (coupon annuel) : le premier paiement intervient six (6) mois après la Date d'Émission, puis chaque paiement suivant intervient à l'expiration de périodes successives de douze (12) mois à compter du premier paiement ; (ii) pour le Palier 3 (10 %) (coupon semestriel) : le premier paiement intervient six (6) mois après la Date d'Émission, puis chaque paiement suivant intervient à l'expiration de périodes successives de six (6) mois à compter du premier paiement. Les intérêts courus durant la période de différé sont versés à la date de conversion ou de remboursement des OCA concernées.

Pour les modalités exhaustives, vous êtes invité à consulter [les modalités des OCA \(Annexe 11\)](#).

Prime d'émission

Une prime d'émission est appliquée en cas de conversion au prix de souscription des actions. La prime est de 30 % pour le Palier 1, de 28 % pour le Palier 2 et de 25 % pour le Palier 3.

Modalités de conversion

Dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la clôture de la Période de Souscription, l'intégralité des OCA détenues par chaque porteur sera convertie de plein droit en actions ordinaires (AO) (la « **Conversion par Défaut** »). Chaque porteur dispose toutefois d'un droit de renonciation partielle ou totale à cette Conversion par Défaut (le « **Droit d'Opt-Out** »), exerçable par notification écrite adressée à la Société pendant la Période de Souscription et au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la clôture de la Période de Souscription. À défaut d'exercice du Droit d'Opt-Out dans ce délai, la Conversion par Défaut est réputée acceptée de manière irrévocable. La conversion porte, à défaut d'exercice du Droit d'Opt-Out, sur cent pour cent (100 %) des OCA détenues. Les OCA pour lesquelles le Droit d'Opt-Out aura été valablement exercé demeurent en circulation et continuent de bénéficier de l'ensemble des stipulations des Modalités des OCA.

La conversion s'opère sur la base d'un prix de conversion par action ordinaire (AO) égal au prix de référence par action de la Société, soit un centime d'euro (0,01 €), majoré de la prime d'émission applicable selon le palier : (i) Palier 1, 1.000 € : prime de 30 %, soit un prix de conversion de 0,013 € ; (ii) Palier 2, 20.000 € : prime de 28 %, soit un prix de conversion de 0,0128 € ; (iii) Palier 3, 50.000 € : prime de 25 % soit un prix de conversion de 0,0125 €. Le nombre d'AO attribué est égal au quotient du montant nominal des OCA converties par le prix de conversion ainsi déterminé. La Parité de Conversion sera ajustée conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce en cas d'opérations sur le capital de la Société survenant entre la Date d'Emission et la date de conversion.

Avantages non financiers (perks)

En sus des droits financiers attachés aux OCA, chaque souscripteur bénéficie d'un avantage non financier (perk) cumulatif selon le palier souscrit :

- Palier 1 : une casquette Prometia France ;
- Palier 2 : un hoodie Prometia France (les perks du Palier 1 sont également accordés) ;
- Palier 3 : invitation à une soirée exclusive à Genève organisée par Prometia France (les perks des Paliers 1 et 2 sont également accordés).

Paiement

Le remboursement du nominal des OCA et le paiement des intérêts courus, et plus généralement tout paiement, s'effectuera au choix des souscripteurs formulé lors de la souscription : (i) en numéraire : par virement bancaire en euro sur le compte bancaire des porteurs d'OCA dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ; ou (ii) en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (wallet) des porteurs d'OCA dont les détails ont été renseignés lors de la souscription, étant précisé qu'un (1) euro équivaudra à un (1) EURC.

Rang / Sûreté des OCA

Les OCA bénéficieront, conformément au droit de l'État du Delaware (États-Unis), d'un nantissement (*pledge*) portant sur les actions de la société Prometia Inc. détenues par la Société, constitué au profit de la Masse des Obligataires. Sous réserve du bénéfice de ce nantissement, les OCA constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de la Société, venant au même rang entre eux et, sous réserve des exceptions légales impératives, au même rang que toutes les autres dettes chirographaires présentes et futures de la Société.

Masse des Obligataires

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les porteurs d'OCA seront regroupés de plein droit en une masse jouissant de la personnalité civile pour assurer leur représentation collective vis-à-vis de l'Emetteur (la « **Masse des Obligataires** »). Le représentant de la Masse des Obligataires est Me. Foucauld Prache, avocat au barreau de Paris, élisant domicile au 156 rue de Rivoli, 75001 Paris (foucauld.prache@alekto-avocats.com).

Vous êtes invités à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder à l'information exhaustive sur les droits et conditions attachés aux titres qui vous sont offerts :

- [statuts de Prometia France \(Annexe 8\)](#) ;
- [modalités des OCA \(Annexe 11\)](#).

Les dirigeants de l'Emetteur se réservent le droit de participer à l'offre et de souscrire des Obligations.

IV.2 – Conditions liées à la cession ultérieure des titres offerts à la souscription

Les OCA sont cessibles sous réserve de l'accord préalable et écrit de la Société. Pour toute cession d'OCA, la Société dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la notification de la cession envisagée pour faire connaître son accord ou son refus ; à défaut de réponse dans ce délai, la cession est réputée autorisée.

Le transfert de propriété des OCA résultera de leur inscription dans le Registre tenu par l'Emetteur.

Les actions ordinaires issues de la conversion des OCA sont cessibles sous réserve des dispositions légales, statutaires et l'engagement contractuel applicables. La signature de l'engagement contractuel dont le modèle figure en Annexe 1 des Modalités des OCA est requise à compter de la conversion des OCA en actions ordinaires.

Après leur conversion en actions ordinaires, et à compter de la signature par l'investisseur de l'engagement contractuel requise à cette occasion, tout projet de cession de ces actions à un tiers (hors cession à une société affiliée ou à un fonds affilié de l'investisseur, laquelle est libre sous réserve que le cessionnaire ait préalablement signé l'engagement contractuel et s'engage à rétrocéder les titres si la qualité d'affilié venait à cesser) est subordonné à l'agrément préalable des deux fondateurs de la Société, qui disposent d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification du projet de cession pour se prononcer ; à défaut de réponse dans ce délai, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément, l'investisseur peut maintenir son projet de cession, auquel cas les fondateurs devront, dans un délai de six (6) mois, faire racheter les titres concernés par un associé, un tiers, ou la Société elle-même.

Les fondateurs bénéficient en outre d'un droit de préemption sur les titres à céder, exerçable dans un délai de quarante-cinq (45) jours, aux prix et conditions notifiés par l'investisseur cédant.

Par ailleurs, si un tiers propose d'acquérir au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du capital social de la Société et que les fondateurs décident d'accepter cette offre, l'investisseur pourra être contraint de céder l'intégralité de ses titres aux fondateurs ou au tiers acquéreur, aux mêmes prix et conditions que ceux de l'offre ainsi acceptée (clause de sortie forcée ou « drag-along »), le transfert et le paiement du prix devant intervenir dans un délai de trois (3) mois, prorogeable jusqu'à six (6) mois au maximum.

L'engagement contractuel est conclu pour une durée initiale de quinze (15) ans à compter de sa signature. À l'expiration de cette durée initiale, il se renouvelle par tacite reconduction pour une période supplémentaire de cinq (5) ans, sauf dénonciation par l'une des parties par notification écrite adressée au moins six (6) mois avant l'échéance.

Par ailleurs, l'investisseur s'interdit, pour toute la durée de l'engagement contractuel, de conférer tout nantissement, gage ou toute autre sûreté, de quelque nature que ce soit, sur les actions ordinaires issues de la conversion de ses OCA, sauf accord préalable et écrit des fondateurs.

L'investisseur est invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à des exemples d'application de ces clauses de liquidité : [exemples d'application des clauses de liquidité \(Annexe 13\)](#), et à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder aux stipulations exhaustives encadrant la liquidité des titres financiers offerts :

- [statuts de Prometia France \(Annexe 8\) :](#)
- [modalités des OCA \(Annexe 11\).](#)

IV.3 – Risques attachés aux titres offerts à la souscription

L'investissement dans des sociétés non cotées comporte des risques spécifiques :

- risque de perte totale ou partielle du capital investi ;
- risque d'illiquidité : la revente des titres n'est pas garantie, elle peut être incertaine, partielle, voire impossible ;
- le remboursement des OCA et le paiement des intérêts y étant relatifs dépend de la réussite du projet financé ;
- risques liés à des droits financiers et politiques moins avantageux que ceux d'autres actionnaires, les Actions de Préférence conférant statutairement 51 % des droits de vote aux associés fondateurs en toutes circonstances ;
- risque lié à la cession de contrôle : les investisseurs ne bénéficient pas d'une clause leur permettant de céder leurs titres dans des conditions financières équivalentes à celles de l'actionnaire qui céderait le contrôle de la société ;
- le retour sur investissement dépend de la réussite du projet financé ;
- risque d'acquérir les titres à un prix qui pourrait s'avérer trop élevé, notamment en raison de l'absence de leur valorisation par une expertise indépendante.

IV.4 – Modification de la composition du capital de l'émetteur liée à l'offre

Préalablement à la conversion, l'émission des OCA n'aura aucun impact immédiat sur la composition du capital de l'Emetteur. En revanche, à la date de conversion (selon le choix exercé par le porteur ou par défaut), la conversion

de tout ou partie des OCA en actions entraînera une augmentation de capital et une modification de la répartition du capital de l'Emetteur. Vous êtes invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau récapitulatif la répartition du capital social et des droits de vote de l'Emetteur avant et après la réalisation de l'offre \(Annexe 9\)](#).

V – Relations avec le teneur de registre de l'Emetteur

L'Emetteur assure lui-même la tenue du registre des mouvements de titres et des comptes individuels des porteurs d'OCA de l'Emetteur (le « **Registre** »).

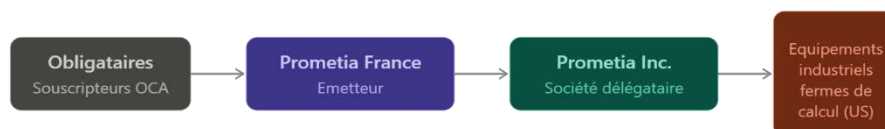
A tout moment, notamment lors de l'émission des OCA, l'Emetteur pourra décider, à sa seule discrétion et sans requérir l'accord de la Masse des Obligataires, de représenter les droits des porteurs d'OCA par une inscription dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé, tenu par l'Emetteur ou par un mandataire désigné à cet effet dans les conditions légales.

La copie des inscriptions aux comptes individuels des porteurs d'OCA dans les livres de l'Emetteur, matérialisant la propriété de leur investissement, sera délivrée aux porteurs qui en font la demande. Toute demande relative au Registre doit être adressée par écrit au siège social de l'Emetteur ou à l'adresse email suivante : contact@prometia.com.

VI – Interposition de société(s) entre l'Emetteur et le projet

L'Emetteur déploiera une partie significative de son Activité Principale par l'intermédiaire de Prometia, Inc., société de droit de l'État du Delaware (États-Unis). PROMETIA FRANCE a vocation à souscrire des actions ordinaires de Prometia Inc. dès que les fonds nécessaires auront été levés dans le cadre des émissions d'OCA en cours. PROMETIA FRANCE n'est pas encore actionnaire de Prometia Inc. à la date du présent DIS.

La chaîne d'investissement se présente comme suit : les porteurs d'OCA (les Obligataires) financent l'Emetteur (PROMETIA FRANCE), qui elle-même financera le projet porté par Prometia Inc. au moyen d'apports en capital (souscription d'actions ordinaires) et/ou de prêts intragroupe (compte courant d'associé).



Conformément aux prescriptions de l'instruction AMF DOC-2018-07, des informations de même nature que celles fournies sur l'Emetteur sont données sur la société Prometia Inc. aux rubriques I bis, II bis et III bis intégrées dans le présent document.

VII – Modalités de souscription

Les OCA devront être souscrites et libérées en une seule fois à la souscription.

Conformément à l'article L. 222-9, 5°, du Code de la consommation, aucun droit de rétractation n'est applicable à la souscription des Obligations. Les souscriptions ne sont donc pas révocables une fois l'engagement de souscription validé, sauf en cas d'annulation de l'Opération par la Société.

Les souscriptions pourront se faire :

- en numéraire : par virement bancaire sur le compte de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription ;
- en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription, étant précisé qu'un (1) euro équivaudra à un (1) EURC.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à la documentation juridique vous permettant

de répondre à l'offre (Annexe 12) contenant le [bulletin de souscription](#).

En sus, le souscripteur devra renseigner au moment de la réalisation du KYC, les informations suivantes : (i) s'il s'agit d'une personne physique : une carte nationale d'identité ou un passeport, (ii) s'il s'agit d'une personne morale : une carte nationale d'identité ou un passeport du représentant légal, un Kbis, les statuts, un justificatif de bénéficiaire effectif, (iii) dans tous les cas, un relevé d'identité bancaire ou l'adresse du portefeuille électronique (*wallet*) (à utiliser par l'Emetteur pour le paiement des intérêts, le remboursement du nominal et/ou en cas de sur-souscription ou de non réalisation), ainsi que tout autre document qui serait raisonnablement requis par l'Emetteur et/ou Didit pour la bonne réalisation du processus KYC.

Le souscripteur doit tenir compte des délais et des étapes de traitement et de validation détaillés dans le calendrier indicatif de l'offre ci-après :

Action	Date
Période de Souscription (sous réserve d'une clôture par anticipation ou reportée sans limitation de durée à la seule discrétion du Président-Directeur Général ou du Conseil d'Administration de l'Emetteur.) En cas de sur-souscription, les souscriptions seront retenues selon l'ordre chronologique de leur réception (premier arrivé, premier servi). Les souscriptions reçues au-delà du montant global maximum de l'offre seront intégralement remboursées dans les conditions précisées ci-après.	Les souscriptions des OCA et la libération des montants correspondants seront reçues par email aux adresses contact@prometia.com et gae@prometia.com du 26 juillet 2026 au 31 août 2026 (la « Période de Souscription »). La Période de Souscription pourra être clôturée par anticipation dès l'atteinte d'un montant minimum de souscription de cinq millions d'euros (5.000.000 €) (le « Soft Cap ») ou prorogée par périodes successives d'un (1) mois, à la seule discrétion du Conseil d'Administration ou du Président-Directeur Général.
Emission des OCA	À la constatation par le Conseil d'Administration, ou par le Président-Directeur Général sur délégation, de la clôture de la Période de Souscription, la réalisation définitive de l'émission des OCA est arrêtée.
Date et modalités de communication des résultats de l'offre	Au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrés postérieurement à la clôture des souscriptions par email
Date de débit des fonds des souscripteurs	Au moment de la souscription, par virement bancaire ou par transfert de EURC, selon le choix du souscripteur

En cas de sur-souscription ou de non-réalisation de l'Opération, l'investisseur se verra informé par email du remboursement, sur la base du dernier arrivé premier remboursé, du montant de sa souscription collectée pendant la Période de Souscription dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter respectivement de la date de clôture des souscriptions ou de constatation de la non-réalisation de l'Opération.

Annexe 1 – Tableau synthétisant l'ensemble des levées de fonds de l'Emetteur



LEVÉES DE FONDS EN COURS – PROMETIA FRANCE

Levées de fonds en cours	Période de souscription	Montant maximum en euros	Nombre maximum d’obligations	Valeur nominale d’une obligation en euro
Emprunt obligataire en OCA sur 20 ans conformément à l'article L. 411-2-1, 2° du Code monétaire et financier et à l'article 211-2 II du règlement général de l'AMF	Du 21 Juillet au 31 aout 2026 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation)	100.000.000	10.000.000.000	0.01
Emprunt obligataire, OPTF (L. 411-2-1 du Code monétaire et financier)	Du 26 juillet 2026 au 31 aout 2026 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation)	11.999.999	1.199.999.900	0.01



Annexe 2 – Éléments prévisionnels sur l'activité



ÉTAT FINANCIER D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL

Achat infrastructure puissance de calcul	12 000 000 \$ soit environ 11 500 000€
Frais de la levée	500 000 €

REVENUS	Vente de puissance de calcul	\$5 100 000,00
CHARGES	Charges opérationnelles	\$1 296 810,00
	Divers (administration, communication, frais légaux,	\$150 000,00
TOTAL Charges		\$1 446 810,00
EBITDA		\$3 653 190,00
Amortissement Policloud		\$2 400 000,00
EBIT		\$1 253 190,00
Carry		\$187 978,50
EBIT - Carry		\$1 065 211,50
Rentabilité net avant impôts		30 , 13%
Taxes & Impots		\$375 957,00



Annexe 3 – Échéancier de l'endettement sur 5 ans



ECHEANCIER DE L'ENDETTEMENT SUR 5 ANS

Année	Capital restant dû	Rendement en %	Rendement en euro	Principal
1	11,999,999.00	10.00%	599 999,95	0
2	11,999,999.00	10.00%	1 199 999,90	0
3	11,999,999.00	10.00%	1 199 999,90	0
4	11,999,999.00	10.00%	1 199 999,90	0
5	11,999,999.00	10.00%	1 199 999,90	0

* "RENDEMENTS EN %" EN UTILISANT LE TAUX D'INTÉRÊT MAXIMAL APPLICABLE (12%) , ÉTANT DONNÉ QUE LE TAUX EST VARIABLE



**Annexe 4 – Organigramme du groupe auquel appartient l'Emetteur et la place
qu'il occupe**

—○ ORGANIGRAMME DU GROUPE



Richard Détente



**Détente Coopération
Éditions**

Président-directeur
Général et
administrateur

50,10%



**Richard
Esteve**

Administrateur

49,90%



Richard Détente

Exec Chairman, CEO

50,05%



Richard Esteve

Chief Investment Officer

49,95%

Charline Trimaille

Secretary



Annexe 5 – Curriculum vitae des représentants légaux de l'Emetteur

RICHAD DETENTE

FORMATION

2006-2007 - Master 2 professionnel, Maîtrise d'ouvrage / bâtiment

2005-2006 - Licence pro, Thermique et énergétique

2003-2004 - Master 2 recherche MATIS à l'ESA / ADIAE, Gestion des Systèmes d'Information



EXPÉRIENCES

juil. 2026 - aujourd'hui

Co fondateur

PROMETIA

- <https://grandangleinvest.com/>

juil. 2023 - aujourd'hui

Co fondateur

DATA FACTORY

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

juin 2021 - aujourd'hui

Président

GRAND ANGLE CRYPTO

- <https://grandanglecrypto.com/>
- <https://www.youtube.com/@grandanglecrypto>

avr. 2017 - aujourd'hui

Président

GRAND ANGLE ÉCO

- <https://grandangleeco.com/>
- <https://www.youtube.com/@grandangleeco>

COMPÉTENCES

- Macro-économie
- Finance
- Gestion de projets
- Pédagogie

CONTACT



richard.detente@gmail.com



+41 76 500 73 49

RICHAD ESTEVE



FORMATION

2017 : Certificat en Assurance des risques internationaux

2007-2008 : Master 2, relations internationales approfondies (Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques)

2007-2008 : Master 2, droit international de l'environnement

2007 : European bachelor en ingénierie financière

2006-2007 : Master 2, géopolitique & intelligence économique

2005-2006 : MSc, Relations et affaires internationales

CONTACT



esteverichard1784@gmail.com



+971 52 323 2675

EXPÉRIENCES

juil. 2026 - aujourd'hui

Co fondateur

PROMETIA

- <https://grandangleinvest.com/>

juil. 2023 - aujourd'hui

Co fondateur

DATA FACTORY

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

2004 - aujourd'hui

Fondateur

RICHARD FINANCE

COMPÉTENCES

- Direction d'équipe
- Finance d'Entreprise
- Droit des Affaires
- Relations Internationales

Annexe 6 – Organigramme des principaux membres de l'équipe de direction

○ PROMETIA FRANCE SA

Conseil d'administration



**Richard
Detente**

Président-directeur
Général et
administrateur



**Richard
Estève**

Administrateur



**Michel
Estève**

Administrateur



**Charline
Trimaille**

Administrateur



Annexe 7 – Tableau décrivant la répartition de l'actionnariat de l'Emetteur

—○ ACTIONNARIAT PROMETIA FRANCE SA

Noms	Nombre d'actions ordinaires et ADP	Nombre d'actions de préférence	Actions ordinaires
DETENTE COOPERATION EDITIONS	1 850 000	50 100	1 799 900
Richard Estève	1 850 000	49 900	1 800 100
Total	3 700 000	100 000	3 600 000



Annexe 8 – Statuts de l'Emetteur

PROMETIA FRANCE

Société anonyme

au capital de 37.000 euros

Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon

En cours d'immatriculation au R.C.S. de Lyon

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

- **DETENTE COOPERATION EDITIONS**, société à responsabilité limitée de droit suisse au capital de CHF 20.000, ayant son siège social c/o Fiduciaire Daniel Jaggi S.A., rue de la Promenade-Noire 5, 2000 Neuchâtel, Suisse, immatriculée au registre du commerce du canton de Neuchâtel, sous le numéro CHE-297 135 343, représentée par son associé gérant, Monsieur Richard DETENTE, et
- **Monsieur Richard ESTEVE**, né le 17 mai 1984 à Marseille, de nationalité française

ont décidé de créer une société anonyme (la « **Société** ») et ont adopté les statuts (les « **Statuts** ») établis ci-après :

Article 1. Forme

La Société est une société anonyme (SA) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents Statuts.

Article 2. Dénomination

La dénomination sociale est : **PROMETIA FRANCE**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme » ou des initiales « SA » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 3. Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, le financement et l'exploitation de tout équipement industriel dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, en ce compris notamment le développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul, l'acquisition de terrains et de biens immobiliers, situés notamment aux États-Unis et liés à l'énergie ou à la puissance de calcul, la conclusion de contrats d'interconnexion électrique, ainsi que l'acquisition de tout équipement de production ou de stockage d'énergie (l'« **Activité Principale** ») ;
- la prise, la détention, la gestion et la cession de toute participation, directe ou indirecte, dans le capital de toute société ou entité, française ou étrangère, dans le domaine de l'Activité Principale ;
- l'octroi à toute entité dans laquelle la Société détient une participation, de tous financements, prêts, avances en compte courant ou garanties destinés au développement de leur activité commerciale et industrielle ;

- toutes opérations de financement, notamment par voie d'émission de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou non, émis par voie d'offres au public ou non, de conclusion de prêts, apports en compte courant ou convention de trésorerie, pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter, directement ou indirectement, la réalisation de l'Activité Principale ;
- le développement et la gestion de tout système, logiciel, solution technique, site internet, plateforme et applications ;
- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toutes parts sociales et de toutes valeurs mobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ;
- toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique ou de gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation ;
- toutes études de marchés ainsi que toutes actions commerciales, administratives pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter directement ou indirectement la réalisation de projets immobiliers ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'une ou l'autre de ces activités ; et
- toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon

La décision de transfert du siège social est prise par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

Article 5. Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. Formation du capital social – Apports

Lors de la constitution :

- **DETENTE COOPERATION EDITIONS** a fait apport à la Société d'une somme en numéraire de dix-huit mille cinq cents (18.500) euros, correspondant à un million huit cent cinquante mille (1.850.000) actions d'un centime d'euro (0,01 €) de nominal chacune, soit un million sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (1.799.900) actions ordinaires et cinquante mille cent (50.100) Actions de Préférence (tel que ces termes sont définis ci-dessous) ;
- **Monsieur Richard ESTEVE** a fait apport à la Société d'une somme en numéraire de dix-huit mille cinq cents (18.500) euros, correspondant à un million huit cent cinquante mille (1.850.000) actions d'un centime d'euro (0,01 €) de nominal chacune, soit un million huit cent mille cent (1.800.100) actions ordinaires et quarante-neuf mille neuf cents (49.900) Actions de Préférence, souscrites en totalité et libérées intégralement.

Les fonds correspondants aux apports en numéraire seront déposés par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'étude notariale « Heijmanns et associés » de Maître Hugo Heijmanns, situé 8, rue Gounod, 75017 Paris, ainsi qu'il résultera du certificat établi par le notaire dépositaire des fonds, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par les associés.

L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la société.

Article 7. Capital social

Le capital social est fixé à trente-sept mille (37.000) euros, divisé en trois millions sept cent mille (3.700.000) actions d'un centime d'euro (0,01 €) de nominal chacune, intégralement libérées, réparties en trois millions six cent mille (3.600.000) actions ordinaires et cent mille (100.000) Actions de Préférence.

Article 8. Modification du capital social

1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de commerce sont autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sur rapport du Conseil d'Administration et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes.

Toutefois, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Conseil d'Administration, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux actionnaires qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de l'entreprise.

Cependant, ces dispositions ne sont pas applicables à la Société, si elle est contrôlée au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, lorsque l'Assemblée générale de la société qui la contrôle a décidé ou a autorisé, par délégation, une augmentation de capital, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du travail, dont peuvent bénéficier les salariés de la Société.

2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

Article 9. Compte courant

La Société peut recevoir de ses actionnaires, de ses administrateurs, du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, le délai de préavis pour le retrait des sommes et toutes autres modalités nécessaires au fonctionnement des comptes courants sont arrêtés dans chaque cas par accord entre le Conseil d'Administration et les intéressés.

Article 10. Libération des actions

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 11. Forme des valeurs mobilières

Si la Société ne procède pas à une offre au public, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de leur titulaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 12. Forme et catégories des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont réparties en deux catégories : les actions ordinaires et les actions de préférence à droits de vote multiples (les « **Actions de Préférence** »), dont les caractéristiques sont définies ci-après.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et un registre coté et paraphé, dénommé « Registre des mouvements de titres », tenus chronologiquement à cet effet par la Société. Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

Article 13. Caractéristiques des Actions de Préférence

Il est créé une catégorie d'actions de préférence (les « **Actions de Préférence** »), émises à hauteur de cent mille (100.000), réparties entre les associés fondateurs à raison de cinquante mille cent (50.100) Actions de Préférence pour la société DETENTE COOPERATION EDITIONS et quarante-neuf mille neuf cents (49.900) Actions de Préférence pour Monsieur Richard ESTEVE.

Conformément à l'article L. 228-11 du Code de commerce, chaque Action de Préférence confère à son titulaire un nombre de voix déterminé de telle sorte que les Actions de Préférence confèrent ensemble, en toutes circonstances, cinquante et un pour cent (51 %) du total des droits de vote de la Société, nonobstant la quotité du capital qu'elles représentent.

En conséquence, le nombre de voix attaché à chaque Action de Préférence (V) est égal à :

$V = (51 \times A) / (49 \times P)$, où A désigne le nombre total d'actions ordinaires en circulation ayant le droit de vote, et P le nombre total d'Actions de Préférence en circulation ayant le droit de vote, à la date de l'assemblée considérée. Le résultat est arrondi à l'entier immédiatement supérieur.

Le nombre de voix par Action de Préférence est recalculé de plein droit, selon cette formule, à chaque opération modifiant le nombre d'actions ordinaires ou d'Actions de Préférence en circulation ayant le droit de vote, notamment toute augmentation ou réduction de capital, toute émission ou conversion de valeurs mobilières donnant accès au capital. Ce calcul résulte de la seule application de la présente clause, ne constitue pas une modification des droits attachés aux Actions de Préférence et n'emporte aucune modification des présents statuts. Le Président constate, pour chaque assemblée, le nombre de voix applicable et le mentionne sur la feuille de présence et au procès-verbal.

Les Actions de Préférence confèrent à leur titulaire les mêmes droits patrimoniaux que les actions ordinaires, notamment en ce qui concerne le droit aux dividendes et le droit au boni de liquidation, au prorata de la quotité du capital qu'elles représentent.

Toute modification des droits attachés aux Actions de Préférence, ainsi que toute émission d'Actions de Préférence nouvelles, est soumise à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'Actions de Préférence, statuant à la majorité des deux tiers (2/3), conformément aux articles L. 228-15 et suivants du Code de commerce.

Article 14. Transmission

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

3 - Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital sont librement cessibles, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Article 15. Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 16. Indivisibilité des actions – Nue-Propriété – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propiétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les Assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux Assemblées Générales, sans toutefois pouvoir priver l'usufruitier de son droit à voter les décisions concernant l'affectation des bénéfices. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute Assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Article 17. Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif.

Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction que les salariés soient nommés administrateurs ou que les administrateurs soient devenus salariés.

Les administrateurs peuvent être actionnaires ou non de la Société.

La limite d'âge pour les administrateurs est de 90 ans.

Article 18. Organisation du Conseil

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents et un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

Article 19. Délibérations du Conseil

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur Général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Le Conseil d'Administration peut également prendre par consultation écrite des administrateurs les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'Administration suivantes :

- nomination à titre provisoire de membres du Conseil prévue à l'article L. 225-24 du Code de commerce ;
- autorisation des cautions, avals et garanties prévue au dernier alinéa de l'article L. 225-35 du Code de commerce ;
- modifications nécessaires des Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires prévues au second alinéa de l'article L. 225-36 du Code de commerce ;
- convocation de l'Assemblée Générale prévue au I de l'article L. 225-103 du Code de commerce ; et
- transfert du siège social dans le même département.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 20. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil peut apporter les modifications nécessaires aux Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents Statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations.

Il peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

Article 21. Pouvoirs du président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Article 22. Direction Générale

1 - Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous sa responsabilité :

- soit par le Président du Conseil d'Administration,
- soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration est prise pour une durée de dix ans. A l'expiration de ce délai, le Conseil doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale. Le changement de la modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des Statuts.

2 - Direction générale

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination.

Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de quatre-vingt-dix ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Est également réputé démissionnaire d'office le Directeur Général placé en tutelle.

Les décisions prises par le Directeur Général irrégulièrement nommé ou réputé démissionnaire d'office ne sont pas nulles.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et L. 232-20 du Code de commerce, le Directeur Général est habilité à mettre à jour les Statuts de la Société, sur délégation du Conseil d'Administration, à la suite d'une augmentation de capital consécutive à l'émission de valeurs mobilières ou à un paiement du dividende en actions.

Le Directeur Général peut être autorisé par le Conseil, si celui-ci le juge opportun, à donner globalement et sans limite de montant, des cautionnements, des avals et des garanties pour garantir les engagements pris par les sociétés sous contrôle exclusif de la Société. Il doit alors rendre compte au Conseil d'Administration de l'utilisation de cette autorisation, au moins une fois par an.

3 - Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les Directeurs Généraux Délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de cinq.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et L. 232-20 du Code de commerce, le Directeur Général Délégué est habilité à mettre à jour les Statuts de la Société, sur délégation du Conseil d'Administration, à la suite d'une augmentation de capital consécutive à l'émission de valeurs mobilières ou à un paiement du dividende en actions.

Article 23. Rémunération des dirigeants

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.

2 - Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 24. Cumul des mandats

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233.16 du Code de commerce par la société dont elle est administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Cette dérogation s'applique également au mandat de Président du Conseil d'Administration. Pour l'application des dispositions limitant le cumul des mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance, les mandats de gestion exercés dans des sociétés non cotées et contrôlées par une même société ne comptent que pour un seul mandat, dans la limite de cinq mandats détenus à ce titre.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de Directeur Général ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. A titre dérogatoire, un deuxième mandat de direction peut être détenu dans une société contrôlée par la société dans laquelle est exercé le premier mandat. Un autre mandat de direction peut être exercé dans une société tierce, à condition que celle-ci ne soit pas cotée et que la personne intéressée n'exerce pas déjà un mandat de direction dans une société cotée.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une même personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de Directeur Général, de membre du Directoire, de Directeur Général unique, d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte pour le calcul de ce plafond les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233.16 du Code de commerce par la société dont elle est Directeur Général, membre du Directoire, Directeur Général unique, administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Pour l'application de ces dispositions, l'exercice de la Direction Générale par un administrateur est décompté pour un seul mandat.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Article 25. Conventions Réglementées

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes précitées est indirectement intéressée et des conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de Surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'autorisation préalable du Conseil d'Administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour la Société, notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.

La personne directement ou indirectement intéressée à la convention est tenue d'informer le Conseil dès qu'elle a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Elle ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration donne avis au Commissaire aux Comptes, s'il en existe, de toutes les conventions autorisées et conclues, lui communique également, pour chaque convention autorisée et conclue, les motifs justifiant de leur intérêt pour la Société et retenus par le Conseil d'Administration et ce, pour les besoins de l'établissement du rapport du Commissaire aux Comptes prévu au troisième alinéa de l'article L. 225-40 et à l'article R. 225-31 du Code de commerce.

S'il n'a pas été désigné de Commissaire aux Comptes, le Président du Conseil d'Administration rédige le rapport spécial sur les conventions réglementées.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale qui statue sur ce rapport. La personne directement ou indirectement intéressée aux conventions autorisées ne peut pas prendre part au vote. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables ni aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou de l'article L. 225-1 du Code de commerce.

Lorsque l'exécution de conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice. Elles sont examinées chaque année par le Conseil d'Administration et communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe, pour les besoins de l'établissement du rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 225-40 du Code de commerce, ledit rapport devant mentionner, le cas échéant, toutes indications permettant aux actionnaires d'apprécier l'intérêt qui s'attache au maintien de ces conventions pour la Société, l'importance des fournitures livrées ou des prestations de service fournies et le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice, en exécution de ces conventions.

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 26. Commissaires aux comptes

Le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret, cette désignation est obligatoire. Elle est également obligatoire si un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le tiers du capital en font la demande.

L'Assemblée Générale Ordinaire pourra désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

En outre, même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 27. Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 28. Convocation et lieu de réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, s'il en existe, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutes les actions de la Société étant nominatives, la convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions de l'article R. 225-63 du Code de commerce, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dix jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'Assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société, à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Article 29. Ordre du jour

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins 5 % du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de points ou de projets de résolutions.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande transmettent avec leur demande une attestation d'inscription en compte. L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement. Les délibérations prises par une Assemblée en violation de l'article L. 225-105 du Code de commerce peuvent être annulées.

Tout actionnaire peut adresser au Conseil d'Administration des questions écrites. Ces questions écrites sont envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse indiquée dans la convocation au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration répond aux questions écrites au cours de l'Assemblée ; il peut apporter une réponse commune dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est cependant réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses. Le Conseil d'Administration peut déléguer, selon le cas, un de ses membres, le Directeur Général ou un Directeur Général Délégué pour y répondre.

Article 30. Accès aux Assemblées – Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles et que l'actionnaire justifie de leur inscription sur un compte tenu par la Société au jour de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ; à cet effet, le mandataire doit justifier d'un mandat écrit.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois jours maximum avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Tout actionnaire peut également participer aux Assemblées Générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation ; sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à ces Assemblées.

Article 31. Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Article 32. Feuille de présence – Bureau – Procès-verbaux

Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 33. Quorum – Majorité

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et ayant le droit de vote, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours maximum au moins avant la date de l'Assemblée.

2. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des droits de vote multiples attachés aux Actions de Préférence tels que définis à l'article 13 des présents Statuts.

Article 34. Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les Statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 35. Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle peut cependant déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir d'apporter les modifications nécessaires aux Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 36. Assemblées Spéciales

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires.

Article 37. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et prendra fin le 31 décembre 2027.

Article 38. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 123-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Article 39. Affectation et répartition des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des Statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 40. Paiement des dividendes – Acomptes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des Statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 41. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 42. Transformation de la société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme selon les conditions légales et réglementaires.

Si la Société est dotée d'un Commissaire aux Comptes et n'a pas opté pour le régime « d'audit légal petites entreprises » visé à l'article L. 823-12-1 du Code de commerce, la décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des Statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des Statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

La transformation en société européenne est décidée aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts.

Article 43. Dissolution – Liquidation

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout actionnaire peut demander en justice la désignation d'un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'actionnaire unique est une personne physique.

Article 44. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 45. Désignation des premiers administrateurs

Sont nommés comme premiers administrateurs de la Société pour une durée de six ans, qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2032 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :

- **Monsieur Richard DETENTE**, né le 11 août 1981 à Bondy, de nationalité française ;
- **Monsieur Richard ESTEVE**, né le 17 mai 1984 à Marseille, de nationalité française ;
- **Monsieur Michel ESTEVE**, né le 30 avril 1951 à Marseille, de nationalité française ; et
- **Madame Charline TRIMAILLE**, née le 6 janvier 1988 à Besançon, de nationalité française.

Les administrateurs ci-dessus désignés acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination.

Article 46. Engagements pris et à prendre pour le compte de la société en formation

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents Statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents Statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Article 47. Frais - Publicité - Pouvoirs

Tous pouvoirs spéciaux sont conférés au porteur d'un original des Statuts à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution dans un journal d'annonces légales, d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Par signature électronique, le 7 juillet 2026,

**la société DETENTE COOPERATION
EDITIONS**, représentée par son associé
gérant, Monsieur Richard DETENTE

Monsieur Richard DETENTE¹

Monsieur Richard ESTEVE²

Monsieur Michel ESTEVE³

Madame Charline TRIMAILLE⁴

¹ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

² Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

³ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

⁴ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

ANNEXE 1

État des actes accomplis au nom et pour le compte de la société en formation

- Dépôt du capital social auprès de l'étude notariale « HEIJMANNS ET ASSOCIES » de Maître Hugo HEIJMANNS ;
- Conclusion d'un contrat de domiciliation avec HELLODOM en date du 6 juillet 2026 ;
- Décision unanime des associés fondateurs portant sur la désignation de la société EON ADVISORY en qualité de commissaire aux avantages particuliers en date du 6 juillet 2026.

ANNEXE 2

***Rapport du commissaire aux avantages particuliers chargé
d'apprécier les avantages particuliers attachés aux actions de préférence***



PROMETIA FRANCE

**Société Anonyme au capital de 37.000 euros
en cours de formation auprès du RCS de Lyon**

**Siège social :
12, rue de la Part-Dieu – 69003 Lyon**

(ci-après la « Société »)

* * * *

***Rapport du commissaire aux apports
chargé d'apprécier les avantages particuliers attachés
aux actions de préférence***

* * * *

Aux associés fondateurs de la Société,

En exécution de la mission de commissariat aux avantages particuliers qui nous a été confiée en date du 6 juillet 2026 par décisions des associés fondateurs de la Société, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L. 225-8 du Code de Commerce, l'article L. 228-15 et l'article R. 225-136 du Code de commerce et portant sur l'appréciation des avantages particuliers attachés aux actions de préférence (les « Actions de Préférence ») dont les avantages particuliers seront stipulés dans le projet des statuts constitutifs de la Société.

Il nous appartient d'apprécier les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence dont la création et l'émission par la Société sont proposées dans le cadre de la formation de la Société et d'établir un rapport décrivant et appréciant les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence prévus dans le projet des statuts constitutifs de la Société.

Par ailleurs, s'il y a lieu, ce rapport indique également, pour les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence quel mode d'évaluation a été retenu par votre Président et pourquoi il a été retenu, et justifie que la valeur des avantages particuliers correspond au moins à la valeur nominale des Actions de Préférence à créer et à émettre par la Société dans le cadre de sa formation.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes professionnelles de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à ce type de mission.

En revanche, il ne nous appartient pas de juger du bien-fondé de l'octroi des avantages particuliers, lequel procède des décisions des associés fondateurs de la Société.



Notre mission prendra fin avec la remise de notre rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

A aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nous vous prions de prendre connaissance de notre rapport qui s'ordonne selon le plan suivant :

1- PRESENTATION DE L'OPERATION

2- DESCRIPTION DES AVANTAGES PARTICULIERS ATTACHES AUX ACTIONS DE PREFERENCE

3- DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DES AVANTAGES PARTICULIERS

4- CONCLUSION

Note : Les termes utilisés dans le présent rapport et dont la première lettre figure en majuscule auront, sauf stipulation contraire, la signification qui leur est donnée dans le projet des statuts constitutifs de la Société.

1- PRESENTATION DE L'OPERATION

1-1 Société concernée

La Société est une société anonyme au capital social de 37.000 euros en cours de formation auprès du registre du commerce et des sociétés de Lyon et dont le siège social sera situé au 12, rue de la Part-Dieu - 69003 Lyon.

La Société aura pour objet selon l'article 3 du projet des statuts constitutifs : « en France et à l'étranger :

- ✓ *l'acquisition, le financement et l'exploitation de tout équipement industriel dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, en ce compris notamment le développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul, l'acquisition de terrains et de biens immobiliers, situés notamment aux États-Unis et liés à l'énergie ou à la puissance de calcul, la conclusion de contrats d'interconnexion électrique, ainsi que l'acquisition de tout équipement de production ou de stockage d'énergie (l' « Activité Principale ») ;*
- ✓ *la prise, la détention, la gestion et la cession de toute participation, directe ou indirecte, dans le capital de toute société ou entité, française ou étrangère, dans le domaine de l'Activité Principale ;*
- ✓ *l'octroi à toute entité dans laquelle la Société détient une participation, de tous financements, prêts, avances en compte courant ou garanties destinés au développement de leur activité commerciale et industrielle ;*
- ✓ *toutes opérations de financement, notamment par voie d'émission de valeurs*



mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou non, émis par voie d'offres au public ou non, de conclusion de prêts, apports en compte courant ou convention de trésorerie, pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter, directement ou indirectement, la réalisation de l'Activité Principale ;

- ✓ *le développement et la gestion de tout système, logiciel, solution technique, site internet, plateforme et applications ;*
- ✓ *l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toutes parts sociales et de toutes valeurs mobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ;*
- ✓ *toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique ou de gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation ;*
- ✓ *toutes études de marchés ainsi que toutes actions commerciales, administratives pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter directement ou indirectement la réalisation de projets immobiliers ;*
- ✓ *la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'une ou l'autre de ces activités ; et*
- ✓ *toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation. »*

1-2 Contexte de l'opération

Dans le cadre de sa constitution, le capital social de la Société a été fixé à 37.000 euros, divisé en 3.700.000 actions de 0,01 euro de nominal chacune réparties en :

- ✓ 3.600.000 actions ordinaires dont :
 - 1.799.900 détenues par DETENTE COOPERATION EDITIONS ;
 - 1.800.100 détenues par Monsieur Richard Esteve ;
- ✓ 100.000 Actions de Préférence. Dont :
 - 50.100 détenues par DETENTE COOPERATION EDITIONS ;
 - 49.900 détenues par Monsieur Richard Esteve.

Ces Actions de Préférence seront assorties d'avantages particuliers relatifs à la mise en place de droits de vote multiples.



2- DESCRIPTION DES AVANTAGES PARTICULIERS ATTACHES AUX ACTIONS DE PREFERENCE

Les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence sont décrits dans le projet des statuts constitutifs de la Société aux articles :

- ✓ Article 12. Forme et catégories des actions ; et,
- ✓ Article 13. Caractéristiques des Actions de Préférence.

Ces deux articles sont repris ci-après :

« Article 12. Forme et catégories des actions »

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont réparties en deux catégories : les actions ordinaires et les actions de préférence à droits de vote multiples (les « Actions de Préférence »), dont les caractéristiques sont définies ci-après.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et un registre coté et paraphé, dénommé « Registre des mouvements de titres », tenus chronologiquement à cet effet par la Société. Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

Article 13. Caractéristiques des Actions de Préférence

Il est créé une catégorie d'actions de préférence (les « Actions de Préférence »), émises à hauteur de cent mille (100.000), réparties entre les associés fondateurs à raison de cinquante mille cent (50.100) Actions de Préférence pour la société DETENTE COOPERATION EDITIONS et quarante-neuf mille neuf cents (49.900) Actions de Préférence pour Monsieur Richard ESTEVE.

Conformément à l'article L. 228-11 du Code de commerce, chaque Action de Préférence confère à son titulaire un nombre de voix déterminé de telle sorte que les Actions de Préférence confèrent ensemble, en toutes circonstances, cinquante et un pour cent (51 %) du total des droits de vote de la Société, nonobstant la quotité du capital qu'elles représentent.

En conséquence, le nombre de voix attaché à chaque Action de Préférence (V) est égal à :

$V = (51 \times A) / (49 \times P)$, où A désigne le nombre total d'actions ordinaires en circulation ayant le droit de vote, et P le nombre total d'Actions de Préférence en circulation ayant le droit de vote, à la date de l'assemblée considérée. Le résultat est arrondi à l'entier immédiatement supérieur.

Le nombre de voix par Action de Préférence est recalculé de plein droit, selon cette formule, à chaque opération modifiant le nombre d'actions ordinaires ou d'Actions de Préférence en circulation ayant le droit de vote, notamment toute augmentation ou réduction de capital, toute émission ou conversion de valeurs mobilières donnant accès au capital. Ce calcul résulte de la seule application de la présente clause, ne constitue pas une modification des droits attachés aux Actions de Préférence et n'emporte aucune modification des présents statuts. Le Président constate, pour chaque assemblée, le nombre de voix applicable et le



mentionne sur la feuille de présence et au procès-verbal.

Les Actions de Préférence confèrent à leur titulaire les mêmes droits patrimoniaux que les actions ordinaires, notamment en ce qui concerne le droit aux dividendes et le droit au boni de liquidation, au prorata de la quotité du capital qu'elles représentent.

Toute modification des droits attachés aux Actions de Préférence, ainsi que toute émission d'Actions de Préférence nouvelles, est soumise à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'Actions de Préférence, statuant à la majorité des deux tiers (2/3), conformément aux articles L. 228-15 et suivants du Code de commerce. »

3- DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DES AVANTAGES PARTICULIERS

3-1 Diligences mises en œuvre

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont notamment consisté à :

- ✓ nous nous sommes entretenus avec les différents conseils de la Société tant pour prendre connaissance de l'opération proposée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les différentes modalités envisagées ;
- ✓ nous avons pris connaissance du projet de statuts constitutifs de la Société aux fins d'apprécier et de valider les conditions et modalités de création des Actions de Préférence ;
- ✓ nous avons également effectué des diligences spécifiques et des travaux complémentaires à l'effet d'apprécier la consistance des avantages particuliers attribués et leur incidence sur la situation des associés de la Société ; et,
- ✓ nous avons enfin vérifié que les avantages particuliers ne sont pas contraires à la loi, ni à l'intérêt social.

Nous vous précisons que la mission de commissaire aux avantages particuliers n'est pas assimilable à une mission de due diligences ni à une mission d'expertise indépendante sur la valorisation des avantages particuliers attribués.

Notre mission a pour seuls objectifs d'éclairer les associés fondateurs de la Société sur les avantages particuliers attribués aux Actions de Préférence et de vérifier que ces avantages ne sont pas contraires à la loi.

3-2 Appréciation des avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence

Les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence sont des droits non financiers relatifs à la mise en place :



- ✓ d'un droit de vote multiple de telle sorte que les Actions de Préférence confèreront ensemble, en toutes circonstances, cinquante et un pour cent (51 %) du total des droits de vote de la Société, nonobstant la quotité du capital qu'elles représenteront
 - ✓ d'une protection des droits attachés aux Actions de Préférence conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce.
- ➔ Ces avantages particuliers sont de nature politique et ne sont pas évaluables par nature.

Les Actions de Préférence seront détenues par les associés fondateurs de la Société à raison de 50.100 Actions de Préférence pour la société DETENTE COOPERATION EDITIONS et 49.900 Actions de Préférence pour Monsieur Richard Esteve.

Dans les projets des statuts constitutifs de la Société, la description des avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence est satisfaisante et la consistance de ces avantages n'appelle pas d'autre commentaire particulier de notre part.

En ce qui concerne le caractère licite de ces avantages, nous nous sommes assurés que les avantages particuliers accordés ne sont pas contraires aux dispositions de la loi.

En ce qui concerne l'intérêt social, nous n'avons pas d'observation particulière.

Enfin, nous précisons que les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence n'ont fait l'objet d'une évaluation par un tiers indépendant. Les Actions de Préférence seront émises au prix de 0,01 euro dans le cadre de la formation de la Société. Ce prix correspond à la valeur nominale des actions de la Société.

4- CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les avantages particuliers attachés aux Actions de Préférence à créer et à émettre par la Société dans le cadre de sa formation.

Fait à Paris, le 6 juillet 2026.

Eon Advisory

Signé par :


52725A00A92840A...

Florent Turner

*Commissaire aux apports
chargé d'apprécier les avantages particuliers*

**Annexe 9 – Tableau récapitulant la répartition du capital social et des droits de vote avant
et après l'offre**

Annexe 9 — Répartition du capital social et des droits de vote de l'Émetteur avant et après la réalisation de l'offre

Le tableau ci-après présente, par ordre d'importance numérique décroissant, la répartition du capital social et des droits de vote de PROMETIA FRANCE avant et après la réalisation de la présente offre (les « **OCA 2** »).

Actionnaire / Catégorie	Nombre d'actions (avant l'offre)	% du capital (avant l'offre)	% des droits de vote (avant l'offre)	Nombre d'actions (après l'offre)*	% du capital (après l'offre)*	% des droits de vote (après l'offre)*
DETENTE COOPERATION EDITIONS	1.850.000	50,00 %	50,05 %	1.850.000	0,02 %	25,56 %
Richard ESTEVE	1.850.000	50,00 %	49,95 %	1.850.000	0,02 %	25,46 %
Investisseurs OCA 1 (art. L. 411-2-1, 2° du Code monétaire et financier) — après conversion intégrale	—	—	—	10.000.000.000	91,21 %	44,69 %
Investisseurs OCA 2 (présente offre, dispensée de l'obligation d'établir un prospectus en application de l'article L.411-2-1 du code monétaire et financier et de l'article 211-2 du règlement général de l'AMF) — après conversion intégrale	—	—	—	959.999.920	8,76 %	4,29 %
TOTAL	3.700.000	100,00 %	100,00 %	10.963.699.920	100,00 %	100,00 %

* *Hypothèses de calcul de la colonne « après l'offre » :*

— Il est fait l'hypothèse que l'intégralité des OCA 2 offertes dans le cadre de la présente offre sera souscrite, pour un montant total de onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (11.999.999) euros, ainsi que l'intégralité des obligations convertibles en actions émises au titre de la précédente levée de fonds réservée à un cercle restreint d'investisseurs (les « **OCA 1** »), pour un montant total de cent millions (100.000.000) d'euros, conformément à la limite fixée par l'assemblée générale extraordinaire du 21 juillet 2026.

— Il est fait l'hypothèse d'une conversion intégrale de l'ensemble des OCA 1 et des OCA 2 en actions ordinaires nouvelles, au prix de conversion le plus bas applicable selon les paliers respectifs de chaque émission (soit 0,01 € par action pour les OCA 1, palier sans prime d'émission ; et 0,0125 € par action pour les OCA 2, palier au taux de prime d'émission de 25 %). Ce scénario correspond à l'hypothèse de dilution potentielle maximale et ne constitue pas une prévision de la répartition du capital réellement observée à l'issue de l'offre, laquelle dépendra du montant effectivement souscrit et du palier retenu par chaque investisseur.

— Les Actions de Préférence détenues par les associés fondateurs ne sont, à ce stade, ni cédées ni diluées par la présente offre ni par l'offre réservée au cercle restreint d'investisseurs ; leur nombre demeure inchangé (100.000 actions), conformément à l'article 13 des statuts de l'Émetteur. Conformément à cet article, les Actions de Préférence confèrent statutairement à leurs titulaires, ensemble et en toutes circonstances, cinquante-et-un pour cent (51 %) des droits de vote de la Société, le solde de quarante-neuf pour cent (49 %) étant réparti entre l'ensemble des actions ordinaires en circulation (existantes et issues de la conversion des OCA 1 et des OCA 2), au prorata de leur détention respective.

— Les pourcentages figurant dans le tableau sont arrondis à la deuxième décimale et n'ont qu'une valeur indicative ; ils ne tiennent pas compte de toute autre émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital qui pourrait intervenir postérieurement à la date des présentes.

Pour la description des droits attachés aux Actions de Préférence et aux actions ordinaires, il convient de se reporter aux statuts de l'Émetteur (Annexe 8).

Annexe 10 – Tableau de la délégation de compétence conférée par l'AGE

Annexe 10 — Tableau de la délégation de compétence conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire

Le tableau ci-après recense, à la date des présentes, de la délégation de compétence et de pouvoirs conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire de PROMETIA FRANCE au Conseil d'Administration en vue de la réalisation des émissions d'obligations convertibles en actions décrites en Section III du présent document.

Objet de la délégation	AGE / Résolution	Point de départ et durée	Plafond	État d'utilisation
Émission d'obligations convertibles en actions l'article L. 411-2-1, 2° du Code monétaire et financier et à l'article 211-2 II du règlement général de l'AMF	AGE du 21 juillet 2026	À compter du 21 juillet 2026, pour une durée de dix-huit (18) mois	100.000.000 € (valeur nominale 0,01 € par OCA)	Émission en cours

Annexe 11 – Modalités des OCA

PROMETIA FRANCE
Société anonyme
au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
107 412 983 R.C.S. Lyon
(la « **Société** »)

TERMES DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

Le présent document a pour objet de définir, dans le cadre des dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, (i) les conditions et les modalités de l'émission, par la société **PROMETIA FRANCE**, société anonyme au capital de 37.000 euros, dont le siège social est situé au 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon, sous le numéro 107 412 983 (la « **Société** »), d'obligations convertibles en actions ordinaires (les « **AO** ») de la Société (les « **OCA** »), (ii) les conditions de conversion des OCA ainsi que (iii) la nature et l'étendue des droits et obligations du porteur d'OCA (l'« **Obligataire** ») (l'« **Opération** »).

ARTICLE 1 – CONDITIONS DE L'EMPRUNT

1.1. Nombre et valeur nominale des OCA

La Société émettra, en une seule fois, des OCA d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, dans la limite d'un montant maximum global d'emprunt obligataire de onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (11.999.999) euros (l'« **Émission** »).

Le Conseil d'Administration, ou le Président-Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration, constate et réalise l'Émission à la clôture de la Période de Souscription, dans la limite du montant maximum global de l'Émission. Tant qu'une souscription n'a pas été intégrée à l'Émission constatée par le Conseil d'Administration ou le Président-Directeur Général, les fonds correspondants ne constituent pas des OCA et demeurent restituables au souscripteur, sur sa demande, en cas d'abandon de l'Opération ou à l'expiration de la Période de Souscription. L'ensemble des OCA ainsi émises forme une série unique et fongible, conférant des droits identiques et relevant d'une Masse unique.

La Société pourra, à tout moment avant la clôture de la Période de Souscription, de manière discrétionnaire et sans formalité ni pénalité, abandonner purement et simplement l'Opération.

La Société remboursera, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'abandon de l'Opération, les fonds collectés pendant la Période de Souscription qui n'auront pas été intégrés à l'Émission constatée par le Conseil d'Administration ou le Président-Directeur Général.

1.2. Affectation des fonds

La Société envisage d'utiliser les fonds levés dans le cadre de l'émission des OCA pour l'acquisition, le financement et l'exploitation d'équipements industriels dans le domaine de l'énergie et de la puissance de calcul, le développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul, ainsi que l'acquisition de terrains et de biens immobiliers, situés notamment aux États-Unis, liés à ces activités (l'« **Activité Principale** »).

Dans ce contexte, la Société envisage d'employer une partie significative des fonds levés pour souscrire et/ou acquérir des actions ordinaires de la société Prometia Inc., société de droit de l'État du Delaware (États-Unis), ou pour lui consentir un prêt par voie de compte courant d'associé, pour les besoins du volet américain de l'Activité Principale.

Un reliquat des fonds collectés au titre de l'Émission pourra être conservé par la Société afin de financer son besoin en fonds de roulement et, plus généralement, ses dépenses courantes de fonctionnement.

Ni le Représentant de la Masse des Obligataires, ni les Obligataires n'auront la charge de surveiller ou de vérifier la bonne affectation des fonds telle que prévue ci-avant.

1.3. Participation dans Prometia Inc. et mécanisme d'intéressement à la performance des fondateurs

Ainsi qu'il est indiqué à l'Article 1.2, la Société détiendra une participation dans Prometia Inc., société de droit américain (État du Delaware). Les statuts de Prometia Inc. prévoient un mécanisme d'intéressement à la performance de ses associés fondateurs (dont la Société ne fait pas partie), à savoir Richard Détente et M. Richard Estève, sous forme d'un dividende prioritaire versé en actions ordinaires, égal à quinze pour cent (15 %) de toute augmentation annuelle de l'actif net de Prometia Inc.

En conséquence, la quote-part de quinze pour cent (15 %) de toute augmentation annuelle de l'actif net de Prometia Inc. affectée à titre préférentiel à ses associés fondateurs vient, à due proportion, en déduction de la valeur de la participation détenue par la Société dans Prometia Inc. et, par voie de conséquence, de la valeur des actions ordinaires de la Société détenues par les titulaires d'AO postérieurement à la conversion de leurs OCA. La gouvernance de Prometia Inc. ainsi que les droits et obligations attachés à ses actions sont décrits en Annexe 4 des présentes.

1.4. Forme et transfert des OCA

Les OCA seront exclusivement sous la forme nominative.

La Société agira en qualité de teneur de compte.

La Société devra conserver, à son siège, conformément à la réglementation applicable, un registre (le « **Registre** ») indiquant le montant principal de chaque OCA à tout moment et toute cession et changement de propriété au titre de toute OCA, ainsi que le nom de chaque Obligataire. Le Registre pourra être consulté par tout Obligataire (ou toute personne qu'il aurait autorisée pour ce faire), qui pourra en prendre copie (ou copie d'extraits), dans la mesure nécessaire à l'exercice d'un droit qui lui est reconnu par la loi ou les présentes Modalités, notamment aux fins de vérifier sa qualité d'Obligataire ou la représentation de la Masse des Obligataires, et sous réserve du respect des règles relatives à la protection des données personnelles et au secret des affaires. La Société pourra, à ce titre, occulter toute information relative aux autres Obligataires qui ne serait pas indispensable à l'exercice du droit ainsi invoqué, en particulier leurs coordonnées personnelles.

À tout moment, notamment lors de l'émission des OCA, la Société pourra décider, à sa seule discrétion et sans requérir l'accord de la Masse des Obligataires (tel que ce terme est défini ci-après), de représenter les droits des Obligataires par une inscription dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé, tenu par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet dans les conditions légales. Dans un tel cas, le dispositif d'enregistrement électronique partagé sera conçu et mis en œuvre de façon à garantir

l'enregistrement et l'intégrité des inscriptions et à permettre, directement ou indirectement, d'identifier les propriétaires des OCA, la nature et le nombre des OCA détenues. De plus, les inscriptions réalisées dans ce dispositif d'enregistrement feront l'objet d'un plan de continuité d'activité actualisé comprenant notamment un dispositif externe de conservation périodique des données.

La transmission des OCA s'effectuera exclusivement par ordre de mouvement retranscrit sur le Registre.

1.5. Fondement juridique de l'offre

L'Émission des OCA est réalisée par offre au public de titres financiers telle que définie par les articles L. 411-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Conformément à l'article 211-2 du règlement général de l'AMF, cette offre est réalisée sur le fondement d'un document d'informations synthétique (DIS), établi et mis à disposition des investisseurs préalablement à la souscription, et n'a pas fait l'objet d'un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers.

1.6. Souscription et libération des OCA

Les OCA devront être souscrites et libérées en une seule fois à la souscription.

Le montant minimum de souscription aux OCA est fixé à mille (1.000) euros par investisseur et par offre.

Les souscriptions des OCA et la libération des montants correspondants seront reçues par email au travers de l'une des adresses suivantes : contact@prometia.com ; gac@prometia.com, à partir du 26 juillet 2026 et jusqu'au 31 août 2026 (la « **Période de Souscription** »). Cette Période de Souscription pourra être clôturée par anticipation, à la seule discrétion du Conseil d'Administration ou du Président-Directeur Général de la Société, et pourra notamment être clôturée dès l'atteinte d'un montant minimum de souscription de cinq millions d'euros (5.000.000 €) (le « **Soft Cap** »), quand bien même le montant maximum de l'Émission ne serait pas atteint.

La Période de Souscription pourra également être prorogée, à la seule discrétion du Conseil d'Administration ou du Président-Directeur Général de la Société, par période(s) successive(s) d'un (1) mois.

La libération du prix de souscription des OCA s'effectuera, au choix des souscripteurs :

- en numéraire : par virement bancaire sur le compte de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription ;
- en nature : par transfert EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription étant précisé qu'un (1) euro équivaudra à un (1) EURC.

Sauf accord contraire du Président-Directeur Général, des frais de souscription sont dus par le souscripteur, en sus du montant nominal de sa souscription, et perçus par la Société à la souscription, selon le taux fixé comme suit :

(i) 0 % pour les souscripteurs qui sont dirigeants ou salariés d'Antimatter, société exemptée (*exempted company*) de droit des Îles Caïmans, immatriculée sous le numéro 432872, (le « **Groupe Antimatter** ») ;

(ii) 4 % du montant souscrit pour tous les autres souscripteurs.

Ces frais de souscription ne s'imputent pas sur le montant nominal des OCA souscrites et ne portent pas intérêt.

1.7. Date d'émission et de jouissance des OCA

Les OCA seront émises et porteront jouissance à compter de la décision du Conseil d'Administration, ou du Président-Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration, constatant la réalisation de l'Émission (la « **Date d'Émission** »), les intérêts de chaque OCA courant à compter de cette Date d'Émission.

1.8. Durée de l'emprunt

L'emprunt obligataire, en ce compris les OCA n'ayant pas fait l'objet de la Conversion par Défaut prévue à l'Article 1.12.1 du fait de l'exercice valable du Droit d'Opt-Out, est souscrit pour une durée de vingt (20) ans à compter de la Date d'Émission et vient à échéance à la Date de Remboursement définie ci-après. Ces OCA seront remboursées en numéraire à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus et impayés, au plus tard le premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le vingtième (20^{ème}) anniversaire de la Date d'Émission (la « **Date de Remboursement** »). Ces OCA demeurent en circulation jusqu'à leur remboursement, à la Date de Remboursement ou par anticipation dans les conditions ci-après.

Par dérogation et sans attendre la Date de Remboursement, chaque Obligataire pourra demander le remboursement anticipé en numéraire de la totalité de ses OCA, par notification écrite adressée à la Société aux adresses suivantes : contact@prometia.com ; gac@prometia.com. Une telle demande de remboursement ne pourra être formulée qu'à compter du trente-sixième (36^{ème}) mois suivant la Date d'Émission. Le montant total des remboursements anticipés ainsi demandés ne pourra excéder vingt pour cent (20 %) du montant total de la dette obligataire par année, sauf décision de la Société de relever ce plafond. Toute demande de remboursement porte sur la totalité des OCA détenues par l'Obligataire concerné, aucun remboursement partiel n'étant possible. Le remboursement portera sur la valeur nominale des OCA concernées, majorée des intérêts courus et impayés à la date du remboursement effectif, sans pénalité ni indemnité de remboursement anticipé. Les éventuelles demandes de remboursement seront traitées sur la base du premier arrivé premier servi. Les demandes qui ne pourront pas être acceptées seront mis dans une liste d'attente jusqu'à ce que son traitement soit possible.

La Société se réserve par ailleurs le droit de procéder au remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des OCA, à tout moment et sans contrainte de délai, moyennant le versement de la valeur nominale des OCA concernées, majorée des intérêts courus et impayés à la date du remboursement effectif. Toute décision de remboursement anticipé partiel prise à l'initiative de la Société en application du présent alinéa est notifiée préalablement aux Obligataires concernés et au représentant de la Masse des Obligataires.

1.9. Paiements

Le remboursement du nominal des OCA et le paiement des intérêts courus sur les OCA, et plus généralement tout paiement, s'effectuera au choix des souscripteurs formulé lors de la souscription :

- en numéraire : par virement bancaire en euro sur le compte bancaire des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ;
- en nature : par transfert de EURC, sur le portefeuille électronique (*wallet*) des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription, étant précisé qu'un (1) euro équivaldra à un (1) EURC.

1.10. Intérêts

Les OCA portent intérêt à un taux fixe dont le taux et la périodicité de versement du coupon dépendent du montant total d'OCA détenu par l'Obligataire, déterminés par palier comme suit :

- de mille euros (1.000 €) à moins de vingt mille euros (20.000 €) : taux d'intérêt annuel de huit pour cent (8 %), coupon versé annuellement ;
- de vingt mille euros (20.000 €) à moins de cinquante mille euros (50.000 €) : taux d'intérêt annuel de neuf pour cent (9 %), coupon versé annuellement ;
- à partir de cinquante mille euros (50.000 €) : taux d'intérêt annuel de dix pour cent (10 %), coupon versé semestriellement.

Le taux et la périodicité applicables sont déterminés en fonction du montant total d'OCA détenu par l'Obligataire au premier jour de la période d'intérêts considérée. Les intérêts sont calculés sur la valeur nominale des OCA détenues par l'Obligataire, prorata temporis sur la base d'une année de trois cent soixante-cinq (365) jours, à compter de la Date d'Émission applicable, et payés à terme échu selon la périodicité applicable. Ils sont versés par la Société au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent leur date d'échéance.

Par dérogation à ce qui précède, le paiement des coupons fait l'objet d'un différé au titre des six (6) premiers mois suivant la Date d'Émission, aucun coupon n'étant versé durant cette période, les intérêts continuant néanmoins à courir sur cette période conformément à l'alinéa précédent.

À l'expiration de ce délai de six (6) mois, les échéances de paiement des coupons sont fixées, pour chaque palier, par référence à la Date d'Émission et non à une date calendaire fixe, comme suit :

(i) pour les OCA relevant des paliers aux taux de huit pour cent (8 %) et neuf pour cent (9 %) (coupon annuel) : le premier paiement intervient six (6) mois après la Date d'Émission, puis chaque paiement suivant intervient à l'expiration de périodes successives de douze (12) mois à compter du premier paiement ;

(ii) pour les OCA relevant du palier au taux de dix pour cent (10 %) (coupon semestriel) : le premier paiement intervient six (6) mois après la Date d'Émission, puis chaque paiement suivant intervient à l'expiration de périodes successives de six (6) mois à compter du premier paiement.

Si une échéance ainsi déterminée tombe un jour non ouvré, le paiement intervient le premier jour ouvré suivant, sans que l'Obligataire ne puisse prétendre à un quelconque intérêt supplémentaire à ce titre.

Les coupons afférents à la période courant de la Date d'Émission jusqu'à la première échéance de paiement applicable au palier concerné (telle que définie à l'alinéa précédent) seront versés à l'Obligataire concerné, à hauteur de la seule quotité d'OCA concernée et prorata temporis jusqu'à la date considérée :

- en cas de conversion de ses OCA en application de l'Article 1.12, à la date de réalisation de cette conversion ; ou
- en cas de remboursement de ses OCA, qu'il soit anticipé ou à la Date de Remboursement, à la date de ce remboursement.

Aucun intérêt n'est dû au titre de la quotité d'OCA convertie en AO postérieurement à la date d'effet de la conversion correspondante.

1.11. Remboursement anticipé des OCA au gré de la Masse des Obligataires

Le représentant de la Masse des Obligataires, de sa propre initiative en application d'une décision de la Masse des Obligataires adoptée dans les conditions de majorité prévues aux présentes, ou à la demande de tout Obligataire sous la même réserve, pourra, sur simple notification écrite adressée au Président-Directeur Général de la Société, à l'une des adresses suivantes : contact@prometia.com ; gae@prometia.com, avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement et de plein droit exigible le remboursement des OCA, en cas :

- d'utilisation des fonds levés à des fins autres que celles décrites à l'Article 1.2 des présentes, tel que ce manquement ressort des propres comptes ou déclarations de la Société, s'il n'est pas remédié à ce manquement depuis plus de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la réception par la Société d'une mise en demeure d'y remédier adressée par le représentant de la Masse des Obligataires à l'email susmentionné ;
- de défaut de paiement de tout montant, en principal, intérêts, frais et accessoires dû par la Société au titre de toute OCA depuis plus de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par la Société d'une mise en demeure de remédier à ce manquement adressée par le représentant de la Masse des Obligataires à l'email susmentionné ; les sommes dues à ce titre porteront intérêt de retard, à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours susmentionné, au taux applicable au palier concerné majoré de trois (3) points ;
- de manquement par la Société à ses obligations légales d'information du représentant de la Masse des Obligataires ou à l'une des obligations visées à l'Article 1.15 des présentes, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception par la Société d'une mise en demeure d'y remédier adressée par le représentant de la Masse des Obligataires à l'email susmentionné.

- d’ouverture à l’encontre de la Société ou de Prometia Inc. d’une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de toute procédure équivalente de droit étranger, ou de dissolution de la Société ou de Prometia Inc. ;
- de changement de contrôle, au sens de l’article L. 233-3 du Code de commerce, de la Société ou de Prometia Inc. ;
- d’inexactitude de l’une des déclarations faites par la Société au titre de l’Article 2 des présentes.

La Société s’engage à communiquer sans délai au représentant de la Masse des Obligataires toute information de nature à entraîner un cas d’exigibilité anticipée et ce dès qu’elle en aura connaissance. Dans un tel cas, la Société s’engage à rembourser le principal des OCA majoré des intérêts courus et impayés à la date du remboursement anticipé.

1.12. Conversion des OCA

1.12.1. Faculté de conversion

À la clôture de la Période de Souscription, l’intégralité des OCA détenues par chaque Obligataire sera convertie de plein droit en AO, selon la Parité de Conversion et les modalités prévues aux Articles 1.12.2 et suivants (la « **Conversion par Défaut** »), par émission d’AO nouvelles libérées par compensation avec la créance obligataire à hauteur de la quotité convertie.

Chaque Obligataire aura toutefois le droit de renoncer, en tout ou partie, à cette Conversion par Défaut (le « **Droit d’Opt-Out** ») par simple notification écrite adressée à la Société à l’une des adresses suivantes contact@prometia.com ; gae@prometia.com, pendant la Période de Souscription et au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la clôture de la Période de Souscription, en précisant la quotité d’OCA qu’il souhaite voir demeurer non convertie. À défaut d’exercice du Droit d’Opt-Out dans ce délai, l’Obligataire sera réputé avoir accepté de manière irrévocable la Conversion par Défaut de l’intégralité de ses OCA et l’émission des AO correspondantes.

La Conversion par Défaut sera réalisée dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l’expiration du délai d’exercice du Droit d’Opt-Out. Les OCA pour lesquelles le Droit d’Opt-Out aura été valablement exercé demeureront en circulation et continueront de bénéficier de l’ensemble des stipulations des présentes, notamment au titre des intérêts, de la durée et du remboursement.

Pour les besoins de la Conversion par Défaut, la quotité d’OCA convertie en AO est égale, à défaut d’exercice du Droit d’Opt-Out, à cent pour cent (100 %) des OCA détenues, et ce quel que soit le palier de détention de l’Obligataire (de mille euros (1.000 €) à moins de vingt mille euros (20.000 €) ; de vingt mille euros (20.000 €) à moins de cinquante mille euros (50.000 €) ; ou à partir de cinquante mille euros (50.000 €)). Sous réserve de l’exercice du Droit d’Opt-Out, cette quotité peut être ramenée à zéro pour cent (0 %).

La libération des AO nouvelles, issues de la conversion des OCA, s’opérera par compensation avec la créance obligataire à hauteur de la quotité convertie.

La Conversion par Défaut, de même que l'exercice du Droit d'Opt-Out, présente un caractère irrévocable. Dès la réalisation de la conversion, la Société est libérée de toute obligation envers l'Obligataire considéré au titre de ses OCA converties.

1.12.2. Parité de Conversion

La conversion s'opère sur la base d'un prix de conversion par AO égal au prix de référence par action de la Société, soit un centime d'euro (0,01 €) par action, correspondant à la valeur nominale de l'action ordinaire de la Société, majoré de la prime d'émission applicable à l'Obligataire en fonction du montant total d'OCA détenu, selon les paliers suivants :

- de mille euros (1.000 €) à moins de vingt mille euros (20.000 €) : prime d'émission de trente pour cent (30 %), soit un prix de conversion de 0,013 € ;
- de vingt mille euros (20.000 €) à moins de cinquante mille euros (50.000 €) : prime d'émission de vingt-huit pour cent (28 %), soit un prix de conversion de 0,0128 € ;
- à partir de cinquante mille euros (50.000 €) : prime d'émission de vingt-cinq pour cent (25 %), soit un prix de conversion de 0,0125 €.

Le nombre d'AO attribué à l'Obligataire est égal au quotient (i) du montant nominal des OCA converties par (ii) le prix de conversion ainsi déterminé (la « **Parité de Conversion** »).

Les AO émises lors de la conversion des OCA seront réparties entre les Obligataires au prorata des OCA qu'ils détiennent respectivement. Un exemple chiffré de la conversion de l'intégralité des OCA figure en Annexe 2 des présentes.

Dans le cas où le nombre d'actions ainsi déterminé ne serait pas un nombre entier, l'Obligataire concerné recevra le nombre entier d'actions immédiatement inférieur. La fraction d'action formant rompu ne donnera lieu à aucun versement en espèces ni à aucune indemnisation, l'Obligataire renonçant expressément à toute somme correspondante.

Les OCA une fois converties seront annulées.

Afin d'assurer la protection des intérêts des Obligataires, la Parité de Conversion sera ajustée conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, si la Société décide, entre la Date d'Émission et la date de conversion, de procéder à l'émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses associés, de distribuer des réserves, en espèces ou en nature, et des primes d'émission ou de modifier la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence.

1.12.3. Décision de conversion

La Société informera chaque Obligataire de la clôture de la Période de Souscription, y compris en cas de clôture anticipée, ainsi que des modalités de la Conversion par Défaut, des conditions d'exercice du Droit d'Opt-Out et du prix de référence applicable, en temps utile pour lui permettre d'exercer utilement son Droit d'Opt-Out avant l'expiration du délai prévu à cet effet. La Société communiquera en outre ces éléments à l'Obligataire à première demande de ce dernier.

La Conversion par Défaut, ou le cas échéant la conversion résultant de l'exercice partiel du Droit d'Opt-Out, prend effet à la date de réalisation prévue à l'Article 1.12.1.

1.12.4. Jouissance des actions remises sur conversion des OCA

Les AO attribuées à l'Obligataire à l'occasion de la conversion de ses OCA porteront jouissance immédiate à compter de leur émission. Ces actions seront des actions ordinaires de la Société et conféreront à leur titulaire les droits qui y sont attachés, tels que définis dans les statuts de la Société.

1.13. Régime fiscal

Pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France au moment du versement des intérêts, les intérêts des OCA sont imposés selon la réglementation fiscale en vigueur applicable aux produits de placements à revenus fixes. La Société retient sur le paiement des intérêts (i) les prélèvements sociaux au taux en vigueur à la date de versement des intérêts et (ii) un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux en vigueur à cette date, valant acompte sur l'impôt sur le revenu.

Pour les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France au moment du versement des intérêts, les intérêts sont exonérés de toute imposition en France en l'état actuel de la législation (sous réserve qu'ils ne soient pas payés dans un État ou territoire non coopératif (ETNC)). Ils sont cependant susceptibles d'être imposés dans l'État de résidence de l'Obligataire, conformément à la réglementation locale en vigueur, sous réserve des dispositions des conventions fiscales signées par la France.

Pour les personnes morales établies en France, les intérêts perçus sont soumis à l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu dans les conditions de droit commun.

Pour les personnes morales ayant leur siège hors de France, les intérêts ne font l'objet d'aucune retenue à la source en France, sous réserve qu'ils ne soient pas payés dans un ETNC. Les intérêts font l'objet d'une imposition dans l'État de résidence, conformément à la réglementation locale en vigueur.

L'Obligataire devra s'acquitter lui-même de ses obligations déclaratives conformément à la législation qui lui est applicable, en se faisant accompagner, le cas échéant, de son conseil fiscal habituel.

1.14. Rang / Sûreté des OCA

La Masse des Obligataires bénéficiera, conformément au droit de l'État du Delaware (États-Unis), d'un nantissement (*pledge*) portant sur les actions de la société Prometia Inc. détenues par la Société, constitué au profit des Obligataires.

Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du nantissement seront développées dans une convention de nantissement (*pledge and security agreement*), régie par le droit de l'État du Delaware, à conclure une fois la participation de la Société dans Prometia Inc. constituée. Un exemple-type de convention de cette nature, à titre purement illustratif, figure en Annexe 6.

Sous réserve du bénéfice du nantissement susvisé, les OCA constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de la Société venant au même rang entre eux et, sous réserve des exceptions légales impératives, au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires présentes et futures, non subordonnées et non assorties de sûretés de la Société.

1.15. Engagements

À compter de la Date d'Émission, aussi longtemps que des sommes resteront dues (exigibles ou non) par la Société au titre des OCA, et jusqu'à l'exécution intégrale de l'ensemble de ses obligations au titre des OCA, la Société prend les engagements suivants.

1.15.1. Engagement de faire

La Société s'engage à respecter ses propres statuts et les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables (sauf non-conformités qui n'affectent pas de manière significative l'appréciation par les Obligataires de la situation économique, financière ou juridique de la Société).

La Société s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment l'obtention des autorisations sociales requises, afin de permettre la conversion des OCA en AO conformément à l'Article 1.12, et à maintenir la sûreté visée à l'Article 1.14 pendant toute la durée de l'emprunt obligataire. La Société s'engage également à maintenir le rang des Obligataires tel que résultant de la sûreté visée à l'Article 1.14. Sauf accord préalable de la Masse des Obligataires, la Société s'engage à ne pas contracter d'endettement financier supplémentaire dont l'effet serait de porter le rang des Obligataires en deçà de celui résultant de la sûreté visée à l'Article 1.14.

1.15.2. Engagements d'information

La Société s'engage à notifier immédiatement au représentant de la Masse des Obligataires la survenance de tout événement constituant un cas d'exigibilité anticipée conformément à l'Article 1.11, en ce compris l'inexécution par la Société des engagements visés au présent Article 1.15, et à relater au représentant de la Masse des Obligataires tous les faits se rapportant à cet événement. La Société s'engage à communiquer annuellement au représentant de la Masse des Obligataires des informations sur sa situation comptable et financière et celle de Prometia Inc.

1.16. Représentation des titulaires d'OCA

1.16.1. Représentant de la Masse des Obligataires

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les Obligataires seront regroupés de plein droit en une masse jouissant de la personnalité civile (la « **Masse des Obligataires** »).

En application de l'article L. 228-47 du Code de commerce, la Masse des Obligataires sera représentée par un ou plusieurs mandataires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-49 du Code de commerce, ne peuvent être choisis comme représentants de la Masse des Obligataires :

- la Société et ses administrateurs, Président, Directeurs Généraux, commissaires aux comptes ou employés ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoints respectifs ;
- les sociétés possédant au moins le dixième du capital de la Société ou dont la Société possède au moins le dixième du capital ;

- les sociétés garantissant tout ou partie des engagements de la Société et leurs administrateurs, directeurs généraux, commissaires aux comptes ou employés ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoints respectifs ; et
- les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque.

Satisfaisant à l'ensemble des conditions légales requises pour l'exercice de son mandat, et notamment les incompatibilités rappelées ci-dessus Me. Foucauld Prache, avocat au barreau de Paris, faisant éléction de domicile au 156 rue de Rivoli, 75001 Paris dont l'adresse email est foucauld.prache@alekto-avocats.com, est désigné représentant de la Masse des Obligataires.

Le représentant de la Masse des Obligataires sera rémunéré à hauteur d'un montant de 300 euros hors taxes par heure pour toute diligence qu'il devra effectuer. La Société prendra à sa charge les frais et débours résultant de l'exécution, par le représentant de la Masse des Obligataires, de son mandat.

Le représentant de la Masse des Obligataires aura, en l'absence de toute résolution contraire de l'assemblée des Obligataires, le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse des Obligataires tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des Obligataires.

Il exercera ses fonctions jusqu'à sa démission, sa révocation par l'assemblée des Obligataires ou la survenance d'une incompatibilité. Son mandat cessera de plein droit à la Date de Remboursement ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle l'ensemble des OCA aura été remboursé ou converti. Ce terme sera, le cas échéant, prorogé de plein droit jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant de la Masse des Obligataires serait engagé, le cas échéant en qualité de représentant des Obligataires, et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

1.16.2. Assemblées des Obligataires

Conformément à l'article L. 228-67 du Code de commerce, chaque OCA donne droit à une voix aux assemblées des Obligataires.

L'assemblée des Obligataires délibère sur toutes mesures ayant pour objet d'assurer la défense des Obligataires ou l'exécution des modalités des OCA, ainsi que sur toute proposition tendant à la modification des modalités des OCA. L'assemblée des Obligataires délibère également sur les propositions de fusion ou de scission de la Société par application des articles L. 228-65-I-3°, L. 236-13 et L. 236-18 du Code de commerce, dont les dispositions, ainsi que celles de l'article L. 228-73 du Code de commerce, s'appliqueront.

La Société prendra à sa charge l'ensemble des frais de convocation et de tenue des assemblées des Obligataires ainsi que ceux liés à la publicité de leurs décisions.

Les Obligataires sont convoqués en assemblée par lettre recommandée, par voie postale ou par voie électronique, avec accusé de réception ou par email avec activation de la fonction accusé de réception, quinze (15) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, déterminée à la discrétion du représentant de la Masse des Obligataires, l'assemblée peut être convoquée sans délai. Lorsque tous les Obligataires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sans délai. La convocation communique aux intéressés le jour, l'heure, le lieu ou les modalités d'accès en cas

d'assemblée réunie par téléphone ou vidéoconférence, et l'ordre du jour de l'assemblée. Dès la convocation, le texte des projets des résolutions proposées ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

En cas de convocation de l'assemblée des Obligataires, ces derniers seront réunis au siège social de la Société ou en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe fixé dans l'avis de convocation. Les Obligataires peuvent également participer aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation ; sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les Obligataires qui participent à ces assemblées.

Les Obligataires auront le droit, pendant le délai de quinze (15) jours qui précède l'assemblée des Obligataires, de prendre par eux-mêmes ou par mandataire, au siège de la Société, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

La désignation du représentant de la Masse des Obligataires, comme toutes décisions de la Masse des Obligataires, pourra également valablement être prise à l'issue d'une consultation écrite, y compris par voie électronique, selon les modalités de délai et de forme prévues pour les assemblées générales des obligataires décrites ci-dessus.

En principe, toutes les décisions doivent être adoptées par plus de la moitié (>50 %) des droits de vote détenus par les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, y compris les décisions suivantes :

- toutes les décisions ne modifiant pas les présentes modalités des obligations (les « **Modalités des Obligations** ») ;
- la nomination du représentant de la Masse des Obligataires.

Par exception, toute modification des Modalités des Obligations, y compris en cas d'ajout d'une clause de conversion des obligations en actions, doit être adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des droits de vote détenus par les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen. Les assemblées des Obligataires ne délibèrent valablement que si les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, possèdent au moins, sur première convocation, un cinquième (1/5) des droits de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

1.17. Cessibilité des OCA

Les OCA seront cessibles sous réserve de l'accord préalable et écrit de la Société. Pour toute cession d'OCA, la Société dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la notification de la cession envisagée pour faire connaître son accord ou son refus ; à défaut de réponse dans ce délai, la cession est réputée autorisée.

Le transfert de propriété des OCA résultera de leur inscription dans le Registre.

La signature de l'engagement contractuel dont le modèle figure en Annexe 1 est requise à compter de la conversion des OCA en AO conformément à l'Article 1.12.

ARTICLE 2 – DECLARATIONS ET GARANTIES

La Société effectue au bénéfice des Obligataires l'ensemble des déclarations visées au présent Article 2 ; étant précisé que toutes ces déclarations sont faites par référence aux faits existants à la Date d'Émission.

La Société est valablement constituée, dûment immatriculée et existante valablement au regard du droit français et a la pleine capacité pour jouir de ses droits et les exercer, de même que pour mener les activités qu'elle exerce actuellement.

La Société a la capacité de conclure les documents relatifs à l'Émission des OCA auxquels elle est partie et de remplir les obligations qui en découlent pour elle.

Les documents relatifs à l'Émission des OCA auxquels la Société est partie ont été dûment autorisés par ses organes sociaux compétents. Toutes autres autorisations, licences, agréments ou accords éventuellement requis ou nécessaires pour la conclusion, l'exécution, la validité ou l'opposabilité desdits documents auxquels la Société est partie ont été obtenus et demeurent en vigueur.

La réalisation de l'Émission, en ce compris l'ensemble de ses modalités, a été dûment autorisée par les organes compétents d'Antimatter.

Chacun de ces documents constitue des engagements légaux, valables et ayant force obligatoire à son encontre conformément à chacun de leurs termes.

Les conditions de forme requises pour assurer la validité desdits documents auxquels la Société est partie et leur caractère obligatoire et les formalités nécessaires aux mêmes fins sont ou seront respectées ou accomplies.

ARTICLE 3 – DECLARATION DES OBLIGATAIRES

Chaque Obligataire déclare en tant que de besoin avoir connaissance du fait que les OCA émises par la Société sont des valeurs mobilières donnant accès au capital au sens de l'article L. 228-1 du Code de commerce qui présentent des risques d'investissement, notamment un risque de perte en capital ainsi que l'ensemble des autres facteurs de risque décrits en Annexe 5, et les accepte sans réserve.

Chaque Obligataire reconnaît souscrire les OCA pour un montant total d'au moins mille (1.000) euros et déclare avoir eu communication, préalablement à sa souscription, du document d'informations synthétique (DIS) établi conformément à l'article 211-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Conformément aux dispositions de l'article L.222-9, 5°, du Code de la consommation, aucun droit de rétractation n'est applicable à la fourniture d'instruments financiers mentionnés à l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier. Chaque Obligataire reconnaît et accepte expressément qu'il ne pourra être effectué aucun remboursement du montant des instruments financiers souscrits après validation de l'engagement de souscription, sauf annulation de l'Opération par la Société.

ARTICLE 4 – DECHARGE

L'Obligataire reconnaît, déclare et certifie expressément :

- avoir eu la possibilité de consulter ses propres conseils juridiques et fiscaux (s'il le souhaitait) avant de souscrire aux OCA ;
- que le conseil de la Société agit pour son propre compte exclusif et n'intervient pas en tant que conseil de l'Obligataire ;
- que les présents termes et conditions des OCA ont été rédigés à la demande de la Société et sur ses instructions ;
- que les présents termes et conditions des OCA lui ont été adressés au moins 48 heures avant la souscription aux OCA.

En conséquence, la Société et les Obligataires déchargent expressément et irrévocablement le rédacteur des présents termes et conditions des OCA de toute responsabilité relative à la rédaction des présents termes et conditions des OCA.

ARTICLE 5 – MODIFICATION

Conformément à l'article L. 213-6-3 V du Code monétaire et financier, la Société pourra modifier les termes et conditions des OCA sans le consentement des Obligataires afin de corriger une erreur matérielle. Toute autre modification nécessitera une décision collective de la Masse des Obligataires conformément à l'Article 1.16.2.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION

Les communications de la Société aux Obligataires sont valablement effectuées par courrier électronique à l'adresse email communiquée par l'Obligataire lors de la souscription.

Seules les communications pour lesquelles un formalisme particulier (notamment une demande d'avis de réception ou une lettre recommandée) est expressément imposé par la loi ou par les présentes modalités seront adressées dans les formes correspondantes ; toutes les autres communications pourront être effectuées par simple courrier électronique, sans demande d'avis de réception.

Tout changement d'adresse électronique des Obligataires sera notifié à la Société dès que possible à compter de la date dudit changement d'adresse par courrier électronique avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : contact@prometia.com. A défaut, la Société utilisera l'adresse email telle que celle-ci aura été communiquée dans le cadre du processus de souscription sur le site Internet de la Société et cet envoi vaudra notification.

ARTICLE 7 – CLAUSE ANTI-BLANCHIMENT, ANTI-CORRUPTION ET SANCTIONS ECONOMIQUES

Chaque Obligataire et la Société déclarent et s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (tels que ces termes sont définis en Annexe 7), ils déclarent en particulier, chacun pour ce qui le concerne :

- qu'il agit pour son propre compte ;
- que l'origine des fonds versés à la Société pour la souscription des OCA et, plus généralement,

pour toute acquisition ou souscription de valeurs mobilières de la Société ou avances en compte courant, est licite et ne provient pas d'une activité contraire aux Réglementations de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, aux Réglementations Sanctions ou aux Réglementations Anti-Corruption ; et

- qu'il n'a pas facilité, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit ou au financement d'une activité terroriste.

Chaque Obligataire s'engage à communiquer à la Société toute information et tout justificatif qui seraient requis légalement pour s'assurer du respect des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, des Réglementations Anti-Corruption et des Réglementations Sanctions. En outre, chaque Obligataire s'engage préalablement à sa souscription aux OCA à remettre à la Société, copie de tous documents ou informations que la Société pourra demander et qui sera nécessaire afin de permettre le respect de la réglementation « Know Your Customer » devant être mise en œuvre par la Société au titre de ses obligations légales et réglementaires.

A ce titre, il est rappelé que chaque Obligataire et la Société sont notamment tenus de déclarer aux autorités compétentes les opérations portant sur des sommes dont ils savent, soupçonnent ou ont de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou participent au financement du terrorisme, ainsi que toute opération pour laquelle l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif ou du constituant d'un fonds fiduciaire ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation reste douteuse malgré les diligences qu'ils sont tenus d'effectuer. Dans les conditions prévues par la réglementation, ils doivent aussi s'abstenir d'effectuer toute opération dont ils soupçonnent qu'elle est liée au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme.

Chaque Obligataire et la Société déclarent et s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, des Réglementations Anti-Corruption et des Réglementations Sanctions.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la présente Emission, la Société recueille des informations nominatives sur les Obligataires. La Société s'engage à respecter la législation en vigueur relative à la protection de la vie privée eu égard au traitement automatisé des données à caractère personnel.

La Société s'engage à tenir pour confidentielle toute information personnelle fournie par ce biais, ces informations étant destinées exclusivement à la Société à des fins de traitement interne et ne seront en aucun cas cédées à des tiers en vue d'un usage commercial. Elles peuvent être transmises aux sociétés chargées de la gestion, de l'exécution et/ou du traitement des opérations de paiement afférentes à l'Emission. Ces informations et données sont également conservées à des fins de sécurité, afin de respecter les obligations légales et réglementaires auxquelles la Société est soumise.

Chaque Obligataire est informé que les données le concernant pourront être divulguées en application d'une loi, d'un règlement ou en vertu d'une décision d'une autorité réglementaire ou judiciaire compétente ou encore, si cela s'avère nécessaire pour la Société, dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Conformément au RGPD, un droit d'accès, de modification, de suppression et de rectification des informations personnelles est à la disposition de toute personne dont les données sont collectées. Ce droit peut être exercé en contactant la Société par mail à l'adresse suivante contact@prometia.com.

ARTICLE 9 – INVALIDITE D'UNE STIPULATION

Dans le cas où tout ou partie des stipulations des présentes serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, la licéité, la validité et l'opposabilité des autres stipulations n'en seront pas affectées.

ARTICLE 10 - DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les OCA sont soumises au droit français.

Tout litige qui viendrait à naître relativement à l'existence, l'exécution ou l'interprétation des présentes sera soumis à la compétence du Tribunal des activités économiques de Paris.

Annexe 1 – Modèle d’Engagement Contractuel

Annexe 2 – Exemple chiffré de conversion des OCA

Annexe 3 – Gouvernance de la Société et droits et obligations des porteurs d'AO post-conversion

Annexe 4 – Gouvernance de Prometia Inc. et droits et obligations des actionnaires

Annexe 5 – Facteurs de risque

Annexe 6 – Modèle de convention de nantissement (*Pledge and Security Agreement*)

Annexe 7 – Définitions (Réglementations Anti-Corruption / LCB-FT / Sanctions)

Annexe 1 – Engagement Contractuel

PROMETIA FRANCE

ENGAGEMENT CONTRACTUEL DE L'INVESTISSEUR

ENTRE :

1. [-], une [-] dont le siège social est situé à [-], immatriculée au registre du commerce de [-] sous le numéro [-], représentée par [-], adresse électronique : [-] ;

OU

[-], personne physique née le [-] à [-], domiciliée à [-], adresse électronique : [-] ;

(le « **Titulaire** »)

D'UNE PART,

2. **DETENTE COOPERATION EDITIONS**, société à responsabilité limitée de droit suisse au capital de CHF 20.000, ayant son siège social c/o Fiduciaire Daniel Jaggi S.A., rue de la Promenade-Noire 5, 2000 Neuchâtel, Suisse, immatriculée au registre du commerce du canton de Neuchâtel, sous le numéro CHE-297 135 343, représentée par son associé gérant, Monsieur Richard DETENTE, e-mail : contact@prometia.com ;
3. **Richard ESTEVE**, né le 17 mai 1984 à Marseille, de nationalité française, domicilié à Creek Harbour, Creek Rise Tower 1, Appartement 2003, Dubaï, Émirats Arabes Unis, e-mail : contact@prometia.com ;

(les Parties 2 à 3 étant ci-après dénommées individuellement un « **Fondateur** » et collectivement les « **Fondateurs** », agissant séparément et non solidairement (sans solidarité entre elles))

D'AUTRE PART,

(le Titulaire et les Fondateurs étant ci-après dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** », étant précisé que les définitions des termes « **Partie** » ou « **Parties** » ne devront pas être prises en considération au moment de la signature des présentes, mais au moment où il y sera fait référence pour l'application des dispositions des présentes)

EN PRÉSENCE DE :

4. **PROMETIA FRANCE**, société anonyme au capital de 37.000 euros, dont le siège social est situé 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon, sous le numéro 107 412 983, qui conclut le présent engagement contractuel (le « **Contrat** ») en son nom propre afin d'accepter les droits qui lui sont accordés et de reconnaître les obligations qui lui sont imposées en vertu du Contrat.

(la « **Société** »)

CONSIDÉRANT QUE :

- (A) Afin de permettre aux détenteurs d'Actions et d'autres Titres de la Société d'atteindre leurs objectifs communs par l'intermédiaire de la Société, les Parties conviennent par les présentes des conditions relatives à l'acquisition ou au transfert des Actions et/ou Titres qu'elles détiennent ou détiendront dans le capital social de la Société, pendant la durée du Contrat.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Sans préjudice des définitions spécifiques contenues dans le corps du présent Contrat, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

- | | |
|--|---|
| « Actions » | désigne les actions émises par la Société en représentation de son capital et en circulation à la date considérée, quelle que soit leur classe ou leur catégorie ; |
| « Affilié » | désigne, en ce qui concerne toute Partie, (i) toute autre personne qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec cette Partie, et/ou (ii) toute personne (y compris, sans limitation, toute société de gestion, tout associé commandité, tout membre de la direction, tout dirigeant ou tout administrateur de cette Partie) qui gère ou conseille (y compris par délégation) cette Partie et tout fonds d'investissement existant actuellement ou à l'avenir, géré ou conseillé (y compris par délégation) par la même personne ou par une Affiliée, au sens du point (i), de cette personne ; |
| « Associé(s) » | désigne toute personne qui, à un moment donné, détient des Actions de la Société ; |
| « Contrôle commun » | deux entités sont considérées comme soumises à un contrôle commun aux fins du Contrat lorsque l'une d'elles contrôle l'autre, ou lorsque les deux sont soumises au contrôle direct ou indirect de la même personne physique ou morale ou du même groupe de personnes physiques ou morales agissant de concert ; |
| « Contrôlée », « Contrôle » ou « Contrôlant » | doivent être interprétés conformément à l'article L233-3, I du Code de Commerce ; |
| « Sûreté » | signifie une hypothèque, une charge, un gage, un privilège, une option, une restriction, un droit de premier refus, un droit de préemption, un droit ou intérêt de tiers, toute autre charge ou sûreté de quelque nature que ce soit, ou tout autre type d'accord préférentiel (y compris, sans limitation, un accord de transfert ou de conservation de titre) ayant un effet similaire, ou un accord ou un engagement visant à créer, ou un mandat en vue de la création, de ceux-ci ; |
| « Distributions » | désigne toute distribution, qu'elle qu'en soit la forme (rachat d'actions, remboursement d'apports, distribution en nature, distribution de dividendes, distribution d'acomptes sur dividendes, distribution d'acompte sur liquidation, etc...) ; |

« Entièrement Dilué »	désigne le montant du capital social de la Société en supposant l'exercice de tous les Titres et instruments émis par la Société (autres que les bons de souscription d'actions anti-dilution) qui peuvent donner droit, à terme, par conversion, exercice, échange, etc. à une action dudit capital social ;
« Filiale »	désigne toute entité Contrôlée par la Société ;
« Fonds »	désigne tout fonds d'investissement ou société gérée ou conseillée par un gestionnaire professionnel (y compris, mais sans s'y limiter, les FPCI (anciennement FCPR), les FCPI, les FIP et les sociétés en commandite) ;
« Fonds Affilié »	désigne tout Fonds ou société ou société holding d'investissement (i) géré par une Partie ou une société sous contrôle commun avec une Partie ou (ii) conseillé (par délégation ou à tout autre titre) par une Partie, la société de gestion d'une Partie ou une société sous contrôle commun avec une Partie ou (iii) contrôlé par, contrôlant ou sous contrôle commun avec une Partie.
« IPO »	désigne la première cotation de tout ou partie des Actions (y compris sous forme <i>d'American Depositary Shares</i> ou <i>d'American Depositary Receipts</i>) de la Société sur un marché réglementé ou organisé en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, ou sur Euronext Growth par Euronext Paris ou sur le marché boursier Nasdaq ou la Bourse de New York aux États-Unis d'Amérique ;
« Séquestre »	désigne le Séquestre Juridique du Barreau de Paris ou, à défaut, toute banque nationale ou internationale de renom qui accepterait de recevoir les fonds concernés en séquestre conformément aux conditions des présentes ;
« Tiers »	désigne toute personne physique ou morale qui n'est ni une Partie, ni Associé, ni la Société ;
« Titre »	toute action, titre, instrument négociable, bon de souscription ou droit donnant accès immédiatement ou à terme à une partie du capital social et/ou des droits de vote de la Société, ainsi que tout droit préférentiel de souscription attaché à ces titres, et tout autre instrument visé au chapitre VIII du titre II du livre II du Code de commerce ;
« Transfert »	désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de

décès, de liquidation de société, communauté ou succession ou (ii) toute renonciation individuelle à, ou tout transfert de, un droit de souscription ou d'attribution au bénéfice de personnes dénommées ou (iii) toute constitution ou réalisation de sûreté sur les Titres ; il est précisé que l'expression « Transfert de Titres » comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Titres que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'un Titre tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe « Transférer » s'entendra de la même manière.

« Valeur Mobilière »

désigne toute option sur actions (options de souscription ou d'achat d'actions), bon de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), action attribuée à titre gratuit (« actions gratuites »), ou bon de souscription d'actions (BSA) émis au bénéfice des Associés, dirigeants, consultants ou salariés de la Société ou de l'une de ses Filiales ;

« Valeur de Marché »

désigne (i) la valeur convenue d'un commun accord entre les Parties et/ou les Tiers concernés, conformément aux stipulations applicables du présent Contrat, en prenant de bonne foi en considération toute émission d'Actions d'un montant minimum (prime d'émission incluse) de 250.000 euros intervenue moins de douze (12) mois avant la survenance de l'événement pour lequel la Valeur de Marché doit être prise en compte et calculée ou (ii) à défaut d'accord dans les conditions prévues au point (i), la valeur déterminée par un expert désigné par lesdites Parties, selon les modalités prévues par l'article 1843-4 du Code civil (l'« **Expert** »). La valeur de marché d'un Titre donnant droit à la souscription ou à l'acquisition d'une Action, immédiate ou différée, sera égale à la Valeur de Marché d'une Action, diminuée du montant que le porteur dudit Titre devra verser pour obtenir l'Action par souscription ou conversion du Titre en question ;

1.2 Interprétation

Dans le présent Contrat, une référence à :

- a. un article, une clause ou une annexe, sauf si le contexte exige une interprétation différente, est une référence à un article ou une clause du présent Contrat ou à une annexe au présent Contrat ;
- b. sauf indication contraire du contexte, le singulier inclut le pluriel et vice versa, et un genre inclut tous les genres ;
- c. toute disposition légale ou loi comprend toutes les modifications qui y ont été apportées, ainsi que toute législation subordonnée adoptée en vertu de celles-ci, dans chaque cas en vigueur à ce moment-là, sauf si le contexte exige une interprétation différente ;

- d. le terme « personne » désigne toute personne physique, société, entreprise, société de capitaux ou autre personne morale, gouvernement, État ou agence d'un État, ou toute coentreprise, association ou partenariat, comité d'entreprise ou organe représentatif des salariés (qu'il ait ou non la personnalité juridique) ;
- e. sauf indication contraire du contexte, un document désigne ce document tel que modifié, reformulé, varié, nové, complété ou remplacé conformément à ses termes de temps à autre (sauf en violation des stipulations du présent Contrat) ;
- f. « y compris » ou « comprend » ou toute expression similaire doit être interprété comme signifant « y compris, sans limitation » ou « comprend, sans limitation » ;
- g. sauf indication contraire dans le contexte, les références à un « jour » désignent un jour calendaire, et les références à une « année civile » désignent une année civile commençant le 1^{er} janvier ; et
- h. sauf indication contraire expresse dans les présentes, toutes les références au capital social ou aux droits de vote de la Société s'entendent sur une base non diluée.

2. DECLARATIONS ET GARANTIES

Chaque Partie déclare et garantit aux autres Parties :

- (i) pour les Parties qui sont des personnes morales et des fonds d'investissement, que :
 - elle est légalement constituée et en règle en vertu du droit français ou du droit de la juridiction où elle est établie et que son représentant légal dispose de tous les pouvoirs et de toute l'autorité nécessaires pour signer et mettre en œuvre le Contrat ;
 - que la signature et l'exécution du Contrat ont été valablement autorisées par les organes compétents de cette Partie et n'entraînent ni n'entraîneront la violation, la résiliation ou la modification d'une quelconque clause ou condition de tout autre contrat ou acte auquel ladite Partie est partie, et que le Contrat n'est contraire à aucune clause de ces contrats ou actes ;
 - elle n'est actuellement partie à aucun accord distinct concernant les droits et obligations des Parties énoncés dans le présent Contrat, à l'exception des autres engagements contractuels à conclure avec les autres détenteurs de Titres qui ne sont pas parties au présent Contrat (les « **Engagements Contractuels** ») ;
- (ii) pour les Parties qui sont des personnes physiques, que :
 - elle a la capacité de signer et d'exécuter le Contrat ;
 - l'exécution et la mise en œuvre du Contrat n'entraînent ni n'entraîneront la violation, la résiliation ou la modification d'une clause ou d'une condition de tout autre contrat ou acte auquel cette Partie est partie, et que le Contrat n'est pas contraire à une clause de ces contrats ou actes ;
 - il ou elle n'est actuellement partie à aucun accord distinct concernant les droits et obligations des Parties énoncés dans le présent Contrat, autre que l'Engagement Contractuel, et ne conclura aucun accord de ce type.

En outre, les Fondateurs et la Société s'engagent à se conformer aux dispositions des articles L. 561-46 et suivants du Code monétaire et financier relatif au bénéficiaire effectif de la Société, et notamment à accomplir toutes les formalités requises auprès du registre du tribunal de commerce du ressort de la Société et dans les délais prévus à cet effet. Chaque Partie s'engage à fournir à la Société toute information nécessaire à cet effet dans les meilleurs délais après une demande en ce sens de la Société.

3. TRANSFERTS DE TITRES

3.1 Règles générales relatives aux transferts de Titres par le Titulaire

- (a) Le Titulaire s'engage à ne pas céder tout ou partie de ses Titres autrement qu'en stricte conformité avec le présent Contrat.
- (b) Le Droit d'Entraînement visé à l'Article 4 du Contrat s'applique non seulement aux Actions, mais également à tous les Titres émis ou à émettre par la Société, selon le cas.
- (c) Lorsqu'elle doit être déterminée aux fins du présent Contrat, la Valeur de Marché de toute option ou de tout bon de souscription émis par la Société correspond à la Valeur de Marché de chaque Action à laquelle cet instrument donnerait droit en cas d'exercice, déduction faite du prix d'exercice à payer pour souscrire cette Action, puis multipliée par le nombre maximal d'Actions auxquelles chaque option ou bon de souscription donne droit à son titulaire en cas d'exercice.
- (d) Nonobstant toute stipulation contraire dans les présentes, le Titulaire n'a aucune obligation de faire des déclarations, d'accorder des garanties concernant la Société et ses Filiales (à l'exception des déclarations relatives à la pleine propriété, à l'existence et à l'absence de charge de leurs Actions), ni d'accorder des engagements de non-concurrence ou des délais de paiement dans le cadre d'un Transfert ou autrement, même si d'autres Parties Cédantes ont accepté de le faire.
- (e) Tous les Titres doivent être transférés libres de toute Sûreté et être accompagnés du transfert de tout prêt d'associés ou avance en compte courant accordé par tout Cédant, étant entendu que ce(s) prêt(s) d'associé(s) sera(ont) transféré(s) à la même date que les Titres, pour sa (leur) valeur nominale majorée des intérêts courus à la date du Transfert.
- (f) Le Titulaire qui envisage de céder tout ou partie de ses Titres (le « **Cédant** ») à toute autre personne (le « **Cessionnaire** »), autrement qu'en vertu de l'Article 4, doit informer les Fondateurs et la Société du transfert envisagé par notification écrite (la « **Notification de Transfert** ») qui doit notamment préciser (i) l'identité et la qualité du Cessionnaire (Partie ou Tiers), (ii) l'identité de la personne qui contrôle en dernier ressort le Tiers (selon le cas), (iii) le nombre d'Actions ou d'autres Titres dont le Transfert est envisagé, (iv) le prix offert par le Cessionnaire (ou, si la contrepartie n'est pas entièrement en espèces, une estimation de bonne foi par le Cédant de la valeur en espèces de la contrepartie non en espèces), (v) une description de la transaction sur laquelle le Transfert doit être effectué.
- (g) Les notifications envoyées par une ou plusieurs Parties (autres que le Titulaire) déclenchant l'application de l'Article 4 sont également appelées « **Notifications de Transfert** ».

3.2 Absence de Sûreté sur les Titres des Associés

Le Titulaire s'engage à ne consentir, pendant toute la durée du présent Contrat, aucune Sûreté sur ses Titres de la Société.

3.3 Transferts Libres

Nonobstant toute stipulation contraire dans les présentes, tout Transfert par une Partie à une Filiale ou à un Fonds Affilié de cette Partie des Titres de la Société ne sera pas restreint (« **Transferts Libres** »),

sous réserve que :

- (i) dans les circonstances envisagées au paragraphe ci-dessus, le Cessionnaire, à moins qu'il ne soit déjà Partie ou signataire d'un Engagement Contractuel, a signé un Engagement Contractuel, au plus tard à la date de réalisation du Transfert, conformément à l'Article 10.7 des présentes ;
- (ii) dans les circonstances prévues au paragraphe ci-dessus, le Cessionnaire aura remis à la Société une déclaration par laquelle il garantit que, dans le cas où le Cessionnaire cesserait de remplir les critères visés au paragraphe ci-dessus, les Titres concernés seront, dans la mesure du possible, retransférés au Cédant, à une Partie ou à toute personne remplissant les critères visés au paragraphe ci-dessus.

3.4 Agrément des Fondateurs

Sauf en cas de Transfert Libre tel que défini à l'Article 3.3, tout projet de Transfert de Titres par le Titulaire, à un Tiers, est subordonné à l'agrément préalable des deux Fondateurs (l'« **Agrément** »).

La demande d'Agrément contient toutes les informations de la Notification de Transfert et est notifiée par le Titulaire aux deux Fondateurs trois (3) mois avant la date de réalisation du Transfert.

Les Fondateurs statuent sur la demande d'Agrément et notifient leur décision au Titulaire par écrit dans les vingt (20) jours suivant la réception de la demande d'Agrément. À défaut de réponse dans ce délai, l'Agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'Agrément, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du refus pour informer le Président, par écrit, de sa décision de maintenir ou de renoncer à son projet de Transfert. À défaut de réponse dans ce délai, le Titulaire est réputé y avoir renoncé.

En l'absence de renonciation audit projet de Transfert de Titre de la Société par le Cédant, le Président sera tenu de faire acquérir les Titres offerts dans un délai global de six (6) mois à compter de la demande d'Agrément, au choix des Fondateurs, par :

- un Associé, aux conditions précisées dans la Notification de Transfert ;
- un Tiers, le Président devant dans ce cas notifier au Cédant les noms, prénoms et domiciles du ou des acquéreurs des Titres offerts, aux conditions précisées dans la Notification de Transfert ; ou
- la Société, à un prix convenu d'un commun accord entre le Cédant et les Fondateurs ou, à défaut, déterminé par l'Expert conformément à l'Article 3.5.

Si, à l'expiration du délai de six (6) mois visé ci-dessus, le Transfert n'est pas réalisé, l'Agrément est considéré comme donné, à moins qu'une procédure d'expertise soit toujours en cours à l'expiration de ce délai, auquel cas, le Transfert pourra être valablement réalisé pendant une période d'un (1) mois suivant l'évaluation de l'Expert. Le Transfert ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les Titres n'ont pas été inscrits au compte de l'acquéreur. En cas d'Agrément (expres ou tacite) ou à l'expiration du délai de six (6) mois

(ou du mois suivant l'expertise), le Titulaire pourra réaliser librement le Transfert décrit dans la demande initiale dans un délai de trente (30) jours.

3.5 Droit de Préemption

Dès lors que le Transfert envisagé n'est pas un Transfert Libre, tout projet de Transfert par le Titulaire de tout ou partie de ses Actions est : (i) lorsqu'il est réalisé au profit d'un Tiers, soumis à la procédure d'Agrément prévue à l'Article 3.4, puis, en cas d'Agrément du Cessionnaire, (ii) soumis au droit de préemption (le « **Droit de Préemption** ») dont bénéficient les Fondateurs dans les conditions ci-après exposées ; et (iii) lorsqu'il est réalisé au profit d'un Associé, directement soumis au Droit de Préemption dans les mêmes conditions.

La Notification de Transfert vaut promesse irrévocable de vente du nombre d'Actions visé dans la Notification de Transfert, aux conditions définies dans cette notification et jusqu'à l'expiration du délai d'exercice du Droit de Préemption par les Fondateurs.

Les Fondateurs qui souhaitent exercer leur Droit de Préemption, devront, dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de la Notification de Transfert (le « **Délai de Préemption** »), adresser au Cédant, à chacun des autres Fondateurs et au Président, une notification de leur décision d'exercer leur Droit de Préemption, aux prix et conditions de la Notification de Transfert.

Dans le cas où la contrepartie proposée comprend un élément autre que numéraire, la valeur de marché en numéraire de ladite contrepartie, telle qu'évaluée par le Cédant dans la Notification de Transfert, pourra être contestée par l'un quelconque des Fondateurs dans un délai de quinze (15) jours suivant ladite notification. En cas de désaccord notifié dans ce délai, le prix des Actions sera déterminé par un Expert désigné d'un commun accord entre les Parties concernées ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal des activités économique de Paris statuant en la forme des référés, à la demande de la Partie la plus diligente. L'Expert rendra sa décision dans un délai de trente (30) jours suivant sa désignation.

Toute notification d'exercice du Droit de Préemption transmise avant la notification du rapport de l'Expert sera réputée caduque. Les Fondateurs disposeront alors d'un nouveau délai de quinze (15) jours à compter de la notification du prix par l'Expert pour exercer leur Droit de Préemption au prix ainsi déterminé (la « **Période d'Exercice Prolongée** »).

Le Cédant ne pourra se rétracter que si le prix fixé par l'Expert est inférieur de plus de 5 % au prix initialement mentionné dans la Notification de Transfert, à condition d'en informer les Fondateurs et la Société dans un délai de cinq (5) jours suivant la notification du rapport d'expertise.

Les frais d'expertise seront à la charge du Cédant dans ce dernier cas, et à défaut, à la charge des Fondateurs contestataires, au prorata de leur détention dans le capital de la Société.

La notification d'exercice vaudra acceptation de l'offre de vente résultant de la Notification de Transfert.

Le Droit de Préemption des Fondateurs ne pourra s'exercer, individuellement ou collectivement, que pour la totalité des Actions transférées a minima.

A l'expiration du Délai de Préemption (ou, le cas échéant, de la Période d'Exercice Prolongée) et en cas d'exercice du Droit de Préemption pour la totalité des Actions offertes, le Président ou son mandataire procèdera sans délai au décompte des Droits de Préemption exercés et à la répartition des Actions préemptées, et ce de la manière suivante :

- dans l'hypothèse où les demandes de préemption, prises collectivement, portent sur le nombre exact d'Actions offertes par le Cédant, chacun des Fondateurs ayant exercé son Droit de Préemption se verra attribuer le nombre d'Actions préemptées ;
- dans l'hypothèse où les demandes de préemption dépassent le nombre d'Actions offertes par le Cédant, les Actions seront réparties entre les Fondateurs préempteurs au *prorata* du nombre d'actions qu'ils détiennent respectivement et dans la limite de leur demande. En cas de rompus, les nombres seront réputés être égal au nombre entier immédiatement inférieur sauf convention contraire entre les Parties.

A l'expiration du Délai de Préemption, le Président notifiera sans délai un état des demandes de préemption notifiées et le cas échéant, la répartition des Actions préemptées, au Cédant et aux Fondateurs.

Dans les quarante-cinq (45) jours de cette notification, les ordres de mouvement et les autres documents portant sur le Transfert des Actions préemptées devront être signés par le Cédant et les Fondateurs concernés et devront avoir été adressés à la Société. L'inscription au compte des Fondateurs ayant exercé leur Droit de Préemption, et sur le registre de mouvements de titres de la Société, sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Dans les quarante-cinq (45) jours de la notification du Président, chacun des Fondateurs ayant exercé son Droit de Préemption (i) devra adresser au Cédant un chèque à l'ordre du Cédant, représentant le prix des Actions préemptées, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, ou (ii) payer le prix des Actions préemptées par virement du prix d'acquisition sur le compte bancaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement communiquées par le Cédant au Fondateur concerné. Si le chèque n'est pas adressé ou s'il n'a pas été procédé au virement du prix d'acquisition dans ledit délai, le Fondateur concerné perdra son droit sur les Actions préemptées.

A défaut d'exercice du Droit de Préemption sur la totalité des Actions offertes, dans le Délai de Préemption, et selon les modalités exposées ci-dessus, les bénéficiaires de ce droit seront réputés y avoir définitivement renoncé pour le Transfert en cause et le Transfert pourra être réalisé par le Cédant sous réserve que :

1. le Transfert soit réalisé dans les vingt (20) jours suivant la notification du Président susmentionnée ;
2. le Transfert soit réalisé aux mêmes prix, termes et conditions que ceux stipulés dans la Notification de Transfert ; et
3. le Tiers acquéreur, ait signé, préalablement à la date de réalisation du Transfert, un Engagement Contractuel.

4. DROIT D'ENTRAÎNEMENT (*DRAG ALONG*)

4.1 Règles générales

Il est convenu que :

- (i) si un Tiers, agissant seul ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (l'« **Offrant** »), propose d'acheter au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du capital social de la Société (une « **Offre d'Acquisition Totale** »), que ce soit en numéraire et/ou en Actions (par exemple, une fusion), et
- (ii) si les Fondateurs décident conjointement d'accepter l'Offre d'Acquisition Totale (les « **Bénéficiaires** »),

le Titulaire (le « **Promettant** ») détenant alors des Titres devra, à la demande des Bénéficiaires, céder ses Titres conformément aux dispositions du présent Article 4.1.

À cette fin, les Bénéficiaires auront le droit d'acquérir avec le droit de substituer l'Offrant, sans solidarité pour l'avenir, les Titres détenus par le Promettant et les Bénéficiaires acceptent le bénéfice de cette promesse irrévocable de vendre ces Titres dans les conditions ci-dessous (le « **Droit d'Entrainement** »).

Si le Promettant détient des droits de souscription, d'acquisition ou de réception de Titres de la Société immédiatement ou à une date future, il s'engage par les présentes soit à exercer ces droits au plus tard à la date de réalisation de l'opération résultant de l'Offre d'Acquisition Totale, quelles que soient les conditions régissant l'exercice et l'acquisition de ces droits pendant la période à compter de la date de réalisation de l'opération résultant de l'Offre d'Acquisition Totale, soit à renoncer à exercer ces droits à l'avenir, afin de garantir que l'Offrant sera en mesure de détenir 100 % du capital social de la Société sur une base Entièrement Diluée après la réalisation de cette opération.

4.2 Déclenchement du Droit d'Entrainement

Les Bénéficiaires peuvent exercer le Droit d'Entrainement si les conditions énoncées à l'Article 4.1 ci-dessus sont remplies, par notification à l'Offrant, laquelle notification doit contenir les mêmes informations que la Notification de Transfert et confirmer l'acceptation de l'Offre d'Acquisition Totale par les Bénéficiaires (la « **Notification de Sortie Forcée** »).

Si le Droit d'Entrainement est exercé conformément aux conditions prévues ci-dessus, le Promettant s'engage à céder ses Titres aux Bénéficiaires ou à l'Offrant conformément aux conditions y compris le prix ou autre contrepartie, et si l'Offrant le demande, les engagements habituels pouvant être accordés dans le cadre d'une transaction de cette nature, sous réserve de l'exception prévue à l'Article 3.1(d) de l'Offre Totale d'Acquisition qui lui aura été notifiée. Les frais et dépenses de toute nature (banques d'investissement, avocats, comptables, etc.) engagés par les Bénéficiaires et le Promettant sont à la charge de toutes les Parties à la vente au prorata de leur part respective de la contrepartie reçue au titre de ce Transfert.

Dans le cas où le Droit d'Entrainement a été valablement exercé conformément aux dispositions du présent article :

- (a) le transfert aux Bénéficiaires ou à l'Offrant des Titres du Promettant (et leur paiement) sera effectué conformément aux modalités de la Notification de Sortie Forcée et doit avoir lieu au plus tard trois (3) mois après la date de la Notification de Sortie Forcée, étant entendu que ce délai peut être prolongé si nécessaire pour la mise en œuvre de toute procédure requise en vertu des lois applicables pour effectuer ce transfert, mais qu'une telle prolongation ne peut avoir pour effet de prolonger le délai pour effectuer le transfert au-delà de six (6) mois ;
- (b) le Transfert est subordonné à la remise :
 - (i) au Promettant, en cas de vente, d'un chèque bancaire ou de tout document attestant l'exécution d'un virement bancaire d'un montant égal au prix d'achat de ses Titres (ou, en cas de Transfert non en espèces, de la contrepartie en espèces équivalente indiquée dans la Notification de Sortie Forcée) ;
 - (ii) aux Bénéficiaires ou à l'Offrant, les originaux dûment remplis et signés (a) de l'ordre de mouvement, demandant à la Société d'effectuer le Transfert des Titres concernés aux Bénéficiaires ou à l'Offrant, et (b) du formulaire CERFA à remplir dans le cadre dudit Transfert.

Dans l'hypothèse où l'un des Bénéficiaires exercerait valablement le Droit d'Entrainement et où le Promettant manquerait à ses obligations en vertu des présentes, tout Bénéficiaire pourra (sans préjudice de tout dommage-intérêt supplémentaire que les Bénéficiaires ou l'Offrant pourraient réclamer) consigner le prix des Titres du Promettant dans un Séquestre. Dans un tel cas, le simple envoi à la Société d'une copie de la Notification de Sortie Forcée et d'un reçu du Séquestre sera considéré comme un ordre de transfert dûment exécuté et aura pour effet que la Société, qui l'accepte par les présentes, enregistrera le Transfert correspondant des Titres dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés concernés.

En cas d'exercice de la Promesse dans les conditions et délais précités, à un prix par action de la Société déterminé conformément aux modalités de l'Offre Totale d'Acquisition, le Transfert des Actions et le paiement du prix de cession interviendront au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'exercice de la Promesse, sauf stipulation écrite contraire.

Chaque Bénéficiaire accepte le bénéfice de la Promesse à titre de promesse unilatérale et irrévocable de vente consentie par le Titulaire.

5. STIPULATIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le Titulaire déclare, conformément aux lois applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, que l'origine des fonds utilisés pour souscrire aux Titres est licite et ne résulte d'aucune activité illicite.

6. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE ET TERMINAISON DU CONTRAT

Le présent Contrat entre en vigueur à la date des présentes et demeurera en vigueur pendant une durée de quinze (15) ans à compter de cette date. Il sera ensuite tacitement reconduit pour une période supplémentaire de cinq (5) ans, sauf dénonciation par l'une quelconque des Parties à l'issue de la période contractuelle alors en cours, par notification écrite adressée au moins six (6) mois avant l'échéance de ladite période.

Le Titulaire cessera d'être lié par les stipulations du présent Contrat et de bénéficier des droits qui en découlent à compter de la date à laquelle il cessera de détenir tout Titre, étant précisé que :

- (a) le Titulaire restera lié par les Article 6 (*Durée*), 8 (*Confidentialité*), 9 (*Primauté du présent Contrat*), 10 (*Généralités*), 11 (*Notifications*) et 12 (*Loi applicable*) du présent Contrat pendant une période de deux (2) ans à compter de la date à laquelle ledit Titulaire cesse de détenir tout Titre ; et
- (b) les droits et obligations des Parties nés antérieurement à cette date resteront pleinement applicables et ne seront pas affectés.

Nonobstant toute stipulation contraire, le présent Contrat prendra automatiquement fin de plein droit immédiatement avant l'IPO de la Société.

7. MANDAT A LA SOCIETE

Afin de conférer au Contrat sa pleine efficacité, les Parties conviennent expressément de désigner la Société en qualité de mandataire commun, chargé de la gestion du Contrat (ci-après le « **Mandataire** »).

La Société, représentée par son président, intervient spécialement au Contrat pour accepter ce mandat d'intérêt commun, dans les termes ci-après.

En sa qualité de gestionnaire du Contrat, spécialement mandaté par les Parties pour la durée du Contrat, le Mandataire :

- sera seul habilité à traiter et, le cas échéant, exécuter les ordres de mouvement relatifs aux Titres émanant des Parties ;
- sera tenu de vérifier la régularité de ces demandes d'ordres de mouvement au regard des engagements convenus dans le Contrat et les statuts de la Société ;
- ne devra donner instruction à la Société d'enregistrer un ordre de mouvement qu'après s'être assurée que les procédures prévues au Contrat ont été respectées et que l'exécution de l'ordre de mouvement peut être menée à bien ;
- le Mandataire recueillera par tous moyens les décisions des Parties ayant pour objet le changement, la modification ou la renonciation à l'une quelconque des dispositions du Contrat et procèdera, le cas échéant, aux modifications du Contrat.

8. CONFIDENTIALITÉ

À compter de la date des présentes, le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiels et à ne pas divulguer, vendre ou transférer à un Tiers le présent Contrat et tous documents ou informations qu'il pourrait acquérir ou auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de sa relation avec la Société ou de ses fonctions au sein de celle-ci, concernant notamment les activités, les produits, les clients, la stratégie, le développement, les accords commerciaux ou de partenariat et la situation financière de la Société ou de ses Filiales, sauf dans les cas suivants :

- avec l'accord préalable des Fondateurs et de la Société (pour tout document ou information s'y rapportant),
- en vertu de dispositions légales impératives, d'une décision de justice ou de toute réglementation applicable, ou
- à destination des administrateurs, dirigeants, salariés ou conseils professionnels d'une Partie, dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution par ladite Partie de ses obligations et engagements ou à l'exercice de ses droits en lien avec la Société, à condition que les personnes concernées soient soumises à une obligation de confidentialité équivalente, ce dont ladite Partie devra s'assurer. Il est précisé qu'une Partie agissant en tant que fonds d'investissement pourra communiquer les informations nécessaires aux organes compétents, représentants légaux ou salariés de la société de gestion ou de conseil dudit fonds, afin de leur permettre de se prononcer sur toute question relative à la Société ou à ses Filiales. En outre, toute Partie pourra également transmettre à ses actionnaires, associés commandités ou commanditaires, ou membres, toute information devant leur être communiquée en vertu de la loi applicable ou conformément à ses règles internes ou politiques de gouvernance.

Toutefois, une information ne sera pas considérée comme confidentielle si :

- elle est tombée dans le domaine public du fait d'un Tiers et non en raison d'une négligence de la Partie concernée ;
- elle est accessible par d'autres sources sans violation du présent engagement de confidentialité.

9. PRIMAUTE DU PRESENT CONTRAT

En cas de conflit ou d'incompatibilité entre les stipulations du présent Contrat et les statuts de la Société ou les statuts d'une Filiale, le présent Contrat prévaudra entre les Parties.

En présence d'un tel conflit ou incompatibilité, chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les statuts concernés soient modifiés, dans la mesure requise pour donner plein effet aux stipulations du présent Contrat.

Le présent Contrat annule, remplace et se substitue à tous accords antérieurs conclus entre l'une quelconque des Parties en lien avec son objet. En conséquence, chacune desdites Parties renonce irrévocablement à tout droit qu'elle pourrait tenir de tels accords antérieurs, à quelque titre que ce soit.

10. GENERAL

10.1 Seuil

Aux fins d'interprétation du présent Contrat, dans l'hypothèse où l'exercice de certains droits par une Partie serait conditionné à la détention d'un pourcentage minimum du capital social de la Société, l'ensemble des Parties gérées par une même société de gestion seront considérées comme une seule et même Partie pour l'appréciation de ce seuil, et chacune de ces Parties sera réputée satisfaire à la condition de détention dès lors que leur détention agrégée excède le seuil applicable.

10.2 Modifications

Toute stipulation du présent Contrat ne pourra être modifiée ou écartée qu'avec le consentement écrit de l'ensemble des Parties, sauf si cette modification ou renonciation résulte de la mise en œuvre d'une décision prise conformément aux dispositions du présent Contrat. Toute modification ou renonciation ainsi décidée liera la Société, étant précisé que le Titulaire donne irrévocablement pouvoir à la Société pour accepter, en son nom et pour son compte, toute modification du Contrat résultant d'un amendement du Contrat accepté par l'ensemble des parties audit Contrat.

En conséquence, la simple signature par la Société d'un avenant au Contrat vaudra signature dudit avenant par le Titulaire.

10.3 Exécution forcée et sanctions

Les Parties reconnaissent et acceptent que, en cas de manquement à l'un quelconque de leurs engagements au titre du présent Contrat, (a) des dommages-intérêts ne constitueraient pas une réparation adéquate en cas de manquement par une Partie à ses obligations, et (b) en complément des droits qui leur sont reconnus par la loi ou par le présent Contrat, y compris le droit à l'indemnisation, la Partie non défaillante aura le droit d'obtenir l'exécution forcée en nature des obligations prévues aux présentes, afin d'assurer la pleine exécution des engagements contractuels.

En particulier, tout Titulaire ayant consenti, au titre du présent Contrat, une promesse ou un engagement de vente ou d'achat de Titres reconnaît expressément (i) que cette promesse ou cet engagement est ferme et irrévocable, et ne peut être révoqué conformément à l'article 1124 du Code civil, et (ii) qu'il a d'ores et déjà donné son consentement définitif et irrévocable à la cession ou à l'acquisition desdits Titres dans les conditions prévues au présent Contrat.

En conséquence, le Titulaire reconnaît que, en cas de manquement à cette promesse ou à cet engagement, la Partie non défaillante pourra obtenir l'exécution forcée en nature de ses droits.

En outre, les Parties renoncent expressément à l'application de la dernière phrase de l'article 1221 du Code civil, et conviennent que le créancier d'une obligation pourra exiger l'exécution en nature, après mise en demeure, même en cas de disproportion manifeste entre son coût pour le débiteur et son intérêt pour le créancier.

10.4 Risque d'imprévision

Chaque Partie déclare assumer le risque d'un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du présent Contrat, et renonce expressément à l'application de l'article 1195 du Code civil en cas de survenance d'un tel changement de circonstances.

10.5 Droits et obligations issus du Contrat

Le fait pour une Partie de ne pas exercer ou de tarder à exercer un droit ou un recours au titre du présent Contrat ne saurait constituer une renonciation à ce droit ou à ce recours, ni affecter l'exercice ultérieur dudit droit ou recours, ni constituer une renonciation à tout autre droit ou recours.

Aucun exercice partiel ou ponctuel d'un droit ou d'un recours prévu par le présent Contrat ou par la loi n'empêchera l'exercice ultérieur du même droit ou recours, ni l'exercice de tout autre droit ou recours.

Les droits et recours prévus par le présent Contrat sont cumulatifs et ne sauraient exclure ceux prévus par la loi.

10.6 Divisibilité

Chacune des stipulations du présent Contrat est autonome. Si l'une quelconque d'entre elles venait à être déclarée illégale, invalide ou inapplicable dans une quelconque juridiction, cela n'affectera en rien la légalité, la validité ou l'applicabilité des autres stipulations du Contrat dans ladite juridiction, ni celle de la même stipulation ou d'autres stipulations dans toute autre juridiction, sauf disposition légale contraire.

Les Parties s'engagent à remplacer toute stipulation déclarée invalide par une stipulation valable reflétant autant que possible l'intention initiale des Parties.

10.7 Nouvelles parties au Contrat

Dans l'hypothèse où le Titulaire envisagerait de transférer un ou plusieurs de ses Titres à un Tiers, il s'engage à faire signer à ce dernier un Engagement Contractuel au plus tard à la date du Transfert. Dès la signature d'un tel Engagement Contractuel, le Tiers sera lié par les stipulations de l'Engagement Contractuel dans les mêmes conditions que le Cédant.

À cette fin, les Parties, y compris le Titulaire, donnent pouvoir irrévocable à la Société pour enregistrer ladite adhésion au nom et pour le compte de l'ensemble des Parties.

En conséquence, la seule signature de l'Engagement Contractuel par le Tiers et la Société vaudra signature dudit Engagement Contractuel par toutes les Parties.

La Société disposera de tous pouvoirs pour modifier le présent Contrat afin d'y insérer le nom du Tiers, et l'ensemble des Parties sera réputé lié par les modifications ainsi apportées. Une copie à jour du Contrat modifié sera transmise par la Société à chaque Partie.

En cas de manquement du Cédant à faire signer un Engagement Contractuel au Tiers au plus tard à la date du Transfert, les Parties donnent instruction irrévocable au Mandataire de ne pas procéder à l'enregistrement du Transfert dans les comptes individuels d'associés tant que ladite signature n'aura pas été obtenue.

En cas d'augmentation de capital réservée, en tout ou partie, à un ou plusieurs Tiers, la réalisation de l'augmentation de capital sera conditionnée à la signature préalable par le(s) Tiers concerné(s) d'un Engagement Contractuel, les Parties s'engageant à faire leurs meilleurs efforts pour que cette signature intervienne au plus tard à la date de réalisation de l'opération.

10.8 Successeurs

Le présent Contrat lie les Parties, leurs successeurs et leurs ayants cause, étant entendu que le présent Contrat est conclu *intuitu personae*, et qu'aucune des Parties ne peut donc céder ou déléguer ses droits ou obligations à une autre personne sans le consentement écrit préalable des autres Parties, sauf que les Fondateurs sont en droit de substituer toute Affiliée à l'une de ses obligations ou droits en vertu des présentes, y compris tout droit préférentiel de souscription, dans la mesure où cette Affiliée a préalablement signé un Engagement Contractuel.

10.9 Frais et dépenses

Chaque Partie supportera ses propres frais et dépenses, de quelque nature qu'ils soient, relatifs à la préparation, à la conclusion du présent Contrat ainsi qu'à ses suites.

11. NOTIFICATIONS

Toute notification ou communication effectuée au titre ou en lien avec le présent Contrat ne sera valable que si elle remplit les conditions suivantes :

- (a) être faite par écrit ;
- (b) est rédigée en français ; et
- (c) être envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout service de messagerie express international équivalent (tel que DHL, Chronopost, FedEx, TNT, UPS), ou notifiée par acte extrajudiciaire, ou remise en main propre, ou envoyée par courrier électronique avec la fonction « accusé de réception » activée.

Toute notification devra être envoyée à l'adresse et aux coordonnées indiquées pour chaque Partie en tête du présent Contrat (ou à toute autre adresse de substitution notifiée par écrit par la Partie destinataire à chacune des autres Parties, étant précisé que cette notification devra avoir été reçue préalablement à l'envoi de la notification concernée).

Sauf preuve d'une réception à une date antérieure, une notification est réputée valablement faite si elle est correctement adressée (et affranchie, le cas échéant) et :

- (a) remise en mains propres, le jour où elle a été déposée à l'adresse mentionnée ci-dessus ;
- (b) envoyée par courrier recommandé ou par un service de messagerie internationale équivalent, le jour de la première présentation de la notification ;
- (c) envoyée par courrier électronique avec la fonction « accusé de réception » activée, à la date d'envoi du courrier électronique.

12. LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le présent Contrat, ainsi que tout droit ou obligation non contractuel en découlant ou s'y rapportant, est régi par le droit français. Tous les litiges relatifs à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal des Activités Économiques de Paris.

13. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le présent Contrat a été conclu entre les Parties à la date indiquée dans le certificat de signature électronique. Il a été signé par chacune des Parties au moyen d'un processus de signature électronique mis en œuvre via la plateforme Yousign, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil. Chaque Partie reconnaît avoir reçu toutes les informations nécessaires à la signature électronique du présent Contrat, l'avoir signé électroniquement en parfaite connaissance de la technologie utilisée et de ses modalités, et renonce en conséquence à toute réclamation et/ou action judiciaire visant à contester la fiabilité du système de signature électronique utilisé et/ou son intention de conclure le présent Contrat de ce fait. Le présent Contrat a été généré sous la forme d'un exemplaire unique, original et définitif, sous format numérique, dont une copie a été remise à chaque Partie directement par Yousign.

[Page de signature à suivre]

Exécuté en un (1) exemplaire électronique

DETENTE COOPERATION
EDITIONS

Richard ESTEVE

PROMETIA FRANCE
représentée par son Président-Directeur
Général, Richard DETENTE
Bon pour acceptation de pouvoir

[Titulaire]

Annexe 2 – Exemple chiffré de conversion des OCA

Les pourcentages de détention présentés dans le tableau ci-après sont calculés à un instant donné, sur la seule base des hypothèses retenues (prix de référence, prime d'émission, montant d'OCA converties). Ils ne tiennent pas compte de toute émission ultérieure de titres de capital par la Société, ni de la conversion d'autres OCA intervenant simultanément ou postérieurement. Le pourcentage de détention effectivement obtenu par un Obligataire à l'issue de la conversion de ses propres OCA dépendra du nombre total d'AO en circulation à la date de sa conversion, lequel est susceptible d'évoluer à la hausse au fil des conversions antérieures d'autres Obligataires. Les pourcentages ci-dessous n'ont donc qu'une valeur indicative et ne constituent pas une garantie de détention minimale.

Cas	Palier / Prime	Montant OCA	Prix conversion	Nombre d'AO
Exemples par investisseur	Palier 1 : 1.000€ – 20.000€ (prime de 30 %)	1.000 €	0,013 €	76.923
		19.999 €	0,013 €	1.538.384
	Palier 2 : 20.000€ – 50.000€ (prime de 28 %)	20.000 €	0,0128 €	1.562.500
		49.999 €	0,0128 €	3.906.171
	Palier 3 : $\geq 50.000\text{€}$ (prime de 25 %)	50.000 €	0,0125 €	4.000.000

Annexe 3 – Gouvernance de la Société et droits et obligations des porteurs d'AO post-conversion

1. Gouvernance de la Société

La Société est une société anonyme à Conseil d'Administration, régie par ses statuts en date du 7 juillet 2026.

Conseil d'Administration : composé de trois à dix-huit membres (art. 17 des statuts), actuellement composé de Richard DETENTE, Richard ESTEVE, Michel ESTEVE et Charline TRIMAILLE, nommés pour une durée de six ans.

Direction générale : assumée par le Président du Conseil d'Administration, Richard DETENTE, qui exerce les fonctions de Président-Directeur Général (art. 22 des statuts). Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs réservés par la loi aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Catégories d'actions et droits de vote : le capital social est divisé en deux catégories — les actions ordinaires et les Actions de Préférence (art. 12-13 des statuts). Les Actions de Préférence, détenues exclusivement par DETENTE COOPERATION EDITIONS et Richard ESTEVE, confèrent statutairement cinquante-et-un pour cent (51 %) des droits de vote en toutes circonstances, selon une formule de calcul automatiquement ajustée à chaque émission ou conversion de valeurs mobilières (art. 13 des statuts).

2. Droits et obligations des porteurs d'AO post-conversion

À compter de leur conversion, les titulaires d'AO acquièrent la qualité d'actionnaire ordinaire de la Société et bénéficient des droits suivants, tels que définis par les statuts :

- **Droit de vote** : chaque AO donne droit à une voix aux assemblées générales (art. 20 des statuts), sous réserve du poids prépondérant des Actions de Préférence décrit ci-dessus ;
- **Droit à l'information** : droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux dans les conditions prévues par la loi et les statuts (art. 15) ;
- **Droit financier** : droit aux dividendes et au boni de liquidation, proportionnellement à la quotité du capital détenue (art. 15) ;
- **Absence de droit de représentation au Conseil d'Administration** : la détention d'AO ne confère, à elle seule, aucun droit à siéger au Conseil d'Administration ;
- **Cessibilité** : les actions sont librement cessibles sous réserve des dispositions légales et statutaires applicables, aucune clause d'agrément ne restreignant actuellement leur transmission.

Les titulaires d'AO sont en outre soumis aux obligations générales attachées à la qualité d'actionnaire, notamment l'adhésion de plein droit aux statuts (art. 15) et la responsabilité limitée à leurs apports.

Annexe 4 – Gouvernance de Prometia Inc. et droits et obligations des actionnaires

À la date du [] juillet 2026

Prometia, Inc. (la « **Société** ») est une société de droit du Delaware (*Delaware corporation*), constituée le [] juillet 2026. La présente synthèse offre un aperçu de la capitalisation et de la gouvernance de la Société, et est entièrement subordonnée au texte intégral des documents constitutifs de la Société tels que référencés ci-dessous.

Composition du Conseil d'Administration et Dirigeants

Le Conseil d'Administration de la Société (le « **Conseil** ») est actuellement composé de trois personnes : Richard Détente, également Président du Conseil (*Chairman of the Board*), Richard Esteve et Charline Trimaille.

Les dirigeants de la Société sont les suivants :

- Richard Détente – Directeur Général (*Chief Executive Officer*)
- Richard Esteve – Directeur des Investissements (*Chief Investment Officer*)
- Charline Trimaille – Secrétaire

Catégories d'actions

La Société a autorisé l'émission de 100.000.000 actions ordinaires (*common stock*), de valeur nominale de 0,00001 \$ par action (les « **Actions Ordinaires** »), et de 10.000.000 actions préférentielles (*preferred stock*), de valeur nominale de 0,00001 \$ par action (les « **Actions Préférentielles** »).

En application des statuts constitutifs de la Société (*Certificate of Incorporation*), le Conseil s'est vu conférer le pouvoir de déterminer les pouvoirs, préférences, droits, qualifications, limitations et restrictions attachés aux Actions Préférentielles, ou à toute catégorie de celles-ci. À la date des présentes, le Conseil a créé deux catégories d'Actions Préférentielles : les Actions Préférentielles de Catégorie A, de valeur nominale de 0,00001 \$ par action de la Société (les « **Actions Préférentielles de Catégorie A** »), et les Actions Préférentielles de Catégorie B, de valeur nominale de 0,00001 \$ par action de la Société (les « **Actions Préférentielles de Catégorie B** »).

Les droits et préférences généraux des Actions Ordinaires, des Actions Préférentielles de Catégorie A et des Actions de Catégorie B sont les suivants :

Actions Ordinaires :

- Les Actions Ordinaires représentent la propriété générale de la Société et bénéficient de tous les droits et prérogatives par défaut prévus par le droit du Delaware.
- Les Actions Ordinaires confèrent une voix par action sur toute question soumise au vote des détenteurs d'Actions Ordinaires.
- Les Actions Ordinaires ont droit aux dividendes et distributions déterminés par le Conseil.
- Par leurs termes, les Actions Ordinaires ne sont ni convertibles ni échangeables contre d'autres actions de la Société.

Actions Préférentielles de Catégorie A :

- 10.000 Actions Préférentielles ont été désignées comme Actions Préférentielles de Catégorie A, en application d'un certificat de désignation des préférences et droits des Actions Préférentielles de Catégorie A (*Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock*) déposé auprès du Secrétaire d'État de l'État du Delaware le [] juillet 2026 (le « **Certificat de Désignation de Catégorie A** »). La justification générale des Actions

Préférentielles de Catégorie A est qu'elles confèrent un pouvoir de vote renforcé (*super-voting power*), tel que décrit ci-dessous.

- Les Actions Préférentielles de Catégorie A ne confèrent aucun droit économique à l'égard de la Société et n'ouvrent droit à aucun dividende ou distribution effectué par la Société.
- L'ensemble des 10.000 Actions Préférentielles de Catégorie A dispose d'un nombre total de voix égal au nombre total de voix alors détenues ou pouvant être exercées par l'ensemble des autres titres de capital de la Société, y compris, sans limitation, les Actions Ordinaires, les titres de créance de la Société ou en application de tout autre accord, contrat ou engagement de la Société, multiplié par 1,004. Ce nombre total de voix est réparti au prorata entre les détenteurs d'Actions Préférentielles de Catégorie A en fonction de leur détention respective de ces actions, et les Actions Préférentielles de Catégorie A votent avec les Actions Ordinaires comme une seule catégorie sur toute question soumise au vote des Actions Ordinaires. L'effet de ce pouvoir de vote est que, tant que les Actions Préférentielles de Catégorie A seront en circulation, elles détiendront collectivement 50,1 % du pouvoir de vote global de la Société sur les questions générales soumises au vote des Actions Ordinaires.
- En outre, sauf consentement écrit préalable des détenteurs des Actions Préférentielles de Catégorie A (les « Détenteurs de Catégorie A »), votant séparément en tant que catégorie unique, chaque Action Préférentielle de Catégorie A disposant d'une voix sur toute question de ce type, la Société ne peut (i) modifier ou abroger le Certificat de Désignation de Catégorie A ; ni (ii) modifier ou abroger toute disposition, ou ajouter toute disposition, aux statuts constitutifs ou au règlement intérieur (bylaws), si une telle action devait porter atteinte ou modifier de manière défavorable les préférences, droits, privilèges ou pouvoirs des Actions Préférentielles de Catégorie A, ou les restrictions prévues en leur faveur, tel que raisonnablement déterminé par les Détenteurs de Catégorie A.
- Par leurs termes, les Actions Préférentielles de Catégorie A ne sont ni convertibles ni échangeables contre d'autres actions de la Société.

Actions Préférentielles de Catégorie B :

- 100 Actions Préférentielles ont été désignées comme Actions Préférentielles de Catégorie B, en application d'un certificat de désignation des préférences et droits des Actions Préférentielles de Catégorie B (Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock) déposé auprès du Secrétaire d'État de l'État du Delaware le [] juillet 2026 (le « Certificat de Désignation de Catégorie B »). La justification générale des Actions Préférentielles de Catégorie B est qu'elles confèrent un droit à dividende fixe, tel que décrit ci-dessous.
- À compter de la clôture de l'exercice 2027 de la Société, le 31 décembre 2027, les Actions Préférentielles de Catégorie B ont droit à un dividende annuel égal à 15 % de toute augmentation de la « Valeur Nette d'Actif » (Net Asset Value) de la Société au titre de l'exercice précédent applicable (le « Dividende de Catégorie B »). La « Valeur Nette d'Actif » se définit comme le total de l'actif de la Société, diminué du total de son passif. Le Dividende de Catégorie B sera versé au prorata aux détenteurs des Actions Préférentielles de Catégorie B (les « Détenteurs de Catégorie B »), en fonction de leur détention respective d'Actions Préférentielles de Catégorie B, et sera payé par l'émission, au profit des Détenteurs de Catégorie B, d'Actions Ordinaires d'une valeur équivalente au Dividende de Catégorie B. À ces fins, les Actions Ordinaires seront évaluées sur la base d'une évaluation réalisée par un tiers indépendant expérimenté dans la préparation d'évaluations de titres tels que les Actions Ordinaires.
- Hormis le Dividende de Catégorie B, les Actions Préférentielles de Catégorie B n'ouvrent droit à aucun autre dividende ou distribution effectué par la Société.
-

- Sauf dans les cas prévus ci-dessous, les Actions Préférentielles de Catégorie B ne confèrent aucun droit de vote.
- Sauf consentement écrit préalable des Détenteurs de Catégorie B, votant séparément en tant que catégorie unique, chaque Action Préférentielle de Catégorie B disposant d'une voix sur toute question de ce type, la Société ne peut (i) modifier ou abroger le Certificat de Désignation de Catégorie B ; ni (ii) modifier ou abroger toute disposition, ou ajouter toute disposition, aux statuts constitutifs ou au règlement intérieur, si une telle action devait porter atteinte ou modifier de manière défavorable les préférences, droits, privilèges ou pouvoirs des Actions Préférentielles de Catégorie B, ou les restrictions prévues en leur faveur, tel que raisonnablement déterminé par les Détenteurs de Catégorie B.
- Par leurs termes, les Actions Préférentielles de Catégorie B ne sont ni convertibles ni échangeables contre d'autres actions de la Société.

Restrictions de transfert

Droit applicable :

À la date des présentes, aucun des titres de la Société n'est enregistré en vue de sa revente en application du Securities Act de 1933 des États-Unis, tel que modifié (le « **Securities Act** »), et les Actions Ordinaires, les Actions Préférentielles de Catégorie A et les Actions Préférentielles de Catégorie B sont donc toutes soumises aux restrictions de transfert usuelles prévues par le droit applicable. L'effet général de ces restrictions est que les Actions Ordinaires, les Actions Préférentielles de Catégorie A et les Actions Préférentielles de Catégorie B ne peuvent être vendues ou cédées, sans enregistrement en application du Securities Act, à moins qu'une exemption applicable à une telle vente ou cession n'existe.

Annexe 5 – Facteurs de risque

1. Risques pour les porteurs d'OCA

Risque lié à l'activité de la Société

La Société emploiera la quasi-totalité des fonds levés à son Activité Principale telle que définie à l'article 3 de ses statuts. La réussite de cette activité dépend de sa capacité à développer, de manière directe ou indirecte, notamment au travers de la société Prometia Inc., ses projets de développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et/ou de fermes de puissance de calcul et à générer des flux suffisants, laquelle est notamment fonction de l'évolution de son marché, de sa stratégie, de la concurrence et de ses besoins de financement. Tout ralentissement d'activité ou incident opérationnel pourrait affecter sa capacité à rémunérer ou rembourser les Obligataires dans les conditions prévues. La Société étant nouvellement constituée et ne disposant d'aucun exercice social clos ni d'historique d'activité, les Obligataires ne disposent d'aucun élément permettant d'apprécier la capacité de la Société à mener à bien son activité. Ce risque est accru par le fait que la Société est susceptible d'augmenter son endettement financier, les Obligataires ne bénéficiant que d'un engagement limité de la Société à cet égard (cf. Article 1.15.1).

Risque lié à la nature et à la durée des OCA

Les OCA ne confèrent ni droit de vote ni droit de regard sur la gestion de la Société avant leur conversion en AO. Elles constituent en outre des obligations d'une durée de vingt (20) ans : leur remboursement n'intervient, en principe, qu'à la Date de Remboursement, soit au terme d'une durée de vingt (20) ans à compter de la Date d'Émission. Avant cette date, l'Obligataire ne peut recouvrer son capital qu'en (i) demandant le remboursement anticipé de ses OCA, à compter du trente-sixième (36ème) mois suivant la Date d'Émission, dans la limite de vingt pour cent (20 %) du montant total de la dette obligataire par année et pour la totalité de ses OCA, sur une base premier arrivé premier servi, et sous réserve de la capacité de la Société à y faire face, ou (ii) par l'effet de la conversion de ses OCA en AO dans les conditions de l'Article 1.12. Compte tenu de cette durée, les sommes investies sont susceptibles de demeurer immobilisées pendant une période très longue.

Risque lié à la conversion et au prix de référence

La conversion des OCA en AO intervient par défaut à la clôture de la Période de Souscription, sauf exercice par l'Obligataire de son Droit d'Opt-Out dans les conditions de l'Article 1.12. Le nombre d'AO attribué résulte de l'application d'une prime d'émission à un prix de référence par action de la Société, soit un centime d'euro (0,01 €), correspondant à la valeur nominale de l'action ordinaire. Par ailleurs, les AO issues de la conversion sont des actions ordinaires, distinctes des Actions de Préférence détenues par les associés fondateurs de la Société, lesquelles bénéficient statutairement de droits de vote multiples représentant en toutes circonstances 51 % des droits de vote de la Société, ce qui limite structurellement l'influence politique des AO.

Risque lié à l'échelle de primes d'émission selon le montant souscrit

Le prix de conversion applicable en cas de conversion des OCA en AO est d'autant plus faible que le montant total d'OCA détenu par l'Obligataire est élevé, la prime d'émission décroissant par paliers de trente pour cent (30 %) à vingt-cinq pour cent (25 %). En conséquence, à montant investi égal, les Obligataires ayant souscrit les montants les plus importants recevront un nombre d'AO proportionnellement plus élevé que les Obligataires ayant souscrit des montants plus faibles, ce qui emporte un effet dilutif différencié selon les Obligataires lors de la conversion.

Risque lié à l'absence de pacte d'actionnaires et de droit préférentiel de souscription de la Société au niveau de Prometia Inc.

Comme indiqué en Annexe 4 (Gouvernance de Prometia Inc.), la Société n'est pas partie au pacte d'actionnaires conclu entre Prometia Inc. et certains de ses actionnaires et ne bénéficie, à ce titre, d'aucun droit préférentiel de souscription lors d'émissions futures de titres par Prometia Inc. La participation de la Société, et par voie de conséquence la valeur des AO détenues par les Obligataires postérieurement à leur conversion, pourrait ainsi être diluée sans que la Société dispose d'un droit de souscrire à de telles émissions afin de préserver sa quote-part au capital de Prometia Inc.

Risque lié à la situation financière de l'Émetteur

Actuellement, avant la réalisation de la présente offre, la Société dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour les six (6) prochains mois. Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

Risque d'illiquidité des OCA

Les OCA n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou organisé, et leur cession est subordonnée à l'accord préalable et écrit de la Société. Leur cession n'est donc pas garantie : à défaut d'acquéreur, et compte tenu de la durée des OCA, les Obligataires pourraient ne pas être en mesure de récupérer tout ou partie du capital investi avant la Date de Remboursement, sous réserve de la faculté de remboursement anticipé prévue à l'Article 1.8, laquelle ne peut être exercée qu'à compter du trente-sixième (36ème) mois suivant la Date d'Émission, elle-même plafonnée à vingt pour cent (20 %) du montant total de la dette obligataire par année et soumise à la capacité de la Société à y faire face.

Risque lié au pouvoir des souscripteurs

Avant conversion, les souscripteurs sont des obligataires de la Société et n'ont, à ce titre, aucun droit politique sur sa gestion. Les décisions prises par les organes de la Société pourraient ainsi s'avérer défavorables aux Obligataires. Conformément à l'article L. 228-46 du Code de commerce, les Obligataires sont toutefois regroupés de plein droit en une Masse des Obligataires jouissant de la personnalité civile, assurant leur représentation collective vis-à-vis de la Société.

Risque lié aux sûretés et au rang des OCA

Les OCA bénéficieront, conformément au droit de l'État du Delaware (États-Unis), d'un nantissement (*pledge*) portant sur les actions de la société Prometia Inc. détenues par la Société, dont les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement sont développées dans une convention de nantissement (*pledge and security agreement*), régie par le droit de l'État du Delaware, dont un modèle figure en Annexe 6. La réalisation de cette sûreté est régie par le droit de l'État du Delaware et suit les modalités qui y sont prévues, distinctes de celles applicables aux sûretés de droit français. Les Obligataires sont ainsi exposés aux aléas propres à la mise en œuvre d'une sûreté de droit étranger, notamment en termes de délais, de formalisme et de coût de réalisation en cas de défaillance de la Société. En outre, la valeur de la sûreté dépend de la valeur des actions de Prometia Inc. au moment de sa réalisation éventuelle, laquelle est susceptible d'évoluer et de ne pas permettre un recouvrement intégral des sommes dues aux Obligataires. Par ailleurs, la Société pourra être amenée à consentir des sûretés complémentaires sur d'autres actifs au profit d'établissements bancaires ou d'autres créanciers ; la constitution de telles sûretés reste soumise à l'autorisation préalable de la Masse des Obligataires lorsqu'elle affecte le rang ou l'assiette de la sûreté consentie aux Obligataires.

Risque lié aux paiements en crypto-actifs

La souscription et les paiements peuvent intervenir en stablecoins (EURC), un (1) euro équivalant à un (1) EURC en toute circonstance, sans qu'aucun taux de change ne soit appliqué. Les Obligataires sont exposés aux risques propres aux crypto-actifs, notamment de conservation et de sécurité des portefeuilles électroniques, ainsi qu'aux évolutions réglementaires applicables aux crypto-actifs, susceptibles d'affecter les modalités ou la valeur des flux concernés. Les Obligataires sont également exposés à un risque de diminution de leur rémunération en cas de remboursement anticipé partiel des OCA par la Société, ainsi qu'à un risque de remboursement anticipé des OCA par la Société à tout moment, dans les conditions prévues aux présentes.

2. Risques pour les porteurs d'AO

Risque lié à la structure de gouvernance et à l'absence de contrôle majoritaire

Les Actions de Préférence de la Société, détenues exclusivement par les associés fondateurs, confèrent à leurs titulaires cinquante-et-un pour cent (51 %) des droits de vote en toutes circonstances, conformément à l'article 13 des statuts. En conséquence, les titulaires d'AO issues de la conversion des OCA — quel que soit leur nombre ou leur part du capital social — ne détiendront jamais, ensemble, plus de quarante-neuf pour cent (49 %) des droits de vote de la Société. Ils ne pourront donc, à eux seuls, ni s'opposer à une résolution adoptée par les associés fondateurs en assemblée, ni imposer une décision contre leur volonté, y compris sur des sujets affectant significativement leurs intérêts économiques.

Risque de dilution économique

Le prix de conversion des OCA en AO n'est pas déterminé par un marché réglementé ou organisé et correspond à la valeur nominale de l'action ordinaire de la Société, soit un centime d'euro (0,01 €), majoré, le cas échéant, de la prime d'émission applicable selon le palier (cf. Article 1.12.2). Ce prix de référence donne lieu, en cas de conversion de l'intégralité des OCA émises dans la limite du montant maximum global de l'Émission, à l'émission d'un nombre d'AO représentant une fraction très significative du capital social de la Société, emportant une dilution économique substantielle pour les titulaires d'actions ordinaires existantes.

Risque lié à l'absence de représentation au sein des organes de direction

Les titulaires d'AO ne disposent d'aucun droit statutaire à être représentés au sein du Conseil d'Administration de la Société du seul fait de leur détention d'AO. Les décisions de gestion courante et les orientations stratégiques de la Société demeurent de la compétence du Conseil d'Administration et du Directeur Général, sans participation directe des porteurs d'AO minoritaires.

Risque lié aux distributions de dividendes

La décision de distribuer ou non un dividende relève de la compétence de l'Assemblée Générale, où les associés fondateurs disposent de la majorité des droits de vote. Les titulaires d'AO ne peuvent donc pas garantir la perception de revenus réguliers au titre de leur participation. Il existe en outre un risque de baisse de valeur et d'illiquidité des AO, indépendamment de tout agrément requis pour leur cession. En outre, à la différence des créanciers de la Société, les titulaires d'AO sont entièrement subordonnés aux créanciers chirographaires et privilégiés de la Société, étant précisé qu'ils perdent le bénéfice du nantissement consenti au titre des OCA dès la conversion de celles-ci en AO.

3. Risques liés à Prometia Inc.

Risque lié à l'application du droit américain à Prometia Inc.

Prometia Inc. étant une société de droit américain (État du Delaware), son fonctionnement, sa gouvernance ainsi que le régime de responsabilité de ses dirigeants et actionnaires sont régis par le droit du Delaware et non par le droit français. En cas de difficulté financière ou de défaillance de Prometia Inc., les procédures applicables seraient celles du droit américain, dont les mécanismes, délais et niveaux de protection diffèrent de ceux du droit français et pourraient s'avérer moins favorables aux intérêts de la Société, et indirectement des Obligataires, que ne le seraient des dispositions de droit français équivalentes.

Risque lié à la capacité de Prometia Inc. à générer de la valeur en capital

Une partie de l'Activité Principale de la Société est déployée par l'intermédiaire de sa participation dans Prometia Inc. et de financements consentis à cette dernière, société de droit du Delaware (États-Unis). La valeur de cette participation et de ces financements, qui servent conjointement d'assiette à la sûreté consentie aux Obligataires (Article 1.14), dépend directement de la capacité de Prometia Inc. à développer ses activités et à générer une croissance de valeur, laquelle est incertaine et soumise aux aléas propres à toute société en développement.

Risque lié à la capacité de Prometia Inc. à rembourser ses financements

Prometia Inc. pourra bénéficier de financements sous forme de prêts intragroupe ou d'avances en compte courant d'associé de la part de la Société. La capacité de Prometia Inc. à rembourser ces financements dépend de ses résultats opérationnels et de sa situation de trésorerie, lesquels ne peuvent être garantis. Tout défaut de Prometia Inc. à cet égard serait susceptible, non seulement d'affecter la valeur de l'actif détenu par la Société, mais également de réduire l'assiette même de la sûreté consentie aux Obligataires (Article 1.14), et par conséquent d'affecter la propre capacité de la Société à honorer ses engagements envers les Obligataires.

Annexe 6 – Modèle de convention de nantissement (*Pledge and Security Agreement*)

PLEDGE AND SECURITY AGREEMENT

[] July 2026

This Pledge and Security Agreement (this “Agreement”) dated as of the date first set forth above (the “Effective Date”) is entered into by and between (i) PROMETIA FRANCE, a French joint stock limited liability company (“PF”); (ii) Prometia, Inc., a Delaware corporation (“Prometia”) and (iii) [XXX] (the “Bondholders’ Representative”). PF, Prometia and the Bondholders’ Representative may be referred to herein collectively as the “Parties” and each individually as a “Party”.

NOW, THEREFORE, in consideration of the premises and the mutual covenants hereinafter contained, and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledge and agreed, the Parties hereby agree as follows:

Article I. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Section 1.01 Defined Terms. For purposes herein, the following terms shall have the following meanings:

- (a) “Obligations” means, whether now existing or hereafter arising, created or incurred, all of the liabilities and obligations (primary, secondary, direct, contingent, sole, joint or several) due or to become due, or that are now or may be hereafter contracted or acquired, or owing to, the Bondholders pursuant to the Bonds, including, without limitation, all obligations under the Bonds and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith, in each case, whether now or hereafter existing, voluntary or involuntary, direct or indirect, absolute or contingent, liquidated or unliquidated, whether or not jointly owed with others, and whether or not from time to time decreased or extinguished and later increased, created or incurred, as such obligations may be amended, supplemented, converted, extended or modified from time to time; and without limiting the generality of the foregoing, the term “Obligations” shall include, without limitation: (i) principal of, and interest on the Bonds and the loans extended pursuant thereto and all amounts owed under the Bonds; (ii) any and all other fees, indemnities, costs, obligations and liabilities of the Bondholders from time to time under or in connection with the Bonds and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith; (iii) all amounts (including but not limited to post-petition interest) in respect of the foregoing that would be payable but for the fact that the obligations to pay such amounts are unenforceable or not allowable due to the existence of a bankruptcy, reorganization or similar proceeding involving PF or the Bondholders; and (iv) the performance by PF of all covenants, agreements and obligations of every nature and kind on the part of PF to be performed under this Agreement and the Bonds.
- (b) “Law” means any applicable foreign, federal, state or local law (including common law), statute, treaty, rule, directive, regulation, ordinances and similar provisions having the force or effect of law or an order of any Governmental Entity.
- (c) “Lien” means any mortgage, lien, pledge, charge, security interest or encumbrance of any kind in respect of such asset, and any conditional sale or voting agreement or proxy, including any agreement to give any of the foregoing.

- (d) “Person” means an individual, corporation, partnership (including a general partnership, limited partnership or limited liability partnership), limited liability company, association, trust or other entity or organization, including a government, domestic or foreign, or political subdivision thereof, or an agency or instrumentality thereof.
- (e) “Governmental Entity” means any federal, state, municipal, local or foreign government and any court, tribunal, arbitral body, administrative agency, department, subdivision, entity, commission or other governmental, government appointed, quasi-governmental or regulatory authority, reporting entity or agency, domestic, foreign or supranational.
- (f) “Transaction Documents” means this Agreement, the Bonds and any agreement or instrument entered into in connection herewith or therewith.

Section 1.02 Interpretive Provisions. Unless the express context otherwise requires, the words “hereof,” “herein,” and “hereunder” and words of similar import, when used in this Agreement, shall refer to this Agreement as a whole and not to any particular provision of this Agreement; terms defined in the singular shall have a comparable meaning when used in the plural, and vice versa; the terms “Dollars” and “\$” mean United States Dollars, “€” or “Euro” mean the Euro, being the monetary unit and currency of the European Union, unless otherwise specified herein; references herein to a specific Section, Subsection, Recital or Exhibit shall refer, respectively, to Sections, Subsections, Recitals or Exhibits of this Agreement; wherever the word “include,” “includes,” or “including” is used in this Agreement, it shall be deemed to be followed by the words “without limitation”; references herein to any gender shall include each other gender; references herein to any Person shall include such Person’s heirs, executors, personal representatives, administrators, successors and assigns; provided, however, that nothing contained in this Section 1.02 is intended to authorize any assignment or transfer not otherwise permitted by this Agreement; references herein to a Person in a particular capacity or capacities shall exclude such Person in any other capacity; references herein to any contract or agreement (including this Agreement) mean such contract or agreement as amended, supplemented or modified from time to time in accordance with the terms thereof; with respect to the determination of any period of time, the word “from” means “from and including” and the words “to” and “until” each means “to but excluding”; references herein to any Law or any license mean such Law or license as amended, modified, codified, reenacted, supplemented or superseded in whole or in part, and in effect from time to time; and references herein to any Law shall be deemed also to refer to all rules and regulations promulgated thereunder.

Article II. INTRODUCTORY PROVISIONS.

Section 2.01 Bonds. The Parties acknowledge and agree that, on and following the Effective Date, PF expects to issue certain bonds in the form as attached hereto as Exhibit A to certain Persons (the “Bondholders”) in the expected total amount equal to \$[_____] (the “Bond Amount”), and that thereafter the proceeds of the Bond Amount shall be utilized by PF to acquire certain shares of common stock, par value \$0.00001 per share, of Prometia (the “Common Stock”) and to provide a loan of a to-be-determined amount to Prometia.

Section 2.02 Bondholders’ Representative. The Parties further acknowledge and agree that that the Bondholders’ Representative has been designated as the representative of Bondholders for purposes of the Bonds and this Agreement.

Article III. GRANT OF SECURITY INTEREST AND PLEDGE

Section 3.01 Grant.

- (a) As collateral security for the prompt performance, observance and indefeasible payment in full of all of the Obligations, PF hereby pledges, hypothecates, transfers and sets over to the Bondholders and grants to the Bondholders, in each case as constituted from time to time, a security interest in and lien upon (i) the shares of Common Stock acquired by PF with the proceeds of the issuance of the Bonds (the “Pledged Shares”); (ii) all proceeds of and to the Pledged Shares, including, without limitation, all causes of action, claims and warranties now or hereafter held by PF in respect thereof, and to the extent related to any such property or such proceeds; and (iii) PF’s books and records with respect to the property in clauses (i) and (ii) above (all of the foregoing described in clauses (i), (ii) and (iii) above being collectively referred to herein as the “Pledged Property”).
- (b) This Agreement is executed as security for the Obligations and, therefore, the execution and delivery of this Agreement shall not subject the Bondholders to, or transfer or pass to Bondholders, or in any way affect or modify, the liability of Prometia under the Certificate of Incorporation or Bylaws of Prometia (collectively, the “Prometia Organizational Documents”), or under any Transaction Documents. In no event shall the acceptance of this Agreement by the Bondholders or the exercise by the Bondholders of any rights hereunder or assigned hereby, constitute an assumption of any liability or obligation of Prometia to, under or in connection with the Prometia Organizational Documents or any Transaction Documents.
- (c) The security interest, lien and other interests granted to the Bondholders pursuant to this Agreement shall secure the prompt performance, observance and payment in full of the Obligations, subject to the provisions of the Bonds.

Section 3.02 Bondholders’ Representative.

- (a) Notwithstanding anything to the contrary herein or in the Bonds, this Agreement shall be, and may be, enforced on behalf of the Bondholders solely by the Bondholders’ Representative, and the Bondholders shall have no direct rights or obligations hereunder. All actions, decisions, determinations, waivers and other events to be undertaken by the Bondholders hereunder shall be undertaken or completed by the Bondholders’ Representative, as determined by the Bondholders’ Representative, subject to any requirements as set forth in the Bonds or the Transaction Documents. Notwithstanding the foregoing, the Bondholders’ Representative agrees that it shall take the same actions hereunder with respect to all of the Bondholders.
- (b) Any communications hereunder to the Bondholders shall be delivered to the Bondholders’ Representative, which shall then forward such communications to the Bondholders.

Section 3.03 Additional Provisions. No payment made by PF or any other Person or received or collected by PF from Prometia or any other Person by virtue of any action or proceeding or any set-off or appropriation or application at any time or from time to time in reduction of or in payment of the Obligations shall be deemed to modify, reduce, release or otherwise affect the liability of PF hereunder which shall, notwithstanding any such payment (other than any payment made by PF in respect of the Obligations or any payment received or collected from PF in respect of the Obligations), remain in effect as set forth herein until the Obligations are indefeasibly paid in full.

Section 3.04 Amendments, Etc. PF shall remain obligated with respect to the pledge and the security granted hereunder with respect to the Pledged Property notwithstanding that, without any reservation

of rights against PF and without notice to or further assent by PF, any demand for payment of any of the Obligations made by the Bondholders may be rescinded by the Bondholders and any of the Obligations continued, and the Obligations, or the liability of any other Person upon or for any part thereof, or any collateral security or guarantee therefor or right of offset with respect thereto, may, from time to time, in whole or in part, be renewed, extended, amended, modified, accelerated, compromised, waived, surrendered or released by the Bondholders, and the Bonds and any other documents executed and delivered in connection therewith may be amended, modified, supplemented or terminated, in whole or in part, as the Bondholders may deem advisable from time to time, and any collateral security, guarantee or right of offset at any time held by the Bondholders for the payment of the Obligations may be sold, exchanged, waived, surrendered or released. The Bondholders shall have no obligation to protect, secure, perfect or insure any Lien at any time held by them as security for the Obligations.

Section 3.05 Agreement Absolute and Unconditional. PF waives any and all notice of the creation, renewal, extension or accrual of any of the Obligations and notice of or proof of reliance by the Bondholders and the Obligations, and any of them, shall conclusively be deemed to have been created, contracted or incurred, or renewed, extended, amended or waived, in reliance upon the agreements of PF contained in this Agreement; and all dealings between PF, on the one hand, and the Bondholders, on the other hand, likewise shall be conclusively presumed to have been had or consummated in reliance upon the agreements of PF contained in this Agreement. PF waives to the extent permitted by law diligence, presentment, protest, demand for payment and notice of default or nonpayment to or upon PF with respect to the Obligations. When making any demand hereunder or otherwise pursuing its rights and remedies hereunder against PF, the Bondholders may, but shall be under no obligation to, make a similar demand on or otherwise pursue such rights and remedies as they may have against PF or any other Person or against any collateral security or guarantee for the Obligations or any right of offset with respect thereto, and any failure by the Bondholders to make any such demand, to pursue such other rights or remedies or to collect any payments from PF or any other Person or to realize upon any such collateral security or guarantee or to exercise any such right of offset, or any release of PF or any other Person or any such collateral security, guarantee or right of offset, shall not relieve PF of any obligation or liability hereunder, and shall not impair or affect the rights and remedies, whether express, implied or available as a matter of law, of the Bondholders against PF. For the purposes hereof, "demand" shall include the commencement and continuance of any legal proceedings. PF also acknowledges and agrees that PF's obligations hereunder are absolute and unconditional and shall not be limited, diminished or affected by the happening from time to time of any event, including (but not limited to) any event described herein and any of the following events, whether or not any such event occurs with notice to or with the consent of PF once or more than once, in each case subject to any applicable requirements and limitations as set forth in the Bonds:

- (a) the validity or enforceability of any of the Bonds, any of the Obligations or any other collateral security therefor or guarantee or right of offset with respect thereto at any time or from time to time held by PF,
- (b) any defense, set-off or counterclaim (other than a defense of payment or performance or fraud by the Bondholders) which may at any time be available to or be asserted by PF or any other Person against PF;
- (c) the waiver, surrender, compromise, settlement, discharge, release or termination of any or all of the Obligations;

- (d) the failure to give any notice to PF;
- (e) the extension of the time for payment or performance of any of the Obligations;
- (f) the change (whether or not material) of the terms of any of the Transaction Documents;
- (g) the taking of or failure to take any action referred to in any Transaction Document;
- (h) the illegality, invalidity, unenforceability (including, but not limited to, by reason of any statute of limitations or automatic stay) or irregularity of any of the Obligations or any Transaction Document;
- (i) any failure, omission, delay or lack of diligence on the part of the Bondholders in the enforcement, assertion or exercise of any right, power or remedy conferred on the Bondholders under any Transaction Document, or the inability of the Bondholders to enforce any provision of any Transaction Document for any reason, or any other act or omission on the part of the Bondholders, including (but not limited to) failure by the Bondholders to perfect or protect any lien or security interest granted to the Bondholders, to commence and prosecute any action to collect the Obligations or to enforce or collect any judgment obtained by the Bondholders;
- (j) the dissolution or liquidation of PF, the sale or other disposition of all or substantially all of the assets of PF, the marshalling of assets and liabilities of PF or the existence of receivership, insolvency, assignment for the benefit of creditors, bankruptcy, reorganization, arrangement, adjustment, composition or other similar proceedings affecting PF;
- (k) any other circumstance whatsoever (with or without notice to or knowledge of PF) which constitutes, or might be construed to constitute, an equitable or legal discharge of PF for the Obligations, or of PF under agreements contained in this this Agreement, in bankruptcy or in any other instance; and
- (l) any other event, action or circumstance that would, in the absence of this Section 3.05 result in the release or discharge of PF from the performance or observance of any obligation, covenant or agreement contained in this Agreement.

Section 3.06 Reinstatement. The agreements contained in this this Agreement shall continue to be effective, or be reinstated, as the case may be, if at any time payment, or any part thereof, of any of the Obligations is rescinded or must otherwise be restored or returned by the Bondholders upon the insolvency, bankruptcy, dissolution, liquidation or reorganization of PF, or upon or as a result of the appointment of a receiver, intervenor or conservator of, or trustee or similar officer for, PF or any substantial part of its property, or otherwise, all as though such payments had not been made.

Section 3.07 Waivers. PF hereby unconditionally and irrevocably waives and agrees not to assert any claim, defense, setoff or counterclaim based on diligence, promptness, presentment, requirements for any demand or notice hereunder including any of the following: (a) any demand for payment or performance and protest and notice of protest, (b) any notice of acceptance, (c) any presentment, demand, protest or further notice or other requirements of any kind with respect to any Obligation (including any accrued but unpaid interest thereon) becoming immediately due and payable and (d) any other notice in respect of any Obligation or any part thereof, and any defense arising by reason of any disability or other defense of PF. No obligation of PF hereunder shall be discharged other than by complete performance of PF pursuant to the Bonds.

Section 3.08 Reliance. PF hereby assumes responsibility for keeping itself informed of the financial condition of Prometia and of all other circumstances bearing upon the risk of nonpayment of any Obligations or any part thereof, that diligent inquiry would reveal, and PF hereby agrees that the Bondholders shall not have any duty to advise PF of information known to them regarding such condition or any such circumstances.

Section 3.09 Representations, Warranties And Covenants. PF hereby represents, warrants and covenants with and to Bondholders the following (all of such representations, warranties and covenants being continuing so long as any of the Obligations are outstanding):

- (a) The Pledged Shares as set forth as being owned by PF as set forth above are duly authorized, validly issued, fully paid and non-assessable and constitute PF's entire interest in Prometia and PF is the record and beneficial owner of such Pledged Shares.
- (b) The Pledged Property is directly, legally and beneficially owned by PF, free and clear of all claims, liens, pledges and encumbrances of any kind, nature or description, except for the pledge and security interest in favor of the Bondholders, and the pledges, claims, liens, encumbrances and security interests permitted under the Transaction Documents, and the restrictions as imposed by applicable law and the Prometia Organizational Documents.
- (c) The Pledged Property is duly and validly pledged to the Bondholders, and no consent or approval of any governmental or regulatory authority or of any securities exchange or the like, nor any consent or approval of any other third party, is necessary to the validity and enforceability of this Agreement.
- (d) The Pledged Property is not subject to any restrictions relative to the transfer thereof other than pursuant to applicable securities laws, and, subject to such securities laws and PF has the right to transfer and hypothecate the Pledged Property free and clear of any liens, encumbrances or restrictions.
- (e) PF authorizes the Bondholders to do any or all of the following upon the occurrence and during the continuation of an Event of Default (as defined in the Bonds): (i) store, deposit and safeguard the Pledged Property, (ii) perform any and all other acts which the Bondholders deem reasonable and/or necessary for the protection and preservation of the Pledged Property or its value or the Bondholders' security interest therein, including, without limitation, transferring or arranging for the transfer of the Pledged Property to or in the Bondholders' names and receiving the income therefrom as additional security for the Obligations and (iii) pay any charges or expenses which the Bondholders deem necessary for the foregoing purpose, but without any obligation to do so (and any amounts so paid shall constitute Obligations under the Bonds). Any obligation of the Bondholders for reasonable care for the Pledged Property in the Bondholders' possession shall be limited to the same degree of care which the Bondholders use for similar property pledged to the Bondholders by other Persons.
- (f) If PF shall become entitled to receive or acquire, or shall receive or acquire any certificate, option or right with respect to the Pledged Shares (including without limitation, any certificate representing a distribution or exchange of or in connection with reclassification of the Pledged Shares) whether as an addition to, in substitution of, or in exchange for any of the Pledged Property or otherwise, PF agrees to accept same as the Bondholders' agent, to hold same in trust for the Bondholders and to deliver same forthwith to the Bondholders or the Bondholders'

agent or bailee in the form received, with the endorsement(s) of PF where necessary and/or appropriate stock powers and/or assignments duly executed to be held by the Bondholders or the Bondholders' agent or bailee subject to the terms hereof, as further security for the Obligations.

- (g) The Pledged Property is not and shall not at any time hereafter be, within the meaning of Article 8 of the Uniform Commercial Code (the "UCC") in effect in the State of Delaware on the date hereof, a security, an investment company security, held in a securities account, dealt in or traded on securities exchanges or in securities markets except as the Bondholders may otherwise expressly agree.
- (h) The Prometia Organizational Documents, as in effect on the date hereof, permits and will permit PF to grant the pledge and security interest in the Pledged Shares to the Bondholders as provided in herein hereof and permit the Bondholders to be admitted to Prometia as shareholders thereof as provided in Section 3.11 hereof without conferring upon PF or any other shareholder thereof any option to acquire the Pledged Shares so transferred to the Bondholders.
- (i) PF shall not, without the prior consent of the Bondholders, directly or indirectly, sell, assign, transfer, or otherwise dispose of, or grant any option with respect to the Pledged Property, nor shall PF create, incur or permit any further pledge, hypothecation, encumbrance, lien, mortgage or security interest with respect to the Pledged Property, except for pledges, liens and security interests permitted under the Transaction Documents.
- (j) So long as no Event of Default has occurred and is continuing PF shall have the right to vote and otherwise exercise all legal rights with respect to the Pledged Property, except as expressly prohibited herein.
- (k) In accordance with the Prometia Organizational Documents, PF hereby acknowledges and agrees that the Bondholders, shall, at the Bondholders' option but subject to the terms and conditions herein, upon written notice to PF of the Bondholders' intent to be admitted as stockholders of Prometia (in the place of PF at any time an Event of Default exists or has occurred and is continuing), be admitted as stockholders of Prometia without any further approval of PF or the Board of Directors of Prometia and without compliance by any Person with any of the conditions or other requirements of the Prometia Organizational Documents other than for such requirements, limitations and conditions as required by applicable Law, as reasonably determined by the Board of Directors of Prometia, and without conferring upon any Person any option (whether under the Prometia Organizational Document or otherwise) to acquire the Pledged Shares so transferred to the Bondholders.
- (l) PF shall pay all charges and assessments of any nature against the Pledged Property or with respect thereto prior to said charges and/or assessments being delinquent.
- (m) PF shall promptly reimburse the Bondholders after demand, together with interest at the rate then applicable to the Obligations set forth in the Transaction Documents, for any charges, assessments or expenses paid or incurred by the Bondholders in their reasonable discretion for the protection, preservation and maintenance of the Pledged Property and the enforcement of the Bondholders' rights hereunder, including, without limitation, reasonable attorneys' fees and legal expenses incurred by the Bondholders in seeking to protect, collect or enforce their

rights in the Pledged Property or otherwise hereunder. Any such amounts paid or incurred by the Bondholders shall constitute part of the Obligations under the Transaction Documents.

- (n) PF shall furnish, or cause to be furnished, to the Bondholders such information concerning the Pledged Property as the Bondholders may from time to time reasonably request.
- (o) PF waives: (i) all rights to require the Bondholders to proceed against any other person, entity or collateral or to exercise any remedy, (ii) the defense of the statute of limitations in any action upon any of the Obligations, (iii) any right of subrogation or interest in the Obligations or Pledged Property until all Obligations have been paid in full, (iv) any rights to notice of any kind or nature whatsoever, unless specifically required in this Agreement or non-waivable under any applicable law, and (v) to the extent permissible, its rights under Section 9-207 of the UCC. PF agrees that the Pledged Property, other collateral, or any guarantor or endorser may be released, substituted or added with respect to the Obligations, in whole or in part, without releasing or otherwise affecting the liability of PF, the pledge and security interests granted hereunder, or this Agreement. The Bondholders are entitled to all of the benefits of a secured party set forth in Section 9-207 of the UCC.
- (p) Each Party agrees to take such other action and execute such further documents as any other Party may reasonably request from time to time in order to give effect to the foregoing provisions of this Article III.
- (q) Each of this Agreement and the other Transaction Documents to which PF is a party has been duly executed and delivered by all necessary action on the part of PF and is in full force and effect as of the date hereof, and the agreements and obligations of PF contained herein and therein constitute legal, valid and binding obligations of PF enforceable against PF in accordance with their terms, except to the extent enforcement thereof may be limited by applicable bankruptcy, insolvency or other Laws affecting the enforcement of creditors' rights or by the principles governing the availability of equitable remedies.
- (r) Neither the execution, delivery and performance of this Agreement or the other Transaction Documents to which PF is a party, nor the consummation of any of the transactions contemplated herein and therein are in contravention of law or any indenture, agreement or undertaking to which PF is a party or by which PF or PF's property is bound.

Section 3.10 No Assumption of Liabilities.

- (a) Nothing herein shall be construed to make any Bondholder liable as a stockholder of Prometia, and the Bondholders, by virtue of this Agreement or otherwise, shall not have any of the duties, obligations or liabilities of a stockholder of Prometia. The Parties expressly agree that this Agreement shall not be construed as creating a partnership or joint venture among the Bondholders and PF and/or Prometia.
- (b) By accepting this Agreement, the Bondholders do not intend to become stockholders of Prometia until after the occurrence of an Event of Default and upon the exercise of the Bondholders' rights and remedies to become stockholders of Prometia as expressly set forth herein. Until such time, the Bondholders shall have only those powers set forth herein and shall assume none of the duties, obligations or liabilities of PF or of a stockholder of Prometia. The Bondholders shall not be obligated to perform or discharge any obligation of PF as a result of the pledge hereby effected.

- (c) The acceptance by the Bondholders of this Agreement, with all of the rights, powers, privileges and authority so created, shall not at any time or in any event obligate the Bondholders to appear in or defend any action or proceeding relating to the Pledged Property to which they are not a party, or to take any action hereunder or thereunder, or to expend any money or incur any expense or perform or discharge any obligation, duty or liability hereunder or otherwise with respect to the Pledged Property.

Section 3.11 Rights And Remedies. At any time an Event of Default exists and is continuing with respect to the Bonds, the Bondholders shall have the right to specifically enforce the agreements of PF herein and in addition shall have all of the rights and remedies available to the Bondholders as “Secured Party” under the UCC, and all other rights and remedies set forth in the Transaction Documents, at law and in equity, including without limitation, the following rights and remedies, subject to the terms and conditions herein and in Bonds, which may be exercised without notice to, or consent by, PF except as such notice or consent is expressly provided for hereunder:

- (a) The Bondholders, at their option, shall be empowered to exercise their continuing right to instruct Prometia (or the appropriate transfer agent of the Pledged Shares) to record the applicable Pledged Shares (as determined below) in the name of the Bondholders and the Bondholders may complete, in any manner the Bondholders may deem expedient, any and all stock powers, assignments or other documents heretofore or hereafter executed in blank by PF and delivered to the Bondholders. After said instruction, and without further notice, the Bondholders shall have the exclusive right to exercise all rights with respect to the applicable Pledged Shares and other applicable Pledged Property (including all vesting rights), and exercise any and all rights of conversion, redemption, exchange, subscription or any other rights, privileges, or options pertaining to such Pledged Shares or the other such Pledged Property as if the Bondholders were the absolute owner thereof, including, without limitation, the right to exchange, in the Bondholders’ discretion, any and all of the applicable Pledged Shares and other applicable Pledged Property upon any merger, consolidation, reorganization, recapitalization or other readjustment with respect thereto. Upon the exercise of any such rights, privileges or options by the Bondholders, the Bondholders shall have the right to deposit and deliver any and all of the applicable Pledged Shares and the other applicable Pledged Property to any committee, depository, transfer agent, registrar or other designated agency upon such terms and conditions as the Bondholders may determine, all without liability, except to account for property actually received by the Bondholders. However, the Bondholders shall have no duty to exercise any of the aforesaid rights, privileges or options (all of which are exercisable in the sole discretion of the Bondholders) and shall not be responsible for any failure to do so or delay in doing so.
- (b) Upon prior written notice thereof by the Bondholders to PF, (i) the Bondholders may, subject to compliance with applicable securities laws, transfer the applicable Pledged Property with respect to Prometia into the name of the Bondholders, and (ii) the Bondholders shall be admitted as stockholders of Prometia in the place of PF with respect to the applicable Pledged Shares.
- (c) In addition to all the rights and remedies of a secured party under the UCC or other applicable law, the Bondholders shall have the right, at any time and without demand of performance or other demand, advertisement or notice of any kind (except the notice specified below of time and place of public or private sale) to or upon PF or any other Person (all and each of which demands, advertisements and/or notices are hereby expressly waived to the extent permitted

by applicable law), to proceed forthwith to collect, redeem, recover, receive, appropriate, realize, sell, or otherwise dispose of and deliver any of the applicable Pledged Property or any part thereof in one or more lots at public or private sale or sales at any exchange, broker's board or at any of the Bondholders' offices or elsewhere at such prices and on such terms as the Bondholders may deem best, in their sole discretion. The foregoing disposition(s) may be for cash or on credit or for future delivery without assumption of any credit risk, with the Bondholders having the right to purchase all or any part of the applicable Pledged Property so sold at any such sale or sales, public or private, free of any right or equity of redemption in PF, which right or equity is hereby expressly waived or released by PF other than as set forth in Section 3.11(e). The proceeds of any such collection, redemption, recovery, receipt, appropriation, realization, sale or other disposition, after deducting all costs and expenses of every kind incurred relative thereto or incidental to the care, safekeeping or otherwise of any and all Pledged Property or in any way relating to the rights of the Bondholders hereunder, including attorneys' fees and legal expenses, shall be applied first to the satisfaction of the Obligations and then to the payment of any other amounts required by applicable law, including Section 9-615(a)(3) of the UCC, with PF to remain be liable for any additional costs and expenses as set forth herein, and to the extent as set forth herein. PF agrees that five (5) days' prior written notice by the Bondholders designating the place and time of any public sale or of the time after which any private sale or other intended disposition of any or all of the applicable Pledged Property is to be made, is reasonable notification of such matters.

- (d) PF recognizes that the Bondholders may be unable to effect a public sale of all or part of the applicable Pledged Property by reason of certain prohibitions contained in the Securities Act of 1933, as amended, as now or hereafter in effect (the "Securities Act") or in applicable Blue Sky or other state securities law, as now or hereafter in effect, but may be compelled to resort to one or more private sales to a restricted group of purchasers who will be obliged to agree, among other things, to acquire such applicable Pledged Property for their own account for investment and not with a view to the distribution or resale thereof. If at the time of any sale of the applicable Pledged Property or any part thereof, the same shall not, for any reason whatsoever, be effectively registered (if required) under the Securities Act (or other applicable state securities law), as then in effect, the Bondholders in their sole and absolute discretion is authorized to sell such applicable Pledged Property or such part thereof by private sale in such manner and under such circumstances as the Bondholders or their counsel may deem necessary or advisable in order that such sale may legally be effected without registration, subject to compliance with applicable laws. PF agrees that private sales so made may be at prices and other terms less favorable to the seller than if such applicable Pledged Property were sold at public sale, and that the Bondholders have no obligation to delay the sale of any such applicable Pledged Property for the period of time necessary to permit the Prometia, even if Prometia would agree, to register such applicable Pledged Property for public sale under such applicable securities laws. PF agrees that, without the Bondholders' gross negligence, any private sales made under the foregoing circumstances shall be deemed to have been in a commercially reasonable manner.
- (e) Notwithstanding anything herein or in the Bonds to the contrary, the Parties agree as follows with respect to the Pledged Shares and any delivery thereof (and the related applicable Pledged Property) to the Bondholders, or retention by PF, in the event of an Event of Default:
 - (i) In the event that an Event of Default occurs, the Parties shall reasonably cooperate to determine the Fair Market Value (as defined below) of the Pledged Shares as of such

date. In the event that the Parties are unable to agree on the Fair Market Value of the Pledged Shares within 10 days of the date of the Event of Default, the Parties shall jointly select an independent third-party valuation person or firm, who or which has material experience in the valuation of companies such as Prometia (the "Valuation Expert"), and the Valuation Expert shall determine the Fair Market Value of the Pledged Shares. In the event that the Parties are unable to agree on the identity of the Valuation Expert within 5 days of the commencement of efforts to do so, each Party shall select one Valuation Expert meeting the requirements above, and the two Valuation Experts so selected shall select a sole additional Valuation Expert meeting the required above, and such sole Valuation Expert shall determine the Fair Market Value of the Pledged Shares.

- (ii) For purposes herein, the "Fair Market Value" of each Pledged Share shall be equal to the total company valuation of Prometia, which shall be determined to be (1) the total amount for which Prometia would reasonably be expected to be paid to PF by a willing buyer in an arms' length transaction for the acquisition of 100% of Prometia and all of the issued and outstanding shares of Common Stock, and as reasonably determined by the Valuation Expert and applying no discount for any limitation on transfers of the Pledged Shares, divided by (2) the number of Units then issued and outstanding (the "Share Value"). By way of example and not limitation, in the event that the company valuation of Prometia is determined to be \$10,000,000 and there are 10,000,000 shares of Common Stock issued and outstanding as of such date, the Share Value would be \$1.00.
- (iii) Following determination of the Share Value, the Bondholders shall be entitled to exercise their rights pursuant to this Section 3.11 with respect to such number of the Pledged Shares as shall be equal to (1) the amount of the Obligations as of the date of the Event of Default; divided by (2) the Share Value; and the Bondholders shall have no ongoing right, title or interest to any remaining Pledged Shares, if any, which shall be released from the pledge and grant of security as set forth herein, and shall remain owned by PF (as between PF and the Bondholders). By way of example and not limitation, in the event that the amount of the Obligations equal \$1,000,000, and the Share Value is \$5.00, and the number of Pledged Shares was 500,000 Pledged Shares, then the Bondholders shall be entitled to exercise their rights pursuant to this Section 3.11 with respect to 200,000 of the Pledged Shares, and the remaining 300,000 Pledged Shares shall be released from the pledge and grant of security as set forth herein, and shall remain owned by PF (as between PF and the Bondholders), and the Bondholders shall have no ongoing right, title or interest to such 300,000 Pledged Shares.
- (iv) In the event that the amount of the Obligations is such that the exercise by the Bondholders with respect to the portion of the Pledged Shares as set forth in Section 3.11(e)(iv) is sufficient to fully satisfy the Obligations, then such delivery of the applicable Pledged Shares to the Bondholders hereunder shall be deemed full and complete satisfaction of the Obligations, and the Obligations shall be deemed satisfied and paid in full.
- (v) In the event that the amount of the Obligations is such that the exercise by the Bondholders with respect to all of the Pledged Shares hereunder is insufficient to fully

satisfy the Obligations, then the Bondholders shall have the rights as set forth in this Section 3.11 to all of the Pledged Shares, and such delivery of the applicable Pledged Shares to the Bondholders hereunder shall be deemed satisfaction of the Obligations to the applicable extent, and PF shall remain liable for any amount of the Obligations not deemed satisfied by the exercise of rights as set forth in this Section 3.11.

- (f) All of the Bondholders' rights and remedies, whether provided under this Agreement and the other Transaction Documents, the instruments comprising the Pledged Property, applicable law or otherwise, shall be cumulative and not exclusive and shall be enforceable alternatively, successively or concurrently as the Bondholders may deem expedient. No failure or delay on the part of the Bondholders in exercising any of their options, powers or rights or partial or single exercise thereof, shall constitute a waiver of such option, power or right.

Article IV. ADDITIONAL AGREEMENTS OF THE PARTIES.

Section 4.01 Further Actions and Acknowledgements.

- (a) PF agrees that at any time and from time to time upon the written reasonable request of the Bondholders, PF shall execute and deliver such further documents, including, but not limited to, irrevocable proxies and/or stock powers, in form satisfactory to counsel for the Bondholders, and will take or cause to be taken such further acts as the Bondholders may reasonably request in order to effect the purposes of this Agreement and perfect or continue the perfection of the security interest in the Pledged Property granted to the Bondholders hereunder.
- (b) Beyond the exercise of reasonable care to assure the safe custody of the Pledged Property (whether such custody is exercised by the Bondholders, or the Bondholders' nominee, agent or bailee) the Bondholders or the Bondholders' nominee agent or bailee shall have no duty or liability to protect or preserve any rights pertaining thereto and shall be relieved of all responsibility for the Pledged Property upon surrendering it to PF or foreclosure with respect thereto.
- (c) At such time as the Obligations shall have been paid in full (other than contingent indemnification obligations in which no claim has been made or is reasonably foreseeable in accordance with the provisions of the Transaction Documents), the Pledged Property shall be released from the security interests created hereby, and this Agreement and all obligations (other than those expressly stated to survive such termination) of PF hereunder shall terminate, all without delivery of any instrument or any further action by any Party, and all rights to the Pledged Property shall revert to PF. At the request and sole expense of PF following any such termination, the Bondholders shall execute and deliver to PF such documents as PF shall reasonably request to evidence such termination.
- (d) Each Bondholder acknowledges and agrees that they shall be required to execute certain additional instruments as may reasonably be requested by the Board of Directors of Prometia prior to and as a condition of receipt of any of the Pledged Shares, including confirming to Prometia their status as "accredited investors" (as defined in the rules and regulations pursuant to the Securities Act) or a not a "U.S. Person" (as defined in the rules and regulations pursuant to the Securities Act), such that there is a valid exemption from registration pursuant to the Securities Act for the transfer of any Pledged Shares to such Bondholder. In the event that any

of the Pledged Shares may not be transferred to any Bondholder in compliance with all applicable laws, such Pledged Shares shall not be transferred to such Bondholder, and PF shall be excused from its obligations hereunder in connection therewith.

Section 4.02 Actions. PF covenants and agrees with the Bondholders that from and after the Effective Date until the Obligations shall have been indefeasibly paid in full, PF shall take, and/or shall refrain from taking, as the case may be, each commercially reasonable action that is necessary to be taken or not taken, as the case may be, so that no Event of Default is caused by the failure to take such action or to refrain from taking such action by PF.

Section 4.03 No Waiver by Course of Conduct; Cumulative Remedies. The Bondholders shall not by any act (except by a written instrument executed by the Bondholders), delay, indulgence, omission or otherwise be deemed to have waived any right or remedy hereunder or to have acquiesced in any default under the Transaction Documents or Event of Default. No failure to exercise, nor any delay in exercising, on the part of the Bondholders, any right, power or privilege hereunder shall operate as a waiver thereof. No single or partial exercise of any right, power or privilege hereunder shall preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, power or privilege. A waiver by the Bondholders of any right or remedy hereunder on any one occasion shall not be construed as a bar to any right or remedy which the Bondholders would otherwise have on any future occasion. The rights and remedies herein provided are cumulative, may be exercised singly or concurrently and are not exclusive of any other rights or remedies provided by law.

Section 4.04 Enforcement Expenses; Indemnification.

- (a) PF agrees to pay, or reimburse the Bondholders for, all their costs and expenses to the extent reasonable incurred in collecting against PF under the agreements contained in this Agreement or otherwise enforcing or preserving any rights under this Agreement, including, without limitation, the reasonable fees and disbursements of counsel to the Bondholders.
- (b) PF agrees to pay, and to save the Bondholders harmless from, any and all liabilities with respect to, or resulting from any delay in paying, any and all stamp, excise, sales or other taxes (not including income taxes) which may be payable or determined to be payable in connection with any of the transactions contemplated by this Agreement.
- (c) PF agrees to pay, and to save the Bondholders harmless from, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever with respect to material breach of this Agreement by PF.
- (d) The agreements in this Section 4.04 shall survive repayment of the Obligations and all other amounts payable under the Transaction Documents.

Section 4.05 No Guaranty. Anything to the contrary in this Agreement or the other Transaction Documents notwithstanding, the Parties expressly acknowledge and agree that their intent and purpose under this Agreement is for PF to grant a security interest in the Pledged Property to the Bondholders as collateral for the repayment of Obligations. Accordingly, the Parties further expressly acknowledge and agree that Prometia shall not, by entering into this Agreement, be deemed to guaranty the payment or performance of any Obligations or to otherwise assume any liability for same other than as set forth herein. For the avoidance of doubt, except with respect to liability of PF to the Bondholders specifically set forth herein, the receipt by the Bondholders of the Pledged Property shall be the

Bondholders' exclusive recourse and sole source of recovery following an Event of Default.

Article V. ADDITIONAL REPRESENTATIONS AND WARRANTIES.

PF hereby makes the following representations and warranties to the Bondholders as of the Effective Date:

Section 5.01 Organization and Qualification. PF is a corporation, duly organized and in good standing under the laws of France, and has the requisite power and authority to own and use its properties and assets and to carry on its business as currently conducted.

Section 5.02 Authorization; Enforcement. PF has the requisite power and authority to enter into and to consummate the transactions contemplated by this Agreement, and otherwise to carry out its obligations hereunder. The execution and delivery of this Agreement by PF and the consummation by it of the transactions contemplated hereby have been duly authorized by all requisite action on the part of PF. This Agreement has been duly executed and delivered by PF and constitutes the valid and binding obligation of PF enforceable against PF in accordance with its terms, except as such enforceability may be limited by applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium, liquidation or similar laws relating to, or affecting generally the enforcement of, creditors' rights and remedies or by other equitable principles of general application.

Section 5.03 No Conflicts. The execution, delivery and performance of this Agreement by PF and the consummation by PF of the transactions contemplated herein do not and will not (i) conflict with, constitute a default (or an event which with notice or lapse of time or both would become a default) under, or give to others any rights of termination, amendment, acceleration or cancellation of, any agreement, indenture or instrument to which PF is a party, or (ii) result in a violation of any law, rule, regulation, order, judgment, injunction, decree or other restriction of any court or governmental authority to which PF is subject (including Federal and State securities laws and regulations), or by which any material property or asset of PF is bound or affected.

Section 5.04 Consents and Approvals. PF is not required to obtain any consent, waiver, authorization or order of, or make any filing or registration with, any court or other federal, state, local, foreign or other governmental authority or other person in connection with the execution, delivery and performance by PF of this Agreement.

Article VI. MISCELLANEOUS.

Section 6.01 Governing Law; Jurisdiction.

- (a) This Agreement, and any and all claims, proceedings or causes of action relating to this Agreement or arising from the transactions contemplated herein (the "Transactions"), including, without limitation, tort claims, statutory claims and contract claims, shall be interpreted, construed, governed and enforced under and solely in accordance with the substantive and procedural Laws of the State of Delaware, in each case as in effect from time to time and as the same may be amended from time to time, and as applied to agreements performed wholly within the State of Delaware.
- (b) Each of the Parties hereby irrevocably submits to the personal jurisdiction of United States Federal Courts and the courts of the State of Delaware, in each case located within the State of Delaware (the "Chosen Courts") solely in respect of the interpretation and enforcement of the

provisions of this Agreement, or the negotiation, execution or performance hereof, and hereby waive, and agree not to assert, as a defense in any action, suit or proceeding for the interpretation or enforcement hereof or of any such document, that it is not subject thereto or that such action, suit or proceeding may not be brought or is not maintainable in the Chosen Courts or that any Chosen Court is an inconvenient forum or that the venue thereof may not be appropriate, or that this Agreement or any such document may not be enforced in or by such Chosen Court, and each of the Parties hereto irrevocably agrees that all claims, actions, suits and proceedings or other causes of action (whether at Law, in contract, in tort or otherwise) that may be based upon, arising out of or relating to this Agreement or any of the Transactions, or the negotiation, execution or performance hereof shall be heard and determined exclusively in the Chosen Courts. Each of the Parties hereby consents to and grants any such Chosen Court jurisdiction over the person of such Party and, to the extent permitted by Law, over the subject matter of such dispute and agrees that mailing of process or other papers in connection with any such action, suit or proceeding in the manner as may be permitted by Law shall be valid, effective and sufficient service thereof.

Section 6.02 Waiver of Jury Trial. EACH PARTY HEREBY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS AGREEMENT OR THE TRANSACTIONS CONTEMPLATED HEREIN (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH PARTY HERETO (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION 6.02. EACH OF THE PARTIES ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS BEEN REPRESENTED IN CONNECTION WITH THE SIGNING OF THIS WAIVER BY INDEPENDENT LEGAL COUNSEL SELECTED BY THE RESPECTIVE PARTY AND THAT SUCH PARTY HAS DISCUSSED THE LEGAL CONSEQUENCES AND IMPORT OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL. EACH OF THE PARTIES FURTHER ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS READ AND UNDERSTANDS THE MEANING OF THIS WAIVER AND GRANTS THIS WAIVER KNOWINGLY, VOLUNTARILY, WITHOUT DURESS AND ONLY AFTER CONSIDERATION OF THE CONSEQUENCES OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL.

Section 6.03 Limitation on Damages. **IN NO EVENT WILL ANY PARTY BE LIABLE TO ANY OTHER PARTY UNDER OR IN CONNECTION WITH THIS AGREEMENT OR IN CONNECTION WITH THE TRANSACTIONS FOR SPECIAL, INDIRECT OR CONSEQUENTIAL DAMAGES, INCLUDING DAMAGES FOR LOST PROFITS OR LOST OPPORTUNITY, EVEN IF THE PARTY SOUGHT TO BE HELD LIABLE HAS BEEN ADVISED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.**

Section 6.04 Specific Performance. The Parties agree that irreparable damage would occur in the event that any of the provisions of this Agreement were not performed by them in accordance with the terms hereof or were otherwise breached and that each Party hereto shall be entitled to an injunction or injunctions, specific performance and other equitable relief to prevent breaches of the provisions hereof and thereof and to enforce specifically the terms and provisions hereof and thereof, without the proof of actual damages, in addition to any other remedy to which they are entitled at law or in equity. Each Party agrees to waive any requirement for the security or posting of any bond in connection with

Section 6.05 Notices. Any notice hereunder shall be sent in writing, addressed as specified below, and shall be given personally, by email with return receipt requested, or by overnight delivery of certified or registered mail or recognized courier service, return receipt requested. Notices shall be deemed given: (a) if delivered personally, when so delivered; (b) if sent by email, on the date that transmission is confirmed electronically; or (c) if sent by overnight delivery of certified or registered mail or recognized courier service, return receipt requested, one Business Day after dispatch. Notices shall be addressed to the respective Parties as follows, or to such other address as a Party shall specify to the others in accordance with these notice provisions:

PROMETIA FRANCE
Attn: []
[]
[]
Email: []

Prometia, Inc.
Attn: Richard Détente
[REDACTED]
[REDACTED]
Email: richard.detente@gmail.com

Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC
Attn: John Cacomanolis
1700 Palm Beach Lakes Blvd., Suite 820
West Palm Beach, FL 33401
Email: jcacomanolis@alclaw.com

[]
[]
[]
Email: []

Section 6.06 Attorneys' Fees. In the event that any Party institutes any action or suit to enforce this

Agreement or to secure relief from any default hereunder or breach hereof, the prevailing Party shall be reimbursed by the losing Party for all reasonable costs, including reasonable attorneys' fees, incurred in connection therewith and in enforcing or collecting any judgment rendered therein.

Section 6.07 Third Party Beneficiaries. This contract is strictly between the Parties, and except as specifically provided herein, no other Person and no director, officer, stockholders, stockholder, employee, agent, independent contractor or any other Person shall be deemed to be a third-party beneficiary of this Agreement.

Section 6.08 Expenses. Other than as specifically set forth herein, each of the Parties will bear their own respective expenses, including legal, accounting and professional fees, incurred in connection with the Transactions.

Section 6.09 Entire Agreement. This Agreement and the other Transaction Documents represent the entire agreement between the Parties relating to the subject matter thereof and supersede all prior agreements, understandings and negotiations, written or oral, with respect to such subject matter.

Section 6.10 Survival. The representations, warranties covenants and agreements in this Agreement shall survive the Effective Date for a period of 24 months from the full satisfaction of the Obligations, provided that such provisions herein as required to give effect to the same, will survive until fully performed; and further provided that nothing herein shall prevent a Party from making any claim hereunder, or relieve any other Party from any liability hereunder, after such time for any breach thereof.

Section 6.11 Amendment; Waiver.

- (a) This Agreement cannot be amended, except by a writing signed by each of the Parties and cannot be terminated orally or by course of conduct. No provision hereof can be waived, except by a writing signed by the Party against whom such waiver is to be enforced, and any such waiver shall apply only in the particular instance in which such waiver shall have been given.
- (b) Neither any failure or delay in exercising any right or remedy hereunder or in requiring satisfaction of any condition herein nor any course of dealing shall constitute a waiver of or prevent any Party from enforcing any right or remedy or from requiring satisfaction of any condition. No notice to or demand on a Party waives or otherwise affects any obligation of that Party or impairs any right of the Party giving such notice or making such demand, including any right to take any action without notice or demand not otherwise required by this Agreement. No exercise of any right or remedy with respect to a breach of this Agreement shall preclude exercise of any other right or remedy, as appropriate to make the aggrieved Party whole with respect to such breach, or subsequent exercise of any right or remedy with respect to any other breach.
- (c) Except as otherwise expressly provided herein, no statement herein of any right or remedy shall impair any other right or remedy stated herein or that otherwise may be available.

Section 6.12 Arm's Length Bargaining; No Presumption Against Drafter. This Agreement has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Agreement. This Agreement creates no fiduciary or other special relationship between the Parties, and no such relationship otherwise exists. No presumption in favor of or against any Party

in the construction or interpretation of this Agreement or any provision hereof shall be made based upon which Person might have drafted this Agreement or such provision.

Section 6.13 Headings. The headings contained in this Agreement are intended solely for convenience and shall not affect the rights of the Parties.

Section 6.14 No Assignment or Delegation. This Agreement shall be binding upon and shall inure to the benefit of the Parties and their respective permitted successors and permitted assigns. Other than as set forth herein, no Party shall have any power or any right to assign or transfer, in whole or in part, this Agreement, or any of its rights or any of its obligations hereunder, including, without limitation, any right to pursue any claim for damages pursuant to this Agreement or the transactions contemplated herein, or to pursue any claim for any breach or default of this Agreement, or any right arising from the purported assignor's due performance of its obligations hereunder, without the prior written consent of the other Parties and any such purported assignment in contravention of the provisions herein shall be null and void and of no force or effect.

Section 6.15 Commercially Reasonable Efforts. Subject to the terms and conditions herein provided, each Party shall use their respective commercially reasonable efforts to perform or fulfill all conditions and obligations to be performed or fulfilled by it under this Agreement so that the Transactions shall be consummated as soon as practicable, and to take, or cause to be taken, all actions and to do, or cause to be done, all things necessary, proper or advisable under applicable Laws and regulations to consummate and make effective this Agreement and the Transactions.

Section 6.16 Further Assurances. From and after the Effective Date, each Party shall execute and deliver such documents and take such action, as may reasonably be considered within the scope of such Party's obligations hereunder, necessary to effectuate the Transactions.

Section 6.17 Acknowledgement. Prometia and PF hereby join this Agreement for evidencing their agreement and consent to the transactions as set forth herein, and each of Prometia and PF covenant and agree that they shall execute and deliver such documents and take such action, as may reasonably be necessary to effectuate the Transactions.

Section 6.18 Counterparts. This Agreement may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal ESIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signature Pages Follow]

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have executed this Agreement as of the Effective Date.

PROMETIA FRANCE

By: _____
Name: _____
Title: _____

Prometia, Inc.

By: _____
Name: Richard Détente
Title: Chief Executive Officer

[XXX] as the Bondholders' Representative, on [his]
behalf and on behalf of all of the Bondholders

By: _____
Name: [XXX]

Exhibit A
Form of Bond

(Attached)

CONTRAT DE NANTISSEMENT ET DE SURETE

[] juillet 2026

Le présent Contrat de Nantissement et de Sûreté (le « Contrat »), daté de la date indiquée ci-dessus (la « Date d'Effet »), est conclu entre (i) PROMETIA FRANCE, société anonyme de droit français (« PF ») ; (ii) Prometia, Inc., société de droit du Delaware (« Prometia ») ; et (iii) [XXX] (le « Représentant des Obligataires »). PF, Prometia et le Représentant des Obligataires sont désignés collectivement les « Parties » et individuellement une « Partie ».

EN CONSÉQUENCE, en contrepartie des présentes et des engagements mutuels ci-après énoncés, ainsi que pour d'autres justes et valables contreparties dont la réception et la suffisance sont par les présentes reconnues et acceptées, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Section 1.01 Termes Définis. Aux fins des présentes, les termes suivants ont les significations suivantes :

- (a) « Engagements » désigne, qu'ils existent actuellement ou naissent, soient créés ou encourus ultérieurement, l'ensemble des dettes et obligations (principales, accessoires, directes, éventuelles, uniques, solidaires ou conjointes), échues ou à échoir, ou actuellement ou ultérieurement contractées ou acquises, dues aux Obligataires en vertu des Obligations, y compris, sans limitation, toutes les obligations résultant des Obligations et de tout autre instrument, contrat ou document signé et/ou remis dans ce cadre, que ce soit actuellement ou ultérieurement, volontaire ou involontaire, direct ou indirect, certain ou éventuel, liquide ou non liquide, dû ou non solidairement avec d'autres, et diminué ou éteint puis à nouveau augmenté, créé ou encouru, tel que ces dettes puissent être modifiées, complétées, converties, prorogées ou autrement modifiées ; et, sans que cela limite la portée générale de ce qui précède, le terme « Engagements » inclut, sans limitation : (i) le principal et les intérêts dus au titre des Obligations et des prêts consentis en vertu de celles-ci, ainsi que toutes les sommes dues au titre des Obligations ; (ii) l'ensemble des autres frais, indemnités, coûts, dettes et obligations des Obligataires au titre ou en lien avec les Obligations et tout autre instrument, contrat ou document signé et/ou remis dans ce cadre ; (iii) l'ensemble des sommes (incluant, sans y être limité, les intérêts postérieurs à l'ouverture d'une procédure collective) qui seraient exigibles si les obligations de payer de telles sommes n'étaient pas inopposables ou irrecevables du fait de l'existence d'une procédure de faillite, de redressement ou d'une procédure similaire concernant PF ou les Obligataires ; et (iv) l'exécution par PF de l'ensemble des engagements, accords et obligations de toute nature devant être exécutés par PF au titre du présent Contrat et des Obligations.
- (b) « Droit » désigne toute loi étrangère, fédérale, étatique ou locale applicable (y compris le droit coutumier), tout traité, règle, directive, réglementation, ordonnance et disposition similaire ayant force de loi, ainsi que toute décision d'une Autorité Gouvernementale.
- (c) « Sûreté » désigne toute hypothèque, gage, nantissement, privilège, sûreté réelle ou charge de quelque nature que ce soit grevant un actif, ainsi que toute vente conditionnelle, convention de

vote ou procuration y afférente, y compris tout engagement de consentir l'un des éléments qui précèdent.

- (d) « Personne » désigne une personne physique, une société, une société de personnes (y compris une société en nom collectif, une société en commandite ou une société à responsabilité limitée de type partnership), une société à responsabilité limitée, une association, un trust ou toute autre entité ou organisation, y compris un gouvernement, national ou étranger, ou une subdivision politique de celui-ci, ou une agence ou instrumentalité de celui-ci.
- (e) « Autorité Gouvernementale » désigne tout gouvernement fédéral, étatique, municipal, local ou étranger, ainsi que toute juridiction, tribunal arbitral, agence administrative, ministère, subdivision, entité, commission ou toute autre autorité gouvernementale, nommée par le gouvernement, quasi-gouvernementale ou réglementaire, ou toute entité ou agence de déclaration, nationale, étrangère ou supranationale.
- (f) « Documents de la Transaction » désigne le présent Contrat, les Obligations, ainsi que tout contrat ou instrument conclu dans ce cadre.

Section 1.02 Dispositions d'Interprétation. Sauf si le contexte l'exige expressément autrement, les termes « des présentes », « aux présentes » et « en vertu des présentes », ainsi que les termes de portée similaire employés dans le présent Contrat, renvoient au présent Contrat pris dans son ensemble et non à une disposition particulière de celui-ci ; les termes définis au singulier ont un sens comparable lorsqu'ils sont employés au pluriel, et réciproquement ; les termes « Dollars » et « \$ » désignent le dollar des États-Unis, et « € » ou « Euro » désigne l'euro, monnaie et devise de l'Union européenne, sauf indication contraire aux présentes ; les références à une Section, Sous-section, un Considérant ou une Annexe renvoient, respectivement, aux Sections, Sous-sections, Considérants ou Annexes du présent Contrat ; partout où les termes « inclure », « incluant » ou « y compris » sont employés dans le présent Contrat, ils sont réputés suivis des termes « sans limitation » ; les références à un genre incluent l'autre genre ; les références à une Personne incluent ses héritiers, exécuteurs testamentaires, représentants personnels, administrateurs, successeurs et ayants droit ; sous réserve toutefois que rien dans la présente Section 1.02 n'ait pour objet d'autoriser une cession ou un transfert non autrement permis par le présent Contrat ; les références à une Personne agissant en une qualité déterminée excluent cette Personne agissant en toute autre qualité ; les références à un contrat ou accord (y compris le présent Contrat) désignent ce contrat ou cet accord tel que modifié, complété ou autrement amendé de temps à autre conformément à ses termes ; s'agissant de la détermination de toute période, le terme « à compter de » signifie « à compter de et incluant » et les termes « jusqu'à » signifient « jusqu'à mais excluant » ; les références à un Droit ou à une licence désignent ce Droit ou cette licence tel que modifié, codifié, réadopté, complété ou remplacé, en tout ou partie, et en vigueur de temps à autre ; et les références à un Droit sont réputées viser également l'ensemble des règles et règlements pris pour son application.

Article II. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Section 2.01 Obligations. Les Parties reconnaissent et conviennent que, à compter de la Date d'Effet, PF envisage d'émettre certaines obligations, sous la forme jointe en Annexe A, au profit de certaines Personnes (les « Obligataires »), pour un montant total attendu égal à \$[] (le « Montant des Obligations »), et que le produit de ce Montant des Obligations sera ensuite utilisé par PF pour

acquérir certaines actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,00001 \$ par action, de Prometia (les « Actions Ordinaires »), ainsi que pour consentir à Prometia un prêt d'un montant à déterminer.

Section 2.02 Représentant des Obligataires. Les Parties reconnaissent en outre que le Représentant des Obligataires a été désigné en qualité de représentant des Obligataires aux fins des Obligations et du présent Contrat.

Article III. CONSTITUTION DE LA SURETE ET DU NANTISSEMENT

Section 3.01 Constitution.

- (a) En garantie de la bonne exécution, du respect et du paiement intégral et inconditionnel de l'ensemble des Engagements, PF nantit, hypothèque, transfère et cède par les présentes aux Obligataires, et constitue au profit des Obligataires, tel que ces éléments existent de temps à autre, une sûreté et un privilège sur (i) les Actions Ordinaires acquises par PF au moyen du produit de l'émission des Obligations (les « Actions Nanties ») ; (ii) l'ensemble des produits des Actions Nanties, y compris, sans limitation, toutes actions, créances et garanties actuellement ou ultérieurement détenues par PF à leur égard, dans la mesure où elles se rapportent à ces biens ou à ces produits ; et (iii) les livres et registres de PF relatifs aux biens visés aux clauses (i) et (ii) ci-dessus (l'ensemble de ce qui précède aux clauses (i), (ii) et (iii) étant collectivement désigné les « Biens Nantis »).
- (b) Le présent Contrat est conclu en garantie des Engagements et, par conséquent, sa signature et sa remise n'auront pas pour effet de soumettre les Obligataires à la responsabilité de Prometia au titre du Certificat de Constitution ou des Statuts (Bylaws) de Prometia (collectivement, les « Documents Constitutifs de Prometia »), ni de transférer cette responsabilité aux Obligataires, ni de l'affecter ou de la modifier de quelque manière que ce soit, non plus qu'au titre de tout Document de la Transaction. En aucun cas l'acceptation du présent Contrat par les Obligataires, ni l'exercice par ceux-ci de tout droit résultant des présentes ou qui leur serait cédé, ne saurait constituer une reprise d'une quelconque dette ou obligation de Prometia au titre, en vertu ou en lien avec les Documents Constitutifs de Prometia ou tout Document de la Transaction.
- (c) La sûreté, le privilège et les autres droits consentis aux Obligataires en vertu du présent Contrat garantissent la bonne exécution, le respect et le paiement intégral des Engagements, sous réserve des dispositions des Obligations.

Section 3.02 Représentant des Obligataires.

- (a) Nonobstant toute disposition contraire des présentes ou des Obligations, le présent Contrat ne pourra être exécuté au nom des Obligataires que par le seul Représentant des Obligataires, et les Obligataires n'auront aucun droit ni obligation directs en vertu des présentes. L'ensemble des actions, décisions, déterminations, renonciations et autres événements devant être pris par les Obligataires en vertu des présentes seront pris ou accomplis par le Représentant des Obligataires, tel que déterminé par celui-ci, sous réserve des exigences prévues par les Obligations ou les Documents de la Transaction. Nonobstant ce qui précède, le Représentant des Obligataires convient qu'il prendra les mêmes mesures en vertu des présentes à l'égard de

l'ensemble des Obligataires.

- (b) Toute communication destinée aux Obligataires en vertu des présentes sera adressée au Représentant des Obligataires, qui la transmettra ensuite aux Obligataires.

Section 3.03 Dispositions Complémentaires. Aucun paiement effectué par PF ou toute autre Personne, ni reçu ou perçu par PF de la part de Prometia ou de toute autre Personne, en vertu d'une action, d'une procédure, d'une compensation, d'une affectation ou d'une application quelconque, à quelque moment que ce soit, en réduction ou en paiement des Engagements, ne pourra être réputé modifier, réduire, libérer ou autrement affecter la responsabilité de PF en vertu des présentes, laquelle demeurera, nonobstant un tel paiement (autre qu'un paiement effectué par PF au titre des Engagements ou reçu de PF au titre des Engagements), en vigueur telle qu'énoncée aux présentes jusqu'au paiement intégral et inconditionnel des Engagements.

Section 3.04 Modifications, etc. PF demeure tenu, au titre du nantissement et de la sûreté consentis en vertu des présentes sur les Biens Nantis, nonobstant le fait que, sans réserve de droits à l'égard de PF et sans notification ni accord supplémentaire de PF, toute demande de paiement des Engagements formulée par les Obligataires puisse être annulée par ceux-ci et les Engagements maintenus, et nonobstant le fait que les Engagements, ou la responsabilité de toute autre Personne à leur égard ou pour une partie de ceux-ci, ou toute sûreté ou garantie y afférente ou tout droit de compensation y afférent, puissent, de temps à autre, en tout ou partie, être renouvelés, prorogés, modifiés, accélérés, transigés, levés, abandonnés ou libérés par les Obligataires, et que les Obligations et tout autre document signé et remis dans ce cadre puissent être modifiés, complétés ou résiliés, en tout ou partie, comme les Obligataires le jugeront opportun de temps à autre, et que toute sûreté, garantie ou droit de compensation détenu à tout moment par les Obligataires en garantie du paiement des Engagements puisse être cédé, échangé, levé, abandonné ou libéré. Les Obligataires n'auront aucune obligation de protéger, garantir, parfaire ou assurer une quelconque Sûreté qu'ils détiendraient à tout moment en garantie des Engagements.

Section 3.05 Caractère Absolu et Inconditionnel du Contrat. PF renonce à toute notification de la création, du renouvellement, de la prorogation ou de l'accroissement des Engagements, ainsi qu'à toute preuve de la confiance placée par les Obligataires dans les Engagements ; ceux-ci seront de manière définitive réputés avoir été créés, contractés ou encourus, ou renouvelés, prorogés, modifiés ou levés, en se fondant sur les engagements de PF contenus dans le présent Contrat ; et l'ensemble des échanges entre PF, d'une part, et les Obligataires, d'autre part, seront de même réputés de manière définitive avoir été conclus en se fondant sur les engagements de PF contenus dans le présent Contrat. PF renonce, dans la mesure permise par la loi, à toute diligence, présentation, protêt, mise en demeure de payer et notification de défaut ou de non-paiement à l'égard de PF au titre des Engagements. Lorsqu'ils formulent une mise en demeure en vertu des présentes ou poursuivent par ailleurs leurs droits et recours à l'encontre de PF, les Obligataires peuvent, sans y être aucunement tenus, formuler une mise en demeure similaire à l'encontre de, ou poursuivre de tels droits et recours contre, PF ou toute autre Personne, ou contre toute sûreté ou garantie afférente aux Engagements ou tout droit de compensation y afférent ; et aucun manquement des Obligataires à formuler une telle mise en demeure, à poursuivre de tels autres droits ou recours, à percevoir des paiements de PF ou de toute autre Personne, à réaliser une telle sûreté ou garantie, ou à exercer un tel droit de compensation, ni aucune libération de PF ou de toute autre Personne ou d'une telle sûreté, garantie ou droit de compensation, ne saurait libérer PF d'une quelconque obligation ou responsabilité en vertu des présentes, ni ne saurait

porter atteinte aux droits et recours, exprès, implicites ou prévus par la loi, des Obligataires à l'encontre de PF. Aux fins des présentes, le terme « mise en demeure » inclut l'engagement et la poursuite de toute procédure judiciaire. PF reconnaît et convient également que ses obligations en vertu des présentes sont absolues et inconditionnelles et ne pourront être limitées, diminuées ou affectées par la survenance, de temps à autre, d'un quelconque événement, y compris (sans y être limité) tout événement décrit aux présentes et l'un quelconque des événements suivants, qu'un tel événement survienne ou non avec notification à PF ou avec son consentement, une ou plusieurs fois, sous réserve, dans chaque cas, des exigences et limitations applicables énoncées dans les Obligations :

- (a) la validité ou le caractère exécutoire des Obligations, des Engagements ou de toute autre sûreté ou garantie y afférente, ou tout droit de compensation y afférent, détenu à tout moment par PF ;
- (b) tout moyen de défense, compensation ou demande reconventionnelle (autre qu'un moyen tiré du paiement, de l'exécution ou de la fraude des Obligataires) qui pourrait à tout moment être invoqué par PF ou toute autre Personne à l'encontre de PF ;
- (c) la renonciation, l'abandon, la transaction, le règlement, la libération ou l'extinction de tout ou partie des Engagements ;
- (d) l'absence de notification à PF ;
- (e) la prorogation du délai de paiement ou d'exécution des Engagements ;
- (f) la modification (substantielle ou non) des termes de tout Document de la Transaction ;
- (g) l'accomplissement ou le défaut d'accomplissement de toute mesure visée par un Document de la Transaction ;
- (h) l'illégalité, l'invalidité, le caractère non exécutoire (y compris, sans y être limité, en raison d'une prescription ou d'une suspension automatique des poursuites) ou l'irrégularité des Engagements ou d'un Document de la Transaction ;
- (i) tout manquement, omission, retard ou défaut de diligence des Obligataires dans l'exercice, l'affirmation ou la mise en œuvre d'un droit, pouvoir ou recours conféré aux Obligataires en vertu d'un Document de la Transaction, ou l'incapacité des Obligataires à faire exécuter une disposition d'un Document de la Transaction pour quelque raison que ce soit, ou tout autre acte ou omission des Obligataires, y compris (sans y être limité) le manquement des Obligataires à parfaire ou protéger une sûreté ou un privilège leur ayant été consenti, à engager et poursuivre une action visant au recouvrement des Engagements, ou à faire exécuter ou recouvrer un jugement obtenu par les Obligataires ;
- (j) la dissolution ou la liquidation de PF, la cession ou toute autre disposition de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de PF, le classement des actifs et passifs de PF, ou l'existence d'une mise sous administration, d'une insolvabilité, d'une cession au profit des créanciers, d'une faillite, d'un redressement, d'un concordat, d'un ajustement, d'une composition ou d'une procédure similaire affectant PF ; et

- (k) toute autre circonstance quelle qu'elle soit (avec ou sans notification ou connaissance de PF) constituant, ou pouvant être interprétée comme constituant, une libération équitable ou légale de PF au titre des Engagements, ou de PF au titre des engagements contenus dans le présent Contrat, que ce soit dans le cadre d'une faillite ou de tout autre cas ; et
- (l) tout autre événement, action ou circonstance qui, en l'absence de la présente Section 3.05, aurait pour effet la libération ou la décharge de PF de l'exécution ou du respect d'une obligation, d'un engagement ou d'un accord contenu dans le présent Contrat.

Section 3.06 Rétablissement. Les engagements contenus dans le présent Contrat demeureront en vigueur, ou seront rétablis, selon le cas, si à un moment quelconque un paiement, ou une partie de celui-ci, au titre des Engagements est annulé ou doit être restitué ou remboursé par les Obligataires en raison de l'insolvabilité, de la faillite, de la dissolution, de la liquidation ou du redressement de PF, ou de la nomination d'un administrateur, d'un mandataire ou d'un séquestre, ou d'un syndic ou officier similaire pour PF ou pour une partie substantielle de ses biens, ou autrement, comme si ces paiements n'avaient pas été effectués.

Section 3.07 Renonciations. PF renonce, de manière inconditionnelle et irrévocable, et convient de ne pas invoquer, tout moyen de défense, compensation ou demande reconventionnelle fondé sur la diligence, la promptitude, la présentation, ou toute exigence de mise en demeure ou de notification en vertu des présentes, notamment : (a) toute mise en demeure de payer ou d'exécuter et tout protêt et notification de protêt ; (b) toute notification d'acceptation ; (c) toute présentation, mise en demeure, protêt ou autre notification ou exigence de quelque nature s'agissant de l'exigibilité immédiate de tout Engagement (y compris tout intérêt couru mais impayé) ; et (d) toute autre notification relative à un Engagement ou à une partie de celui-ci, ainsi que tout moyen de défense tiré d'une incapacité ou de tout autre moyen de défense de PF. Aucune obligation de PF en vertu des présentes ne pourra être libérée autrement que par l'exécution complète par PF conformément aux Obligations.

Section 3.08 Confiance. PF assume par les présentes la responsabilité de se tenir informé de la situation financière de Prometia et de toute autre circonstance ayant une incidence sur le risque de non-paiement des Engagements ou d'une partie de ceux-ci, qu'une enquête diligente permettrait de révéler, et convient que les Obligataires n'auront aucune obligation d'informer PF de tout renseignement dont ils auraient connaissance à ce sujet.

Section 3.09 Déclarations, Garanties et Engagements. PF déclare, garantit et s'engage envers les Obligataires de ce qui suit (l'ensemble de ces déclarations, garanties et engagements demeurant valables tant que des Engagements restent dus) :

- (a) Les Actions Nanties, telles qu'elles sont indiquées comme étant détenues par PF ci-dessus, sont dûment autorisées, valablement émises, entièrement libérées et non susceptibles d'appel de fonds complémentaire, et constituent l'intégralité de la participation de PF dans Prometia ; PF en est le propriétaire inscrit et le bénéficiaire effectif.
- (b) Les Biens Nantis sont détenus directement, légalement et pour le compte de PF, libres de toute créance, sûreté, gage ou charge de quelque nature ou description que ce soit, à l'exception du nantissement et de la sûreté consentis au profit des Obligataires, ainsi que des nantissements, créances, sûretés, charges et privilèges permis en vertu des Documents de la Transaction, et

des restrictions imposées par le droit applicable et les Documents Constitutifs de Prometia.

- (c) Les Biens Nantis sont valablement et régulièrement nantis au profit des Obligataires, et aucun consentement ou approbation d'une autorité gouvernementale ou réglementaire, d'une bourse de valeurs ou d'une entité similaire, ni aucun consentement ou approbation d'un tiers, n'est nécessaire à la validité et au caractère exécutoire du présent Contrat.
- (d) Les Biens Nantis ne sont soumis à aucune restriction relative à leur transfert autre que celles résultant du droit des valeurs mobilières applicable, et, sous réserve de ce droit, PF dispose du droit de transférer et d'hypothéquer les Biens Nantis libres de toute sûreté, charge ou restriction.
- (e) PF autorise les Obligataires à accomplir tout ou partie des actes suivants à la survenance et pendant la durée d'un Cas de Défaut (tel que défini dans les Obligations) : (i) conserver, déposer et sauvegarder les Biens Nantis ; (ii) accomplir tout autre acte que les Obligataires jugeraient raisonnable et/ou nécessaire à la protection et à la conservation des Biens Nantis ou de leur valeur, ou de la sûreté des Obligataires y afférente, y compris, sans limitation, transférer ou faire transférer les Biens Nantis au nom des Obligataires et percevoir les revenus en résultant à titre de garantie complémentaire des Engagements ; et (iii) payer tous frais ou dépenses que les Obligataires jugeraient nécessaires à cette fin, sans y être aucunement tenus (les sommes ainsi payées constituant des Engagements au titre des Obligations). Toute obligation des Obligataires de conserver avec un soin raisonnable les Biens Nantis en leur possession sera limitée au même degré de soin que celui appliqué par les Obligataires à des biens similaires qui leur seraient nantis par d'autres Personnes.
- (f) Si PF devient en droit de recevoir ou d'acquérir, ou reçoit ou acquiert, un certificat, une option ou un droit relatif aux Actions Nanties (y compris, sans limitation, tout certificat représentant une distribution ou un échange lié à une reclassification des Actions Nanties), que ce soit en complément, en substitution ou en échange de tout Bien Nanti ou autrement, PF convient de recevoir ce bien en qualité de mandataire des Obligataires, de le détenir en fiducie pour leur compte, et de le leur remettre sans délai, ou à leur mandataire ou dépositaire, dans la forme reçue, avec les endossements nécessaires et/ou les pouvoirs de transfert d'actions et/ou cessions dûment signés, pour être détenu par les Obligataires ou leur mandataire ou dépositaire conformément aux termes des présentes, à titre de garantie complémentaire des Engagements.
- (g) Les Biens Nantis ne sont pas, et ne seront à aucun moment ultérieur, au sens de l'Article 8 du Uniform Commercial Code (le « UCC ») en vigueur dans l'État du Delaware à la date des présentes, une valeur mobilière, une valeur mobilière de société d'investissement, détenue dans un compte de valeurs mobilières, négociée ou traitée sur des bourses ou marchés de valeurs mobilières, sauf accord exprès contraire des Obligataires.
- (h) Les Documents Constitutifs de Prometia, tels qu'en vigueur à la date des présentes, permettent et continueront de permettre à PF de consentir le nantissement et la sûreté sur les Actions Nanties au profit des Obligataires tel que prévu aux présentes, et de permettre l'admission des Obligataires en qualité d'actionnaires de Prometia telle que prévue à la Section 3.11 des présentes, sans conférer à PF ou à tout autre actionnaire une quelconque option d'acquérir les Actions Nanties ainsi transférées aux Obligataires.

- (i) PF ne pourra, sans le consentement préalable des Obligataires, céder, transférer ou autrement disposer, directement ou indirectement, des Biens Nantis, ni consentir d'option à leur égard, ni créer, encourir ou permettre un nantissement, une hypothèque, une charge, un privilège ou une sûreté supplémentaire sur les Biens Nantis, à l'exception des nantissements, privilèges et sûretés permis en vertu des Documents de la Transaction.
- (j) Tant qu'aucun Cas de Défaut n'est survenu et ne se poursuit, PF conserve le droit de vote et l'exercice de tous droits légaux relatifs aux Biens Nantis, sauf disposition contraire expresse des présentes.
- (k) Conformément aux Documents Constitutifs de Prometia, PF reconnaît et convient que les Obligataires pourront, à leur option mais sous réserve des termes et conditions des présentes, sur notification écrite à PF de leur intention d'être admis en qualité d'actionnaires de Prometia (en lieu et place de PF, à tout moment où un Cas de Défaut existe ou est survenu et se poursuit), être admis en qualité d'actionnaires de Prometia sans qu'une approbation supplémentaire de PF ou du Conseil d'Administration de Prometia ne soit requise, et sans que quiconque n'ait à se conformer aux conditions ou exigences des Documents Constitutifs de Prometia, autres que celles imposées par le Droit applicable telles que raisonnablement déterminées par le Conseil d'Administration de Prometia, et sans conférer à quiconque une quelconque option (que ce soit en vertu des Documents Constitutifs de Prometia ou autrement) d'acquérir les Actions Nanties ainsi transférées aux Obligataires.
- (l) PF paiera l'ensemble des charges et impositions de toute nature grevant les Biens Nantis, ou s'y rapportant, avant qu'elles ne deviennent exigibles.
- (m) PF remboursera sans délai les Obligataires, sur mise en demeure, majoré des intérêts au taux alors applicable aux Engagements tel que prévu dans les Documents de la Transaction, pour toutes charges, impositions ou dépenses payées ou encourues par les Obligataires à leur discrétion raisonnable pour la protection, la conservation et l'entretien des Biens Nantis et l'exercice de leurs droits en vertu des présentes, y compris, sans limitation, les honoraires d'avocat et frais juridiques raisonnables encourus par les Obligataires pour protéger, recouvrer ou faire exécuter leurs droits sur les Biens Nantis ou autrement en vertu des présentes. Ces sommes constitueront des Engagements au titre des Documents de la Transaction.
- (n) PF fournira, ou fera fournir, aux Obligataires les informations relatives aux Biens Nantis que ceux-ci pourront raisonnablement demander de temps à autre.
- (o) PF renonce : (i) à tout droit d'exiger que les Obligataires poursuivent d'abord une autre personne, entité ou sûreté, ou exercent un recours quelconque ; (ii) au moyen de défense tiré de la prescription dans toute action relative aux Engagements ; (iii) à tout droit de subrogation ou intérêt dans les Engagements ou les Biens Nantis jusqu'au paiement intégral des Engagements ; (iv) à tout droit à notification de quelque nature, sauf si celle-ci est spécifiquement requise par le présent Contrat ou ne peut être valablement écartée en vertu du droit applicable ; et (v), dans la mesure permise, à ses droits au titre de la Section 9-207 du UCC. PF convient que les Biens Nantis, d'autres sûretés, ou tout garant ou avaliseur, pourront être libérés, substitués ou ajoutés au titre des Engagements, en tout ou partie, sans libérer ni autrement affecter la responsabilité de PF, le nantissement et les sûretés consentis en vertu des

présentes, ni le présent Contrat. Les Obligataires bénéficient de l'ensemble des avantages d'une partie garantie prévus à la Section 9-207 du UCC.

- (p) Chaque Partie convient de prendre toute autre mesure et de signer tout document supplémentaire que toute autre Partie pourrait raisonnablement demander de temps à autre afin de donner effet aux dispositions qui précèdent du présent Article III.
- (q) Le présent Contrat, ainsi que les autres Documents de la Transaction auxquels PF est partie, ont été dûment signés et remis par PF, conformément à toutes les mesures requises de sa part, et sont pleinement en vigueur à la date des présentes ; les engagements et obligations de PF qui y sont contenus constituent des obligations légales, valables et contraignantes de PF, opposables à celui-ci conformément à leurs termes, sauf dans la mesure où leur exécution pourrait être limitée par le droit applicable en matière de faillite, d'insolvabilité ou autre affectant l'exercice des droits des créanciers, ou par les principes régissant la disponibilité des recours en équité.
- (r) Ni la signature, la remise et l'exécution du présent Contrat ou des autres Documents de la Transaction auxquels PF est partie, ni la réalisation des opérations qui y sont envisagées, ne contreviennent à la loi ou à un acte, contrat ou engagement auquel PF est partie ou par lequel PF ou ses biens sont liés.

Section 3.10 Absence de Reprise de Passif.

- (a) Rien aux présentes ne saurait être interprété comme rendant un Obligataire responsable en qualité d'actionnaire de Prometia, et les Obligataires, du fait du présent Contrat ou autrement, n'assument aucun des devoirs, obligations ou responsabilités d'un actionnaire de Prometia. Les Parties conviennent expressément que le présent Contrat ne saurait être interprété comme créant un partenariat ou une coentreprise entre les Obligataires et PF et/ou Prometia.
- (b) En acceptant le présent Contrat, les Obligataires n'entendent pas devenir actionnaires de Prometia avant la survenance d'un Cas de Défaut et l'exercice de leurs droits et recours à cet effet, tels qu'expressément prévus aux présentes. Jusqu'à cette date, les Obligataires ne disposeront que des pouvoirs prévus aux présentes et n'assumeront aucun des devoirs, obligations ou responsabilités de PF ou d'un actionnaire de Prometia. Les Obligataires ne seront pas tenus d'exécuter ou d'acquitter une obligation de PF du fait du nantissement ainsi constitué.
- (c) L'acceptation du présent Contrat par les Obligataires, avec l'ensemble des droits, pouvoirs, privilèges et autorité ainsi créés, n'obligera à aucun moment les Obligataires à comparaître dans, ou à défendre, une action ou procédure relative aux Biens Nantis à laquelle ils ne sont pas partie, ni à prendre une quelconque mesure en vertu des présentes, ni à engager des fonds ou des frais, ni à exécuter ou acquitter une obligation, un devoir ou une responsabilité en vertu des présentes ou autrement relative aux Biens Nantis.

Section 3.11 Droits et Recours. À tout moment où un Cas de Défaut existe et se poursuit à l'égard des Obligations, les Obligataires auront le droit de faire exécuter spécifiquement les engagements de PF aux présentes, et disposeront en outre de l'ensemble des droits et recours dont bénéficie une «

Partie Garantie » (Secured Party) en vertu du UCC, ainsi que de tous autres droits et recours prévus par les Documents de la Transaction, en droit et en équité, y compris, sans limitation, les droits et recours suivants, sous réserve des termes et conditions des présentes et des Obligations, pouvant être exercés sans notification à PF ni son consentement, sauf lorsqu'une telle notification ou un tel consentement est expressément requis en vertu des présentes :

- (a) Les Obligataires pourront, à leur option, exercer leur droit permanent d'instruire Prometia (ou l'agent de transfert compétent des Actions Nanties) d'inscrire les Actions Nanties concernées (telles que déterminées ci-après) au nom des Obligataires, et pourront compléter, de la manière qu'ils jugeront opportune, tous pouvoirs de transfert d'actions, cessions ou autres documents antérieurement ou ultérieurement signés en blanc par PF et remis aux Obligataires. Après cette instruction, et sans autre notification, les Obligataires disposeront du droit exclusif d'exercer tous les droits relatifs aux Actions Nanties concernées et aux autres Biens Nantis concernés (y compris tous droits d'acquisition définitive), et d'exercer tout droit de conversion, de rachat, d'échange, de souscription ou tout autre droit, privilège ou option se rapportant à ces Actions Nanties ou à ces autres Biens Nantis, comme si les Obligataires en étaient les propriétaires exclusifs, y compris, sans limitation, le droit d'échanger, à leur discrétion, l'ensemble des Actions Nanties et autres Biens Nantis concernés lors de toute fusion, consolidation, réorganisation, recapitalisation ou autre restructuration y afférente. À la suite de l'exercice de tels droits, privilèges ou options par les Obligataires, ceux-ci auront le droit de déposer et de remettre l'ensemble des Actions Nanties et autres Biens Nantis concernés à tout comité, dépositaire, agent de transfert, teneur de registre ou autre agence désignée, selon les modalités qu'ils détermineront, sans aucune responsabilité, sauf à rendre compte des biens effectivement reçus par eux. Toutefois, les Obligataires n'auront aucune obligation d'exercer l'un quelconque des droits, privilèges ou options précitées (lesquels sont tous exerçables à leur seule discrétion) et ne seront responsables d'aucun manquement ni retard à cet égard.
- (b) Sur notification écrite préalable de PF, (i) les Obligataires pourront, sous réserve du respect du droit des valeurs mobilières applicable, transférer à leur nom les Biens Nantis relatifs à Prometia, et (ii) les Obligataires seront admis en qualité d'actionnaires de Prometia en lieu et place de PF pour les Actions Nanties concernées.
- (c) En complément de l'ensemble des droits et recours d'une partie garantie en vertu du UCC ou d'un autre droit applicable, les Obligataires auront le droit, à tout moment et sans mise en demeure d'exécution ni autre mise en demeure, publicité ou notification de quelque nature (à l'exception de la notification ci-après prévue relative à la date et au lieu de toute vente publique ou privée) à l'égard de PF ou de toute autre Personne (l'ensemble de ces mises en demeure, publicités et/ou notifications étant expressément levées dans la mesure permise par le droit applicable), de procéder immédiatement au recouvrement, au rachat, à la récupération, à la réception, à l'appropriation, à la réalisation, à la vente ou à toute autre disposition et remise des Biens Nantis concernés, ou d'une partie de ceux-ci, en un ou plusieurs lots, lors de ventes publiques ou privées, sur toute bourse, auprès de tout courtier ou dans les bureaux des Obligataires ou ailleurs, aux prix et selon les modalités que les Obligataires jugeront les meilleurs, à leur seule discrétion. Cette ou ces dispositions pourront être effectuées au comptant, à crédit ou pour livraison future sans assumption d'un quelconque risque de crédit, les Obligataires ayant le droit d'acquérir tout ou partie des Biens Nantis concernés ainsi vendus, lors de toute vente publique ou privée, libres de tout droit ou faculté de rachat de PF,

à laquelle PF renonce expressément, sauf tel que prévu à la Section 3.11(e). Le produit d'un tel recouvrement, rachat, récupération, réception, appropriation, réalisation, vente ou autre disposition, après déduction de tous les coûts et frais de toute nature encourus à cet égard ou accessoirement à la garde, à la conservation ou autre des Biens Nantis, ou se rapportant de quelque façon aux droits des Obligataires en vertu des présentes, y compris les honoraires d'avocat et frais juridiques, sera affecté d'abord au règlement des Engagements, puis au paiement de toute autre somme requise par le droit applicable, y compris la Section 9-615(a)(3) du UCC, PF demeurant responsable de tout coût et frais supplémentaire tel que prévu aux présentes, et dans la mesure prévue aux présentes. PF convient qu'une notification écrite préalable de cinq (5) jours par les Obligataires indiquant le lieu et l'heure de toute vente publique, ou la date à compter de laquelle toute vente privée ou autre disposition envisagée des Biens Nantis concernés doit intervenir, constitue une notification raisonnable de ces éléments.

- (d) PF reconnaît que les Obligataires pourraient ne pas être en mesure de procéder à une vente publique de tout ou partie des Biens Nantis concernés en raison de certaines interdictions prévues par le Securities Act de 1933, tel que modifié, actuellement ou ultérieurement en vigueur (le « Securities Act »), ou par le droit des valeurs mobilières étatique applicable (Blue Sky Laws), actuellement ou ultérieurement en vigueur, mais pourraient être contraints de recourir à une ou plusieurs ventes privées auprès d'un groupe restreint d'acquéreurs, tenus, entre autres, de s'engager à acquérir ces Biens Nantis concernés pour leur propre compte, à des fins d'investissement et non en vue de leur distribution ou revente. Si, au moment de la vente des Biens Nantis concernés ou d'une partie de ceux-ci, ceux-ci ne sont, pour quelque raison que ce soit, pas effectivement enregistrés (si un tel enregistrement est requis) en vertu du Securities Act (ou d'un autre droit des valeurs mobilières étatique applicable), alors en vigueur, les Obligataires sont autorisés, à leur seule et absolue discrétion, à vendre ces Biens Nantis concernés ou une partie de ceux-ci par voie de vente privée, selon les modalités et dans les circonstances que les Obligataires ou leurs conseils jugeraient nécessaires ou opportunes afin que cette vente puisse légalement être réalisée sans enregistrement, sous réserve du respect du droit applicable. PF convient que les ventes privées ainsi réalisées pourront être conclues à des prix et selon des modalités moins favorables au vendeur que si les Biens Nantis concernés étaient vendus lors d'une vente publique, et que les Obligataires n'ont aucune obligation de retarder la vente de ces Biens Nantis concernés pendant le délai nécessaire pour permettre à Prometia, même si Prometia y consentait, d'enregistrer ces Biens Nantis concernés en vue d'une vente publique en vertu du droit des valeurs mobilières applicable. PF convient que, en l'absence de faute lourde des Obligataires, toute vente privée réalisée dans les circonstances qui précèdent sera réputée avoir été effectuée de manière commercialement raisonnable.
- (e) Nonobstant toute disposition contraire des présentes ou des Obligations, les Parties conviennent de ce qui suit s'agissant des Actions Nanties et de leur remise (ainsi que des Biens Nantis concernés y afférents) aux Obligataires, ou de leur conservation par PF, en cas de survenance d'un Cas de Défaut :
 - (i) En cas de survenance d'un Cas de Défaut, les Parties coopéreront raisonnablement pour déterminer la Juste Valeur de Marché (telle que définie ci-après) des Actions Nanties à cette date. Si les Parties ne parviennent pas à s'accorder sur la Juste Valeur de Marché des Actions Nanties dans un délai de 10 jours à compter de la date du Cas de Défaut, les Parties désigneront conjointement un expert ou cabinet d'évaluation

indépendant tiers, disposant d'une expérience significative dans l'évaluation de sociétés telles que Prometia (l'« Expert en Évaluation »), et l'Expert en Évaluation déterminera la Juste Valeur de Marché des Actions Nanties. Si les Parties ne parviennent pas à s'accorder sur l'identité de l'Expert en Évaluation dans un délai de 5 jours à compter du début des démarches en ce sens, chaque Partie désignera un Expert en Évaluation répondant aux exigences ci-dessus, et les deux Experts en Évaluation ainsi désignés désigneront un unique Expert en Évaluation supplémentaire répondant aux mêmes exigences, lequel déterminera seul la Juste Valeur de Marché des Actions Nanties.

- (ii) Aux fins des présentes, la « Juste Valeur de Marché » de chaque Action Nantie sera égale à la valorisation totale de la société Prometia, laquelle sera déterminée comme étant (1) le montant total que Prometia pourrait raisonnablement s'attendre à percevoir de PF de la part d'un acquéreur de bonne foi dans le cadre d'une transaction de pleine concurrence portant sur l'acquisition de 100 % de Prometia et de l'ensemble des Actions Ordinaires émises et en circulation, tel que raisonnablement déterminé par l'Expert en Évaluation et sans application d'une décote au titre d'une quelconque restriction de transfert des Actions Nanties, divisé par (2) le nombre d'Unités alors émises et en circulation (la « Valeur par Action »). À titre d'exemple, et non de limitation, si la valorisation de Prometia est déterminée à 10 000 000 \$ et qu'il existe 10 000 000 Actions Ordinaires émises et en circulation à cette date, la Valeur par Action serait de 1,00 \$.
- (iii) Après détermination de la Valeur par Action, les Obligataires auront le droit d'exercer leurs droits en vertu de la présente Section 3.11 à l'égard du nombre d'Actions Nanties égal à (1) le montant des Engagements à la date du Cas de Défaut, divisé par (2) la Valeur par Action ; et les Obligataires n'auront plus aucun droit, titre ou intérêt à l'égard des Actions Nanties restantes, le cas échéant, lesquelles seront libérées du nantissement et de la sûreté constitués aux présentes et demeureront la propriété de PF (entre PF et les Obligataires). À titre d'exemple, et non de limitation, si le montant des Engagements est égal à 1 000 000 \$, que la Valeur par Action est de 5,00 \$, et que le nombre d'Actions Nanties était de 500 000, alors les Obligataires auront le droit d'exercer leurs droits en vertu de la présente Section 3.11 à l'égard de 200 000 Actions Nanties, et les 300 000 Actions Nanties restantes seront libérées du nantissement et de la sûreté constitués aux présentes et demeureront la propriété de PF (entre PF et les Obligataires), les Obligataires n'ayant plus aucun droit, titre ou intérêt à l'égard de ces 300 000 Actions Nanties.
- (iv) Si le montant des Engagements est tel que l'exercice par les Obligataires de leurs droits sur la portion des Actions Nanties visée à la Section 3.11(e)(iv) suffit à satisfaire intégralement les Engagements, alors la remise des Actions Nanties concernées aux Obligataires en vertu des présentes sera réputée constituer la satisfaction pleine et entière des Engagements, lesquels seront réputés satisfaits et intégralement payés.
- (v) Si le montant des Engagements est tel que l'exercice par les Obligataires de leurs droits sur l'ensemble des Actions Nanties en vertu des présentes ne suffit pas à

satisfaire intégralement les Engagements, alors les Obligataires disposeront des droits prévus à la présente Section 3.11 sur l'ensemble des Actions Nanties, et la remise des Actions Nanties concernées aux Obligataires en vertu des présentes sera réputée constituer la satisfaction des Engagements dans cette mesure, PF demeurant responsable de tout solde des Engagements non réputé satisfait par l'exercice des droits prévus à la présente Section 3.11.

- (f) L'ensemble des droits et recours des Obligataires, qu'ils résultent du présent Contrat, des autres Documents de la Transaction, des instruments composant les Biens Nantis, du droit applicable ou autrement, sont cumulatifs, non exclusifs, et pourront être exercés alternativement, successivement ou simultanément, selon ce que les Obligataires jugeront opportun. Aucun manquement ni retard des Obligataires dans l'exercice de leurs options, pouvoirs ou droits, ni leur exercice partiel ou unique, ne constituera une renonciation à cette option, ce pouvoir ou ce droit.

Article IV. ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES DES PARTIES.

Section 4.01 Mesures Complémentaires et Reconnaissances.

- (a) PF convient que, à tout moment et de temps à autre, sur demande écrite raisonnable des Obligataires, PF signera et remettra tout document complémentaire, y compris, sans y être limité, des procurations irrévocables et/ou pouvoirs de transfert d'actions, sous une forme satisfaisante pour les conseils des Obligataires, et prendra ou fera prendre toute mesure complémentaire que les Obligataires pourraient raisonnablement demander afin de réaliser les objectifs du présent Contrat et de parfaire ou de maintenir la perfection de la sûreté sur les Biens Nantis consentie aux Obligataires en vertu des présentes.
- (b) Au-delà de l'exercice d'un soin raisonnable visant à assurer la garde en sécurité des Biens Nantis (que cette garde soit exercée par les Obligataires, ou par leur mandataire, agent ou dépositaire), les Obligataires, ou leur mandataire, agent ou dépositaire, n'auront aucun devoir ni responsabilité de protéger ou de préserver les droits y afférents, et seront libérés de toute responsabilité relative aux Biens Nantis dès leur restitution à PF ou dès la réalisation de la sûreté à leur égard.
- (c) Lorsque les Engagements auront été intégralement payés (autres que les obligations d'indemnisation conditionnelles pour lesquelles aucune réclamation n'a été formulée ni n'est raisonnablement prévisible conformément aux dispositions des Documents de la Transaction), les Biens Nantis seront libérés des sûretés constituées aux présentes, et le présent Contrat ainsi que l'ensemble des obligations de PF en vertu des présentes (autres que celles expressément stipulées comme survivant à cette résiliation) prendront fin, sans qu'il soit nécessaire de remettre un quelconque instrument ni de prendre une quelconque mesure supplémentaire, et l'ensemble des droits sur les Biens Nantis reviendront à PF. Sur demande de PF et à ses frais exclusifs, postérieurement à cette résiliation, les Obligataires signeront et remettront à PF les documents que PF pourra raisonnablement demander pour attester cette résiliation.
- (d) Chaque Obligataire reconnaît et convient qu'il devra signer certains instruments complémentaires pouvant être raisonnablement demandés par le Conseil d'Administration de

Prometia, préalablement à, et comme condition de, la réception de toute Action Nantie, y compris en confirmant à Prometia son statut d'« investisseur qualifié » (accredited investor, tel que défini dans les règles et règlements pris en application du Securities Act) ou de non-« Personne des États-Unis » (U.S. Person, telle que définie dans les règles et règlements pris en application du Securities Act), de sorte qu'une exemption d'enregistrement valable existe, en vertu du Securities Act, pour le transfert des Actions Nanties à cet Obligataire. Si des Actions Nanties ne peuvent être transférées à un Obligataire dans le respect du droit applicable, ces Actions Nanties ne seront pas transférées à cet Obligataire, et PF sera dispensé de ses obligations en vertu des présentes à cet égard.

Section 4.02 Actions. PF s'engage envers les Obligataires à ce que, à compter de la Date d'Effet et jusqu'au paiement intégral et inconditionnel des Engagements, PF prenne, et/ou s'abstienne de prendre, selon le cas, toute mesure commercialement raisonnable nécessaire pour qu'aucun Cas de Défaut ne résulte du défaut de prendre ou de ne pas prendre une telle mesure par PF.

Section 4.03 Absence de Renonciation par Comportement ; Recours Cumulatifs. Les Obligataires ne seront réputés, par un acte quelconque (à l'exception d'un acte écrit signé par eux), un délai, une tolérance, une omission ou autrement, avoir renoncé à un droit ou recours en vertu des présentes, ni avoir acquiescé à un manquement aux Documents de la Transaction ou à un Cas de Défaut. Aucun défaut d'exercice, ni aucun retard dans l'exercice, par les Obligataires, d'un droit, pouvoir ou privilège en vertu des présentes ne vaudra renonciation à celui-ci. Aucun exercice unique ou partiel d'un droit, pouvoir ou privilège en vertu des présentes ne fera obstacle à tout autre exercice ultérieur de celui-ci, ni à l'exercice de tout autre droit, pouvoir ou privilège. Une renonciation par les Obligataires à un droit ou recours en vertu des présentes, à une occasion donnée, ne sera pas interprétée comme faisant obstacle à un droit ou recours dont les Obligataires disposeraient par ailleurs à une occasion ultérieure. Les droits et recours prévus aux présentes sont cumulatifs, peuvent être exercés séparément ou concurremment, et ne sont pas exclusifs des autres droits ou recours prévus par la loi.

Section 4.04 Frais d'Exécution ; Indemnisation.

- (a) PF convient de payer, ou de rembourser aux Obligataires, l'ensemble de leurs coûts et frais raisonnablement encourus pour recouvrer une créance à l'encontre de PF au titre des engagements contenus dans le présent Contrat, ou pour faire exécuter ou préserver de toute autre manière des droits en vertu du présent Contrat, y compris, sans limitation, les honoraires et débours raisonnables des conseils des Obligataires.
- (b) PF convient de payer, et de garantir les Obligataires contre, l'ensemble des dettes relatives à, ou résultant d'un retard dans le paiement de, tout droit de timbre, taxe d'accise, taxe de vente ou autre taxe (à l'exclusion des impôts sur le revenu) qui pourrait être dû ou déterminé comme étant dû en lien avec les opérations envisagées par le présent Contrat.
- (c) PF convient de payer, et de garantir les Obligataires contre, l'ensemble des dettes, obligations, pertes, dommages, pénalités, actions, jugements, poursuites, coûts, frais ou débours de quelque nature que ce soit résultant d'une violation substantielle du présent Contrat par PF.
- (d) Les engagements prévus à la présente Section 4.04 survivront au remboursement des Engagements et de toute autre somme due en vertu des Documents de la Transaction.

Section 4.05 Absence de Garantie. Nonobstant toute disposition contraire du présent Contrat ou des autres Documents de la Transaction, les Parties reconnaissent et conviennent expressément que l'intention et l'objet du présent Contrat sont que PF consente une sûreté sur les Biens Nantis au profit des Obligataires en garantie du remboursement des Engagements. En conséquence, les Parties reconnaissent et conviennent en outre expressément que Prometia ne sera pas, du fait de la conclusion du présent Contrat, réputée garantir le paiement ou l'exécution des Engagements, ni assumer autrement une quelconque responsabilité à cet égard, autre que celle prévue aux présentes. Afin d'éviter toute ambiguïté, sauf s'agissant de la responsabilité de PF envers les Obligataires spécifiquement prévue aux présentes, la réception par les Obligataires des Biens Nantis constituera leur recours exclusif et leur seule source de recouvrement à la suite d'un Cas de Défaut.

Article V. DÉCLARATIONS ET GARANTIES COMPLÉMENTAIRES.

PF fait par les présentes les déclarations et garanties suivantes aux Obligataires, à la Date d'Effet :

Section 5.01 Constitution et Habilitation. PF est une société dûment constituée et existant valablement en vertu du droit français, et dispose des pouvoirs et de l'habilitation nécessaires pour détenir et utiliser ses biens et actifs et pour exercer son activité telle qu'actuellement menée.

Section 5.02 Habilitation ; Caractère Exécutoire. PF dispose des pouvoirs et de l'habilitation nécessaires pour conclure et réaliser les opérations envisagées par le présent Contrat, et pour exécuter par ailleurs ses obligations en vertu des présentes. La signature et la remise du présent Contrat par PF, ainsi que la réalisation par celui-ci des opérations qui y sont envisagées, ont été dûment autorisées par l'ensemble des mesures requises de la part de PF. Le présent Contrat a été dûment signé et remis par PF et constitue une obligation valable et contraignante de PF, opposable à celui-ci conformément à ses termes, sauf dans la mesure où ce caractère exécutoire pourrait être limité par le droit applicable en matière de faillite, d'insolvabilité, de redressement, de moratoire, de liquidation ou de lois similaires affectant, de manière générale, l'exercice des droits et recours des créanciers, ou par d'autres principes d'équité d'application générale.

Section 5.03 Absence de Conflits. La signature, la remise et l'exécution du présent Contrat par PF, ainsi que la réalisation par PF des opérations qui y sont envisagées, ne constituent pas et ne constitueront pas (i) une violation, un manquement (ou un événement qui, avec notification ou écoulement du temps, ou les deux, deviendrait un manquement) à un contrat, acte ou instrument auquel PF est partie, ni ne conféreront à des tiers un droit de résiliation, de modification, d'accélération ou d'annulation de celui-ci, ni (ii) une violation d'une loi, règle, réglementation, décision, jugement, injonction, décret ou autre restriction d'un tribunal ou d'une autorité gouvernementale à laquelle PF est soumis (y compris le droit fédéral et étatique des valeurs mobilières), ni un manquement à un engagement liant ou affectant un bien ou actif substantiel de PF.

Section 5.04 Consentements et Approbations. PF n'est tenu d'obtenir aucun consentement, renonciation, autorisation ou décision, ni de procéder à aucun dépôt ou enregistrement auprès d'un tribunal ou d'une autre autorité gouvernementale fédérale, étatique, locale, étrangère ou autre, ou d'une autre personne, en lien avec la signature, la remise et l'exécution du présent Contrat par PF.

Article VI. DIVERS.

Section 6.01 Droit Applicable ; Juridiction.

- (a) Le présent Contrat, ainsi que toute créance, procédure ou action se rapportant au présent Contrat ou résultant des opérations qu'il envisage (les « Opérations »), y compris, sans limitation, les actions en responsabilité délictuelle, les actions légales et les actions contractuelles, seront interprétés, régis et exécutés exclusivement conformément au droit substantiel et procédural de l'État du Delaware, tel qu'en vigueur et modifié de temps à autre, et tel qu'appliqué à des contrats exécutés intégralement dans l'État du Delaware.
- (b) Chacune des Parties se soumet irrévocablement par les présentes à la compétence personnelle des tribunaux fédéraux des États-Unis et des tribunaux de l'État du Delaware, dans chaque cas situés dans l'État du Delaware (les « Tribunaux Désignés »), exclusivement s'agissant de l'interprétation et de l'exécution des dispositions du présent Contrat, ou de sa négociation, sa signature ou son exécution, et renonce par les présentes, et convient de ne pas invoquer, à titre de moyen de défense dans une action, poursuite ou procédure relative à l'interprétation ou à l'exécution des présentes ou d'un tel document, le fait qu'elle n'y serait pas soumise, ou qu'une telle action, poursuite ou procédure ne pourrait être engagée ou maintenue devant les Tribunaux Désignés, ou que ceux-ci constitueraient un for non approprié, ou que le lieu ne serait pas approprié, ou que le présent Contrat ou un tel document ne pourrait être exécuté par ou devant un tel Tribunal Désigné ; et chacune des Parties convient irrévocablement que l'ensemble des créances, actions, poursuites et procédures ou autres causes d'action (que ce soit en droit, en matière contractuelle, délictuelle ou autre) pouvant être fondées sur, résultant de ou se rapportant au présent Contrat ou à l'une quelconque des Opérations, ou à leur négociation, signature ou exécution, seront entendues et tranchées exclusivement devant les Tribunaux Désignés. Chacune des Parties consent par les présentes à la compétence de tout Tribunal Désigné sur sa personne et, dans la mesure permise par le Droit, sur l'objet du litige, et convient que la notification par voie postale ou autre de tout acte de procédure relatif à une telle action, poursuite ou procédure, selon les modalités permises par le Droit, constituera une notification valable, effective et suffisante.

Section 6.02 Renonciation au Jury. CHAQUE PARTIE RENONCE PAR LES PRÉSENTES, DANS LA MESURE LA PLUS LARGE PERMISE PAR LE DROIT APPLICABLE, À TOUT DROIT QU'ELLE POURRAIT AVOIR À UN PROCÈS DEVANT JURY DANS TOUTE PROCÉDURE JUDICIAIRE RÉSULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DU PRÉSENT CONTRAT OU DES OPÉRATIONS QU'IL ENVISAGE (QU'ELLE SOIT FONDÉE SUR LE CONTRAT, LA RESPONSABILITÉ DÉLICTELLE OU TOUTE AUTRE THÉORIE). CHAQUE PARTIE AUX PRÉSENTES (A) CERTIFIE QU'AUCUN REPRÉSENTANT, MANDATAIRE OU AVOCAT D'UNE AUTRE PARTIE N'A DÉCLARÉ, EXPRESSÉMENT OU AUTREMENT, QUE CETTE AUTRE PARTIE NE CHERCHERAIT PAS, EN CAS DE LITIGE, À FAIRE VALOIR LA RENONCIATION QUI PRÉCÈDE, ET (B) RECONNAÎT AVOIR ÉTÉ INCITÉE À CONCLURE LE PRÉSENT CONTRAT, ENTRE AUTRES, PAR LES RENONCIATIONS ET CERTIFICATIONS MUTUELLES CONTENUES DANS LA PRÉSENTE SECTION 6.02. Chacune des Parties reconnaît avoir été représentée, dans le cadre de la signature de cette renonciation, par un conseil juridique indépendant de son choix, et avoir discuté avec ce conseil des conséquences et de la portée juridiques de cette renonciation. Chacune des Parties reconnaît en outre avoir lu et compris la portée de cette renonciation, et y consentir en connaissance de cause, volontairement, sans contrainte, et seulement après avoir examiné avec son conseil juridique les conséquences de cette renonciation.

Section 6.03 Limitation des Dommages. En aucun cas une Partie ne sera responsable envers une autre Partie, au titre ou en lien avec le présent Contrat ou les Opérations, de dommages spéciaux, indirects ou consécutifs, y compris les dommages résultant d'une perte de profits ou d'opportunité, même si la Partie dont la responsabilité est recherchée a été informée de la possibilité de tels dommages.

Section 6.04 Exécution Forcée. Les Parties conviennent qu'un préjudice irréparable résulterait du défaut d'exécution, conformément à ses termes, ou de la violation, de l'une quelconque des dispositions du présent Contrat, et que chaque Partie aura droit à une ou plusieurs injonctions, à l'exécution forcée et à toute autre réparation en équité afin de prévenir de telles violations et de faire exécuter spécifiquement les termes et dispositions des présentes, sans qu'il soit nécessaire de rapporter la preuve d'un préjudice réel, en complément de tout autre recours dont elle disposerait en droit ou en équité. Chaque Partie convient de renoncer à toute exigence de constitution de garantie ou de caution en lien avec un tel recours en équité, et convient qu'elle ne s'opposera pas à l'octroi d'une injonction, d'une exécution forcée ou de toute autre réparation en équité au motif que (a) toute autre Partie disposerait d'un recours adéquat en droit, ou (b) qu'une exécution forcée ne constituerait pas, pour quelque raison que ce soit, un recours approprié en droit ou en équité.

Section 6.05 Notifications. Toute notification en vertu des présentes sera adressée par écrit, selon les modalités précisées ci-après, et sera remise en personne, par courriel avec accusé de réception demandé, ou par courrier certifié ou recommandé ou par service de messagerie reconnu, en nuit, avec accusé de réception demandé. Une notification sera réputée donnée : (a) si remise en personne, à la date de cette remise ; (b) si envoyée par courriel, à la date à laquelle la transmission est confirmée électroniquement ; ou (c) si envoyée par courrier certifié ou recommandé ou par service de messagerie reconnu, en nuit, avec accusé de réception demandé, un Jour Ouvré après l'envoi. Les notifications seront adressées aux Parties respectives comme suit, ou à toute autre adresse qu'une Partie indiquerait aux autres conformément aux présentes dispositions relatives aux notifications :

Le présent document est une traduction française libre de la version originale anglaise. En cas de divergence, la version anglaise prévaudra.

This document is a free French translation of the original English version. In case of any discrepancy, the English version shall prevail.

Pour PF :

PROMETIA FRANCE

À l'attention de : []

[]

[]

Courriel : []

Pour Prometia :

Prometia, Inc.

À l'attention de : Richard Détente

[REDACTED]

[REDACTED]

Courriel : richard.detente@gmail.com

Avec copie, ne valant pas notification, à :

Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC

À l'attention de : John Cacomanolis

1700 Palm Beach Lakes Blvd., Suite 820

West Palm Beach, FL 33401

Courriel : jcacomanolis@alclaw.com

pour le Représentant des Obligataires, à :

[]

[]

[]

Courriel : []

Pour tout Obligataire, au Représentant des Obligataires, aux fins de diffusion ultérieure à l'Obligataire ou aux Obligataires concernés.

Section 6.06 Honoraires d'Avocat. Si une Partie engage une action ou une poursuite pour faire exécuter le présent Contrat, ou pour obtenir réparation d'un manquement ou d'une violation des présentes, la Partie qui obtient gain de cause sera remboursée par la Partie perdante de l'ensemble de ses coûts raisonnables, y compris les honoraires d'avocat raisonnables, encourus à cet égard et pour l'exécution ou le recouvrement de tout jugement rendu à ce titre.

Section 6.07 Tiers Bénéficiaires. Le présent contrat lie exclusivement les Parties, et, sauf disposition contraire expresse des présentes, aucune autre Personne, ni aucun administrateur, dirigeant, actionnaire, salarié, mandataire, prestataire indépendant ou toute autre Personne, ne sera réputé bénéficiaire tiers du présent Contrat.

Section 6.08 Frais. Sauf disposition contraire expresse des présentes, chaque Partie supportera ses propres frais, y compris les honoraires juridiques, comptables et professionnels, encourus en lien avec

les Opérations.

Section 6.09 Intégralité de l'Accord. Le présent Contrat et les autres Documents de la Transaction constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties relatif à leur objet, et priment sur tout accord, entente ou négociation antérieur, écrit ou oral, relatif à ce même objet.

Section 6.10 Survie. Les déclarations, garanties, engagements et accords contenus dans le présent Contrat survivront à la Date d'Effet pendant une durée de 24 mois à compter de la satisfaction intégrale des Engagements, sous réserve que les dispositions des présentes nécessaires pour leur donner effet survivent jusqu'à leur exécution complète ; et sous réserve en outre que rien aux présentes n'empêche une Partie de faire valoir une réclamation en vertu des présentes, ni ne libère une autre Partie d'une responsabilité en vertu des présentes, après ce délai, au titre d'une violation survenue durant celui-ci.

Section 6.11 Modification ; Renonciation.

- (a) Le présent Contrat ne peut être modifié que par un écrit signé par chacune des Parties, et ne peut être résilié oralement ou par comportement. Aucune disposition des présentes ne peut faire l'objet d'une renonciation, sauf par un écrit signé par la Partie à qui cette renonciation est opposée, et une telle renonciation ne s'appliquera qu'au cas particulier pour lequel elle aura été donnée.
- (b) Ni un manquement ou un retard dans l'exercice d'un droit ou recours en vertu des présentes, ni le fait d'exiger la satisfaction d'une condition prévue aux présentes, ni un comportement quelconque, ne constituera une renonciation à, ni n'empêchera une Partie de faire exécuter, un droit ou recours ou d'exiger la satisfaction d'une condition. Aucune notification à, ou mise en demeure d', une Partie ne saurait emporter renonciation à, ou autrement affecter, une obligation de cette Partie, ni porter atteinte à un droit de la Partie ayant donné cette notification ou formulé cette mise en demeure, y compris tout droit de prendre une mesure sans notification ni mise en demeure non autrement requise par le présent Contrat. L'exercice d'un droit ou recours à l'égard d'une violation du présent Contrat ne fera pas obstacle à l'exercice d'un autre droit ou recours, selon ce qui serait approprié pour indemniser pleinement la Partie lésée au titre de cette violation, ni à l'exercice ultérieur d'un droit ou recours à l'égard de toute autre violation.
- (c) Sauf disposition contraire expresse des présentes, l'énonciation d'un droit ou recours aux présentes ne portera pas atteinte à tout autre droit ou recours énoncé aux présentes ou dont on pourrait par ailleurs disposer.

Section 6.12 Négociation de Bonne Foi ; Absence de Présomption contre le Rédacteur. Le présent Contrat a été négocié de bonne foi entre des parties de force de négociation équivalente, chacune représentée par un conseil ou ayant eu, sans y avoir donné suite, la possibilité de l'être, et ayant participé à la rédaction du présent Contrat. Le présent Contrat ne crée aucune relation fiduciaire ou autre relation particulière entre les Parties, et aucune relation de ce type n'existe par ailleurs. Aucune présomption en faveur ou à l'encontre d'une Partie ne sera retenue dans l'interprétation du présent Contrat ou de l'une de ses dispositions, fondée sur l'identité de la Personne ayant rédigé le présent Contrat ou cette disposition.

Section 6.13 Titres. Les titres contenus dans le présent Contrat sont uniquement destinés à faciliter

la lecture et n'affectent pas les droits des Parties.

Section 6.14 Absence de Cession ou de Délégation. Le présent Contrat lie et profite aux Parties ainsi qu'à leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs. Sauf disposition contraire des présentes, aucune Partie ne disposera du pouvoir ou du droit de céder ou de transférer, en tout ou partie, le présent Contrat, ou l'un quelconque de ses droits ou obligations en vertu des présentes, y compris, sans limitation, le droit de poursuivre une réclamation en dommages-intérêts au titre du présent Contrat ou des opérations envisagées aux présentes, ou de poursuivre une réclamation au titre d'une violation ou d'un manquement au présent Contrat, ou tout droit résultant de la bonne exécution par le cédant présumé de ses obligations en vertu des présentes, sans le consentement écrit préalable des autres Parties ; toute cession ainsi tentée en violation des dispositions des présentes sera nulle et non avenue et sans effet.

Section 6.15 Efforts Commercialement Raisonnables. Sous réserve des termes et conditions des présentes, chaque Partie mettra en œuvre ses efforts commercialement raisonnables respectifs pour exécuter ou satisfaire l'ensemble des conditions et obligations devant être exécutées ou satisfaites par elle en vertu du présent Contrat, afin que les Opérations soient réalisées dans les meilleurs délais possibles, et prendra, ou fera prendre, toutes mesures, et fera, ou fera faire, tout ce qui est nécessaire, opportun ou souhaitable en vertu du droit et de la réglementation applicables, pour réaliser et rendre effectifs le présent Contrat et les Opérations.

Section 6.16 Engagements Complémentaires. À compter de la Date d'Effet, chaque Partie signera et remettra les documents et prendra les mesures pouvant raisonnablement être considérés comme relevant du champ de ses obligations en vertu des présentes, nécessaires à la réalisation des Opérations.

Section 6.17 Reconnaissance. Prometia et PF se joignent par les présentes au présent Contrat afin d'attester leur accord et leur consentement aux opérations prévues aux présentes, et chacun de Prometia et PF s'engage à signer et remettre les documents et à prendre les mesures pouvant raisonnablement être nécessaires à la réalisation des Opérations.

Section 6.18 Exemplaires. Le présent Contrat pourra être signé en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé original, et l'ensemble constituant un seul et même instrument. Les exemplaires pourront être remis par télécopie, par voie électronique (y compris au format pdf ou par toute signature électronique conforme au U.S. federal E-SIGN Act de 2000, par exemple via www.docusign.com) ou par tout autre moyen de transmission, et tout exemplaire ainsi remis sera réputé avoir été dûment et valablement remis, et sera valable et effectif à toutes fins utiles.

[Pages de Signature à Suivre]

Le présent document est une traduction française libre de la version originale anglaise. En cas de divergence, la version anglaise prévaudra.

This document is a free French translation of the original English version. In case of any discrepancy, the English version shall prevail.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent Contrat à la Date d'Effet.

PROMETIA FRANCE

Par : _____
Nom : _____
Titre : _____

Prometia, Inc.

Par : _____
Nom : Richard Détente
Titre : Directeur Général (Chief Executive Officer)

[XXX], en qualité de Représentant des Obligataires, en
son nom et pour le compte de l'ensemble des
Obligataires

Par : _____
Nom : [XXX]

Le présent document est une traduction française libre de la version originale anglaise. En cas de divergence, la version anglaise prévaudra.

This document is a free French translation of the original English version. In case of any discrepancy, the English version shall prevail.

Annexe A
Modèle d'Obligation

(Ci-joint)

Annexe 7 – Définitions

« Réglementations Anti-Corruption »	signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III « <i>Des atteintes à l'autorité de l'Etat</i> » et Titre IV « <i>Des atteintes à la confiance publique</i> » du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (<i>Foreign Corrupt Practices Act</i>) et britannique (UK Bribery Act) dans la mesure où celles-ci sont applicables.
« Réglementations de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme »	signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, Titre II « <i>Des autres atteintes aux biens</i> » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « <i>Du Terrorisme</i> » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « <i>Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale</i> » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.
« Réglementations Sanctions »	signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du commerce américain et/ou le Royaume-Uni au travers de His Majesty's Treasury (HMT) du Ministère des finances britannique et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Annexe 12 – Bulletin de souscription

PROMETIA FRANCE
Société anonyme au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
107 412 983 R.C.S. Lyon
(la « Société »)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Si le nouvel Obligataire est une personne physique

Je soussigné(e) [-], né(e) le [-] à [-] (-), de nationalité [-], domicilié(e) à [-] ;

Si le nouvel Obligataire est une personne morale

[-], [-] au capital de [-] euros, dont le siège social est situé [-], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [-] sous le numéro [-], représentée par [-], dûment habilité(e) aux fins des présentes ;

connaissance prise des modalités des obligations convertibles en actions ordinaires, consultées ce jour sur l'interface du site Internet de la Société, relatives à l'émission par la Société, d'obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles sous la forme d'un emprunt obligataire d'un montant maximum global de onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (11.999.999) euros, chaque obligation convertible en actions ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) (les « OCA ») ;

déclare :

- reconnaître que les OCA sont émises par la voie d'une offre au public conformément à l'article L. 411-2-1, 1° du Code monétaire et financier, aux articles 211-2, II, 212-43, 212-45, 212-46, 212-47 et 213-3 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »), cette offre, dont le montant total est inférieur à douze millions (12.000.000) d'euros, n'a pas fait l'objet d'un prospectus ni n'a été soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers mais a fait l'objet d'un document d'information synthétique mis à la disposition des souscripteurs via le site internet de la Société ;
- avoir pris connaissance du document d'information synthétique (DIS) émis par la Société, consulté ce jour sur l'interface du site internet de la Société, et en particulier des facteurs de risque qui y sont décrits ;
- souscrire irrévocablement à [-] (-) OCA, pour un montant nominal total de [-] (-) euros, étant précisé que le ticket minimum de souscription est fixé, hors frais, à mille (1.000) euros pour un montant total d'OCA détenu compris entre 1.000 € et moins de 20.000 € (Palier 1), à vingt mille (20.000) euros pour un montant total d'OCA détenu compris entre 20.000 € et moins de 50.000 € (Palier 2), et à cinquante mille (50.000) euros pour un montant total d'OCA détenu à partir de 50.000 € (Palier 3), sous réserve du montant maximum global de l'Émission ;
- reconnaître que des frais de souscription, non remboursables, s'ajoutent au montant nominal de ma souscription, selon le taux suivant :
 - ☐ zéro pour cent (0 %) si je suis dirigeant ou salarié du Groupe Antimatter ;
 - ☐ (ii) quatre pour cent (4 %) du montant souscrit dans tous les autres cas ;
- libérer l'intégralité du montant de ma souscription, frais de souscription inclus, soit la somme de (.....) euros, immédiatement selon l'une des modalités suivantes, au choix du souscripteur :
 - (i) par virement bancaire en euros sur le compte bancaire de la Société dont les coordonnées m'ont été communiquées lors de ma souscription ;
 - (ii) par transfert d'EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les coordonnées m'ont été communiquées lors de ma souscription, étant précisé qu'un (1) euro équivaudra à un (1) EURC, soit une somme totale de [-] (-) EURC ;

- reconnaître que les montants ci-dessus ne seront pas utilisés et que les OCA ne seront pas émises avant la clôture par la Société de la Période de Souscription, laquelle débutera le 26 juillet 2026 et se clôturera au plus tard le 31 août 2026, sous réserve de clôture anticipée (notamment dès l'atteinte d'un montant minimum de souscription de cinq millions (5.000.000) d'euros) ou de prorogation par périodes successives d'un (1) mois, à la seule discrétion du Conseil d'Administration ou du Président-Directeur Général ;
- reconnaître que les fonds correspondant aux souscriptions non intégrées à l'Émission constatée par le Conseil d'Administration ou le Président-Directeur Général demeurent restituables sur ma demande, en cas d'abandon de l'Opération par la Société ou à l'expiration de la Période de Souscription ;
- reconnaître que, conformément à l'article L. 222-9, 5° du Code de la consommation, aucun droit de rétractation n'est applicable à la présente souscription, laquelle est donc irrévocable dès sa validation, sauf annulation de l'Opération par la Société ;
- qu'un exemplaire du présent engagement m'a été remis.

Fait à [-], le [-]

[-]

Annexe 13 – Exemples d'application des clauses de liquidité

Annexe 13 — Exemples d'application des clauses de liquidité

Conformément à l'article 212-44, 5° du règlement général de l'AMF, le tableau ci-après décrit les dispositions organisant la liquidité des actions ordinaires issues de la conversion des OCA, telles qu'elles figurent dans l'Engagement Contractuel que chaque investisseur doit signer à compter de la conversion de ses OCA en actions ordinaires (Annexe 1 des Modalités des OCA). Ces dispositions s'appliquent successivement, dans l'ordre présenté ci-dessous, à tout projet de cession de ces actions.

Disposition	Référence	Description	Délais clés
Transferts Libres	<i>Art. 3.3 de l'Engagement Contractuel</i>	Tout Transfert de Titres par un Titulaire au profit d'une Filiale ou d'un Fonds Affilié n'est soumis à aucune restriction (ni Agrément, ni Droit de Préemption), sous réserve que le cessionnaire signe préalablement un Engagement Contractuel et s'engage à rétrocéder les Titres s'il perd sa qualité d'affilié.	Aucun délai spécifique — le Transfert peut intervenir librement dès signature de l'Engagement Contractuel par le cessionnaire.
Agrément des Fondateurs	<i>Art. 3.4 de l'Engagement Contractuel</i>	Sauf Transfert Libre, tout projet de Transfert à un Tiers est subordonné à l'agrément préalable des deux Fondateurs. À défaut de réponse dans le délai imparti, l'Agrément est réputé acquis. En cas de refus, et si le Titulaire maintient son projet, le Président doit faire acquérir les Titres, au choix des Fondateurs, par un Associé, un Tiers, ou la Société elle-même.	Notification du projet : 3 mois avant la date de réalisation envisagée. Décision des Fondateurs : 20 jours à compter de la demande (silence = accord). En cas de refus, confirmation du maintien ou de l'abandon du projet par le Titulaire : 15 jours. Rachat forcé organisé par le Président : 6 mois à compter de la demande d'Agrément.
Droit de Préemption	<i>Art. 3.5 de l'Engagement Contractuel</i>	Après obtention de l'Agrément (le cas échéant), tout projet de Transfert — au profit d'un Tiers ou d'un Associé — est soumis au droit de préemption des Fondateurs, aux prix et conditions notifiés par le Cédant. Le Droit de Préemption ne peut s'exercer que pour la totalité des Actions offertes. En cas de contestation du prix (contrepartie non numéraire), un expert peut être désigné. À défaut d'exercice sur la totalité des Actions, le Transfert au Tiers initialement identifié peut se réaliser aux conditions notifiées.	Délai de Préemption : 45 jours à compter de la Notification de Transfert. Contestation du prix (le cas échéant) : 15 jours ; décision de l'Expert : 30 jours. Signature des ordres de mouvement : 45 jours après notification du décompte des préemptions. Paiement du prix par les Fondateurs préempteurs : 45 jours après cette notification. À défaut de préemption totale, réalisation du Transfert au Tiers : 20 jours après la notification du Président.
Droit d'Entraînement (« drag-along »)	<i>Art. 4.1 et 4.2 de l'Engagement Contractuel</i>	Si un Tiers propose d'acquérir au moins 90 % du capital social de la Société (« Offre d'Acquisition Totale ») et que les Fondateurs décident d'accepter cette offre, chaque Titulaire peut être contraint de céder l'intégralité de ses Titres aux mêmes prix et conditions que ceux acceptés par les Fondateurs. Les frais de la transaction sont partagés au prorata de la contrepartie reçue par chaque partie à la vente.	Transfert et paiement : au plus tard 3 mois après la Notification de Sortie Forcée, prorogeable jusqu'à 6 mois maximum si une procédure légale l'exige. En cas d'exercice de la Promesse à un prix déterminé conformément à l'Offre d'Acquisition Totale : transfert et paiement sous 15 jours à compter de l'exercice, sauf stipulation contraire.

Observations :

- Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux actions ordinaires issues de la conversion des OCA, à compter de la signature par l'investisseur de l'Engagement Contractuel requis à cette occasion ; les OCA elles-mêmes demeurent cessibles selon les modalités décrites à l'Article 1.4 des Modalités des OCA (accord préalable de la Société, réputé acquis à défaut de réponse sous 20 jours ouvrés).
- Les quatre dispositions ci-dessus s'articulent de façon séquentielle : un projet de cession à un tiers doit d'abord obtenir l'Agrément des Fondateurs, puis purger le Droit de Prémption, sauf à relever d'un Transfert Libre (cession à une filiale ou un fonds affilié) ou à être capté par le Droit d'Entraînement en cas de cession totale de la Société.
- Il n'existe pas, à la date des présentes, de droit de sortie conjointe (« tag-along ») au bénéfice des investisseurs minoritaires en cas de cession de titres par les Fondateurs en dehors des cas de Sortie Forcée décrits ci-dessus.
- Pour le texte intégral et exhaustif de ces stipulations, il convient de se reporter à l'Engagement Contractuel (Annexe 1 des Modalités des OCA) et aux statuts de l'Émetteur (Annexe 8).

Annexe 14 – Documentation constitutive de Prometia Inc.

CERTIFICATE OF INCORPORATION
of
Prometia, Inc.

The undersigned incorporator, in order to form a corporation under the General Corporation Law of the State of Delaware (the “DGCL”), certifies as follows:

Section 1. Name. The name of the corporation is Prometia, Inc. (the “Corporation”).

Section 2. Incorporator; Registered Office and Agent.

- (a) Incorporator. The name and mailing address of the incorporator are Richard Détente, [REDACTED]. The powers of the incorporator are to terminate upon the filing of this Certificate of Incorporation with the Secretary of State of the State of Delaware, and the initial director of the Corporation shall be as set forth in Section 8.
- (b) Registered Agent. The name and address of the registered agent of the Corporation in the State of Delaware is Corporate Creations Network Inc., 1521 Concord Pike Suite 201 Wilmington, DE 19803, New Castle County, or such other agent and address as the Board of Directors of the Corporation (the “Board”) shall from time to time select.

Section 3. Purpose; Business and Powers. The purpose of the Corporation is to engage in any lawful act or activity for which corporations may now or hereafter be organized under the DGCL, including, but not limited to the following:

- (a) The Corporation may at any time exercise such rights, privileges, and powers, when not inconsistent with the purposes and object for which this Corporation is organized.
- (b) The Corporation shall have the power to have succession by its corporate name in perpetuity, or until dissolved and its affairs wound up according to law.
- (c) The Corporation shall have the power to sue and be sued in any court of law or equity.
- (d) The Corporation shall have the power to make contracts.
- (e) The Corporation shall have the power to hold, purchase and convey real and personal estate and to mortgage or lease any such real and personal estate with its franchises. The power to hold real and personal estate shall include the power to take the same by devise or bequest in the State of Delaware, or in any other state, territory or country.
- (f) The Corporation shall have the power to appoint such officers and agents as the affairs of the Corporation shall require and allow them suitable compensation.

- (g) The Corporation shall have the power to make bylaws not inconsistent with the constitution or laws of the United States, or of the State of Delaware, for the management, regulation and government of its affairs and property, the transfer of its stock, the transaction of its business and the calling and holding of meetings of stockholders.
- (h) The Corporation shall have the power to wind up and dissolve itself, or be wound up or dissolved.
- (i) The Corporation shall have the power to adopt and use a common seal or stamp, or to not use such seal or stamp and if one is used, to alter the same. The use of a seal or stamp by the Corporation on any corporate documents is not necessary. The Corporation may use a seal or stamp, if it desires, but such use or non-use shall not in any way affect the legality of the document.
- (j) The Corporation shall have the power to borrow money and contract debts when necessary for the transaction of its business, or for the exercise of its corporate rights, privileges or franchises, or for any other lawful purpose of its incorporation; to issue bonds, promissory notes, bills of exchange, debentures and other obligations and evidence of indebtedness, payable at a specified time or times, or payable upon the happening of a specified event or events, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, or unsecured, for money borrowed, or in payment for property purchased, or acquired, or for another lawful object.
- (k) The Corporation shall have the power to guarantee, purchase, hold, sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of the shares of the capital stock of, or any bonds, securities or evidence in indebtedness created by any other corporation or corporations in the State of Delaware, or any other state or government and, while the owner of such stock, bonds, securities or evidence of indebtedness, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote, if any.
- (l) The Corporation shall have the power to purchase, hold, sell and transfer shares of its own capital stock and use therefore its capital, capital surplus, surplus or other property or fund.
- (m) The Corporation shall have the power to conduct business, have one or more offices and hold, purchase, mortgage and convey real and personal property in the State of Delaware and in any of the several states, territories, possessions and dependencies of the United States, the District of Columbia and in any foreign country.
- (n) The Corporation shall have the power to do all and everything necessary and proper for the accomplishment of the objects enumerated in this Certificate of Incorporation, or any amendments thereof, or necessary or incidental to the protection and benefit of the Corporation and, in general, to carry on any lawful business necessary or incidental to the attainment of the purposes of the Corporation, whether or not such business is similar in nature to the purposes set forth in this Certificate of Incorporation, or any amendment thereof.
- (o) The Corporation shall have the power to make donations for the public welfare or for charitable, scientific or educational purposes.
- (p) The Corporation shall have the power to enter partnerships, general or limited, or joint

ventures, in connection with any lawful activities.

- (q) Notwithstanding Section 141(a) of the DGCL, the Corporation shall have the power to make contracts with one or more current or prospective stockholders (or one or more beneficial owners of stock), in its or their capacity as such, in exchange for such minimum consideration as determined by the Board (which may include inducing stockholders or beneficial owners of stock to take, or refrain from taking, one or more actions); provided that no provision of such contract shall be enforceable against the Corporation to the extent such contract provision is contrary to this Certificate of Incorporation or would be contrary to the laws of the State of Delaware (other than Section 115 of the DGCL) if included in this Certificate of Incorporation. Without limiting the provisions that may be included in any such contracts, the Corporation may agree to: (a) restrict or prohibit itself from taking actions specified in the contract, (b) require the approval or consent of one or more persons or bodies before the Corporation may take actions specified in the contract (which persons or bodies may include the Board or one or more current or future directors, stockholders or beneficial owners of stock of the corporation), and (c) covenant that the Corporation or one or more persons or bodies will take, or refrain from taking, actions specified in the contract (which persons or bodies may include the Board or one or more current or future directors, stockholders or beneficial owners of stock of the Corporation). Solely for purposes of applying the proviso in the first sentence of this Section 3(q), a restriction, prohibition or covenant in any such contract that relates to any specified action shall not be deemed contrary to the laws of the State of Delaware or this Certificate of Incorporation by reason of a provision of the DGCL or this Certificate of Incorporation that authorizes or empowers the Board or any director to take such action. With respect to all contracts made under this Section 3(q), the Corporation shall be subject to the remedies available under the law governing the contract, including for any failure to perform or comply with its agreements under such contract. Nothing in this Section 3(q) shall eliminate fiduciary duties or limit equitable review to the extent required by applicable Delaware law.

Section 4. Capital Stock.

- (a) Classes and Number of Shares. The total number of shares of all classes of stock, which the Corporation shall have authority to issue shall be one hundred million (100,000,000) shares of common stock, par value of \$0.00001 per share (the “Common Stock”) and ten million (10,000,000) shares of preferred stock, par value of \$0.00001 per share (the “Preferred Stock”).
- (b) Powers and Rights of Common Stock.
- (i) Voting Rights and Powers. With respect to all matters upon which stockholders are entitled to vote or to which stockholders are entitled to give consent, the holders of the outstanding shares of the Common Stock shall be entitled to cast thereon one (1) vote in person or by proxy for each share of the Common Stock standing in his/her name.
- (ii) Dividends and Distributions.
- (A) Cash Dividends. Subject to the rights of holders of Preferred Stock, holders of Common Stock shall be entitled to receive such cash dividends

as may be declared thereon by the Board from time to time out of assets of funds of the Corporation legally available therefore; and

- (B) Other Dividends and Distributions. The Board may issue shares of the Common Stock in the form of a distribution or distributions pursuant to a stock dividend or split-up of the shares of the Common Stock.
- (iii) Other Rights. Except as otherwise required by the DGCL and as may otherwise be provided in this Certificate of Incorporation, each share of the Common Stock shall have identical powers, preferences and rights, including rights in liquidation.
- (c) Classes of Preferred Stock. The powers, preferences, rights, qualifications, limitations and restrictions pertaining to the Preferred Stock, or any series thereof, shall be such as may be fixed, from time to time, by the Board in its sole discretion, authority to do so being hereby expressly vested in the Board. The authority of the Board with respect to each such series of Preferred Stock will include, without limiting the generality of the foregoing, the determination of any or all of the following:
 - (i) The number of shares of any series and the designation to distinguish the shares of such series from the shares of all other series;
 - (ii) the voting powers, if any, of the shares of such series and whether such voting powers are full or limited;
 - (iii) the redemption provisions, if any, applicable to such series, including the redemption price or prices to be paid;
 - (iv) whether dividends, if any, will be cumulative or noncumulative, the dividend rate or rates of such series and the dates and preferences of dividends on such series;
 - (v) the rights of such series upon the voluntary or involuntary dissolution of, or upon any distribution of the assets of, the Corporation;
 - (vi) the provisions, if any, pursuant to which the shares of such series are convertible into, or exchangeable for, shares of any other class or classes or of any other series of the same or any other class or classes of stock, or any other security, of the Corporation or any other corporation or other entity, and the rates or other determinants of conversion or exchange applicable thereto;
 - (vii) the right, if any, to subscribe for or to purchase any securities of the Corporation or any other corporation or other entity;
 - (viii) the provisions, if any, of a sinking fund applicable to such series; and
 - (ix) any other relative, participating, optional or other powers, preferences or rights, and any qualifications, limitations or restrictions thereof, of such series.
- (d) Issuance of the Common Stock and the Preferred Stock. The Board may from time to time authorize by resolution the issuance of any or all shares of the Common Stock and the Preferred Stock herein authorized in accordance with the terms and conditions set

forth in this Certificate of Incorporation for such purposes, in such amounts, to such persons, corporations, or entities, for such consideration and in the case of the Preferred Stock, in one or more series, all as the Board in its discretion may determine and without any vote or other action by the stockholders, except as otherwise required by law. The Board, from time to time, also may authorize, by resolution, options, warrants and other rights convertible into Common or Preferred stock (collectively “securities”). The securities must be issued for such consideration, including cash, property, or services, as the Board may deem appropriate, subject to the requirement that the value of such consideration be no less than the par value of the shares issued. Any shares issued for which the consideration so fixed has been paid or delivered shall be fully paid stock and the holder of such shares shall not be liable for any further call or assessment or any other payment thereon, provided that the actual value of such consideration is not less than the par value of the shares so issued and the judgment of the Board as to the value of such consideration shall be conclusive in the absence of actual fraud. The Board may issue shares of the Common Stock in the form of a distribution or distributions pursuant to a stock dividend or split-up of the shares of the Common Stock only to the then holders of the outstanding shares of the Common Stock.

- (e) Cumulative Voting. Except as otherwise required by applicable law, there shall be no cumulative voting on any matter brought to a vote of stockholders of the Corporation.
- (f) One Class. Except as otherwise required or limited by the DGCL, this Certificate of Incorporation, or any designation for a class of Preferred Stock (which may provide that an alternate vote is required), (i) all shares of capital stock of the Corporation shall vote together as one class on all matters submitted to a vote of the stockholders of the Corporation, other than with respect to any matters that require a separate class vote under the mandatory provisions of Section 242(b)(2) of the DGCL; and (ii) the affirmative vote of a majority of the voting power of all outstanding shares of voting stock entitled to vote in connection with the applicable matter shall be required for approval of such matter.
- (g) Section 242(b)(2) Election. For the avoidance of doubt, the intent of Section 4(f) is, and the operation of Section 4(f) shall be, that, without limitation, except as otherwise required or limited by the DGCL, (i) the number of authorized shares of Common Stock, may be increased or decreased (but not below the number of shares thereof then outstanding) by the affirmative vote of the holders of a majority of the stock of the Corporation entitled to vote irrespective of Section 242(b)(2) of the DGCL, with no vote of any holders of a particular class of stock, voting as a separate class, being required; and (ii) unless otherwise set forth in a certificate of designations for the applicable class of Preferred Stock, the number of authorized shares of any class of Preferred Stock may be increased or decreased (but not below the number of shares thereof then outstanding) by the affirmative vote of the holders of a majority of the stock of the Corporation entitled to vote irrespective of Section 242(b)(2) of the DGCL, with no vote of any holders of a particular class of stock, voting as a separate class, being required.
- (h) No Additional Vote. The Common Stock shall not be entitled to vote on any amendment to a certificate of designations for any class of Preferred Stock if the holders of such affected class of Preferred Stock are entitled to vote on the amendment. No series or class of Preferred Stock shall be entitled to vote on any amendment to a certificate of designations for any other series or class of Preferred Stock if the holders of such other affected series or class of Preferred Stock are entitled to vote on the amendment. Except

as otherwise required by the DGCL, this Certificate of Incorporation, or the applicable certificate of designations, the Common Stock shall not be entitled to vote separately as a class on any amendment to a certificate of designations for any class or series of Preferred Stock solely because holders of such affected class or series are entitled to vote thereon.

Section 5. Preemptive Right. No stockholders of the Corporation shall have any preemptive or other right to subscribe for any additional unissued or treasury shares of stock or for other securities of any class, or for rights, warrants or options to purchase stock, or for scrip, or for securities of any kind convertible into stock or carrying stock purchase warrants or privileges unless so authorized by the Corporation in a written agreement to which the Corporation is a party.

Section 6. Adoption of Bylaws. In the furtherance and not in limitation of the powers conferred by statute and subject to Section 7, the Board is expressly authorized to adopt, repeal, rescind, alter or amend in any respect the bylaws of the Corporation (the "Bylaws").

Section 7. Stockholder Amendment of Bylaws. Notwithstanding Section 6, the Bylaws may also be adopted, repealed, rescinded, altered or amended in any respect by the stockholders of the Corporation, but only by the affirmative vote of the holders of a majority of the voting power of all outstanding shares of voting stock, regardless of class and voting together as a single voting class.

Section 8. Board of Directors. The business and affairs of the Corporation shall be managed by and under the direction of the Board. The first Board shall initially consist of one person. The initial director of the Corporation shall be Richard Détente and his address is [REDACTED]. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, the number of directors of the Corporation may be amended from time to time as set forth in the Bylaws. The exact number of directors shall be fixed from time to time by the Board pursuant to resolution adopted by a majority of the full Board. Directors need not be stockholders.

Section 9. Powers of Board.

- (a) In furtherance and not in limitation of the powers conferred by the DGCL, the Board is expressly authorized and empowered:
 - (i) To make, alter, amend, and repeal the Bylaws;
 - (ii) Subject to the applicable provisions of the Bylaws then in effect, to determine, from time to time, whether and to what extent, and at what times and places, and under what conditions and regulations, the accounts and books of the Corporation, or any of them, shall be open to stockholder inspection, provided that no stockholder shall have any right to inspect any of the accounts, books or documents of the Corporation, except as permitted by law, unless and until authorized to do so by resolution of the Board or of the stockholders of the Corporation, and provided that nothing in this Section 9(a)(ii) shall limit, restrict, condition or impair any stockholder's rights under Section 220 of the DGCL or any director's inspection rights under applicable Delaware law;
 - (iii) To authorize and issue, without stockholder consent, obligations of the

Corporation, secured and unsecured, under such terms and conditions as the Board, in its sole discretion, may determine, and to pledge or mortgage, as security therefore, any real or personal property of the Corporation, including after-acquired property;

- (iv) To determine whether any and, if so, what part of the earned surplus of the Corporation shall be paid in dividends to the stockholders, and to direct and determine other use and disposition of any such earned surplus;
 - (v) To fix, from time to time, the amount of the profits of the Corporation to be reserved as working capital or for any other lawful purpose;
 - (vi) To establish bonus, profit-sharing, stock option, or other types of incentive compensation plans for the employees, including officers and directors, of the Corporation, and to fix the amount of profits to be shared or distributed, and to determine the persons to participate in any such plans and the amount of their respective participations;
 - (vii) to designate, by resolution or resolutions passed by a majority of the whole Board, one or more committees, each consisting of one or more directors, which, to the extent permitted by law and authorized by the resolution or the Bylaws, shall have and may exercise the powers of the Board; and
 - (viii) To provide for the reasonable compensation of its own members by Bylaw, and to fix the terms and conditions upon which such compensation will be paid.
- (b) In addition to the powers and authority hereinbefore, or by statute, expressly conferred upon it, the Board may exercise all such powers and do all such acts and things as may be exercised or done by the Corporation, subject, nevertheless, to the provisions of the laws of the State of Delaware, of this Certificate of Incorporation, and of the Bylaws of the Corporation.

Section 10. Interested Directors. No act or transaction involving the Corporation and any director, officer, controlling stockholder or other interested person shall be void or voidable solely by reason of such interest or relationship if such act or transaction is authorized, approved, ratified, or otherwise protected to the fullest extent permitted by Section 144 of the DGCL and other applicable Delaware law. Nothing in this Section 10 shall limit any rights, remedies, fiduciary duties, or judicial review preserved by Section 144 of the DGCL or other applicable law.

Section 11. Term of Board of Directors. Except as otherwise required by applicable law, each director shall serve for a term ending on first anniversary of their date of election, provided that, notwithstanding the foregoing provisions of this Section 11 each director shall serve until their successor is elected and qualified or until his or her earlier death, resignation or removal. All directors shall have equal standing. Notwithstanding the foregoing provisions of this Section 11, no decrease in the authorized number of directors shall shorten the term of any incumbent director; and additional directors, elected in connection with rights to elect such additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, shall not be included in any class, but shall serve for such term or terms and pursuant to such other provisions as are specified in the resolution of the Board establishing such class or series.

Section 12. Vacancies on Board of Directors. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, newly created directorships resulting from any increase in the number of directors, or any vacancies on the Board resulting from death, resignation, removal, or other causes, shall be filled by a majority of the directors then in office, even if less than a quorum, or by a sole remaining director. Any director elected in accordance with the preceding sentence shall hold office for the remainder of the full term of directors in which the new directorship was created or the vacancy occurred and until such director's successor shall have been elected and qualified or until such director's death, resignation or removal, whichever first occurs.

Section 13. Removal of Directors. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, any director may be removed from office, with or without cause, only by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the voting power of the issued and outstanding stock entitled to vote. Failure of an incumbent director to be nominated to serve an additional term of office shall not be deemed a removal from office requiring any stockholder vote.

Section 14. Stockholder Action by Written Consent. Except as otherwise provided in this Certificate of Incorporation, or any certificate of designations with respect to a vote of a class or series of Preferred Stock, unless the Board has approved in advance the taking of such action by written consent any action required or permitted to be taken by stockholders shall be taken only at a duly called annual or special meeting. If the Board so approves action by written consent, such action may be taken by written consent in accordance with Section 228 of the DGCL and all other applicable requirements of law.

Section 15. Special Stockholder Meetings. Special meetings of the stockholders of the Corporation for any purpose or purposes may be called at any time by a majority of the Board. Special meetings may not be called by any other person or persons. Each special meeting shall be held at such date and time as is requested by Board, within the limits fixed by law.

Section 16. Location of Stockholder Meetings. Meetings of stockholders of the Corporation may be held within or without the State of Delaware, as the Bylaws may provide. The books of the Corporation may be kept (subject to any provision of the DGCL) outside the State of Delaware at such place or places as may be designated from time to time by the Board or in the Bylaws.

Section 17. Private Property of Stockholders. The private property of the stockholders shall not be subject to the payment of corporate debts to any extent whatever and the stockholders shall not be personally liable for the payment of the Corporation's debts.

Section 18. Amendments. The Corporation reserves the right to adopt, repeal, rescind, alter or amend in any respect any provision contained in this Certificate of Incorporation in the manner now or hereafter prescribed by applicable law and all rights conferred on stockholders herein granted subject to this reservation.

Section 19. Term of Existence. The Corporation is to have perpetual existence.

Section 20. Liability of Directors and Officers. To the maximum extent permitted by the DGCL, no director or officer (as defined in Section 102(b)(7) of the DGCL) of this Corporation

shall have personal liability to the Corporation or any of its stockholders for monetary damages for breach of any fiduciary duty, including without limitation, the duty of care, as a director or officer involving any act or omission of any such director or officer, provided that the foregoing provision shall not eliminate or limit the liability (i) of a director or officer for any breach of the director's or officer's duty of loyalty to the Corporation or its stockholders, (ii) of a director or officer for acts or omissions not in good faith or, which involve intentional misconduct or a knowing violation of law, (iii) of a director under Section 174 of the DGCL (or any successor statute or section thereto); (iv) of a director or officer for any transaction from which the director or officer derived an improper personal benefit; or (v) of an officer in any action by or in the right of the Corporation. Any repeal or modification of this Section 20 by the stockholders of the Corporation shall be prospective only and shall not adversely affect any limitation on the personal liability of a director or officer of the Corporation for acts or omissions prior to such repeal or modification.

Section 21. Indemnification.

- (a) *Indemnification in Actions, Suits or Proceedings other than those by or in the Right of the Corporation.* Subject to Section 21(c) and Section 21(j), the Corporation shall, to the fullest extent permitted by the DGCL and applicable Delaware law as in effect at any time, indemnify, hold harmless and defend any person who: (i) was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, and (ii) was or is a party or is threatened to be made a party to, or was or is otherwise directly involved in (including as a witness), any threatened, pending or completed action, suit or proceeding, whether civil, criminal, administrative or investigative (other than an action by or in the right of the Corporation) by reason of the fact that such person was or is a director or officer of the Corporation or any direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, whether the basis of such proceeding is alleged action in an official capacity or in any other capacity, against expenses, judgments, fines and amounts paid in settlement actually and reasonably incurred by such person in connection with such action, suit or proceeding if such person acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, and, with respect to any criminal action or proceeding, had no reasonable cause to believe such person's conduct was unlawful. The termination of any action, suit or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or upon a plea or nolo contendere or its equivalent, shall not, of itself, create a presumption that the person did not act in good faith and in a manner which such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, and, with respect to any criminal action or proceeding, had reasonable cause to believe that such person's conduct was unlawful.
- (b) *Indemnification in Actions, Suits or Proceedings by or in the Right of the Corporation.* Subject to Section 21(c) and Section 21(j), the Corporation shall indemnify, hold harmless and defend any person who: (i) was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, and (ii) was or is a party or is threatened to be made a party to, or was or is otherwise directly involved in (including as a witness), any threatened, pending or completed action or suit by or in the right of the Corporation to procure a judgment in its favor by reason of the fact that such person was or is a director or officer of the

Corporation or any direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, and whether the basis of such action, suit or proceeding is alleged action in an official capacity or in any other capacity, against expenses actually and reasonably incurred by such person in connection with the defense or settlement of such action or suit if such person acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation; except that no indemnification shall be made in respect of any claim, issue or matter as to which such person shall have been adjudged to be liable to the Corporation unless and only to the extent that the Courts in the State of Delaware or the court in which such action or suit was brought shall determine upon application that, despite the adjudication of liability but in view of all the circumstances of the case, such person is fairly and reasonably entitled to indemnity for such expenses which the Court in the State of Delaware or such other court shall deem proper.

- (c) *Authorization of Indemnification.* Any indemnification or defense under this Section 21 (unless ordered by a court) shall be made by the Corporation only as authorized in the specific case upon a determination that indemnification of the director or officer is proper in the circumstances because such person has met the applicable standard of conduct set forth in Section 21(a) or Section 21(b), as the case may be. Such determination shall be made, with respect to a person who is a director or officer at the time of such determination,: (i) by directors constituting a majority of the Board and who are not parties to such action, suit or proceeding, even though less than a quorum, or (ii) by a committee of such directors, being comprised of directors who are not parties to such action, suit or proceeding, and which committee is designated by a majority of the Board who are not parties to such action, suit or proceeding, even though less than a quorum, or (iii) if there are no such directors, or if such directors so direct, by independent legal counsel in a written opinion, or (iv) by the stockholders. Such determination shall be made, with respect to former directors and officers, by any person or persons having the authority to act on the matter on behalf of the Corporation. To the extent, however, that a present or former director or officer of the Corporation has been successful on the merits or otherwise in defense of any action, suit or proceeding set forth in Section 21(a) or Section 21(b) or in defense of any claim, issue or matter therein, such person shall be indemnified against expenses actually and reasonably incurred by such person in connection therewith, without the necessity of authorization in the specific case.
- (d) *Good Faith Defined.* For purposes of any determination under Section 21(b), a person shall be deemed to have acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, or, with respect to any criminal action or proceeding, to have had no reasonable cause to believe such person's conduct was unlawful, if such person's action is based on good faith reliance on the records or books of account of the Corporation or another enterprise, or on information supplied to such person by the officers of the Corporation or another enterprise in the course of their duties, or on the advice of legal counsel for the Corporation or another enterprise or on information or records given or reports made to the Corporation or another enterprise by an independent certified public accountant or by an appraiser or other expert selected with reasonable care by the Corporation or another enterprise. The term "another enterprise" as used in this Section 21(d) shall mean any other corporation or any partnership, limited liability company, joint venture,

trust, employee benefit plan or other enterprise of which such person was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent. The provisions of this Section 21(d) shall not be deemed to be exclusive or to limit in any way the circumstances in which a person may be deemed to have met the applicable standard of conduct set forth in Section 21(a) or Section 21(b), as the case may be.

- (e) *Expenses Payable in Advance.* Expenses incurred by a current or former director or officer in defending any action, suit or proceeding described in Section 21(a) or Section 21(b) shall be paid by the Corporation in advance of the final disposition of such action, suit or proceeding upon receipt of an undertaking by or on behalf of such director or officer to repay such amount if it shall ultimately be determined that such person is not entitled to be indemnified by the Corporation as authorized in this Section 21.
- (f) *Non-exclusivity of Indemnification and Advancement of Expenses.* The indemnification, defense and advancement of expenses provided by or granted pursuant to this Section 21 shall not be deemed exclusive of any other rights to which those seeking indemnification or advancement of expenses may be entitled under the Certificate, any agreement, vote of stockholders or disinterested directors or otherwise, both as to action in such person's official capacity and as to action in another capacity while holding such office, it being the policy of the Corporation that indemnification of the persons specified in Section 21(a) or Section 21(b) shall be made to the fullest extent permitted by applicable law. The provisions of this Section 21 shall not be deemed to preclude the indemnification of, or advancement of expenses to, any person who is not specified in Section 21(a) or Section 21(b) but whom the Corporation has the power or obligation to indemnify under the provisions of the DGCL or otherwise.
- (g) *Insurance.* The Corporation may purchase and maintain insurance on behalf of any person who was or is a director, officer, employee or agent of the Corporation, or a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation, as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise against any liability asserted against such person and incurred by such person in any such capacity, or arising out of such person's status as such, whether or not the Corporation would have the power or the obligation to indemnify, hold harmless or defend such person against such liability under the provisions of this Section 21.
- (h) *Certain Definitions.* For purposes of this Section 21 references to the "Corporation" shall include, in addition to the resulting corporation, any constituent corporation (including any constituent of a constituent) absorbed in a consolidation or merger which, if its separate existence had continued, would have had power and authority to indemnify its directors, officers, employees or agents so that any person who was or is a director, officer, employee or agent of such constituent corporation, or was or is serving at the request of such constituent corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, shall stand in the same position under the provisions of this Section 21 with respect to the resulting or surviving corporation as such person would have with respect to such constituent corporation if its separate existence had continued. For purposes of this Section 21, references to "fines" shall include any excise taxes assessed on a person with respect of any employee

benefit plan; and references to “serving at the request of the Corporation” shall include any service as a director, officer, employee or agent of the Corporation which imposes duties on, or involves services by, such director, officer, employee or agent with respect to an employee benefit plan, its participants or beneficiaries; and a person who acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in the interest of the participants and beneficiaries of an employee benefit plan shall be deemed to have acted in a manner “not opposed to the best interests of the Corporation” as referred to in this Section 21.

- (i) *Survival of Indemnification and Advancement of Expenses.* The indemnification, defense and advancement of expenses provided by, or granted pursuant to, this Section 21 shall, unless otherwise provided when authorized or ratified, continue as to a person who has ceased to be a director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person.
- (j) *Exclusions.* Notwithstanding any provision herein, the Corporation shall not be obligated to make any indemnity in connection with any proceeding (or any part of any proceeding):
 - (i) for which payment has actually been made to or on behalf of the person entitled to indemnification hereunder (the “Indemnitee”) under any statute, insurance policy, indemnity provision, vote or otherwise, except with respect to any excess beyond the amount paid;
 - (ii) for an accounting or disgorgement of profits pursuant to Section 16(b) of the Securities Exchange Act of 1934, as amended, or similar provisions of federal, state or local statutory law or common law, if Indemnitee is held liable therefor (including pursuant to any settlement arrangements);
 - (iii) for any reimbursement of the Corporation by Indemnitee of any bonus or other incentive-based or equity-based compensation or of any profits realized by Indemnitee from the sale of securities of the Corporation, as required in each case under the Securities Exchange Act of 1934, as amended (including any such reimbursements that arise from an accounting restatement of the Corporation pursuant to Section 304 of the Sarbanes-Oxley Act of 2002 (the “Sarbanes-Oxley Act”), or the payment to the Corporation of profits arising from the purchase and sale by Indemnitee of securities in violation of Section 306 of the Sarbanes-Oxley Act), if Indemnitee is held liable therefor (including pursuant to any settlement arrangements);
 - (iv) initiated by Indemnitee, including any proceeding (or any part of any proceeding) initiated by Indemnitee against the Corporation or its directors, officers, employees, agents or other indemnitees, unless (i) the Corporation’s board of directors authorized the proceeding (or the relevant part of the proceeding) prior to its initiation, (ii) the Corporation provides the indemnification, in its sole discretion, pursuant to the powers vested in the Corporation under applicable law, (iii) otherwise authorized in Section 21(e); or (iv) otherwise required by applicable law; or
 - (v) if prohibited by applicable law or the rules and regulations of any securities exchange or stock market on which the securities of the Corporation are listed

or available for trading.

(k) *Contract Rights.*

- (i) The obligations of the Corporation under this Section 21 to indemnify, hold harmless and defend a person who was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, including the duty to advance expenses, shall be considered a contract between the Corporation and such person, and no modification or repeal of any provision of this Section 21 shall affect, to the detriment of such person, such obligations of the Corporation in connection with a claim based on any act or failure to act occurring before such modification or repeal.
 - (ii) If a claim under Section 21(a) or Section 21(b) or Section 21(e) is not paid in full by the Corporation within 90 days after a written claim has been received by the Corporation, except in the case of a claim for an advancement of expenses, in which case the applicable period shall be 45 days, the person making such claim may at any time thereafter bring suit against the Corporation to recover the unpaid amount of the claim. To the fullest extent permitted by applicable law, if successful in whole or in part in any such suit, or in a suit brought by the Corporation to recover an advancement of expenses pursuant to the terms of an undertaking, such person shall be entitled to be paid also the expense of prosecuting or defending such suit. In (i) any suit brought by such person to enforce a right to indemnification hereunder (but not in a suit brought by such person to enforce a right to an advancement of expenses) it shall be a defense, and (ii) in any suit brought by the Corporation to recover an advancement of expenses pursuant to the terms of an undertaking, the Corporation shall be entitled to recover such expenses upon a final adjudication that such person has not met any applicable standard for indemnification set forth in the DGCL. Neither the failure of the Corporation (including its directors who are not parties to such action, a committee of such directors, independent legal counsel or its stockholders) to have made a determination prior to the commencement of such suit that indemnification of such person is proper in the circumstances because such person has met the applicable standard of conduct set forth in the DGCL, nor an actual determination by the Corporation (including its directors who are not parties to such action, a committee of such directors, independent legal counsel or its stockholders) that such person has not met such applicable standard of conduct, shall create a presumption that such person has not met the applicable standard of conduct or, in the case of such a suit brought by such person, be a defense to such suit.
- (l) *Indemnification Agreements.* Without limiting the generality of the foregoing, the Corporation shall have the express authority to enter into such agreements as the Board deems appropriate for the indemnification of present or future directors and officers of the Corporation in connection with their service to, or status with, the Corporation or any other corporation, entity or enterprise with whom such person is serving at the express written request of the Corporation.
- (m) *Limitation.* Notwithstanding anything herein to the contrary, indemnification for liabilities arising under the Securities Act of 1933, as amended (the “Securities Act”)

shall be available only to the extent enforceable under applicable federal law and public policy, and nothing herein shall require indemnification prohibited by the rules of the U.S. Securities and Exchange Commission, stock exchange rules, or other applicable laws.

- (n) *Repeal or Amendment.* Any repeal or modification of this Section 21 shall only be prospective and shall not affect the rights or protections or increase the liability of any director under this Section 21 in effect at the time of the alleged occurrence of any act or omission to act giving rise to liability or indemnification.

Section 22. Forum Selection. To the maximum extent permitted by applicable law, unless the Corporation consents in writing to the selection of an alternative forum, the sole and exclusive forum for (i) any derivative action or proceeding brought on behalf of the Corporation, (ii) any action asserting a claim of breach of a fiduciary duty owed by any director, officer or other employee of the Corporation to the Corporation or the Corporation's stockholders, (iii) an action asserting a claim arising pursuant to any provision of the DGCL, or (iv) any action asserting a claim governed by the internal affairs doctrine shall be the Court of Chancery of the State of Delaware (or, if the Court of Chancery does not have jurisdiction, another state court located within the State of Delaware or, if no state court located within the State of Delaware has jurisdiction, the federal district court for the District of Delaware), in all cases subject to the court's having personal jurisdiction over the indispensable parties named as defendants, and provided that the provisions of this sentence shall not apply with respect to "intra-corporate affairs" and "internal corporate claims" as defined in Section 115 of the DGCL or in connection with any other claim that a stockholder, acting in its capacity as a stockholder or in the right of the Corporation, has brought in an action, suit or proceeding. Notwithstanding the foregoing, the exclusive forum provision will not apply to suits brought to enforce any liability or duty created by the Securities Exchange Act of 1934, as amended, the Securities Act, or any claim for which the federal courts have exclusive or concurrent jurisdiction. Unless the Corporation consents in writing to the selection of an alternative forum, the federal district courts of the United States of America shall be the sole and exclusive forum for the resolution of any complaint asserting a cause of action arising under the Securities Act, or the Securities Exchange Act of 1934, as amended, including, in each case, any and all claims brought either directly or derivatively.

Section 23. Headings. The headings contained herein are for convenience only, do not constitute a part of this Certificate of Incorporation and shall not be deemed to limit or affect any of the provisions hereof.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned has executed this Certificate of Incorporation as of the 7th day of July, 2026.

By:  Richard Détente
Sole Incorporator

CERTIFICATE OF INCORPORATION
of
Prometia, Inc.

The undersigned incorporator, in order to form a corporation under the General Corporation Law of the State of Delaware (the "DGCL"), certifies as follows:

Section 1. Name. The name of the corporation is Prometia, Inc. (the "Corporation").

Section 2. Incorporator; Registered Office and Agent.

- (a) Incorporator. The name and mailing address of the incorporator are Richard Détente, 22, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France. The powers of the incorporator are to terminate upon the filing of this Certificate of Incorporation with the Secretary of State of the State of Delaware, and the initial director of the Corporation shall be as set forth in Section 8.
- (b) Registered Agent. The name and address of the registered agent of the Corporation in the State of Delaware is Corporate Creations Network Inc., 1521 Concord Pike Suite 201 Wilmington, DE 19803, New Castle County, or such other agent and address as the Board of Directors of the Corporation (the "Board") shall from time to time select.

Section 3. Purpose; Business and Powers. The purpose of the Corporation is to engage in any lawful act or activity for which corporations may now or hereafter be organized under the DGCL, including, but not limited to the following:

- (a) The Corporation may at any time exercise such rights, privileges, and powers, when not inconsistent with the purposes and object for which this Corporation is organized.
- (b) The Corporation shall have the power to have succession by its corporate name in perpetuity, or until dissolved and its affairs wound up according to law.
- (c) The Corporation shall have the power to sue and be sued in any court of law or equity.
- (d) The Corporation shall have the power to make contracts.
- (e) The Corporation shall have the power to hold, purchase and convey real and personal estate and to mortgage or lease any such real and personal estate with its franchises. The power to hold real and personal estate shall include the power to take the same by devise or bequest in the State of Delaware, or in any other state, territory or country.
- (f) The Corporation shall have the power to appoint such officers and agents as the affairs of the Corporation shall require and allow them suitable compensation.

- (g) The Corporation shall have the power to make bylaws not inconsistent with the constitution or laws of the United States, or of the State of Delaware, for the management, regulation and government of its affairs and property, the transfer of its stock, the transaction of its business and the calling and holding of meetings of stockholders.
- (h) The Corporation shall have the power to wind up and dissolve itself, or be wound up or dissolved.
- (i) The Corporation shall have the power to adopt and use a common seal or stamp, or to not use such seal or stamp and if one is used, to alter the same. The use of a seal or stamp by the Corporation on any corporate documents is not necessary. The Corporation may use a seal or stamp, if it desires, but such use or non-use shall not in any way affect the legality of the document.
- (j) The Corporation shall have the power to borrow money and contract debts when necessary for the transaction of its business, or for the exercise of its corporate rights, privileges or franchises, or for any other lawful purpose of its incorporation; to issue bonds, promissory notes, bills of exchange, debentures and other obligations and evidence of indebtedness, payable at a specified time or times, or payable upon the happening of a specified event or events, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, or unsecured, for money borrowed, or in payment for property purchased, or acquired, or for another lawful object.
- (k) The Corporation shall have the power to guarantee, purchase, hold, sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of the shares of the capital stock of, or any bonds, securities or evidence in indebtedness created by any other corporation or corporations in the State of Delaware, or any other state or government and, while the owner of such stock, bonds, securities or evidence of indebtedness, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote, if any.
- (l) The Corporation shall have the power to purchase, hold, sell and transfer shares of its own capital stock and use therefore its capital, capital surplus, surplus or other property or fund.
- (m) The Corporation shall have the power to conduct business, have one or more offices and hold, purchase, mortgage and convey real and personal property in the State of Delaware and in any of the several states, territories, possessions and dependencies of the United States, the District of Columbia and in any foreign country.
- (n) The Corporation shall have the power to do all and everything necessary and proper for the accomplishment of the objects enumerated in this Certificate of Incorporation, or any amendments thereof, or necessary or incidental to the protection and benefit of the Corporation and, in general, to carry on any lawful business necessary or incidental to the attainment of the purposes of the Corporation, whether or not such business is similar in nature to the purposes set forth in this Certificate of Incorporation, or any amendment thereof.
- (o) The Corporation shall have the power to make donations for the public welfare or for charitable, scientific or educational purposes.
- (p) The Corporation shall have the power to enter partnerships, general or limited, or joint

ventures, in connection with any lawful activities.

- (q) Notwithstanding Section 141(a) of the DGCL, the Corporation shall have the power to make contracts with one or more current or prospective stockholders (or one or more beneficial owners of stock), in its or their capacity as such, in exchange for such minimum consideration as determined by the Board (which may include inducing stockholders or beneficial owners of stock to take, or refrain from taking, one or more actions); provided that no provision of such contract shall be enforceable against the Corporation to the extent such contract provision is contrary to this Certificate of Incorporation or would be contrary to the laws of the State of Delaware (other than Section 115 of the DGCL) if included in this Certificate of Incorporation. Without limiting the provisions that may be included in any such contracts, the Corporation may agree to: (a) restrict or prohibit itself from taking actions specified in the contract, (b) require the approval or consent of one or more persons or bodies before the Corporation may take actions specified in the contract (which persons or bodies may include the Board or one or more current or future directors, stockholders or beneficial owners of stock of the corporation), and (c) covenant that the Corporation or one or more persons or bodies will take, or refrain from taking, actions specified in the contract (which persons or bodies may include the Board or one or more current or future directors, stockholders or beneficial owners of stock of the Corporation). Solely for purposes of applying the proviso in the first sentence of this Section 3(q), a restriction, prohibition or covenant in any such contract that relates to any specified action shall not be deemed contrary to the laws of the State of Delaware or this Certificate of Incorporation by reason of a provision of the DGCL or this Certificate of Incorporation that authorizes or empowers the Board or any director to take such action. With respect to all contracts made under this Section 3(q), the Corporation shall be subject to the remedies available under the law governing the contract, including for any failure to perform or comply with its agreements under such contract. Nothing in this Section 3(q) shall eliminate fiduciary duties or limit equitable review to the extent required by applicable Delaware law.

Section 4. Capital Stock.

- (a) Classes and Number of Shares. The total number of shares of all classes of stock, which the Corporation shall have authority to issue shall be one hundred million (100,000,000) shares of common stock, par value of \$0.00001 per share (the "Common Stock") and ten million (10,000,000) shares of preferred stock, par value of \$0.00001 per share (the "Preferred Stock").
- (b) Powers and Rights of Common Stock.
- (i) Voting Rights and Powers. With respect to all matters upon which stockholders are entitled to vote or to which stockholders are entitled to give consent, the holders of the outstanding shares of the Common Stock shall be entitled to cast thereon one (1) vote in person or by proxy for each share of the Common Stock standing in his/her name.
- (ii) Dividends and Distributions.
- (A) Cash Dividends. Subject to the rights of holders of Preferred Stock, holders of Common Stock shall be entitled to receive such cash dividends

as may be declared thereon by the Board from time to time out of assets of funds of the Corporation legally available therefore; and

- (B) Other Dividends and Distributions. The Board may issue shares of the Common Stock in the form of a distribution or distributions pursuant to a stock dividend or split-up of the shares of the Common Stock.
- (iii) Other Rights. Except as otherwise required by the DGCL and as may otherwise be provided in this Certificate of Incorporation, each share of the Common Stock shall have identical powers, preferences and rights, including rights in liquidation.
- (c) Classes of Preferred Stock. The powers, preferences, rights, qualifications, limitations and restrictions pertaining to the Preferred Stock, or any series thereof, shall be such as may be fixed, from time to time, by the Board in its sole discretion, authority to do so being hereby expressly vested in the Board. The authority of the Board with respect to each such series of Preferred Stock will include, without limiting the generality of the foregoing, the determination of any or all of the following:
 - (i) The number of shares of any series and the designation to distinguish the shares of such series from the shares of all other series;
 - (ii) the voting powers, if any, of the shares of such series and whether such voting powers are full or limited;
 - (iii) the redemption provisions, if any, applicable to such series, including the redemption price or prices to be paid;
 - (iv) whether dividends, if any, will be cumulative or noncumulative, the dividend rate or rates of such series and the dates and preferences of dividends on such series;
 - (v) the rights of such series upon the voluntary or involuntary dissolution of, or upon any distribution of the assets of, the Corporation;
 - (vi) the provisions, if any, pursuant to which the shares of such series are convertible into, or exchangeable for, shares of any other class or classes or of any other series of the same or any other class or classes of stock, or any other security, of the Corporation or any other corporation or other entity, and the rates or other determinants of conversion or exchange applicable thereto;
 - (vii) the right, if any, to subscribe for or to purchase any securities of the Corporation or any other corporation or other entity;
 - (viii) the provisions, if any, of a sinking fund applicable to such series; and
 - (ix) any other relative, participating, optional or other powers, preferences or rights, and any qualifications, limitations or restrictions thereof, of such series.
- (d) Issuance of the Common Stock and the Preferred Stock. The Board may from time to time authorize by resolution the issuance of any or all shares of the Common Stock and the Preferred Stock herein authorized in accordance with the terms and conditions set

forth in this Certificate of Incorporation for such purposes, in such amounts, to such persons, corporations, or entities, for such consideration and in the case of the Preferred Stock, in one or more series, all as the Board in its discretion may determine and without any vote or other action by the stockholders, except as otherwise required by law. The Board, from time to time, also may authorize, by resolution, options, warrants and other rights convertible into Common or Preferred stock (collectively “securities”). The securities must be issued for such consideration, including cash, property, or services, as the Board may deem appropriate, subject to the requirement that the value of such consideration be no less than the par value of the shares issued. Any shares issued for which the consideration so fixed has been paid or delivered shall be fully paid stock and the holder of such shares shall not be liable for any further call or assessment or any other payment thereon, provided that the actual value of such consideration is not less than the par value of the shares so issued and the judgment of the Board as to the value of such consideration shall be conclusive in the absence of actual fraud. The Board may issue shares of the Common Stock in the form of a distribution or distributions pursuant to a stock dividend or split-up of the shares of the Common Stock only to the then holders of the outstanding shares of the Common Stock.

- (e) Cumulative Voting. Except as otherwise required by applicable law, there shall be no cumulative voting on any matter brought to a vote of stockholders of the Corporation.
- (f) One Class. Except as otherwise required or limited by the DGCL, this Certificate of Incorporation, or any designation for a class of Preferred Stock (which may provide that an alternate vote is required), (i) all shares of capital stock of the Corporation shall vote together as one class on all matters submitted to a vote of the stockholders of the Corporation, other than with respect to any matters that require a separate class vote under the mandatory provisions of Section 242(b)(2) of the DGCL; and (ii) the affirmative vote of a majority of the voting power of all outstanding shares of voting stock entitled to vote in connection with the applicable matter shall be required for approval of such matter.
- (g) Section 242(b)(2) Election. For the avoidance of doubt, the intent of Section 4(f) is, and the operation of Section 4(f) shall be, that, without limitation, except as otherwise required or limited by the DGCL, (i) the number of authorized shares of Common Stock, may be increased or decreased (but not below the number of shares thereof then outstanding) by the affirmative vote of the holders of a majority of the stock of the Corporation entitled to vote irrespective of Section 242(b)(2) of the DGCL, with no vote of any holders of a particular class of stock, voting as a separate class, being required; and (ii) unless otherwise set forth in a certificate of designations for the applicable class of Preferred Stock, the number of authorized shares of any class of Preferred Stock may be increased or decreased (but not below the number of shares thereof then outstanding) by the affirmative vote of the holders of a majority of the stock of the Corporation entitled to vote irrespective of Section 242(b)(2) of the DGCL, with no vote of any holders of a particular class of stock, voting as a separate class, being required.
- (h) No Additional Vote. The Common Stock shall not be entitled to vote on any amendment to a certificate of designations for any class of Preferred Stock if the holders of such affected class of Preferred Stock are entitled to vote on the amendment. No series or class of Preferred Stock shall be entitled to vote on any amendment to a certificate of designations for any other series or class of Preferred Stock if the holders of such other affected series or class of Preferred Stock are entitled to vote on the amendment. Except

as otherwise required by the DGCL, this Certificate of Incorporation, or the applicable certificate of designations, the Common Stock shall not be entitled to vote separately as a class on any amendment to a certificate of designations for any class or series of Preferred Stock solely because holders of such affected class or series are entitled to vote thereon.

Section 5. Preemptive Right. No stockholders of the Corporation shall have any preemptive or other right to subscribe for any additional unissued or treasury shares of stock or for other securities of any class, or for rights, warrants or options to purchase stock, or for scrip, or for securities of any kind convertible into stock or carrying stock purchase warrants or privileges unless so authorized by the Corporation in a written agreement to which the Corporation is a party.

Section 6. Adoption of Bylaws. In the furtherance and not in limitation of the powers conferred by statute and subject to Section 7, the Board is expressly authorized to adopt, repeal, rescind, alter or amend in any respect the bylaws of the Corporation (the "Bylaws").

Section 7. Stockholder Amendment of Bylaws. Notwithstanding Section 6, the Bylaws may also be adopted, repealed, rescinded, altered or amended in any respect by the stockholders of the Corporation, but only by the affirmative vote of the holders of a majority of the voting power of all outstanding shares of voting stock, regardless of class and voting together as a single voting class.

Section 8. Board of Directors. The business and affairs of the Corporation shall be managed by and under the direction of the Board. The first Board shall initially consist of one person. The initial director of the Corporation shall be Richard Détente and his address is 22, boulevard Maeshherbes, 75008 Paris, France. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, the number of directors of the Corporation may be amended from time to time as set forth in the Bylaws. The exact number of directors shall be fixed from time to time by the Board pursuant to resolution adopted by a majority of the full Board. Directors need not be stockholders.

Section 9. Powers of Board.

- (a) In furtherance and not in limitation of the powers conferred by the DGCL, the Board is expressly authorized and empowered:
 - (i) To make, alter, amend, and repeal the Bylaws;
 - (ii) Subject to the applicable provisions of the Bylaws then in effect, to determine, from time to time, whether and to what extent, and at what times and places, and under what conditions and regulations, the accounts and books of the Corporation, or any of them, shall be open to stockholder inspection, provided that no stockholder shall have any right to inspect any of the accounts, books or documents of the Corporation, except as permitted by law, unless and until authorized to do so by resolution of the Board or of the stockholders of the Corporation, and provided that nothing in this Section 9(a)(ii) shall limit, restrict, condition or impair any stockholder's rights under Section 220 of the DGCL or any director's inspection rights under applicable Delaware law;
 - (iii) To authorize and issue, without stockholder consent, obligations of the

Corporation, secured and unsecured, under such terms and conditions as the Board, in its sole discretion, may determine, and to pledge or mortgage, as security therefore, any real or personal property of the Corporation, including after-acquired property;

- (iv) To determine whether any and, if so, what part of the earned surplus of the Corporation shall be paid in dividends to the stockholders, and to direct and determine other use and disposition of any such earned surplus;
 - (v) To fix, from time to time, the amount of the profits of the Corporation to be reserved as working capital or for any other lawful purpose;
 - (vi) To establish bonus, profit-sharing, stock option, or other types of incentive compensation plans for the employees, including officers and directors, of the Corporation, and to fix the amount of profits to be shared or distributed, and to determine the persons to participate in any such plans and the amount of their respective participations;
 - (vii) to designate, by resolution or resolutions passed by a majority of the whole Board, one or more committees, each consisting of one or more directors, which, to the extent permitted by law and authorized by the resolution or the Bylaws, shall have and may exercise the powers of the Board; and
 - (viii) To provide for the reasonable compensation of its own members by Bylaw, and to fix the terms and conditions upon which such compensation will be paid.
- (b) In addition to the powers and authority hereinbefore, or by statute, expressly conferred upon it, the Board may exercise all such powers and do all such acts and things as may be exercised or done by the Corporation, subject, nevertheless, to the provisions of the laws of the State of Delaware, of this Certificate of Incorporation, and of the Bylaws of the Corporation.

Section 10. Interested Directors. No act or transaction involving the Corporation and any director, officer, controlling stockholder or other interested person shall be void or voidable solely by reason of such interest or relationship if such act or transaction is authorized, approved, ratified, or otherwise protected to the fullest extent permitted by Section 144 of the DGCL and other applicable Delaware law. Nothing in this Section 10 shall limit any rights, remedies, fiduciary duties, or judicial review preserved by Section 144 of the DGCL or other applicable law.

Section 11. Term of Board of Directors. Except as otherwise required by applicable law, each director shall serve for a term ending on first anniversary of their date of election, provided that, notwithstanding the foregoing provisions of this Section 11 each director shall serve until their successor is elected and qualified or until his or her earlier death, resignation or removal. All directors shall have equal standing. Notwithstanding the foregoing provisions of this Section 11, no decrease in the authorized number of directors shall shorten the term of any incumbent director; and additional directors, elected in connection with rights to elect such additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, shall not be included in any class, but shall serve for such term or terms and pursuant to such other provisions as are specified in the resolution of the Board establishing such class or series.

Section 12. Vacancies on Board of Directors. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, newly created directorships resulting from any increase in the number of directors, or any vacancies on the Board resulting from death, resignation, removal, or other causes, shall be filled by a majority of the directors then in office, even if less than a quorum, or by a sole remaining director. Any director elected in accordance with the preceding sentence shall hold office for the remainder of the full term of directors in which the new directorship was created or the vacancy occurred and until such director's successor shall have been elected and qualified or until such director's death, resignation or removal, whichever first occurs.

Section 13. Removal of Directors. Except as may otherwise be provided in connection with rights to elect additional directors under specified circumstances, which may be granted to the holders of any class or series of Preferred Stock, any director may be removed from office, with or without cause, only by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the voting power of the issued and outstanding stock entitled to vote. Failure of an incumbent director to be nominated to serve an additional term of office shall not be deemed a removal from office requiring any stockholder vote.

Section 14. Stockholder Action by Written Consent. Except as otherwise provided in this Certificate of Incorporation, or any certificate of designations with respect to a vote of a class or series of Preferred Stock, unless the Board has approved in advance the taking of such action by written consent any action required or permitted to be taken by stockholders shall be taken only at a duly called annual or special meeting. If the Board so approves action by written consent, such action may be taken by written consent in accordance with Section 228 of the DGCL and all other applicable requirements of law.

Section 15. Special Stockholder Meetings. Special meetings of the stockholders of the Corporation for any purpose or purposes may be called at any time by a majority of the Board. Special meetings may not be called by any other person or persons. Each special meeting shall be held at such date and time as is requested by Board, within the limits fixed by law.

Section 16. Location of Stockholder Meetings. Meetings of stockholders of the Corporation may be held within or without the State of Delaware, as the Bylaws may provide. The books of the Corporation may be kept (subject to any provision of the DGCL) outside the State of Delaware at such place or places as may be designated from time to time by the Board or in the Bylaws.

Section 17. Private Property of Stockholders. The private property of the stockholders shall not be subject to the payment of corporate debts to any extent whatever and the stockholders shall not be personally liable for the payment of the Corporation's debts.

Section 18. Amendments. The Corporation reserves the right to adopt, repeal, rescind, alter or amend in any respect any provision contained in this Certificate of Incorporation in the manner now or hereafter prescribed by applicable law and all rights conferred on stockholders herein granted subject to this reservation.

Section 19. Term of Existence. The Corporation is to have perpetual existence.

Section 20. Liability of Directors and Officers. To the maximum extent permitted by the DGCL, no director or officer (as defined in Section 102(b)(7) of the DGCL) of this Corporation

shall have personal liability to the Corporation or any of its stockholders for monetary damages for breach of any fiduciary duty, including without limitation, the duty of care, as a director or officer involving any act or omission of any such director or officer, provided that the foregoing provision shall not eliminate or limit the liability (i) of a director or officer for any breach of the director's or officer's duty of loyalty to the Corporation or its stockholders, (ii) of a director or officer for acts or omissions not in good faith or, which involve intentional misconduct or a knowing violation of law, (iii) of a director under Section 174 of the DGCL (or any successor statute or section thereto); (iv) of a director or officer for any transaction from which the director or officer derived an improper personal benefit; or (v) of an officer in any action by or in the right of the Corporation. Any repeal or modification of this Section 20 by the stockholders of the Corporation shall be prospective only and shall not adversely affect any limitation on the personal liability of a director or officer of the Corporation for acts or omissions prior to such repeal or modification.

Section 21. Indemnification.

- (a) *Indemnification in Actions, Suits or Proceedings other than those by or in the Right of the Corporation.* Subject to Section 21(c) and Section 21(j), the Corporation shall, to the fullest extent permitted by the DGCL and applicable Delaware law as in effect at any time, indemnify, hold harmless and defend any person who: (i) was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, and (ii) was or is a party or is threatened to be made a party to, or was or is otherwise directly involved in (including as a witness), any threatened, pending or completed action, suit or proceeding, whether civil, criminal, administrative or investigative (other than an action by or in the right of the Corporation) by reason of the fact that such person was or is a director or officer of the Corporation or any direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, whether the basis of such proceeding is alleged action in an official capacity or in any other capacity, against expenses, judgments, fines and amounts paid in settlement actually and reasonably incurred by such person in connection with such action, suit or proceeding if such person acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, and, with respect to any criminal action or proceeding, had no reasonable cause to believe such person's conduct was unlawful. The termination of any action, suit or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or upon a plea or nolo contendere or its equivalent, shall not, of itself, create a presumption that the person did not act in good faith and in a manner which such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, and, with respect to any criminal action or proceeding, had reasonable cause to believe that such person's conduct was unlawful.
- (b) *Indemnification in Actions, Suits or Proceedings by or in the Right of the Corporation.* Subject to Section 21(c) and Section 21(j), the Corporation shall indemnify, hold harmless and defend any person who: (i) was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, and (ii) was or is a party or is threatened to be made a party to, or was or is otherwise directly involved in (including as a witness), any threatened, pending or completed action or suit by or in the right of the Corporation to procure a judgment in its favor by reason of the fact that such person was or is a director or officer of the

Corporation or any direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, and whether the basis of such action, suit or proceeding is alleged action in an official capacity or in any other capacity, against expenses actually and reasonably incurred by such person in connection with the defense or settlement of such action or suit if such person acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation; except that no indemnification shall be made in respect of any claim, issue or matter as to which such person shall have been adjudged to be liable to the Corporation unless and only to the extent that the Courts in the State of Delaware or the court in which such action or suit was brought shall determine upon application that, despite the adjudication of liability but in view of all the circumstances of the case, such person is fairly and reasonably entitled to indemnity for such expenses which the Court in the State of Delaware or such other court shall deem proper.

- (c) *Authorization of Indemnification.* Any indemnification or defense under this Section 21 (unless ordered by a court) shall be made by the Corporation only as authorized in the specific case upon a determination that indemnification of the director or officer is proper in the circumstances because such person has met the applicable standard of conduct set forth in Section 21(a) or Section 21(b), as the case may be. Such determination shall be made, with respect to a person who is a director or officer at the time of such determination,: (i) by directors constituting a majority of the Board and who are not parties to such action, suit or proceeding, even though less than a quorum, or (ii) by a committee of such directors, being comprised of directors who are not parties to such action, suit or proceeding, and which committee is designated by a majority of the Board who are not parties to such action, suit or proceeding, even though less than a quorum, or (iii) if there are no such directors, or if such directors so direct, by independent legal counsel in a written opinion, or (iv) by the stockholders. Such determination shall be made, with respect to former directors and officers, by any person or persons having the authority to act on the matter on behalf of the Corporation. To the extent, however, that a present or former director or officer of the Corporation has been successful on the merits or otherwise in defense of any action, suit or proceeding set forth in Section 21(a) or Section 21(b) or in defense of any claim, issue or matter therein, such person shall be indemnified against expenses actually and reasonably incurred by such person in connection therewith, without the necessity of authorization in the specific case.
- (d) *Good Faith Defined.* For purposes of any determination under Section 21(b), a person shall be deemed to have acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, or, with respect to any criminal action or proceeding, to have had no reasonable cause to believe such person's conduct was unlawful, if such person's action is based on good faith reliance on the records or books of account of the Corporation or another enterprise, or on information supplied to such person by the officers of the Corporation or another enterprise in the course of their duties, or on the advice of legal counsel for the Corporation or another enterprise or on information or records given or reports made to the Corporation or another enterprise by an independent certified public accountant or by an appraiser or other expert selected with reasonable care by the Corporation or another enterprise. The term "another enterprise" as used in this Section 21(d) shall mean any other corporation or any partnership, limited liability company, joint venture,

trust, employee benefit plan or other enterprise of which such person was or is serving at the request of the Corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent. The provisions of this Section 21(d) shall not be deemed to be exclusive or to limit in any way the circumstances in which a person may be deemed to have met the applicable standard of conduct set forth in Section 21(a) or Section 21(b), as the case may be.

- (e) *Expenses Payable in Advance.* Expenses incurred by a current or former director or officer in defending any action, suit or proceeding described in Section 21(a) or Section 21(b) shall be paid by the Corporation in advance of the final disposition of such action, suit or proceeding upon receipt of an undertaking by or on behalf of such director or officer to repay such amount if it shall ultimately be determined that such person is not entitled to be indemnified by the Corporation as authorized in this Section 21.
- (f) *Non-exclusivity of Indemnification and Advancement of Expenses.* The indemnification, defense and advancement of expenses provided by or granted pursuant to this Section 21 shall not be deemed exclusive of any other rights to which those seeking indemnification or advancement of expenses may be entitled under the Certificate, any agreement, vote of stockholders or disinterested directors or otherwise, both as to action in such person's official capacity and as to action in another capacity while holding such office, it being the policy of the Corporation that indemnification of the persons specified in Section 21(a) or Section 21(b) shall be made to the fullest extent permitted by applicable law. The provisions of this Section 21 shall not be deemed to preclude the indemnification of, or advancement of expenses to, any person who is not specified in Section 21(a) or Section 21(b) but whom the Corporation has the power or obligation to indemnify under the provisions of the DGCL or otherwise.
- (g) *Insurance.* The Corporation may purchase and maintain insurance on behalf of any person who was or is a director, officer, employee or agent of the Corporation, or a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, or was or is serving at the request of the Corporation, as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise against any liability asserted against such person and incurred by such person in any such capacity, or arising out of such person's status as such, whether or not the Corporation would have the power or the obligation to indemnify, hold harmless or defend such person against such liability under the provisions of this Section 21.
- (h) *Certain Definitions.* For purposes of this Section 21 references to the "Corporation" shall include, in addition to the resulting corporation, any constituent corporation (including any constituent of a constituent) absorbed in a consolidation or merger which, if its separate existence had continued, would have had power and authority to indemnify its directors, officers, employees or agents so that any person who was or is a director, officer, employee or agent of such constituent corporation, or was or is serving at the request of such constituent corporation as a director, officer, employee, partner, member or agent of another corporation, partnership, limited liability company, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, shall stand in the same position under the provisions of this Section 21 with respect to the resulting or surviving corporation as such person would have with respect to such constituent corporation if its separate existence had continued. For purposes of this Section 21, references to "fines" shall include any excise taxes assessed on a person with respect of any employee

benefit plan; and references to “serving at the request of the Corporation” shall include any service as a director, officer, employee or agent of the Corporation which imposes duties on, or involves services by, such director, officer, employee or agent with respect to an employee benefit plan, its participants or beneficiaries; and a person who acted in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in the interest of the participants and beneficiaries of an employee benefit plan shall be deemed to have acted in a manner “not opposed to the best interests of the Corporation” as referred to in this Section 21.

- (i) *Survival of Indemnification and Advancement of Expenses.* The indemnification, defense and advancement of expenses provided by, or granted pursuant to, this Section 21 shall, unless otherwise provided when authorized or ratified, continue as to a person who has ceased to be a director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person.
- (j) *Exclusions.* Notwithstanding any provision herein, the Corporation shall not be obligated to make any indemnity in connection with any proceeding (or any part of any proceeding):
 - (i) for which payment has actually been made to or on behalf of the person entitled to indemnification hereunder (the “Indemnitee”) under any statute, insurance policy, indemnity provision, vote or otherwise, except with respect to any excess beyond the amount paid;
 - (ii) for an accounting or disgorgement of profits pursuant to Section 16(b) of the Securities Exchange Act of 1934, as amended, or similar provisions of federal, state or local statutory law or common law, if Indemnitee is held liable therefor (including pursuant to any settlement arrangements);
 - (iii) for any reimbursement of the Corporation by Indemnitee of any bonus or other incentive-based or equity-based compensation or of any profits realized by Indemnitee from the sale of securities of the Corporation, as required in each case under the Securities Exchange Act of 1934, as amended (including any such reimbursements that arise from an accounting restatement of the Corporation pursuant to Section 304 of the Sarbanes-Oxley Act of 2002 (the “Sarbanes-Oxley Act”), or the payment to the Corporation of profits arising from the purchase and sale by Indemnitee of securities in violation of Section 306 of the Sarbanes-Oxley Act), if Indemnitee is held liable therefor (including pursuant to any settlement arrangements);
 - (iv) initiated by Indemnitee, including any proceeding (or any part of any proceeding) initiated by Indemnitee against the Corporation or its directors, officers, employees, agents or other indemnitees, unless (i) the Corporation’s board of directors authorized the proceeding (or the relevant part of the proceeding) prior to its initiation, (ii) the Corporation provides the indemnification, in its sole discretion, pursuant to the powers vested in the Corporation under applicable law, (iii) otherwise authorized in Section 21(e); or (iv) otherwise required by applicable law; or
 - (v) if prohibited by applicable law or the rules and regulations of any securities exchange or stock market on which the securities of the Corporation are listed

or available for trading.

(k) *Contract Rights.*

- (i) The obligations of the Corporation under this Section 21 to indemnify, hold harmless and defend a person who was or is a director or officer of the Corporation or was or is a director or officer of a direct or indirect wholly owned subsidiary of the Corporation, including the duty to advance expenses, shall be considered a contract between the Corporation and such person, and no modification or repeal of any provision of this Section 21 shall affect, to the detriment of such person, such obligations of the Corporation in connection with a claim based on any act or failure to act occurring before such modification or repeal.
 - (ii) If a claim under Section 21(a) or Section 21(b) or Section 21(e) is not paid in full by the Corporation within 90 days after a written claim has been received by the Corporation, except in the case of a claim for an advancement of expenses, in which case the applicable period shall be 45 days, the person making such claim may at any time thereafter bring suit against the Corporation to recover the unpaid amount of the claim. To the fullest extent permitted by applicable law, if successful in whole or in part in any such suit, or in a suit brought by the Corporation to recover an advancement of expenses pursuant to the terms of an undertaking, such person shall be entitled to be paid also the expense of prosecuting or defending such suit. In (i) any suit brought by such person to enforce a right to indemnification hereunder (but not in a suit brought by such person to enforce a right to an advancement of expenses) it shall be a defense, and (ii) in any suit brought by the Corporation to recover an advancement of expenses pursuant to the terms of an undertaking, the Corporation shall be entitled to recover such expenses upon a final adjudication that such person has not met any applicable standard for indemnification set forth in the DGCL. Neither the failure of the Corporation (including its directors who are not parties to such action, a committee of such directors, independent legal counsel or its stockholders) to have made a determination prior to the commencement of such suit that indemnification of such person is proper in the circumstances because such person has met the applicable standard of conduct set forth in the DGCL, nor an actual determination by the Corporation (including its directors who are not parties to such action, a committee of such directors, independent legal counsel or its stockholders) that such person has not met such applicable standard of conduct, shall create a presumption that such person has not met the applicable standard of conduct or, in the case of such a suit brought by such person, be a defense to such suit.
- (l) *Indemnification Agreements.* Without limiting the generality of the foregoing, the Corporation shall have the express authority to enter into such agreements as the Board deems appropriate for the indemnification of present or future directors and officers of the Corporation in connection with their service to, or status with, the Corporation or any other corporation, entity or enterprise with whom such person is serving at the express written request of the Corporation.
- (m) *Limitation.* Notwithstanding anything herein to the contrary, indemnification for liabilities arising under the Securities Act of 1933, as amended (the “Securities Act”)

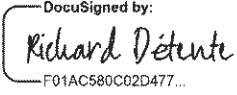
shall be available only to the extent enforceable under applicable federal law and public policy, and nothing herein shall require indemnification prohibited by the rules of the U.S. Securities and Exchange Commission, stock exchange rules, or other applicable laws.

- (n) *Repeal or Amendment.* Any repeal or modification of this Section 21 shall only be prospective and shall not affect the rights or protections or increase the liability of any director under this Section 21 in effect at the time of the alleged occurrence of any act or omission to act giving rise to liability or indemnification.

Section 22. Forum Selection. To the maximum extent permitted by applicable law, unless the Corporation consents in writing to the selection of an alternative forum, the sole and exclusive forum for (i) any derivative action or proceeding brought on behalf of the Corporation, (ii) any action asserting a claim of breach of a fiduciary duty owed by any director, officer or other employee of the Corporation to the Corporation or the Corporation's stockholders, (iii) an action asserting a claim arising pursuant to any provision of the DGCL, or (iv) any action asserting a claim governed by the internal affairs doctrine shall be the Court of Chancery of the State of Delaware (or, if the Court of Chancery does not have jurisdiction, another state court located within the State of Delaware or, if no state court located within the State of Delaware has jurisdiction, the federal district court for the District of Delaware), in all cases subject to the court's having personal jurisdiction over the indispensable parties named as defendants, and provided that the provisions of this sentence shall not apply with respect to "intra-corporate affairs" and "internal corporate claims" as defined in Section 115 of the DGCL or in connection with any other claim that a stockholder, acting in its capacity as a stockholder or in the right of the Corporation, has brought in an action, suit or proceeding. Notwithstanding the foregoing, the exclusive forum provision will not apply to suits brought to enforce any liability or duty created by the Securities Exchange Act of 1934, as amended, the Securities Act, or any claim for which the federal courts have exclusive or concurrent jurisdiction. Unless the Corporation consents in writing to the selection of an alternative forum, the federal district courts of the United States of America shall be the sole and exclusive forum for the resolution of any complaint asserting a cause of action arising under the Securities Act, or the Securities Exchange Act of 1934, as amended, including, in each case, any and all claims brought either directly or derivatively.

Section 23. Headings. The headings contained herein are for convenience only, do not constitute a part of this Certificate of Incorporation and shall not be deemed to limit or affect any of the provisions hereof.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned has executed this Certificate of Incorporation as of the 7th day of July, 2026.

By:  F01AC580C02D477...
Richard Déténte
Sole Incorporator

State of Delaware
Secretary of State
Division of Corporations
Delivered 03:42 PM 07/17/2026
FILED 03:42 PM 07/17/2026
SR 20263764699 - File Number 10697313

**Certificate of Designations of Preferences and Rights
Of
Series A Preferred Stock
Of
Prometia, Inc.
a Delaware corporation**

Pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware, the undersigned Chief Executive Officer of Prometia, Inc. (the "Corporation"), a corporation organized and existing under the laws of the State of Delaware, does hereby file this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock (this "Certificate of Designations") and DOES HEREBY CERTIFY that pursuant to the authority contained in the Corporation's Certificate of Incorporation, and pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware and in accordance with the provisions of the resolution creating a series of the class of the Corporation's authorized Preferred Stock designated as Series A Preferred Stock, as follows:

FIRST: The Certificate of Incorporation of the Corporation authorizes the issuance by the Corporation of 100,000,000 shares of common stock, \$0.00001 par value per share (the "Common Stock") and 10,000,000 shares of preferred stock, par value \$0.00001 per share (the "Preferred Stock"), and, further, authorizes the Board of Directors of the Corporation, by resolution or resolutions, at any time and from time to time, to divide and establish any or all of the unissued shares of Preferred Stock not then allocated to any series into one or more series and, without limiting the generality of the foregoing, to fix and determine the designation of each such share, the number of shares which shall constitute such series and certain preferences, limitations and relative rights of the shares of each series so established.

SECOND: By unanimous written consent of the Board of Directors of the Corporation dated July 15, 2026, the Board of Directors designated 10,000 shares of the Preferred Stock as Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the "Series A Preferred Stock"), pursuant to a resolution providing that a series of preferred stock of the Corporation be and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the shares of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as follows:

SERIES A PREFERRED STOCK

Section 1. Powers and Rights of Series A Preferred Stock. There is hereby designated a class of Preferred Stock of the Corporation as the Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Corporation (the "Series A Preferred Stock"). The number of shares, powers, terms, conditions, designations, preferences and privileges, relative, participating, optional and other special rights, and qualifications, limitations and restrictions, if any, of the Series A Preferred Stock shall be as set forth

in this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock (this "Certificate of Designations"). For purposes hereon, a holder of one or more shares of Series A Preferred Stock shall be referred to as a "Series A Holder."

(a) Number. The number of authorized shares of the Series A Preferred Stock is ten thousand (10,000) shares.

(b) Vote. Other than as set forth in Section 1(g) and Section 1(h), all of the shares of Series A Preferred Stock issued and outstanding at any time shall, collectively, shall have a number of votes at any time equal to (1) the total number of votes then held or entitled to be made by all other equity securities of the Corporation, including, without limitation, the common stock, par value \$0.00001 per share, of the Corporation (the "Common Stock"), debt securities of the Corporation or pursuant to any other agreement, contract or understanding of the Corporation, multiplied by (2) 1.004, which total number of votes for the Series A Preferred Stock shall be apportioned pro rata between the shares of Series A Preferred Stock. The Series A Preferred Stock shall vote on any matter submitted to the holders of the Common Stock, or any class thereof, for a vote, and shall vote together with the Common Stock, or any class thereof, as applicable, on such matter for as long as any shares of Series A Preferred Stock are issued and outstanding. The Series A Preferred Stock shall not have the right to vote on any matter as to which solely another class of Preferred Stock of the Corporation is entitled to vote pursuant to the certificate of designations of such other class of Preferred Stock of the Corporation.

(c) No Conversion. The Series A Preferred Stock shall not be convertible into shares of any other class of stock of the Corporation.

(d) No Dividends. The Series A Preferred Stock shall not be entitled to receive any dividends paid on any other class of stock of the Corporation.

(e) No Preferences upon Liquidation. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Corporation, either voluntarily or involuntarily, a merger or consolidation of the Corporation wherein the Corporation is not the surviving entity, or a sale of all or substantially all of the assets of the Corporation, the Series A Preferred Stock shall not be entitled to receive any distribution of any of the assets or surplus funds of the Corporation and shall not participate with the Common Stock or any other class of stock of the Corporation therein.

(f) No Participation. The Series A Preferred Stock shall not participate in any distributions or payments to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation and shall have no economic interest in the Corporation, other than the rights as set forth herein.

(g) Amendment. The Corporation may not, and shall not, amend this Certificate of Designations without the prior written consent of the Series A Holders, voting separately as a single class, in person or by proxy, either in writing without a meeting or at an annual or a special meeting of the Series A Holders, and with each share of Series A Stock having one vote on any such matter.

(h) Protective Provisions. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series A Holders, with each share of Series A Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of this Certificate of Designations, including

by merger, consolidation or otherwise, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series A Holders, with each share of Series A Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Corporation's Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series A Preferred Stock, as reasonably determined by the Series A Holders, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect.

(i) No Transfer. The shares of Series A Preferred Stock may not be transferred by the original Series A Holder to whom the applicable shares of Series A Preferred Stock are initially issued by the Corporation, and any attempted transfer of such shares of Series A Preferred Stock, whether voluntary or by operation of law or otherwise, shall be void *ab initio* and of no force or effect and the Corporation shall not recognize the purposed transferee thereof as the holder of the applicable shares of Series A Preferred Stock, and such shares of Series A Preferred Stock shall be deemed automatically redeemed by the Corporation as of immediately prior to any such transfer or attempted transfer, and the applicable Series A Holder shall thereafter be entitled to receive solely a redemption price of \$0.00001 per share of Series A Preferred Stock therefor.

Section 2. Miscellaneous.

(a) Legend. Any certificates representing the Series A Preferred Stock shall bear a restrictive legend in substantially the following form (and a stop transfer order may be placed against transfer of such stock certificates):

THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS AGREEMENT HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED, NOR REGISTERED NOR QUALIFIED UNDER ANY STATE SECURITIES LAWS. SUCH SECURITIES MAY NOT BE OFFERED FOR SALE, SOLD, DELIVERED AFTER SALE, TRANSFERRED, PLEDGED, OR HYPOTHECATED UNLESS QUALIFIED AND REGISTERED UNDER APPLICABLE STATE AND FEDERAL SECURITIES LAWS OR UNLESS, IN THE OPINION OF COUNSEL REASONABLY SATISFACTORY TO THE COMPANY, SUCH QUALIFICATION AND REGISTRATION IS NOT REQUIRED. ANY TRANSFER OF THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS CERTIFICATE IS FURTHER SUBJECT TO OTHER RESTRICTIONS, TERMS AND CONDITIONS WHICH ARE SET FORTH HEREIN.

(b) Lost or Mutilated Series A Preferred Stock Certificate. If the certificate for the Series A Preferred Stock held by a Series A Holder shall be mutilated, lost, stolen or destroyed, the Corporation shall execute and deliver, in exchange and substitution for and upon cancellation of a mutilated certificate, or in lieu of or in substitution for a lost, stolen or destroyed certificate, a new certificate for the share(s) of Series A Preferred Stock so mutilated, lost, stolen or destroyed but only upon receipt of evidence of such loss, theft or destruction of such certificate, and of the ownership hereof, and indemnity, if requested, all reasonably satisfactory to the Corporation.

(c) Interpretation. Subject to any limitations set forth in the Certificate of Incorporation and bylaws of the Corporation, if a Series A Holder shall commence an action or proceeding to enforce any provisions of this Certificate of Designations, then the prevailing party in such action or proceeding shall be reimbursed by the other party for its attorneys' fees and other costs and expenses incurred with the investigation, preparation and prosecution of such action or proceeding.

(d) Waiver. Any waiver by the Corporation or a Series A Holder of a breach of any provision of this Certificate of Designations shall not operate as or be construed to be a waiver of any other breach of such provision or of any breach of any other provision of this Certificate of Designations. The failure of the Corporation or a Series A Holder to insist upon strict adherence to any term of this Certificate of Designations on one or more occasions shall not be considered a waiver or deprive that party of the right thereafter to insist upon strict adherence to that term or any other term of this Certificate of Designations. Any waiver must be in writing.

(e) Severability. If any provision of this Certificate of Designations is invalid, illegal or unenforceable, the balance of this Certificate of Designations shall remain in effect, and if any provision is inapplicable to any person or circumstance, it shall nevertheless remain applicable to all other persons and circumstances. If it shall be found that any interest or other amount deemed interest due hereunder violates applicable laws governing usury, the applicable rate of interest due hereunder shall automatically be lowered to equal the maximum permitted rate of interest.

IN WITNESS WHEREOF, Prometia, Inc. has caused this Certificate of Designations to be signed by a duly authorized officer on this 15th day of July, 2026

Prometia, Inc.

DocuSigned by:

F01AC580C02D477...

Name: Richard Détente

Title: Chief Executive Officer

State of Delaware
Secretary of State
Division of Corporations
Delivered 03:53 PM 07/17/2026
FILED 03:53 PM 07/17/2026
SR 20263764902 - File Number 10697313

**Certificate of Designations of Preferences and Rights
Of
Series B Preferred Stock
Of
Prometia, Inc.
a Delaware corporation**

Pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware, the undersigned Chief Executive Officer of Prometia, Inc. (the "Corporation"), a corporation organized and existing under the laws of the State of Delaware, does hereby file this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock (this "Certificate of Designations") and DOES HEREBY CERTIFY that pursuant to the authority contained in the Corporation's Certificate of Incorporation, and pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware and in accordance with the provisions of the resolution creating a series of the class of the Corporation's authorized Preferred Stock designated as Series B Preferred Stock, as follows:

FIRST: The Certificate of Incorporation of the Corporation authorizes the issuance by the Corporation of 100,000,000 shares of common stock, \$0.00001 par value per share (the "Common Stock") and 10,000,000 shares of preferred stock, par value \$0.00001 per share (the "Preferred Stock"), and, further, authorizes the Board of Directors of the Corporation, by resolution or resolutions, at any time and from time to time, to divide and establish any or all of the unissued shares of Preferred Stock not then allocated to any series into one or more series and, without limiting the generality of the foregoing, to fix and determine the designation of each such share, the number of shares which shall constitute such series and certain preferences, limitations and relative rights of the shares of each series so established.

SECOND: By unanimous written consent of the Board of Directors of the Corporation dated July 15, 2026, the Board of Directors designated 100 shares of the Preferred Stock as Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the "Series B Preferred Stock"), pursuant to a resolution providing that a series of preferred stock of the Corporation be and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the shares of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as follows:

SERIES B PREFERRED STOCK

Section 1. Powers and Rights of Series B Preferred Stock. There is hereby designated a class of Preferred Stock of the Corporation as the Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Corporation (the "Series B Preferred Stock"). The number of shares, powers, terms, conditions, designations, preferences and privileges, relative, participating, optional and other special rights, and qualifications, limitations and restrictions, if any, of the Series B Preferred Stock shall be as set forth

in this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock (this “Certificate of Designations”). For purposes hereon, a holder of one or more shares of Series B Preferred Stock shall be referred to as a “Series B Holder.”

(a) Number. The number of authorized shares of the Series B Preferred Stock is one hundred (100) shares.

(b) Vote. Other than as set forth in Section 1(h) and Section 1(i), the Series B Preferred Stock shall not have any right to vote on any submitted to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation.

(c) No Conversion. The Series B Preferred Stock shall not be convertible into shares of any other class of stock of the Corporation.

(d) No Dividends. Other than as set forth in Section 1(f), the Series B Preferred Stock shall not be entitled to receive any dividends paid on any other class of stock of the Corporation.

(e) No Participation. Other than as set forth in Section 1(f), the Series B Preferred Stock shall not participate in any distributions or payments to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation and shall have no economic interest in the Corporation, other than the rights as set forth herein.

(f) Share Dividends.

(i) For purposes herein:

(A) “GAAP” means United States generally accepted accounting principles, consistently applied.

(B) “NAV” means Total Assets minus Total Liabilities.

(C) “Total Assets” means, as of any date of determination, the total book value of all assets of the Corporation and its subsidiaries on a consolidated basis, determined in accordance with GAAP. Without limiting the generality of the foregoing, Total Assets shall include (1) cash, cash equivalents, marketable securities, accounts receivable (net of allowances for doubtful accounts), inventories, and prepaid expenses, (2) all land, buildings, machinery, equipment, and leasehold improvements, recorded at cost less accumulated depreciation and depletion, (3) all operating and finance lease assets recognized on the balance sheet of the Corporation; (4) all identifiable intangible assets (such as patents, trademarks, and intellectual property) net of accumulated amortization, plus the excess of purchase price over the fair value of net identifiable assets acquired in a business combination (Goodwill); and (5) all long-term investments, deferred tax assets, and other miscellaneous long-term assets.

(D) “Total Liabilities” means, as of any date of determination, the aggregate of all obligations, debts, and liabilities of the Corporation and its subsidiaries on a consolidated basis, which would appear as a liability on a balance sheet prepared in accordance with GAAP. Without limiting the generality of the

foregoing, Total Liabilities shall include: (1) all obligations due within one year or the normal operating cycle, including accounts payable, accrued expenses, short-term debt, commercial paper, the current portion of long-term debt, and deferred revenue (unearned revenue); (2) the principal amount of, and accrued interest on, all funded indebtedness, bonds, debentures, notes, and term loans with a maturity date exceeding one year, (3) the present value of future lease payments for both operating and finance leases recognized on the balance sheet of the Corporation, and (4) long-term deferred tax liabilities, pension and post-retirement benefit obligations, asset retirement obligations, and long-term contingent liabilities that are probable and reasonably estimable.

- (ii) Within thirty days of the end of each fiscal year of the Corporation, the Board of Directors of the Corporation (the “Board”) shall select and engage an independent accounting firm experienced in the determination of NAV (the “Accounting Firm”), and shall direct the Accounting Firm to determine the NAV of the Corporation (1) as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation; and (2) to the extent not previously determined, as of the last day of the fiscal year preceding such fiscal year referred to in clause (1). By way of examples and not limitation, (A) within thirty days of the end of the 2027 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall determine the NAV of the Corporation as of December 31, 2027 and as of December 31, 2026; and (B) within thirty days of the end of the 2028 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall determine the NAV of the Corporation as of December 31, 2028 and as of December 31, 2027, the latter of which shall be the previously determined NAV for such date. Commencing with respect to the 2027 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall thereafter determine the change in the NAV for the then immediately preceding fiscal year, by comparing the NAV of the Corporation as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation to the NAV as of the last day of the fiscal year preceding such fiscal year (the “NAV Change”).
- (iii) Within thirty days of the end of each fiscal year of the Corporation, commencing with the 2027 fiscal year of the Corporation, the Board shall also select and engage an independent third party experienced in preparing valuations of securities such as the common stock, \$0.00001 par value per share (the “Common Stock”), of the Corporation (the “Valuation Firm”), and shall direct the Valuation Firm to determine a value for the shares of Common Stock in compliance with Section 409A of the U.S. Internal Revenue Code as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation (such amount, once determined, the “Share Value”).
- (iv) Commencing following the end of the 2027 fiscal year of the Corporation, within ten days of the determination of the applicable NAV Change and the Share Value, the Board, subject to compliance with its fiduciary obligations, and subject to any limitations imposed by applicable law and the terms and conditions herein, shall, if the NAV Change is a positive number, declare and pay to the Series B Stock a dividend of shares of Common Stock equal in value to 15% of NAV Change (the “Share Dividend”), with the Common Stock being valued at the Share Value for purposes thereof, and which Share Dividend shall be apportioned between the

issued and outstanding shares of Series B Stock pro rata, and rounded to the nearest whole share of Common Stock as to each Series B Holder. By way of example and not limitation, in the event that the NAV Change was \$1,000 and the Share Value was \$5.00 per share of Common Stock, and there were 100 shares of Series B Stock issued and outstanding, the Share Dividend would be a total of 30 shares of Common Stock (\$150 divided by \$5), and each share of Series B Stock would be entitled to receive 0.3 shares of Common Stock, rounded to the nearest whole share of Common Stock as to each Series B Holder, and a Series B Holder holding 40 shares of Series B Stock would be entitled to receive 12 shares of Common Stock. The Share Dividend shall be paid with respect to all shares of Series B Stock that were issued and outstanding as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation.

- (v) If the NAV Change for the preceding fiscal year was a negative number, no Share Dividend shall be due or payable with respect to such fiscal year. For the avoidance of doubt no Share Dividend shall be payable with respect to the 2026 fiscal year of the Corporation, as there was no prior fiscal year of the Corporation for which the NAV of the Corporation could be compared.

- (vi) The Corporation's obligation to issue any shares of Common Stock as the Share Dividend to any Series B Holder pursuant to this Section 1(f) shall, if determined by the Board, be conditioned on the receipt by the Corporation of a written confirmation by the applicable Series B Holder that such Series B Holder is an accredited investor, as defined in Rule 501 of Regulation D pursuant to the Securities Act of 1933 as amended (the "Securities Act"), or the determination by the Board that there is an alternate exemption for issuance of the shares of Common Stock comprising the Series B Dividend to the applicable Series B Holder without registration thereof pursuant to the Securities Act, and shall further be subject to compliance by the Corporation and the applicable Series B Holder with any additional legal requirements for the issuance of the shares of Common Stock comprising the Series B Dividend to the applicable Series B Holder, in each case as reasonably determined by the Board.

(g) No Preferences upon Liquidation. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Corporation, either voluntarily or involuntarily, a merger or consolidation of the Corporation wherein the Corporation is not the surviving entity, or a sale of all or substantially all of the assets of the Corporation, the Series B Preferred Stock shall not be entitled to receive any distribution of any of the assets or surplus funds of the Corporation and shall not participate with the Common Stock or any other class of stock of the Corporation therein.

(h) Amendment. The Corporation may not, and shall not, amend this Certificate of Designations without the prior written consent of the Series B Holders, voting separately as a single class, in person or by proxy, either in writing without a meeting or at an annual or a special meeting of the Series B Holders, and with each share of Series B Stock having one vote on any such matter.

(i) Protective Provisions. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series B

Holders, with each share of Series B Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of this Certificate of Designations, including by merger, consolidation or otherwise, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series B Holders, with each share of Series B Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Corporation's Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series B Preferred Stock, as reasonably determined by the Series B Holders, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect.

(j) No Transfer. The shares of Series B Preferred Stock may not be transferred by the original Series B Holder to whom the applicable shares of Series B Preferred Stock are initially issued by the Corporation, and any attempted transfer of such shares of Series B Preferred Stock, whether voluntary or by operation of law or otherwise, shall be void *ab initio* and of no force or effect and the Corporation shall not recognize the purported transferee thereof as the holder of the applicable shares of Series B Preferred Stock, and such shares of Series B Preferred Stock shall be deemed automatically redeemed by the Corporation as of immediately prior to any such transfer or attempted transfer, and the applicable Series B Holder shall thereafter be entitled to receive solely a redemption price of \$0.00001 per share of Series B Preferred Stock therefor.

Section 2. Miscellaneous.

(a) Legend. Any certificates representing the Series B Preferred Stock shall bear a restrictive legend in substantially the following form (and a stop transfer order may be placed against transfer of such stock certificates):

THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS AGREEMENT HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED, NOR REGISTERED NOR QUALIFIED UNDER ANY STATE SECURITIES LAWS. SUCH SECURITIES MAY NOT BE OFFERED FOR SALE, SOLD, DELIVERED AFTER SALE, TRANSFERRED, PLEDGED, OR HYPOTHECATED UNLESS QUALIFIED AND REGISTERED UNDER APPLICABLE STATE AND FEDERAL SECURITIES LAWS OR UNLESS, IN THE OPINION OF COUNSEL REASONABLY SATISFACTORY TO THE COMPANY, SUCH QUALIFICATION AND REGISTRATION IS NOT REQUIRED. ANY TRANSFER OF THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS CERTIFICATE IS FURTHER SUBJECT TO OTHER RESTRICTIONS, TERMS AND CONDITIONS WHICH ARE SET FORTH HEREIN.

(b) Lost or Mutilated Series B Preferred Stock Certificate. If the certificate for the Series B Preferred Stock held by a Series B Holder shall be mutilated, lost, stolen or destroyed, the Corporation shall execute and deliver, in exchange and substitution for and upon cancellation of a mutilated certificate, or in lieu of or in substitution for a lost, stolen or destroyed certificate, a new certificate for the share(s) of Series B Preferred Stock so mutilated, lost, stolen or destroyed but only upon receipt of evidence of such loss, theft or destruction of such certificate,

and of the ownership hereof, and indemnity, if requested, all reasonably satisfactory to the Corporation.

(c) Interpretation. Subject to any limitations set forth in the Certificate of Incorporation and bylaws of the Corporation, if a Series B Holder shall commence an action or proceeding to enforce any provisions of this Certificate of Designations, then the prevailing party in such action or proceeding shall be reimbursed by the other party for its attorneys' fees and other costs and expenses incurred with the investigation, preparation and prosecution of such action or proceeding.

(d) Waiver. Any waiver by the Corporation or a Series B Holder of a breach of any provision of this Certificate of Designations shall not operate as or be construed to be a waiver of any other breach of such provision or of any breach of any other provision of this Certificate of Designations. The failure of the Corporation or a Series B Holder to insist upon strict adherence to any term of this Certificate of Designations on one or more occasions shall not be considered a waiver or deprive that party of the right thereafter to insist upon strict adherence to that term or any other term of this Certificate of Designations. Any waiver must be in writing.

(e) Severability. If any provision of this Certificate of Designations is invalid, illegal or unenforceable, the balance of this Certificate of Designations shall remain in effect, and if any provision is inapplicable to any person or circumstance, it shall nevertheless remain applicable to all other persons and circumstances. If it shall be found that any interest or other amount deemed interest due hereunder violates applicable laws governing usury, the applicable rate of interest due hereunder shall automatically be lowered to equal the maximum permitted rate of interest.

IN WITNESS WHEREOF, Prometia, Inc. has caused this Certificate of Designations to be signed by a duly authorized officer on this 15th day of July, 2026

Prometia, Inc.

DocuSigned by:

F01AC580C02D477...

Name: Richard Détente
Title: Chief Executive Officer

Prometia, Inc.

**Consent of the Board of Directors in Lieu of First Meeting of
the Board of Directors**

July 15, 2026

The undersigned, being the sole Director of Prometia, Inc., a Delaware corporation (the “Corporation”), hereby consents, pursuant to the Delaware General Corporation law (the “DGCL”), to the adoption of the following resolutions taking or authorizing the actions specified therein:

I. Matters Relating to Corporate Organization.

1. Ratification of Incorporation.

RESOLVED, that all of the actions taken by the sole incorporator of the Corporation to effect the incorporation of the Corporation be, and hereby are, approved, ratified, confirmed and adopted by and on behalf of the Corporation.

2. Designation of Preferred Stock.

WHEREAS, pursuant to Certificate of Incorporation of the Corporation, the Board is authorized to establish the terms of classes of preferred stock, par value \$0.00001 per share (the “Preferred Stock”) of the Corporation, and the Board deems it advisable and generally in the best interests of the Corporation to designate (i) 10,000 shares of the Preferred Stock as a series of Preferred Stock, to be named the Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the “Series A Stock”) of the Corporation, pursuant to, and having the terms and conditions as set forth in the Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock as attached hereto as Exhibit A (the “Series A Certificate of Designations”), and (ii) 100 shares of the Preferred Stock as a series of Preferred Stock, to be named the Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the “Series B Stock”) of the Corporation, pursuant to, and having the terms and conditions as set forth in the Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock as attached hereto as Exhibit B (the “Series B Certificate of Designations”);

WHEREAS, the Board has reviewed the Series A Certificate of Designations and the Series B Certificate of Designations;

NOW THEREFORE, BE IT RESOLVED, that pursuant to the authority vested in the Board in accordance with the provisions of the Certificate of Incorporation, a series of Preferred Stock be, and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the share of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as set forth in the Series A Certificate of Designations; and be it

FURTHER RESOLVED, that the officers of the Corporation are hereby directed to file the Series A Certificate of Designations with the Secretary of State of the State of Delaware as soon as reasonably practicable and to cause the Series A Certificate of

Designations to become effective; and be it

FURTHER RESOLVED, that pursuant to the authority vested in the Board in accordance with the provisions of the Certificate of Incorporation, a series of Preferred Stock be, and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the share of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as set forth in the Series B Certificate of Designations; and be it

FURTHER RESOLVED, that the officers of the Corporation are hereby directed to file the Series B Certificate of Designations with the Secretary of State of the State of Delaware as soon as reasonably practicable and to cause the Series B Certificate of Designations to become effective.

3. Subscription Agreements.

RESOLVED, that, subject to the filing and effectiveness of the Series A Certificate of Designations and the Series B Certificate of Designations, the subscription agreement submitted by Richard Détente (“Mr. Détente”) pursuant to which Mr. Détente has subscribed for (i) 25,050 shares of common stock, par value of \$0.00001 per share, of the Corporation (the “Common Stock”) at a purchase price of \$0.01 per share, (ii) 5,010 shares of Series A Preferred Stock at a purchase price of \$0.01 per share, and (iii) 60 shares of Series B Preferred Stock at a purchase price of \$0.01 per share, is hereby accepted, and the Corporation is authorized to issue 25,050 shares of Common Stock, 5,010 shares of Series A Preferred Stock and 60 shares of Series B Preferred Stock to Mr. Détente in accordance with the terms of such subscription agreement; and be it

RESOLVED, that, subject to the filing and effectiveness of the Series A Certificate of Designations and the Series B Certificate of Designations, the subscription agreement submitted by Richard Esteve (“Mr. Esteve”) pursuant to which Mr. Esteve has subscribed for (i) 25,050 shares of Common Stock at a purchase price of \$0.01 per share, (ii) 4,990 shares of Series A Preferred Stock at a purchase price of \$0.01 per share, and (iii) 40 shares of Series B Preferred Stock at a purchase price of \$0.01 per share, is hereby accepted, and the Corporation is authorized to issue 25,050 shares of Common Stock, 4,990 shares of Series A Preferred Stock and 40 shares of Series B Preferred Stock to Mr. Esteve in accordance with the terms of such subscription agreement; and be it

RESOLVED, that the subscription agreement submitted by PROMETIA FRANCE (“PF”) pursuant to which PF has subscribed for 49,900 shares of Common Stock at a purchase price of \$0.01 per share, is hereby accepted, and the Corporation is authorized to issue 49,900 shares of Common Stock to PF in accordance with the terms of such subscription agreement; and be it

FURTHER RESOLVED, that terms and conditions of the subscription agreements as referenced above are hereby authorized, approved and ratified, and the consideration exchanged for the shares of Common Stock, Series A Preferred Stock and Series B Preferred Stock as set forth therein (collectively, the “Subscribed Stock”) is fair, adequate and reasonable to the Corporation and when so issued the shares of Subscribed Stock shall be duly authorized, validly issued, fully paid and non-assessable; and be it

FURTHER RESOLVED, that the shares of Subscribed Stock hereby issued are issued pursuant to an exemption from registration under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act") and any evidence of ownership for such shares shall bear a legend reflecting applicable restrictions on transfer as required by the Securities Act and the rules and regulations thereunder.

4. Bylaws Adopted.

RESOLVED, that the Bylaws attached as Exhibit C are hereby authorized, approved and adopted as the Bylaws of the Corporation.

5. Expansion of Board; Chairman.

RESOLVED, that pursuant to the powers granted to the Board in the Bylaws, the size of the Board is hereby expanded by two persons, to be a total of three persons, and each of Richard Esteve and Charline Trimaille is hereby named as a director of the Corporation to fill such newly created vacancies, each to serve in such position in accordance with the Bylaws, until their respective earlier death, resignation or removal from office; and be it

FURTHER RESOLVED, that Richard Détente is hereby named as the Chairman of the Board and Executive Chairman of the Corporation, to serve in such positions in accordance with the Bylaws, until his earlier death, resignation or removal from office.

6. Election of Officers.

RESOLVED, that Richard Détente is hereby named as the Chief Executive Officer of the Corporation, to serve in such position in accordance with the Bylaws, until his earlier death, resignation or removal from office; and be it

FURTHER RESOLVED, that Richard Esteve is hereby named as the Chief Investment Officer of the Corporation, to serve in such position in accordance with the Bylaws, until his earlier death, resignation or removal from office; and be it

FURTHER RESOLVED, that Charline Trimaille is hereby named as the Secretary of the Corporation, to serve in such position in accordance with the Bylaws, until her earlier death, resignation or removal from office.

7. Issuance of Uncertificated Shares Adopted.

RESOLVED, that, in accordance with the DGCL, shares of stock of the Corporation may be uncertificated shares evidenced by entries into the Corporation's stock ledger or other appropriate corporate books and records, as the Board of Directors may determine from time to time.

8. Executive Office Established.

RESOLVED, that the executive office of the Corporation be, and hereby is, established at [REDACTED].

9. Fiscal Year Adopted.

RESOLVED, that the fiscal year of the Corporation shall terminate on the last day of December in each year.

10. Payment of Organizational Fees.

RESOLVED, that the Chief Executive Officer and Secretary of the Corporation be, and hereby are, authorized and directed, for and on behalf of the Corporation, to pay all charges and expenses incident to or arising out of the incorporation of the Corporation and to reimburse the persons who have made any disbursements therefor.

11. Application for Taxpayer Identification Number.

RESOLVED, that the appropriate officers of the Corporation be, and each of them hereby is, authorized to take any action deemed necessary or advisable to obtain an Employer Identification Number for the Corporation from the Internal Revenue Service.

12. Books and Records.

RESOLVED, that the Chief Executive Officer and Secretary of the Corporation be, and hereby are, authorized and directed to procure all appropriate corporate books, books of account and stock books that may be deemed necessary or appropriate in connection with the business of the Corporation.

II. Matters Relating to General Authorization.

BE IT RESOLVED, that the proper officers of the Corporation be, and each of them hereby is, in accordance with the foregoing resolutions, authorized, empowered and directed, in the name and on behalf of the Corporation, to prepare, execute and deliver, or cause to be prepared, executed and delivered, any and all agreements, amendments, certificates, reports, applications, notices, instruments, schedules, statements, consents, letters or other documents and information and to do or cause to be done any and all such other acts and things as, in the opinion of any such officer, may be necessary, appropriate or desirable in order to enable the Corporation fully and promptly to carry out the purposes and intent of the foregoing resolutions, to make any filings pursuant to federal, state and foreign laws, and to take all other actions that he or she deems necessary, appropriate or advisable in order to comply with the applicable laws and regulations of any jurisdiction (domestic or foreign), or otherwise to effectuate and carry out the purposes of the foregoing resolutions and to permit the transactions contemplated thereby to be lawfully consummated, and any such action taken or any agreements, amendments, certificates, reports, applications, notices, instruments, schedules, statements, consents, letters or other documents and information executed and delivered by them or any of them in connection with any such action shall be conclusive evidence of their or his authority to take, execute and deliver the same; and be it

FURTHER RESOLVED, that all actions previously taken by any officer, director, representative or agent of the Corporation, in the name or on behalf of the Corporation or any of its affiliates in connection with the transactions contemplated by the foregoing resolutions be, and each of the same hereby is, adopted, ratified, confirmed and approved in all respects as the act and deed of the Corporation; and be it

FURTHER RESOLVED, that the Board hereby adopts, as if expressly set forth

herein, the form of any and all resolutions required by any authority to be filed in connection with any applications, reports, filings, consents to service of process, powers of attorney, covenants and other papers, instruments and documents relating to the matters contemplated by the foregoing resolutions if (i) in the opinion of a proper officer of the Corporation executing the same, the adoption of such resolutions is necessary or advisable, and (ii) the secretary or an assistant secretary of the Corporation evidences such adoption by inserting with the minutes of the meeting at which these resolutions were adopted copies of such resolutions, which will thereupon be deemed to be adopted by the Board with the same force and effect as if originally set forth herein.

[Signature appears on following page]

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned has executed this Consent as of the date first above written.

By:  F01AC580C02D477...
Name: Richard Déténte

Exhibit A

Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock

(Attached)

**Certificate of Designations of Preferences and Rights
Of
Series A Preferred Stock
Of
Prometia, Inc.
a Delaware corporation**

Pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware, the undersigned Chief Executive Officer of Prometia, Inc. (the “Corporation”), a corporation organized and existing under the laws of the State of Delaware, does hereby file this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock (this “Certificate of Designations”) and DOES HEREBY CERTIFY that pursuant to the authority contained in the Corporation’s Certificate of Incorporation, and pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware and in accordance with the provisions of the resolution creating a series of the class of the Corporation’s authorized Preferred Stock designated as Series A Preferred Stock, as follows:

FIRST: The Certificate of Incorporation of the Corporation authorizes the issuance by the Corporation of 100,000,000 shares of common stock, \$0.00001 par value per share (the “Common Stock”) and 10,000,000 shares of preferred stock, par value \$0.00001 per share (the “Preferred Stock”), and, further, authorizes the Board of Directors of the Corporation, by resolution or resolutions, at any time and from time to time, to divide and establish any or all of the unissued shares of Preferred Stock not then allocated to any series into one or more series and, without limiting the generality of the foregoing, to fix and determine the designation of each such share, the number of shares which shall constitute such series and certain preferences, limitations and relative rights of the shares of each series so established.

SECOND: By unanimous written consent of the Board of Directors of the Corporation dated July 15, 2026, the Board of Directors designated 10,000 shares of the Preferred Stock as Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the “Series A Preferred Stock”), pursuant to a resolution providing that a series of preferred stock of the Corporation be and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the shares of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as follows:

SERIES A PREFERRED STOCK

Section 1. Powers and Rights of Series A Preferred Stock. There is hereby designated a class of Preferred Stock of the Corporation as the Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Corporation (the “Series A Preferred Stock”). The number of shares, powers, terms, conditions, designations, preferences and privileges, relative, participating, optional and other special rights, and qualifications, limitations and restrictions, if any, of the Series A Preferred Stock shall be as set forth

in this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock (this “Certificate of Designations”). For purposes hereon, a holder of one or more shares of Series A Preferred Stock shall be referred to as a “Series A Holder.”

(a) Number. The number of authorized shares of the Series A Preferred Stock is ten thousand (10,000) shares.

(b) Vote. Other than as set forth in Section 1(g) and Section 1(h), all of the shares of Series A Preferred Stock issued and outstanding at any time shall, collectively, shall have a number of votes at any time equal to (1) the total number of votes then held or entitled to be made by all other equity securities of the Corporation, including, without limitation, the common stock, par value \$0.00001 per share, of the Corporation (the “Common Stock”), debt securities of the Corporation or pursuant to any other agreement, contract or understanding of the Corporation, multiplied by (2) 1.004, which total number of votes for the Series A Preferred Stock shall be apportioned pro rata between the shares of Series A Preferred Stock. The Series A Preferred Stock shall vote on any matter submitted to the holders of the Common Stock, or any class thereof, for a vote, and shall vote together with the Common Stock, or any class thereof, as applicable, on such matter for as long as any shares of Series A Preferred Stock are issued and outstanding. The Series A Preferred Stock shall not have the right to vote on any matter as to which solely another class of Preferred Stock of the Corporation is entitled to vote pursuant to the certificate of designations of such other class of Preferred Stock of the Corporation.

(c) No Conversion. The Series A Preferred Stock shall not be convertible into shares of any other class of stock of the Corporation.

(d) No Dividends. The Series A Preferred Stock shall not be entitled to receive any dividends paid on any other class of stock of the Corporation.

(e) No Preferences upon Liquidation. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Corporation, either voluntarily or involuntarily, a merger or consolidation of the Corporation wherein the Corporation is not the surviving entity, or a sale of all or substantially all of the assets of the Corporation, the Series A Preferred Stock shall not be entitled to receive any distribution of any of the assets or surplus funds of the Corporation and shall not participate with the Common Stock or any other class of stock of the Corporation therein.

(f) No Participation. The Series A Preferred Stock shall not participate in any distributions or payments to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation and shall have no economic interest in the Corporation, other than the rights as set forth herein.

(g) Amendment. The Corporation may not, and shall not, amend this Certificate of Designations without the prior written consent of the Series A Holders, voting separately as a single class, in person or by proxy, either in writing without a meeting or at an annual or a special meeting of the Series A Holders, and with each share of Series A Stock having one vote on any such matter.

(h) Protective Provisions. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series A Holders, with each share of Series A Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of this Certificate of Designations, including

by merger, consolidation or otherwise, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series A Holders, with each share of Series A Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Corporation's Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series A Preferred Stock, as reasonably determined by the Series A Holders, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect.

(i) No Transfer. The shares of Series A Preferred Stock may not be transferred by the original Series A Holder to whom the applicable shares of Series A Preferred Stock are initially issued by the Corporation, and any attempted transfer of such shares of Series A Preferred Stock, whether voluntary or by operation of law or otherwise, shall be void *ab initio* and of no force or effect and the Corporation shall not recognize the purposed transferee thereof as the holder of the applicable shares of Series A Preferred Stock, and such shares of Series A Preferred Stock shall be deemed automatically redeemed by the Corporation as of immediately prior to any such transfer or attempted transfer, and the applicable Series A Holder shall thereafter be entitled to receive solely a redemption price of \$0.00001 per share of Series A Preferred Stock therefor.

Section 2. Miscellaneous.

(a) Legend. Any certificates representing the Series A Preferred Stock shall bear a restrictive legend in substantially the following form (and a stop transfer order may be placed against transfer of such stock certificates):

THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS AGREEMENT HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED, NOR REGISTERED NOR QUALIFIED UNDER ANY STATE SECURITIES LAWS. SUCH SECURITIES MAY NOT BE OFFERED FOR SALE, SOLD, DELIVERED AFTER SALE, TRANSFERRED, PLEDGED, OR HYPOTHECATED UNLESS QUALIFIED AND REGISTERED UNDER APPLICABLE STATE AND FEDERAL SECURITIES LAWS OR UNLESS, IN THE OPINION OF COUNSEL REASONABLY SATISFACTORY TO THE COMPANY, SUCH QUALIFICATION AND REGISTRATION IS NOT REQUIRED. ANY TRANSFER OF THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS CERTIFICATE IS FURTHER SUBJECT TO OTHER RESTRICTIONS, TERMS AND CONDITIONS WHICH ARE SET FORTH HEREIN.

(b) Lost or Mutilated Series A Preferred Stock Certificate. If the certificate for the Series A Preferred Stock held by a Series A Holder shall be mutilated, lost, stolen or destroyed, the Corporation shall execute and deliver, in exchange and substitution for and upon cancellation of a mutilated certificate, or in lieu of or in substitution for a lost, stolen or destroyed certificate, a new certificate for the share(s) of Series A Preferred Stock so mutilated, lost, stolen or destroyed but only upon receipt of evidence of such loss, theft or destruction of such certificate, and of the ownership hereof, and indemnity, if requested, all reasonably satisfactory to the Corporation.

(c) Interpretation. Subject to any limitations set forth in the Certificate of Incorporation and bylaws of the Corporation, if a Series A Holder shall commence an action or proceeding to enforce any provisions of this Certificate of Designations, then the prevailing party in such action or proceeding shall be reimbursed by the other party for its attorneys' fees and other costs and expenses incurred with the investigation, preparation and prosecution of such action or proceeding.

(d) Waiver. Any waiver by the Corporation or a Series A Holder of a breach of any provision of this Certificate of Designations shall not operate as or be construed to be a waiver of any other breach of such provision or of any breach of any other provision of this Certificate of Designations. The failure of the Corporation or a Series A Holder to insist upon strict adherence to any term of this Certificate of Designations on one or more occasions shall not be considered a waiver or deprive that party of the right thereafter to insist upon strict adherence to that term or any other term of this Certificate of Designations. Any waiver must be in writing.

(e) Severability. If any provision of this Certificate of Designations is invalid, illegal or unenforceable, the balance of this Certificate of Designations shall remain in effect, and if any provision is inapplicable to any person or circumstance, it shall nevertheless remain applicable to all other persons and circumstances. If it shall be found that any interest or other amount deemed interest due hereunder violates applicable laws governing usury, the applicable rate of interest due hereunder shall automatically be lowered to equal the maximum permitted rate of interest.

IN WITNESS WHEREOF, Prometia, Inc. has caused this Certificate of Designations to be signed by a duly authorized officer on this 15th day of July, 2026

Prometia, Inc.

DocuSigned by:

F01AC580C02D477...

Name: Richard Détente

Title: Chief Executive Officer

Exhibit B

Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock

(Attached)

**Certificate of Designations of Preferences and Rights
Of
Series B Preferred Stock
Of
Prometia, Inc.
a Delaware corporation**

Pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware, the undersigned Chief Executive Officer of Prometia, Inc. (the “Corporation”), a corporation organized and existing under the laws of the State of Delaware, does hereby file this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock (this “Certificate of Designations”) and DOES HEREBY CERTIFY that pursuant to the authority contained in the Corporation’s Certificate of Incorporation, and pursuant to Section 151 of the General Corporation Law of the State of Delaware and in accordance with the provisions of the resolution creating a series of the class of the Corporation’s authorized Preferred Stock designated as Series B Preferred Stock, as follows:

FIRST: The Certificate of Incorporation of the Corporation authorizes the issuance by the Corporation of 100,000,000 shares of common stock, \$0.00001 par value per share (the “Common Stock”) and 10,000,000 shares of preferred stock, par value \$0.00001 per share (the “Preferred Stock”), and, further, authorizes the Board of Directors of the Corporation, by resolution or resolutions, at any time and from time to time, to divide and establish any or all of the unissued shares of Preferred Stock not then allocated to any series into one or more series and, without limiting the generality of the foregoing, to fix and determine the designation of each such share, the number of shares which shall constitute such series and certain preferences, limitations and relative rights of the shares of each series so established.

SECOND: By unanimous written consent of the Board of Directors of the Corporation dated July 15, 2026, the Board of Directors designated 100 shares of the Preferred Stock as Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share (the “Series B Preferred Stock”), pursuant to a resolution providing that a series of preferred stock of the Corporation be and hereby is created, and that the designation and number of shares thereof and the voting and other powers, preferences and relative, participating, optional or other rights of the shares of such series and the qualifications, limitations and restrictions thereof are as follows:

SERIES B PREFERRED STOCK

Section 1. Powers and Rights of Series B Preferred Stock. There is hereby designated a class of Preferred Stock of the Corporation as the Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Corporation (the “Series B Preferred Stock”). The number of shares, powers, terms, conditions, designations, preferences and privileges, relative, participating, optional and other special rights, and qualifications, limitations and restrictions, if any, of the Series B Preferred Stock shall be as set forth

in this Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock (this “Certificate of Designations”). For purposes hereon, a holder of one or more shares of Series B Preferred Stock shall be referred to as a “Series B Holder.”

(a) Number. The number of authorized shares of the Series B Preferred Stock is one hundred (100) shares.

(b) Vote. Other than as set forth in Section 1(h) and Section 1(i), the Series B Preferred Stock shall not have any right to vote on any submitted to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation.

(c) No Conversion. The Series B Preferred Stock shall not be convertible into shares of any other class of stock of the Corporation.

(d) No Dividends. Other than as set forth in Section 1(f), the Series B Preferred Stock shall not be entitled to receive any dividends paid on any other class of stock of the Corporation.

(e) No Participation. Other than as set forth in Section 1(f), the Series B Preferred Stock shall not participate in any distributions or payments to the holders of the Common Stock or any other class of stock of the Corporation and shall have no economic interest in the Corporation, other than the rights as set forth herein.

(f) Share Dividends.

(i) For purposes herein:

(A) “GAAP” means United States generally accepted accounting principles, consistently applied.

(B) “NAV” means Total Assets minus Total Liabilities.

(C) “Total Assets” means, as of any date of determination, the total book value of all assets of the Corporation and its subsidiaries on a consolidated basis, determined in accordance with GAAP. Without limiting the generality of the foregoing, Total Assets shall include (1) cash, cash equivalents, marketable securities, accounts receivable (net of allowances for doubtful accounts), inventories, and prepaid expenses, (2) all land, buildings, machinery, equipment, and leasehold improvements, recorded at cost less accumulated depreciation and depletion, (3) all operating and finance lease assets recognized on the balance sheet of the Corporation; (4) all identifiable intangible assets (such as patents, trademarks, and intellectual property) net of accumulated amortization, plus the excess of purchase price over the fair value of net identifiable assets acquired in a business combination (Goodwill); and (5) all long-term investments, deferred tax assets, and other miscellaneous long-term assets.

(D) “Total Liabilities” means, as of any date of determination, the aggregate of all obligations, debts, and liabilities of the Corporation and its subsidiaries on a consolidated basis, which would appear as a liability on a balance sheet prepared in accordance with GAAP. Without limiting the generality of the

foregoing, Total Liabilities shall include: (1) all obligations due within one year or the normal operating cycle, including accounts payable, accrued expenses, short-term debt, commercial paper, the current portion of long-term debt, and deferred revenue (unearned revenue); (2) the principal amount of, and accrued interest on, all funded indebtedness, bonds, debentures, notes, and term loans with a maturity date exceeding one year, (3) the present value of future lease payments for both operating and finance leases recognized on the balance sheet of the Corporation, and (4) long-term deferred tax liabilities, pension and post-retirement benefit obligations, asset retirement obligations, and long-term contingent liabilities that are probable and reasonably estimable.

- (ii) Within thirty days of the end of each fiscal year of the Corporation, the Board of Directors of the Corporation (the “Board”) shall select and engage an independent accounting firm experienced in the determination of NAV (the “Accounting Firm”), and shall direct the Accounting Firm to determine the NAV of the Corporation (1) as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation; and (2) to the extent not previously determined, as of the last day of the fiscal year preceding such fiscal year referred to in clause (1). By way of examples and not limitation, (A) within thirty days of the end of the 2027 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall determine the NAV of the Corporation as of December 31, 2027 and as of December 31, 2026; and (B) within thirty days of the end of the 2028 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall determine the NAV of the Corporation as of December 31, 2028 and as of December 31, 2027, the latter of which shall be the previously determined NAV for such date. Commencing with respect to the 2027 fiscal year of the Corporation, the Accounting Firm shall thereafter determine the change in the NAV for the then immediately preceding fiscal year, by comparing the NAV of the Corporation as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation to the NAV as of the last day of the fiscal year preceding such fiscal year (the “NAV Change”).
- (iii) Within thirty days of the end of each fiscal year of the Corporation, commencing with the 2027 fiscal year of the Corporation, the Board shall also select and engage an independent third party experienced in preparing valuations of securities such as the common stock, \$0.00001 par value per share (the “Common Stock”), of the Corporation (the “Valuation Firm”), and shall direct the Valuation Firm to determine a value for the shares of Common Stock in compliance with Section 409A of the U.S. Internal Revenue Code as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation (such amount, once determined, the “Share Value”).
- (iv) Commencing following the end of the 2027 fiscal year of the Corporation, within ten days of the determination of the applicable NAV Change and the Share Value, the Board, subject to compliance with its fiduciary obligations, and subject to any limitations imposed by applicable law and the terms and conditions herein, shall, if the NAV Change is a positive number, declare and pay to the Series B Stock a dividend of shares of Common Stock equal in value to 15% of NAV Change (the “Share Dividend”), with the Common Stock being valued at the Share Value for purposes thereof, and which Share Dividend shall be apportioned between the

issued and outstanding shares of Series B Stock pro rata, and rounded to the nearest whole share of Common Stock as to each Series B Holder. By way of example and not limitation, in the event that the NAV Change was \$1,000 and the Share Value was \$5.00 per share of Common Stock, and there were 100 shares of Series B Stock issued and outstanding, the Share Dividend would be a total of 30 shares of Common Stock (\$150 divided by \$5), and each share of Series B Stock would be entitled to receive 0.3 shares of Common Stock, rounded to the nearest whole share of Common Stock as to each Series B Holder, and a Series B Holder holding 40 shares of Series B Stock would be entitled to receive 12 shares of Common Stock. The Share Dividend shall be paid with respect to all shares of Series B Stock that were issued and outstanding as of the last day of the immediately preceding fiscal year of the Corporation.

- (v) If the NAV Change for the preceding fiscal year was a negative number, no Share Dividend shall be due or payable with respect to such fiscal year. For the avoidance of doubt no Share Dividend shall be payable with respect to the 2026 fiscal year of the Corporation, as there was no prior fiscal year of the Corporation for which the NAV of the Corporation could be compared.

- (vi) The Corporation's obligation to issue any shares of Common Stock as the Share Dividend to any Series B Holder pursuant to this Section 1(f) shall, if determined by the Board, be conditioned on the receipt by the Corporation of a written confirmation by the applicable Series B Holder that such Series B Holder is an accredited investor, as defined in Rule 501 of Regulation D pursuant to the Securities Act of 1933 as amended (the "Securities Act"), or the determination by the Board that there is an alternate exemption for issuance of the shares of Common Stock comprising the Series B Dividend to the applicable Series B Holder without registration thereof pursuant to the Securities Act, and shall further be subject to compliance by the Corporation and the applicable Series B Holder with any additional legal requirements for the issuance of the shares of Common Stock comprising the Series B Dividend to the applicable Series B Holder, in each case as reasonably determined by the Board.

(g) No Preferences upon Liquidation. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Corporation, either voluntarily or involuntarily, a merger or consolidation of the Corporation wherein the Corporation is not the surviving entity, or a sale of all or substantially all of the assets of the Corporation, the Series B Preferred Stock shall not be entitled to receive any distribution of any of the assets or surplus funds of the Corporation and shall not participate with the Common Stock or any other class of stock of the Corporation therein.

(h) Amendment. The Corporation may not, and shall not, amend this Certificate of Designations without the prior written consent of the Series B Holders, voting separately as a single class, in person or by proxy, either in writing without a meeting or at an annual or a special meeting of the Series B Holders, and with each share of Series B Stock having one vote on any such matter.

(i) Protective Provisions. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series B

Holders, with each share of Series B Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of this Certificate of Designations, including by merger, consolidation or otherwise, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect. In addition to any other rights and restrictions provided under applicable law, without first obtaining the affirmative vote or written consent of the Series B Holders, with each share of Series B Preferred Stock having one vote on such matter, the Corporation shall not amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Corporation's Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series B Preferred Stock, as reasonably determined by the Series B Holders, and any such act or transaction entered into without such vote or consent shall be null and void *ab initio*, and of no force or effect.

(j) No Transfer. The shares of Series B Preferred Stock may not be transferred by the original Series B Holder to whom the applicable shares of Series B Preferred Stock are initially issued by the Corporation, and any attempted transfer of such shares of Series B Preferred Stock, whether voluntary or by operation of law or otherwise, shall be void *ab initio* and of no force or effect and the Corporation shall not recognize the purported transferee thereof as the holder of the applicable shares of Series B Preferred Stock, and such shares of Series B Preferred Stock shall be deemed automatically redeemed by the Corporation as of immediately prior to any such transfer or attempted transfer, and the applicable Series B Holder shall thereafter be entitled to receive solely a redemption price of \$0.00001 per share of Series B Preferred Stock therefor.

Section 2. Miscellaneous.

(a) Legend. Any certificates representing the Series B Preferred Stock shall bear a restrictive legend in substantially the following form (and a stop transfer order may be placed against transfer of such stock certificates):

THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS AGREEMENT HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED, NOR REGISTERED NOR QUALIFIED UNDER ANY STATE SECURITIES LAWS. SUCH SECURITIES MAY NOT BE OFFERED FOR SALE, SOLD, DELIVERED AFTER SALE, TRANSFERRED, PLEDGED, OR HYPOTHECATED UNLESS QUALIFIED AND REGISTERED UNDER APPLICABLE STATE AND FEDERAL SECURITIES LAWS OR UNLESS, IN THE OPINION OF COUNSEL REASONABLY SATISFACTORY TO THE COMPANY, SUCH QUALIFICATION AND REGISTRATION IS NOT REQUIRED. ANY TRANSFER OF THE SECURITIES REPRESENTED BY THIS CERTIFICATE IS FURTHER SUBJECT TO OTHER RESTRICTIONS, TERMS AND CONDITIONS WHICH ARE SET FORTH HEREIN.

(b) Lost or Mutilated Series B Preferred Stock Certificate. If the certificate for the Series B Preferred Stock held by a Series B Holder shall be mutilated, lost, stolen or destroyed, the Corporation shall execute and deliver, in exchange and substitution for and upon cancellation of a mutilated certificate, or in lieu of or in substitution for a lost, stolen or destroyed certificate, a new certificate for the share(s) of Series B Preferred Stock so mutilated, lost, stolen or destroyed but only upon receipt of evidence of such loss, theft or destruction of such certificate,

and of the ownership hereof, and indemnity, if requested, all reasonably satisfactory to the Corporation.

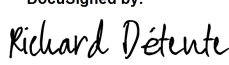
(c) Interpretation. Subject to any limitations set forth in the Certificate of Incorporation and bylaws of the Corporation, if a Series B Holder shall commence an action or proceeding to enforce any provisions of this Certificate of Designations, then the prevailing party in such action or proceeding shall be reimbursed by the other party for its attorneys' fees and other costs and expenses incurred with the investigation, preparation and prosecution of such action or proceeding.

(d) Waiver. Any waiver by the Corporation or a Series B Holder of a breach of any provision of this Certificate of Designations shall not operate as or be construed to be a waiver of any other breach of such provision or of any breach of any other provision of this Certificate of Designations. The failure of the Corporation or a Series B Holder to insist upon strict adherence to any term of this Certificate of Designations on one or more occasions shall not be considered a waiver or deprive that party of the right thereafter to insist upon strict adherence to that term or any other term of this Certificate of Designations. Any waiver must be in writing.

(e) Severability. If any provision of this Certificate of Designations is invalid, illegal or unenforceable, the balance of this Certificate of Designations shall remain in effect, and if any provision is inapplicable to any person or circumstance, it shall nevertheless remain applicable to all other persons and circumstances. If it shall be found that any interest or other amount deemed interest due hereunder violates applicable laws governing usury, the applicable rate of interest due hereunder shall automatically be lowered to equal the maximum permitted rate of interest.

IN WITNESS WHEREOF, Prometia, Inc. has caused this Certificate of Designations to be signed by a duly authorized officer on this 15th day of July, 2026

Prometia, Inc.

DocuSigned by:

F01AC580C02D477...

Name: Richard Détente
Title: Chief Executive Officer

Exhibit C
Bylaws of Prometia, Inc.
(Attached)

**BYLAWS
Of
Prometia, Inc.
a Delaware corporation**

Adopted July 15, 2026

1. *Offices.* Prometia, Inc. (the “Corporation”) may have an office or offices, and keep the books and records of the Corporation, except as may otherwise be required by applicable law, at such other place or places, either within or without the State of Delaware, as the Board may from time to time determine or the business of the Corporation may require.
2. *Meetings of Stockholders.*
 - 2.1. *Annual Meetings.* The annual meetings of stockholders for the election of directors and for such other business as may be stated in the notice of the meeting shall be held at such time and date and place as the Board, by resolution, shall determine and as set forth in the notice of the meeting and shall be held at such place, either within or without the State of Delaware. If the date of the annual meeting shall fall upon a legal holiday, the meeting shall be held on the next succeeding business day.
 - 2.2. *Deferred Meeting for Election of Directors, etc.* If the annual meeting of stockholders for the election of directors and the transaction of other business is not held within the time specified in Section 2.1, the Board shall call a special meeting of stockholders for the election of directors and the transaction of other business as soon thereafter as convenient.
 - 2.3. *Other Special Meetings.* Special meetings of stockholders, for any purpose or purposes, may be called only by the affirmative vote of a majority of the whole Board, and may not be called by stockholders or any other person, except as expressly provided in the Certificate of Incorporation of the Corporation (as the same may be amended, supplemented and/or restated from time to time, the “Certificate”) or any certificate of designation. At any special meeting of stockholders, only such business may be transacted as is related to the purpose(s) of such meeting set forth in the notice thereof given pursuant to Section 2.5 or in any waiver of notice thereof given pursuant to Section 2.6.
 - 2.4. *Fixing Record Date.* For the purpose of determining the stockholders entitled to notice of or to vote at any meeting of stockholders or any adjournment thereof, or to express consent to corporate action in writing without a meeting, or for the purpose of determining stockholders entitled to receive payment of any dividend or other distribution or allotment of any rights, or entitled to exercise any rights in respect of any change, conversion or exchange of stock, or for the purpose of any other lawful action, the Board may fix, in advance, a date as of the record date for any such determination of stockholders. Such date shall not be more than sixty (60) nor less than ten (10) days before the date of such meeting nor more than sixty (60) days prior to any other action. If no such record date is fixed:
 - (a) The record date for the determination of stockholders entitled to notice of or to vote at a meeting of stockholders shall be at the close of business on the day next preceding the day on which notice is given or, if no notice is given or if notice is waived, at the close of business on the day next preceding the day on which the meeting is held;

- (b) The record date for determining stockholders entitled to express consent to corporate action in writing without a meeting, when no prior action by the Board is necessary, shall be the day on which the first written consent is expressed;
- (c) The record date for determining stockholders for any purpose other than those specified in Sections 2.4(a) and Section 2.4(b) shall be at the close of business on the day on which the Board adopts the resolution relating thereto.

When a determination of stockholders entitled to notice of, or to vote at, any meeting of stockholders has been made as provided in this Section 2.4, such determination shall apply to any adjournment thereof, unless the Board fixes a new record date for the adjourned meeting.

2.5. *Notice of Meetings of Stockholders; Location.* Except as otherwise provided in Section 2.4 and Section 2.6, whenever under any provision of the Delaware General Corporation Law (as the same may be amended and supplemented from time to time, and including any successor provision thereto, the “DGCL”), the Certificate or these Bylaws, stockholders are required or permitted to take any action at a meeting, written notice shall be given stating the place, date and hour of the meeting and, in the case of a special meeting, the purpose(s) for which the meeting is called. Each notice shall state the place, if any, date and hour of the meeting, the means of remote communication, if any, the record date for determining stockholders entitled to vote if different from the notice record date, and, for a special meeting, the purpose or purposes. Except as otherwise provided by any provision of the DGCL, a copy of the notice of any meeting shall be given, personally or by mail, not less than 10 nor more than 60 days before the date of the meeting, to each stockholder entitled to notice of, or to vote at, such meeting. If mailed, such notice shall be deemed to be given when deposited in the United States Mail, postage prepaid, directed to the stockholder at his address as it appears on the records of the Corporation. An affidavit of the Secretary or an Assistant Secretary or of the transfer agent of the Corporation that the notice required by this Section 2.5 has been given shall, in the absence of fraud, be prima facie evidence of the facts stated therein. Notice of an adjourned meeting shall be given if required by Section 222(c) of the DGCL, including if the adjournment is for more than thirty (30) days or if a new record date for stockholders entitled to vote is fixed for the adjourned meeting. The Board may designate the place of meeting for any meeting of Stockholders. If no designation is made by the Board, the place of meeting shall be the principal executive offices of the Corporation. The Board may, in its sole discretion, determine that the meeting shall not be held at any place, but may instead be held solely by means of remote communication as authorized by the DGCL

2.6. *Waivers of Notice.* Whenever notice is required to be given to the stockholders under any provision of the DGCL, or the Certificate or these Bylaws, a written waiver thereof, signed by a stockholder entitled to notice, whether before or after the time stated therein, shall be deemed equivalent to notice. Attendance of a stockholder at a meeting shall constitute a waiver of notice of such meeting, except when the stockholder attends a meeting for the express purpose of objecting, at the beginning of the meeting, to the transaction of any business because the meeting is not lawfully called or convened. Neither the business to be transacted at, nor the purpose of, any regular or special meeting of the stockholders need be specified in any written waiver of notice.

2.7. *Quorum of Stockholders; Adjournment; Postponement.* The holders of a majority of the voting power, present, in person or represented by proxy, shall be necessary and sufficient to constitute a quorum for the transaction of any business at such meeting, except where otherwise provided by any provision of the DGCL. When a quorum is once present to organize a meeting of stockholders, it is not broken by the subsequent withdrawal of any stockholders. The Chairman, or the holders of a majority of the shares of stock present in person or represented by proxy at any meeting of stockholders, including an adjournment meeting, whether or not a quorum is present, may adjourn such meeting to another time and place. Any previously scheduled meeting of stockholders may be postponed, and any previously scheduled special meeting of Stockholders may be canceled, by the Board upon public notice given prior to the time previously scheduled for such meeting of stockholders.

2.8. *Voting; Proxies.*

- (a) Unless otherwise provided in the Certificate, every stockholder of record shall be entitled at every meeting of stockholders to one vote for each share of capital stock standing in his name on the record of stockholders determined in accordance with Section 2.4. If the Certificate provides for more or less than one vote for any share on any matter, every reference in these Bylaws or any provision of the DGCL, to a majority or other proportion of stock shall refer to such majority or other proportion of the votes of such stock. The provisions of the DGCL shall apply in determining whether any shares of capital stock may be voted and the persons, if any entitled to vote such shares, but the Corporation shall be protected in treating the persons in whose names shares of capital stock stand on the record of stockholders as owners thereof for all purposes.
- (b) In any uncontested election of directors, each person receiving a majority of the votes cast shall be deemed elected. For purposes of this paragraph, a ‘majority of the votes cast’ shall mean that the number of votes cast ‘for’ a director must exceed the number of votes cast ‘against’ that director (with ‘abstentions’ and ‘broker non-votes’ not counted as a vote cast with respect to that director). In any contested election of directors, the persons receiving a plurality of the votes cast, up to the number of directors to be elected in such election, shall be deemed elected. The Board may, but need not, establish policies and procedures regarding the nomination, election and resignation of directors, which policies and procedures may: (i) include a condition to nomination by the Board for election or re-election as a director that an individual agree to tender, if elected or re-elected, an irrevocable offer of resignation conditioned on: (A) failing to receive the required vote for re-election at the next meeting at which such person would face re-election and (B) acceptance of the resignation by the Board, (ii) require: (A) if one exists, the Corporation’s nominating and governance committee or other committee designated by the Board (the “Nominating and Governance Committee”) to make a recommendation to the Board on whether to accept or reject the resignation, or whether other action should be taken and (B) the Board to act on the Nominating and Governance Committee’s recommendation and publicly disclose its decision and the rationale behind it within 90 days, to the extent practicable, from the date of the certification of the election results. A “contested election” is one in which: (i) the Secretary receives a notice that a Stockholder has nominated a person for election to the Board in compliance

with the advance notice requirements for stockholder nominees for director set forth herein and (ii) such nomination has not been withdrawn by such stockholder on or before the 10th day before the Corporation first mails its notice of meeting for such meeting to the stockholders. An “uncontested election” is any election other than a contested election. All elections of directors shall be by written ballot unless otherwise provided in the Certificate.

- (c) Except as otherwise required by the DGCL, the Certificate, any certificate of designations for preferred stock, or these Bylaws, the affirmative vote required for any matter other than the election of directors shall be the affirmative vote of the holders of a majority of the voting power of all outstanding shares entitled to vote on such matter.
- (d) In voting on any other question on which a vote by ballot is required by law, the voting shall be by ballot. Each ballot shall be signed by the stockholder voting or by his proxy and shall state the number of shares voted. Every stockholder entitled to vote at a meeting of stockholders or to express consent or dissent to corporate action in writing without a meeting may authorize another person(s) to act for him by proxy. Any proxy to be used at a meeting of stockholders must be delivered to the Secretary of the Corporation or his or her representative at the principal executive offices of the Corporation at or before the time of the meeting. The validity and enforceability of any proxy shall be determined in accordance with the provisions of the DGCL. The Chairman shall fix and announce at the meeting the date and time of the opening and the closing of the polls for each matter upon which the stockholders will vote at the meeting.

2.9. *Nomination of Directors.* Only persons who are nominated in accordance with the procedures set forth in these Bylaws shall be eligible for election as directors. Nominations of persons for election to the Board may be made at a meeting of stockholders at which directors are to be elected only (a) by or at the direction of the Board or (b) by any stockholder of the Corporation entitled to vote for the election of directors at a meeting who complies with the notice procedures set forth in Section 2.10

2.10. *Notices of Business or Nominations for Director.*

- (a) For director nominations or other business to be properly brought before an annual meeting of stockholders by a stockholder, a stockholder’s notice must include the following information and/or documents, as applicable: (A) the name and address of the stockholder giving the notice, as they appear on the Corporation’s books, and of the beneficial owner of stock of the Corporation, if any, on whose behalf such nomination or proposal of other business is made (such beneficial owner, the “Beneficial Owner”); (B) representations that, as of the date of delivery of such notice, such stockholder is a holder of record of stock of the Corporation and is entitled to vote at such meeting and intends to appear in person or by proxy at such meeting to propose and vote for such nomination and any such other business; (C) as to each person whom the stockholder proposes to nominate for election or re-election as a director (a “Stockholder Nominee”): (1) all information relating to such Stockholder Nominee that is required to be disclosed in solicitations of proxies for election of directors in an election contest, or is otherwise required, in each case

pursuant to Regulation 14A under the Securities Exchange Act of 1934 (as amended from time to time, the “Exchange Act”) or any successor provision thereto, including such Stockholder Nominee’s written consent to being named in the proxy statement as a nominee and to serving as a director if elected and to being named in the Corporation’s proxy statement and form of proxy if the Corporation so determines, (2) a statement whether such Stockholder Nominee, if elected, intends to tender, promptly following such Stockholder Nominee’s election or re-election, an irrevocable offer of resignation effective upon such Stockholder Nominee’s failure to receive the required vote for re-election at the next meeting at which such Stockholder Nominee would face re-election and upon acceptance of such resignation by the Board; and (3) such other information as may be reasonably requested by the Corporation; (D) as to any other business that the stockholder proposes to bring before the meeting: (1) a brief description of such business, (2) the text of the proposal (including the text of any resolutions proposed for consideration and, if such business includes a proposal to amend these Bylaws, the text of the proposed amendment) and (3) the reasons for conducting such business at the meeting; and (E) in all cases: (1) the name of each individual, firm, corporation, limited liability company, partnership, trust or other entity (including any successor thereto, a “Person”) with whom the stockholder, any Beneficial Owner, any Stockholder Nominee and the respective affiliates and associates (as defined under Regulation 12B under the Exchange Act or any successor provision thereto) of such stockholder, Beneficial Owner and/or Stockholder Nominee (each of the foregoing, including, for the avoidance of doubt, the Stockholder, Beneficial Owner and/or Stockholder Nominee, a “Stockholder Group Member”) either is acting in concert with respect to the Corporation or has any agreement, arrangement or understanding (whether written or oral) for the purpose of acquiring, holding, voting (except pursuant to a revocable proxy given to such Person in response to a public proxy solicitation made generally by such Person to all holders of common stock of the Corporation) or disposing of any capital stock of the Corporation or to cooperate in obtaining, changing or influencing the control of the Corporation (except independent financial, legal and other advisors acting in the ordinary course of their respective businesses) (each Person described in this clause (1), including each Stockholder Group Member, a “Covered Person”), and a description, and, if in writing, a copy, of each such agreement, arrangement or understanding, (2) a list of the class, series and number of shares of capital stock of the Corporation that are beneficially owned or owned of record by each Covered Person, together with documentary evidence of such record or beneficial ownership, (3) a list of all derivative securities (as defined in Rule 16a-1 under the Exchange Act or any successor provision thereto) and other derivatives or similar arrangements to which any Covered Person is a counterparty and relating to any shares of capital stock of the Corporation, a description of all economic terms of all such derivative securities and other derivatives or similar arrangements and copies of all agreements and other documents relating to each of such derivative securities and other derivatives or similar arrangements, (4) a list of all transactions by any Covered Person involving any shares of capital stock of the Corporation or any derivative securities (as defined under Rule 16a-1 under the Exchange Act or any successor provision thereto) or other derivatives or similar arrangements related to any shares of capital stock of the Corporation entered into or consummated within 60 days prior to the date of such notice, (5) details of all

other material interests of each Covered Person in such nomination or proposal or shares of capital stock of the Corporation (including any rights to dividends or performance-related fees based on any increase or decrease in the value of such shares of capital stock) and (6) a representation as to whether any Covered Person intends or is part of a group which intends to deliver a proxy statement and/or form of proxy to, in the case of a nomination or nominations, at least the percentage of the Corporation's outstanding capital stock reasonably believed by the Covered Person to be sufficient to elect the nominee or nominees proposed to be nominated by the stockholder and, in the case of a proposal, holders of at least the percentage of the Corporation's outstanding capital stock required to elect any Stockholder Nominee or approve such proposal (such representation, the "Solicitation Representation").

- (b) A notice delivered by or on behalf of any Stockholder under this Section 2.10 shall be deemed to be not in compliance with this Section 2.10 and not be effective if: (x) such notice does not include all of the information, documents and representations required under this Section 2.10, (y) after delivery of such notice, any information or document required to be included in such notice changes or is amended, modified or supplemented, as applicable, prior to the date of the relevant meeting and such information and/or document is not delivered to the Corporation by way of a further written notice as promptly as practicable following the event causing such change in information or amendment, modification or supplement, as applicable, and in any case where such event occurs within 45 days of the date of the relevant meeting, within five business days after such event or (z) any Covered Person does not act in accordance with the representation set forth in the Solicitation Representation; provided, however, that the Board shall have the authority to waive any such non-compliance if the Board determines that such action is appropriate in the exercise of its fiduciary duties.
- (c) Notwithstanding Section 2.10(b), in the event that the number of directors to be elected to the Board is increased effective at the next annual meeting and there is no Public Announcement (as defined below) specifying the size of the increased Board made by the Corporation at least 100 days prior to the first anniversary of the preceding year's annual meeting, a stockholder's notice required by this Section 2.10 shall also be considered timely, but only with respect to nominees for any new positions created by such increase, if it is delivered to the Secretary at the principal executive offices of the Corporation not later than the close of business on the 10th day following the day on which such Public Announcement is first made by the Corporation and such notice otherwise complies with the requirements of this Section 2.10. To be timely, a stockholder's notice must be delivered to the Secretary at the principal executive offices of the Corporation not less than 90 days nor more than 120 days prior to the first anniversary of the preceding year's annual meeting; provided, however, that in the event that the date of the annual meeting is advanced by more than 30 days, or delayed by more than 90 days, from such anniversary date, or if no annual meeting was held in the preceding year, notice by a stockholder to be timely must be so delivered not earlier than the 120th day prior to such annual meeting and not later than the close of business on the later of the 90th day prior to such annual meeting and the 10th day following the day on which the Public Announcement of the date of such

meeting is first made by the Corporation. In no event shall the Public Announcement of an adjournment or postponement of an annual meeting commence a new time period for the giving of a Stockholder's notice as described in this Section 2.10.

- (d) "Public Announcement" shall mean disclosure in a press release reported by the Dow Jones News Service, Associated Press or comparable national news service or in a document publicly filed by the Corporation with the Securities and Exchange Commission pursuant to Section 13, Section 14 or Section 15(d) of the Exchange Act or any document delivered to all Stockholders (including any quarterly income statement).

- 2.11. *Selection and Duties of Inspectors at Meeting of Stockholders.* The Board, in advance of any meeting of stockholders, may appoint one or more inspectors to act at the meeting or any adjournment thereof. If inspectors are not so appointed, the person presiding at such meeting may and, on the request of any stockholder entitled to vote thereat shall, appoint one or more inspectors. In case any person appointed fails to appear or act, the vacancy may be filled by appointment made by the Board in advance of the meeting or at the meeting by the person presiding thereat. Each inspector, before entering upon the discharge of his duties, shall take and sign an oath faithfully to execute the duties of inspector at such meeting with strict impartiality and according to the best of his ability. The inspector(s) shall determine the number of shares outstanding and the voting power of each, the shares represented at the meeting, the existence of a quorum, the validity and effect of proxies, and shall receive votes, ballots or consents, hear and determine all challenges and questions arising in connection with the right to vote, count and tabulate all votes, ballots or consents, determine the result, and shall do such acts as are proper to conduct the election or vote with fairness to all stockholders. On the request of the person presiding at the meeting or any stockholder entitled to vote thereat, the inspector(s) shall make a report in writing of any challenge, question or matter determined by him or them and execute a certificate of any fact found by him or them. Any report or certificate made by the inspector(s) shall be prima facie evidence of the facts stated and of the vote as certified by him or them.
- 2.12. *Organization.* At every meeting of stockholders, the Chief Executive Officer or, in the absence of the Chief Executive Officer, a President or a Vice President, and in case more than one Vice President shall be present, that Vice President designated by the Board (or in the absence of any such designation, the most senior Vice President, based on age, present) shall act as chairman of the meeting. In case none of the officers above designated to act as chairman or secretary of the meeting, respectively, shall be present, a chairman or a secretary of the meeting, as the case may be, may be chosen by a majority of the voting power present at such meeting, which includes the voting power which is present in person or represented by proxy and entitled to vote at the meeting.
- 2.13. *Order of Business.* The order of business at all meetings of stockholders shall be as determined by the chairman of the meeting, but the order of business to be followed at any meeting at which a quorum is present may be changed by a majority of the votes cast at such meeting by the holders of shares of capital stock present, in person or represented by proxy and entitled to vote at the meeting.
- 2.14. *Action Without Meeting.* No action may be taken by stockholders by consent without

a meeting unless such action has been approved in advance by the Board of Directors in accordance with the Certificate. If so approved, the action may be taken only in accordance with Section 228 of the DGCL, including the requirements for written or electronic consents, delivery, effectiveness, notice to non-consenting stockholders, and applicable record dates under Section 213(b) of the DGCL. Prompt notice of the taking of the corporate action without a meeting by less than unanimous written consent shall be given to those stockholders who have not consented in writing or electronic transmission and who, if the action had been taken at a meeting, would have been entitled to notice of the meeting if the record date of such meeting had been the date that written consents signed by a sufficient number of stockholders or members to take the action were delivered to the Corporation as provided by law.

- 2.15. *Copies, Etc.* Any copy, facsimile or other reliable reproduction of a consent in writing may be substituted or used in lieu of the original writing for any and all purposes for which the original writing could be used, provided that such copy, facsimile or other reproduction shall be a complete reproduction of the entire original writing

3. *Directors.*

- 3.1. *Number and Term.* Except as provided by any provision of the DGCL, the number of directors shall initially be one (1) or such other number of persons as the majority of the full Board, by resolution, may from time to time determine. The directors shall, except for filling vacancies (whether resulting from an increase in the number of directors, resignations, removals or otherwise), be elected at the annual meeting of the stockholders and each director shall be elected to serve until his successor is elected and qualifies. Directors need not be stockholders. No decrease in the number of directors constituting the Board shall shorten the term of any incumbent director. The members of the Board may elect a chairman of the Board (the "Chairman") by a vote of a majority vote of all directors (which may include the vote of the person so elected).
- 3.2. *Resignations.* Any director, member of a committee or other officer may resign at any time. Such resignation shall be made in writing and shall take effect at the time specified therein and, if no time be specified, at the time of its receipt by the Chief Executive Officer or Secretary. The acceptance of a resignation shall not be necessary to make it effective.
- 3.3. *Vacancies.* Any vacancies on the Board shall be filled in accordance with the provisions of the Certificate.
- 3.4. *Removal.* Directors shall be subject to removal as set forth in the Certificate.
- 3.5. *Increase or Decrease of Number.* The number of directors may be increased or decreased only by the affirmative vote of a majority of the directors, though less than a quorum. Any newly created directorships may be filled in the same manner as a vacancy.
- 3.6. *Powers.* The business and affairs of the Corporation shall be managed by or under the direction of the Board, except as otherwise provided by applicable law or by the Certificate. If any such provision is made in the Certificate, the powers and duties imposed upon the Board by applicable law shall be exercised or performed to such extent and by such person or persons as shall be provided in the Certificate. The Board shall exercise all of the powers of the Corporation except such as are by law,

or by the Certificate of the Corporation or by these Bylaws, conferred upon or reserved to the stockholders.

- 3.7. *Conference Call.* Members of the Board or any committee designated by such Board may participate in a meeting of the Board or such committee by means of telephone conference or similar communication equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation pursuant to this Section 3.7 shall constitute presence at such meeting.
- 3.8. *Committees.* The Board may, by resolution(s) passed by a majority of the whole Board, designate one or more committees, each committee to consist of one (1) or more of the directors of the Corporation. The Board may designate one or more directors as alternate members of any committee, who may replace any absent or disqualified member at any meeting of the committee. In the absence or disqualification of any member or such committee or committees, the member or members thereof present at any such meeting and not disqualified from voting, whether or not he or they constitute a quorum, may unanimously appoint another member of the Board to act at the meeting in the place of any such absent or disqualified member. Any such committee, to the extent provided in the resolution of the Board or in these Bylaws, shall have and may exercise all the powers and authority of the Board in the management of the business and affairs of the Corporation, but no such committee shall have the power or authority in reference to amending the Certificate, adopting an agreement of merger or consolidation, recommending to the stockholders the sale, lease or exchange of all or substantially all of the Corporation's property and assets, recommending to the stockholders a dissolution of the Corporation or a revocation of a dissolution, or amending these Bylaws of the Corporation and, unless the resolution, these Bylaws or the Certificate expressly so provide, no such committee shall have the power or authority to declare a dividend or to authorize the issuance of stock.
- 3.9. *Meetings.* Meetings of the Board, regular or special, may be held at any place within or without the State of Delaware.
 - (a) On the day when, and at the place where, the annual meeting of stockholders for the election of directors is held, and as soon as practicable thereafter, the Board may hold its annual meeting, without notice of such meeting, for the purposes or organization, election of officers and transaction of other business. The annual meeting of the Board may be held at any other time and place specified in a notice given as provided in this Section 3.9 for special meetings of the Board or in a waiver of notice thereof.
 - (b) Regular meetings of the directors may be held without notice at such place and time as shall be determined from time to time by resolution of the directors.
 - (c) Special meetings of the Board may be called by the Chief Executive Officer or by the Secretary on the written request of any two or more directors on at least ten (10) days' notice to each director and shall be held at such place(s) as may be determined by the directors, or as shall be stated in the call of the meeting.
 - (d) Anything in these Bylaws or in any resolution adopted by the Board to the

contrary notwithstanding, notice of any meeting of the Board need not be given to any director who submits a signed waiver of such notice, whether before or after such meeting, or who attends such meeting without protesting, prior thereto or at its commencement, the lack of notice to him.

- 3.10. *Quorum.* A majority of the total number of directors fixed in accordance with the Certificate of Incorporation and these Bylaws shall constitute a quorum, unless a greater number is required by the Certificate of Incorporation or these Bylaws; provided that any lower quorum expressly fixed by these Bylaws shall in no case be less than one-third (1/3) of the total number of directors. If at any meeting of the Board there shall be less than a quorum present, a majority of those present may adjourn the meeting from time to time until a quorum is obtained and no further notice thereof need be given, other than by announcement at the meeting which shall be so adjourned.
- 3.11. *Compensation.* Unless otherwise restricted by the Certificate, the Board shall have the authority to fix the compensation of the directors. The directors may be paid their expenses, if any, of attendance at each meeting of the Board and may be paid a fixed sum for attendance at each meeting of the Board or paid a stated salary or paid other compensation as director. No such payment shall preclude any director from serving the Corporation in any other capacity and receiving compensation therefor. Members of special or standing committees may be allowed compensation for attending committee meetings.
- 3.12. *Action Without Meeting.* Any action required or permitted to be taken at any meeting of the Board, or of any committee thereof, may be taken without a meeting if a written consent thereto is signed by all members of the Board, or of such committee, as the case may be, and such written consent is filed with the minutes of proceedings of the Board or committee.
- 3.13. *Telephone Meeting.* Any one or more members of the Board or any committee thereof may participate in a meeting of the Board or such committee by means of a telephone conference or similar communications equipment allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Participation by such means shall constitute presence in person at such meeting.
- 3.14. *Annual Report.* As soon as practicable after the close of each fiscal year, a report of the business and affairs of the Corporation to the shareholders shall be made under the direction of the Board, unless the Board determines, in its reasonable discretion, that such a report is not reasonably required.

4. *Officers.*

- 4.1. *Officers.* The Board may elect or appoint a Chief Executive Officer and such other officers as it may determine. The Board may designate one or more Vice Presidents as Executive Vice Presidents and may use descriptive words or phrases to designate the standing, seniority or area of special competence of the Vice Presidents elected or appointed by it. Each officer shall hold his office until his successor is elected and qualified or until his earlier death, resignation or removal in the manner provided in Section 4.2. Any two or more offices may be held by the same person. The Board may require any officer to give a bond or other security for the faithful performance of his duties, in such amount and with such sureties as the Board may determine. All officers as between themselves and the Corporation shall have such authority and

perform such duties in the management of the Corporation as may be provided in these Bylaws or as the Board may from time to time determine.

- 4.2. *Removal of Officers.* Any officer may be removed by the Board with or without cause. The removal of an officer without cause shall be without prejudice to his contract rights, if any. The election or appointment of an officer shall not of itself create contract rights.
- 4.3. *Resignations.* Any officer may resign at any time by notifying the Board, the Chief Executive Officer or the Secretary in writing. Such resignation shall take effect at the date of receipt of such notice or at such later time as is therein specified and, unless otherwise specified, the acceptance of such resignation shall not be necessary to make it effective. The resignation of an officer shall be without prejudice to the contract rights of the Corporation, if any.
- 4.4. *Vacancies.* A vacancy in any office because of death, resignation, removal, disqualification or any other cause shall be filled for the unexpired portion of the term in the manner prescribed in these Bylaws for the regular election or appointment to such office.
- 4.5. *Compensation.* Salaries or other compensation of the officers may be fixed from time to time by the Board. No officer shall be prevented from receiving a salary or other compensation by reason of the fact that he is also a director.
- 4.6. *Chief Executive Officer.* The Chief Executive Officer shall have general supervision and direction of the business and affairs of the Corporation, subject to control of the Board, and shall report directly to the Board, and shall have supervisory responsibility over officers operating and discharging their responsibilities. The Chief Executive Officer may, if present, preside at all meetings of the stockholders. The Chief Executive Officer shall perform all such other duties which are commonly incident to the capacity of Chief Executive Officer or which are delegated to him or her by the Board.
- 4.7. *President.* The President shall have general supervision and direction of the business and affairs of the Corporation as directed by the Chief Executive Officer. The President may, with the Secretary or the Treasurer or an Assistant Secretary or an Assistant Treasurer, sign certificates for shares of the Corporation. The President may sign and execute, in the name of the Corporation, deeds, mortgages, bonds, contracts and other instruments, except in cases where the signing and execution thereof shall be expressly delegated by the Board or by these Bylaws to some other officer or agent of the Corporation, or shall be required by law otherwise to be signed or executed, and, in general, he shall perform all duties incident to the office of President and such other duties as from time to time may be assigned to him by the Board. If there is no President, the Chief Executive Officer shall perform the President's functions.
- 4.8. *Principal Financial Officer.* The Principal Financial Officer shall perform all the powers and duties of the office of the principal financial officer and in general have overall supervision of the financial operations of the Corporation. The Principal Financial Officer shall, when requested, counsel with and advise the other officers of the Corporation and shall perform such other duties as he may agree with the Chief Executive Officer or as the Board may from time to time determine. If there is no Principal Financial Officer, the Chief Executive Officer shall perform the Principal

Financial Officer's functions.

- 4.9. *Executive Vice Presidents.* At the request of the President or, in his absence, at the request of the Board, the Executive Vice Presidents shall (in such order as may be designated by the Board or, in the absence of any such designation, in order of seniority based on age) perform all of the duties of the President and, so acting, shall have all the powers of and be subject to all restrictions upon the President. Any Executive Vice President may also, with the Secretary or the Treasurer or an Assistant Secretary or an Assistant Treasurer, sign certificates for shares of the Corporation, may sign and execute in the name of the Corporation deeds, mortgages, bonds, contracts or other instruments authorized by the Board, except in cases where the signing and execution thereof shall be expressly delegated by the Board or by these Bylaws to some other officer or agent of the Corporation, or shall be required by law otherwise to be signed or executed, and shall perform such other duties as from time to time may be assigned to him by the Board or the President.
- 4.10. *Secretary.* The Secretary, if present, shall act as Secretary of all meetings of the stockholders and of the Board and shall keep the minutes thereof in the proper book(s) to be provided for that purpose; he shall see that all notices required to be given by the Corporation are duly given and served; he may, with the Chief Executive Officer or a Vice President, sign certificates for shares of the Corporation; he shall be custodian of the seal of the Corporation, if any, and may seal with the seal of the Corporation or a facsimile thereof, if any, all certificates for shares of capital stock of the Corporation and all documents; he shall have charge of the stock ledger and also of the other books, records and papers of the Corporation relating to its organization and management as a Corporation and shall see that the reports, statements and other documents required by law are properly kept and filed; and shall, in general, perform all duties incident to the office of Secretary and such other duties as from time to time may be assigned to him by the Board or the Chief Executive Officer. If there is no Secretary, the Chief Executive Officer shall perform the Secretary's functions.
- 4.11. *Treasurer.* The Treasurer shall have charge and custody of, and be responsible for, all funds, securities and notes of the Corporation; receive and give receipts for monies due and payable to the Corporation from any sources whatsoever; deposit all such monies in the name of the Corporation in such banks, trust companies or other depositories as shall be selected in accordance with these Bylaws; against proper vouchers, cause such funds to be disbursed by checks or drafts on the authorized depositories of the Corporation signed in such manner as shall be determined in accordance with any provisions of these Bylaws, and be responsible for the accuracy of the amounts of all monies to disbursed; regularly enter or cause to be entered in books to be kept by him or under his direction full and adequate account of all monies received or paid by him for the account of the Corporation; have the right to require, from time to time, reports or statements giving such information as he may desire with respect to any and all financial transactions of the Corporation from the officers or agents transacting the same; render to the Chief Executive Officer or the Board, whenever the Chief Executive Officer or the Board, respectively, shall require him so to do, an account of the financial conditions of the Corporation and of all his transactions as Treasurer; exhibit at all reasonable times his books of account and other records to any of the directors upon application at the office of the Corporation where such books and records are kept; and, in general, perform all duties incident to the office of Treasurer and such other duties as from time to time may be assigned

to him by the Chief Executive Officer or the Board; and he may sign with the Chief Executive Officer or a Vice President certificates for shares of the capital stock of the Corporation. If there is no Treasurer, the Chief Executive Officer shall perform the Treasurer's functions.

4.12. *Assistant Secretaries and Assistant Treasurers.* Assistant Secretaries and Assistant Treasurers shall perform such duties as shall be assigned to them by the Secretary or by the Treasurer, respectively, or by the Board or the Chief Executive Officer. Assistant Secretaries and Assistant Treasurers may, with the Chief Executive Officer or a Vice President, sign certificates for shares of the Corporation.

4.13. *Additional Matters.* The Chief Executive Officer shall have the authority to designate employees of the Corporation to have the title of Vice President, Assistant Vice President, Assistant Treasurer, Assistant Controller or Assistant Secretary. Any employee so designated shall have the powers and duties determined by the officer making such designation. The persons upon whom such titles are conferred shall not be deemed officers of the Corporation unless elected by the Board.

5. *Contracts, Checks, Drafts, Bank Accounts, etc.*

5.1. *Execution of Contracts.* The Board may authorize any officer, employee or agent, in the name and on behalf of the Corporation, to enter into any contract or execute and satisfy any instrument, and any such authority may be general or confined to specific instances, or otherwise limited.

5.2. *Loans.* The Chief Executive Officer or any other officer, employee or agent authorized by these Bylaws or by the Board may effect loans and advances at any time for the Corporation from any bank, trust company or other institutions or from any firm, corporation or individual and for such loans and advances may make, execute and deliver promissory notes, bonds or other certificates or evidence of indebtedness of the Corporation and, when authorized by the Board to do so, may pledge and hypothecate or transfer any securities or the property of the Corporation as security for any such loans or advances. Such authority conferred by the Board may be general or confined to specific instances or otherwise limited.

5.3. *Checks, Drafts, etc.* All checks, drafts and other orders for the payment of money out of the funds of the Corporation and all notes or other evidence of indebtedness of the Corporation shall be signed on behalf of the Corporation in such manner as shall from time to time be determined by resolution of the Board.

5.4. *Deposits.* The funds of the Corporation not otherwise employed shall be deposited from time to time to the order of the Corporation in such banks, trust companies or other depositories as the Board may select or as may be selected by an officer, employee or agent of the Corporation to whom such power may from time to time be delegated by the Board.

6. *Stocks and Dividends.*

6.1. *Certificates Representing Shares.* The shares of the Corporation shall not be certificated unless required by law.

6.2. *Transfer of Shares.* Transfers of shares of capital stock of the Corporation shall be made only on the books of the Corporation by the holder thereof or by his duly

authorized attorney appointed by a power of attorney duly executed and filed with the Secretary or a transfer agent of the Corporation and on surrender of any certificate(s) representing such shares of capital stock, if they exist, properly endorsed for transfer and upon payment of all necessary transfer taxes and such other instruments of transfer as requested by the Corporation. A person in whose name shares of capital stock shall stand on the books of the Corporation shall be deemed the owner thereof to receive dividends, to vote as such owner and for all other purposes as respects the Corporation, its stockholders and creditors for any purpose, except to render the transferee liable for the debts of the Corporation to the extent provided by law, until such transfer shall have been entered on the books of the Corporation by an entry showing from and to whom transferred.

- 6.3. *Registered Stockholders and Addresses of Stockholders.* The Corporation shall be entitled to recognize the exclusive right of a person registered on its records as the owner of shares of capital stock to receive dividends and to vote as such owner, and shall not be bound to recognize any equitable or other claim to or interest in such share or shares of capital stock on the part of any other person, whether or not it shall have express or other notice thereof, except as otherwise provided by applicable law. Each stockholder shall designate to the Secretary or transfer agent of the Corporation an address at which notices of meetings and all other corporate notices may be given to such person, and, if any stockholder fails to designate such address, corporate notices may be given to such person by mail directed to such person at such person's post office address, if any, as the same appears on the stock record books of the Corporation or at such person's last known post office address or as otherwise provided by applicable law.
- 6.4. *Transfer and Registry Agents.* The Corporation may from time to time maintain one or more transfer offices or agents and registry offices or agents at such place(s) as may be determined from time to time by the Board.
- 6.5. *Lost, Destroyed, Stolen and Mutilated Certificates.* The holder of any shares shall immediately notify the Corporation of any loss, destruction, theft or mutilation of the certificate representing such shares and the Corporation may issue a new certificate to replace the certificate alleged to have been lost, destroyed, stolen or mutilated. The Board may, in its discretion, as a condition to the issue of any such new certificate, require the owner of the lost, destroyed, stolen or mutilated certificate, or his legal representatives, to make proof satisfactory to the Board of such loss, destruction, theft or mutilation and to advertise such fact in such manner as the Board may require, and to give the Corporation and its transfer agents and registrars, or such of them as the Board may require, a bond in such form, in such sums and with such surety or sureties as the Board may direct, to indemnify the Corporation and its transfer agents and registrars against any claim that may be made against any of them on account of the continued existence of any such certificate so alleged to have been lost, destroyed, stolen or mutilated and against any expense in connection with such claim.
- 6.6. *Regulations.* The Board may make rules and regulations as it may deem expedient, not inconsistent with these Bylaws or with the Certificate, concerning the issue, transfer and registration of certificates representing shares of its capital stock.
- 6.7. *Restriction on Transfer of Stock.* A written restriction on the transfer or registration of transfer of capital stock of the Corporation, if permitted by the provisions of the

DGCL, and noted conspicuously on the certificate representing such capital stock, if such certificate exists, may be enforced against the holder of the restricted capital stock of any successor or transferee of the holder including an executor, administrator, trustee, guardian or other fiduciary entrusted with like responsibility for the person or estate of the holder. Any restriction on transfer, registration of transfer, or ownership arising under these Bylaws, the Certificate of Incorporation, or any Stockholders' Agreement shall be enforceable only to the extent permitted by Section 202 of the DGCL. The Corporation shall conspicuously note such restriction on any certificate representing shares or, in the case of uncertificated shares, include such restriction in the notice required by Section 151(f) of the DGCL. No restriction adopted after issuance shall bind a holder of previously issued securities unless such holder agreed to, or voted in favor of, such restriction. Unless noted conspicuously on the certificate representing such capital stock, a restriction, even though permitted by the provisions of the DGCL, as the same may be amended and supplements, shall be ineffective except against a person with actual knowledge of the restriction. A restriction on the transfer or registration of transfer of capital stock of the Corporation may be imposed either by the Certificate or by an agreement among any number of stockholders or among such stockholders and the Corporation. No restriction so imposed shall be binding with respect to capital stock issued prior to the adoption of the restriction unless the holders of such capital stock are parties to an agreement or voted in favor of the restriction. Except to the extent that the Corporation has obtained an opinion of counsel acceptable to the Corporation that transfer restrictions are not required under applicable securities laws, or has otherwise satisfied itself that such transfer restrictions are not required, any certificates representing shares of the Corporation shall bear a legend on the face of the certificate, or on the reverse of the certificate if a reference to the legend is contained on the face, which reads substantially as follows:

THE SECURITIES EVIDENCED BY THIS CERTIFICATE HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED (THE "ACT"), OR APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS, AND NO INTEREST MAY BE SOLD, DISTRIBUTED, ASSIGNED, OFFERED, PLEDGED OR OTHERWISE TRANSFERRED UNLESS (A) THERE IS AN EFFECTIVE REGISTRATION STATEMENT UNDER THE ACT AND APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS COVERING ANY SUCH TRANSACTION INVOLVING SAID SECURITIES, (B) THIS CORPORATION RECEIVES AN OPINION OF LEGAL COUNSEL FOR THE HOLDER OF THESE SECURITIES SATISFACTORY TO THIS CORPORATION STATING THAT SUCH TRANSACTION IS EXEMPT FROM REGISTRATION, OR (C) THIS CORPORATION OTHERWISE SATISFIES ITSELF THAT SUCH TRANSACTION IS EXEMPT FROM REGISTRATION.

6.8. *Dividends, Surplus, etc.* Subject to the provisions of the Certificate and of law, the Board:

- (a) may declare and pay dividends or make other distributions on the outstanding shares of capital stock in such amounts and at such time to times as, in its discretion, the conditions of the affairs of the Corporation shall render advisable;
- (b) may use and apply, in its discretion, any of the surplus of the Corporation in purchasing or acquiring any shares of capital stock of the Corporation, or

purchase warrants therefor, in accordance with law, or any of its bonds, debentures, notes, scrip or other securities or evidence of indebtedness; and

- (c) may set aside from time to time out of such surplus or net profits such sum(s) as, in its discretion, it may think proper, as a reserve fund to meet contingencies, or for equalizing dividends or for the purpose of maintaining or increasing the property or business of the Corporation, or for any other purpose it may think conducive to the best interests of the Corporation.

7. *Miscellaneous.*

- 7.1. *Seal.* The Board shall have the power by resolution to adopt, make and use a corporate seal and to alter the form of such seal from time to time.
- 7.2. *Fiscal Year.* The fiscal year of the Corporation shall be determined, and may be changed, by resolution of the Board.
- 7.3. *Books and Records.* The Corporation shall: (1) Keep as permanent records minutes of all meetings of its stockholders and the Board, a record of all actions taken by the stockholders or the Board without a meeting, and a record of all actions taken by a committee of the Board exercising the authority of the Board on behalf of the Corporation; (2) Maintain appropriate accounting records; (3) Maintain a record of its stockholders, in a form that permits preparation of a list of the names and addresses of all stockholders, in alphabetical order by class of shares showing the number and class of shares held by each; provided, however, such record may be maintained by an agent of the Corporation; (4) Maintain its records in written form or in another form capable of conversion into written form within a reasonable time; and (5) Keep a copy of the following records (subject to any provision of the DGCL) outside the State of Delaware at such place or places as may be designated from time to time by the Board: (a) the Certificate as currently in effect; (b) these Bylaws and all amendments thereto as currently in effect; (c) the minutes of all meetings of stockholders and records of all action taken by stockholders; (d) the Corporation's financial statements for the past three years; (e) all written communications to stockholders generally within the past three years; (f) a list of the names and business addresses of the current Directors and officers; and (g) the most recent annual report delivered to the Delaware Secretary of State.
- 7.4. *Forum Selection.* The Corporation shall be subject to the forum selection provisions as set forth in the Certificate.
- 7.5. *Subject to Law and Certificate of Incorporation.* All powers, duties and responsibilities provided for in these Bylaws, whether or not explicitly so qualified, are qualified by the provisions of the Certificate and applicable law.
- 7.6. *Stockholders' Agreement.* The Corporation is a party to the Stockholders' Agreement of the Corporation, dated on or about the date of these Bylaws (the "Stockholders' Agreement"). Unless otherwise agreed in writing by the Board, no Person may become a stockholder of the Corporation or acquire or receive any shares of any capital stock of the Corporation other than in compliance with the provisions of the Stockholders' Agreement and without becoming a party to the Stockholders' Agreement.
- 7.7. *Facsimile Signatures.* In addition to the provisions for use of facsimile signatures

elsewhere specifically authorized in these Bylaws, facsimile signatures of any officer or officers of the Corporation may be used at any time unless otherwise restricted by the Board or a committee thereof.

7.8. *Time Periods.* In applying any provision of these Bylaws which requires that an act be done or not be done a specified number of days prior to an event or that an act be done during a period of a specified number of days prior to an event, calendar days shall be used, the day of the doing of the act shall be excluded, and the day of the event shall be included.

7.9. *Electronic Transmission.* For purposes of these Bylaws, “electronic transmission” means any form of communication, not directly involving the physical transmission of paper, that creates a record that may be retained, retrieved, and reviewed by a recipient thereof, and that may be directly reproduced in paper form by such a recipient through an automated process.

8. *Indemnification.* The Corporation shall have the rights and obligations related to indemnification as set forth in the Certificate. The indemnification and advancement rights set forth in the Certificate are incorporated into these Bylaws, shall not be impaired retroactively except as permitted by the Certificate and Section 145 of the DGCL, and may be enforced in the Court of Chancery to the fullest extent permitted by law.

9. *Amendments.* These Bylaws may be altered or repealed and Bylaws may be made at any annual meeting of the stockholders or at any special meeting thereof, if notice of the proposed alteration or repeal of Bylaw or Bylaws to be made be contained in the notice of such special meeting, by the affirmative vote of a majority of the voting power of the capital stock issued and outstanding and entitled to vote thereat, or by the affirmative vote of a majority of the Board at any regular meeting of the Board, or at any special meeting of the Board, if notice of the proposed alteration or repeal, or Bylaw or Bylaws to be made, be contained in the notice of such meeting, or by a written consent in lieu of a meeting as set forth herein.

PROMETIA, INC.
SUMMARY OF CAPITALIZATION AND GOVERNANCE

AS OF JULY [___], 2026

Prometia, Inc. (the “Company”) is a Delaware corporation, formed on July [___], 2026. This summary provides an overview of the capitalization and governance of the Company, and is qualified in its entirety to the full text of the Company’s governing documents as referenced below.

Board Composition and Officers

The Company’s Board of Directors (the “Board”) is currently comprised of three people: Richard Détente, which is also Chairman of the Board, Richard Esteve and Charline Trimaille.

The Company’s officers are as follows:

- Richard Détente - Chief Executive Officer
- Richard Esteve - Chief Investment Officer
- Charline Trimaille - Secretary

Share Classes

The Company has 100,000,000 shares of common stock, par value of \$0.00001 per share (the “Common Stock”) authorized, and 10,000,000 shares of preferred stock, par value of \$0.00001 per share (the “Preferred Stock”) authorized.

Pursuant to the Company’s Certificate of Incorporation, the Board has been granted the power to determine the powers, preferences, rights, qualifications, limitations and restrictions pertaining to the Preferred Stock, or any series of the Preferred Stock. As of the date hereof, the Board has created two classes of Preferred Stock: The Series A Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Company (the “Series A Preferred Stock”), and the Series B Preferred Stock, par value \$0.00001 per share of the Company (the “Series B Stock”).

The general rights and preferences of the Common Stock, the Series A Preferred Stock and the Series B Stock are as follows:

- *Common Stock:*
 - The Common Stock is the general ownership of the Company, and has all of the default rights and privileges pursuant to Delaware law.
 - The Common Stock has 1 vote per share on any matter submitted to the holders of the Common Stock for a vote.
 - The Common Stock is entitled to dividends and distributions as determined by the Board.

- By its terms, the Common Stock is not convertible into or exchangeable for other shares of the Company.
- *Series A Preferred Stock:*
 - 10,000 shares of the Preferred Stock have been designated as the Series A Preferred Stock, pursuant to a Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series A Preferred Stock filed with the Secretary of State of the State of Delaware on July [____], 2026 (The “Series A Certificate of Designations”). The general rationale for the Series A Preferred Stock is that it has super-voting power, as described below.
 - The Series A Preferred Stock has no economic rights with respect to the Company, and has no right to receive any dividends or distributions made by the Company.
 - All 10,000 shares of Series A Preferred Stock have a total number of votes equal to the total number of votes then held or entitled to be made by all other equity securities of the Company, including, without limitation, the Common Stock, debt securities of the Company or pursuant to any other agreement, contract or understanding of the Company, multiplied by 1.004. These total votes are apportioned pro rata between the holders of the Series A Preferred Stock based on their respective holdings of Series A Preferred Stock, and the Series A Preferred Stock votes with the Common Stock as one class on any matter submitted to the Common Stock for a vote. The effect of this voting power is that as long as the Series A Preferred Stock is outstanding, it will collectively have 50.1% of the overall voting power of Company on general matters submitted to the Common Stock for a vote.
 - In addition, unless the Company has obtained the prior written consent of the holders of the Series A Preferred Stock (the “Series A Holders”), voting separately as a single class, with each share of Series A Preferred Stock having one vote on any such matter, the Company may not (i) amend or repeal the Series A Certificate of Designations; or (ii) amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series A Preferred Stock, as reasonably determined by the Series A Holders.
 - By its terms, the Series A Preferred Stock is not convertible into or exchangeable for other shares of the Company.
- *Series B Preferred Stock:*
 - 100 shares of the Preferred Stock have been designated as the Series B Preferred Stock, pursuant to a Certificate of Designations of Preferences and Rights of Series B Preferred Stock filed with the Secretary of State of the State of Delaware on July [____], 2026 (The “Series B Certificate of Designations”). The general rationale for the Series B Preferred Stock is that it has a set dividend right, as described below.

- Commencing with end of the Company's 2027 fiscal year on December 31, 2027, the Series B Preferred Stock is entitled to receive an annual dividend equal to 15% of any increase in the "Net Asset Value" of the Company in the applicable prior fiscal year (the "Series B Dividend"). "Net Asset Value" is defined as the Company's total assets, minus total liabilities. The Series B Dividend will be paid pro rata to the holders of the Series B Preferred Stock (the "Series B Holders"), based on their respective ownership of shares of Series B Preferred Stock, and will be paid via the issuance to the Series B Holders of shares of Common Stock equal in value to the Series B Dividend. For these purposes, the Common Stock will be valued based on a valuation conducted by an independent third party experienced in preparing valuations of securities such as the Common Stock.
- Other than the Series B Dividend, the Series B Preferred Stock is not entitled to receive any dividends or distributions made by the Company.
- Other than as set forth below, the Series B Preferred Stock has no voting rights.
- Unless the Company has obtained the prior written consent of the Series B Holders, voting separately as a single class, with each share of Series B Preferred Stock having one vote on any such matter, the Company may not (i) amend or repeal the Series B Certificate of Designations; or (ii) amend or repeal any provision of, or add any provision to, the Certificate of Incorporation or bylaws if such action would adversely alter or change the preferences, rights, privileges, or powers of, or restrictions provided for the benefit of, the Series B Preferred Stock, as reasonably determined by the Series B Holders.
- By its terms, the Series B Preferred Stock is not convertible into or exchangeable for other shares of the Company.

Transfer Restrictions and Stockholders' Agreement.

Applicable Law:

As of the date hereof, none of the Company's securities are registered for resale pursuant to the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), and therefore the Common Stock, the Series A Preferred Stock and the Series B Preferred Stock are all subject to customary transfer restrictions pursuant to applicable law. The general effect of these restrictions is that the Common Stock, the Series A Preferred Stock and the Series B Preferred Stock may not be sold or transferred unless there is an applicable exemption for such sale or transfer, without registration pursuant to the Securities Act.

Stockholders' Agreement:

In addition, on July [], 2026, the Company, Richard Détente and Richard Esteve entered into a Stockholders' Agreement. PROMETIA FRANCE ("PF") is not a party to the Stockholders' Agreement and is not expected to become a party to the Stockholders' Agreement. It is expected that the Board will require any additional stockholders in the Company (other than PF) to become a party to the Stockholders' Agreement as a condition of acquiring any shares of Common Stock or other securities of the Company, and the Stockholders' Agreement, and the rights and

obligations therein, will apply solely with respect to the stockholders of the Company who are a party to the Stockholders' Agreement.

The Stockholders' Agreement contains a number of provisions relating to the operations of the Company and transfers of the Common Stock, which in summary are as follows:

- Initial Approval. Prior to undertaking any sale or other transfer of shares of Common Stock, the applicable stockholder is required to provide to the Board with certain information with respect to any proposed transferee. The Board will evaluate the transferee and shall make a determination as to whether such transferee would be acceptable to the Company as a stockholder. No transfer will be permitted unless the Board has unanimously consented to the proposed transferee becoming a stockholder of the Company.
- Right of First Refusal. In the event that the Board approves a transfer, then the other stockholders of the Company have a right of first refusal to acquire the shares of Common Stock that the stockholder is proposing to transfer. The transferring stockholder is required to send a written notice containing the terms and conditions of the proposed transfer, the number and proportion of its share(s) that it proposes to transfer, the price on a per-share basis, and the proposed date for the closing of the transfer, to the Company and the other stockholders. The other stockholders then have a period of 10 days to elect to purchase all or a portion of the offering stockholder's share(s) at the indicated price. In the event that more than one stockholder elects to purchase the available shares, then the shares will be apportioned amongst them pro rata. In the event that the other stockholders do not elect to purchase all of the available shares, then the offering stockholder has the right, subject to compliance with the remainder of the Stockholders' Agreement, to transfer any remaining portion of the shares.
- Tag-Along Rights. If one or more stockholders who collectively hold more than 50% of the outstanding shares of Common Stock (as applicable, the "Majority Offering Stockholder(s)") propose to sell a number of shares of Common Stock comprising more than 50% of the outstanding shares of Common Stock of the Company to a non-affiliated third party, and the other stockholders have not elected to purchase 100% of the available Majority Offering Stockholder(s)' shares pursuant to the right of first refusal, then each stockholder is permitted to participate in such sale on the same terms as the Majority Offering Stockholder(s), and for an equal percentage of the shares of Common Stock proposed to be sold by the Majority Offering Stockholder(s) (i.e., If the Majority Offering Stockholder(s) are proposing to sell 75% of the shares of Common Stock which they own, then the other stockholders may sell 75% of the shares of Common Stock which they own). The Majority Offering Stockholder(s) are required to send a notice to the other stockholders with the terms of the proposed sale, including (i) the number of shares to be sold by the Majority Offering Stockholder(s); (ii) the name of the proposed transferee; (iii) the per-share purchase price and the other material terms and conditions of the sale; (iv) the proposed date, time and location of the closing of the sale; and (v) a copy of any form of agreement proposed to be executed in connection with the sale. The other stockholders will then have 5 days to elect to participate in the sale.
- Drag-Along Rights. If one or more stockholders who (together with their respective affiliates) holds more than 50% of the outstanding shares of Common Stock (the "Dragging

Stockholder”), receives a bona fide offer from a non-affiliated third party to purchase all of the Dragging Stockholder’s outstanding shares of Common Stock, and if the other stockholders have not acquired 100% of the available Dragging Stockholder’s shares of Common Stock pursuant to the right of first refusal, and the other stockholders have not elected to participate in the sale pursuant to the tag-along rights, then the Dragging Stockholder has the right to require that each other remaining stockholder participates in such sale, provided that the other stockholders are not required to transfer or sell any of their shares of Common Stock if the consideration for the sale is other than cash, but they may elect to sell their shares in such case. The Dragging Stockholder is required to deliver a written notice of exercise of these rights to each other stockholder, no more than 10 days after the execution and delivery by all of the parties thereto of the definitive agreement entered into with respect to the sale and, in any event, no later than 20 days prior to the closing date of the sale. The notice is required to describe in reasonable detail (i) the name of the person or entity to whom the shares are proposed to be sold; (ii) the proposed date, time and location of the closing of the sale; (iii) the per-share purchase price and the other material terms and conditions of the sale, including a description of any non-cash consideration; and (iv) a copy of any form of agreement proposed to be executed in connection with the sale.

- Involuntary Transfers. For purposes of the Stockholders’ Agreement, an “Involuntary Transfer” is any sale or transfer, or proposed sale or transfer, of shares of Common Stock (i) upon any foreclosure of any pledge, encumbrance, hypothecation or mortgage which would result in the sale or transfer of one or more shares of Common Stock, (ii) in the case of a stockholder that is a trust, the termination of the trust, (iii) in the case of a stockholder that is a partnership, the dissolution and commencement of winding up of the partnership; (iv) in the case of a stockholder that is an estate, the distribution by the fiduciary of the estate’s interest in the Company; and (v) in the case of a stockholder that is a corporation, the filing of a certificate of dissolution, or its equivalent, for the corporation or the revocation of its charter. In the event of any Involuntary Transfer of shares of Common Stock, the Company has the right, for a period of 30 days, to acquire the shares of Common Stock proposed to be transferred at a purchase price equal to the fair market value of the shares of Common Stock subject to the Involuntary Transfer, as determined by the Board. Any payment for any shares of Common Stock acquired by the Company pursuant to this provision will be paid for in cash, certified check, attorney’s check or other immediately available funds on the settlement date. None of the right of first refusal, tag-along rights or drag-along rights apply to any Involuntary Transfers.
- Preemptive Rights. The Stockholders’ Agreement provides certain preemptive rights to the stockholders. In the event that the Company proposes to issue or sell (i) any shares of Common Stock, (ii) any shares of Preferred Stock, (iii) any security convertible into or exchangeable for any shares of Common Stock or Preferred Stock, (iv), any option, warrant, or other right to purchase or otherwise acquire any shares of Common Stock or Preferred Stock, or (v) any “equity security” within the meaning of the Securities Exchange Act of 1934, as amended (the “Company Securities”), then the Company is required to send a notice to all of the stockholders, describing the Company Securities to be sold, the pricing, and other material terms of the same, which notice is required to be sent at least 20 days prior to the proposed closing. The stockholders then have 15 days to elect to participate in the sale and acquire their pro-rata portion of the Company Securities to be issued, which

pro-rata allocation will be determined based on the stockholders' respective percentage ownership of Common Stock, as between the stockholders who are a party to the Stockholders' Agreement, as of the applicable time. The pre-emptive rights do not apply with respect to any "Exempt Issuances", which are: (i) Company Securities to employees, independent contractors, officers or directors of the Company for compensatory purposes; (ii) Company Securities issued pursuant to a merger, consolidation, acquisition or similar business combination; (iii) Company Securities issued pursuant to any equipment loan or leasing arrangement, real property leasing arrangement or debt financing from a bank or similar financial institution; (iv) Company Securities issued pursuant to convertible debt, warrants, options or similar instruments which were themselves an Exempt Issuance; (v) Company Securities issued as dividends on otherwise issued and outstanding shares of Common Stock or Preferred Stock; and (vi) Company Securities issued in connection with or pursuant to a firm commitment underwritten initial public offering of the Common Stock, in each case to the extent that the issuance of such Company Securities in each of the foregoing clauses was unanimously approved by the Board.

Current Capitalization

As of the date hereof, the capitalization of the Company is as follows:

Shareholder	Common Stock	Series A Preferred Stock	Series B Preferred Stock
Richard Détente	25,050	5,010	60
Richard Esteve	25,050	4,990	40
PROMETIA FRANCE	49,900	0	0
Totals:	100,000	10,000	100